

Sans Visa : « le Chemin des Dames » d'Yves Gibeau

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15005 - 7 F

SAMEDI 24 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

Après la Bundesbank, la Banque de France baisse le loyer de l'argent

La détente des taux d'intérêt se poursuit en Europe

Paris vaut bien une messe

La Banque fédérale d'Allemagne a eu le bon goût d'abaisser à nouveau ses taux directeurs. Elle a été suivie par plusieurs autres banques centrales, à l'exception de l'Espagne. La Banque de France a décidé, vendredi, une réduction d'un quart de point de ses taux d'intervention, immédiatement répercutée par les banques commerciales. C'est un signe de « retour de la confiance », a déclaré au « Monde » le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, qui s'explique, pour la première fois, sur son projet de « modèle français de banque centrale ».

Un entretien avec M. Alphandéry

« La droite a été portée au pouvoir pour lutter contre le chômage. M. Balladur vous a chargé de sa première grande réforme, celle de la Banque de France, un projet très éloigné des préoccupations actuelles des Français. N'est-ce pas là une erreur politique ? »

« Non, absolument pas. Quel est l'objectif ultime de cette réforme ? En confiant la gestion de la politique monétaire à une autorité qui l'assurera en pleine indépendance, cette réforme vise à créer un environnement monétaire favorable à l'emploi. La monnaie n'est pas tout, mais une gestion monétaire insuffisamment crédible peut handicaper la création d'emplois. C'est la situation que nous avons connue en France avec le pouvoir précédent. »

« Depuis 1983, les gouvernements successifs se sont certes engagés, sous la contrainte du système monétaire européen, dans des politiques de désinflation. Mais l'insuffisante crédibilité de leur poli-

tique monétaire s'est traduite par des taux d'intérêt supérieurs, notamment, à ceux de l'Allemagne. Ce coût du crédit plus élevé que ce qu'il aurait dû être a été un obstacle à l'emploi. »

« Notre projet s'inscrit donc dans un processus de retour à la confiance. Celui-ci a été bien engagé, ces dernières semaines et aujourd'hui encore, avec la baisse des taux d'intérêt. Il faut consolider ce climat. Cela passe par une bonne gestion des finances publiques, des mesures en faveur de l'épargne longue et cette réforme de la gestion monétaire. Je souhaite y intéresser les Français. Car il ne s'agit pas simplement de modifier le statut de la Banque de France, mais de contribuer à la lutte contre le chômage. »

Propos recueillis par ERIK IZRAELWICZ et FRANÇOISE LAZARE

Lire la suite et les informations page 15

La consultation du 25 avril en Russie

Boris Eltsine transforme le référendum en plébiscite

Dans un contexte de dramatisation créé aussi bien par les partisans de Boris Eltsine que par ses adversaires, les électeurs russes s'apprêtent à se prononcer, dimanche 25 avril, lors d'un référendum en forme de plébiscite, dont nul ne connaît réellement le poids juridique. Le scrutin porte sur la confiance au président, sa politique de réformes économiques et la tenue d'élections anticipées. A deux jours du vote, la présidence russe a rendu publics, vendredi, les points essentiels de son projet de Constitution, laissant entendre qu'en votant la confiance à M. Eltsine les électeurs donneraient aussi leur accord à ce texte.

MOSCOU

de notre correspondant

Les jeux, en un sens, sont faits. Tous les jours sans rival à sa mesure, porté par la télévision officielle, soutenu par l'Occident et ses crédits, appuyé par les dirigeants des autres pays de l'ex-URSS, et distribuant des cadeaux à tour de bras à la population, Boris Eltsine se peut plus guère « perdre » le référendum, et avec lui, sa présidence. Au terme d'une interminable bataille, le Congrès, embrouillé dans ses propres manœuvres, a dû accepter, fin mars, d'organiser la consultation réclamée par le président et qui, pour l'essentiel, n'est rien d'autre qu'un plébiscite.

Le tribunal constitutionnel a ensuite levé le dernier obstacle, à vrai dire bien branlant, que les députés avaient tenté d'élever pour empêcher M. Eltsine de remporter un succès en bonne et due forme : il lui suffira d'obtenir la majorité des votants pour pouvoir se prévaloir de la confiance renouvelée du peuple russe. Restera certes à « interpréter les résultats »,

selon l'expression en vogue ces jours derniers à Moscou, et cela promet une nouvelle et charmante foire d'empoigne. D'autant que la confiance au président s'accompagnera vraisemblablement d'un désaveu de la politique économique menée par le même président. Déjà, toutes sortes de scénarios s'échafaudent, y compris les plus alarmistes.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

ESPACE EUROPÉEN

■ Russie : un entretien avec Vadim Kozovoi, directeur de recherche au CNRS.

■ Ex-Yougoslavie : rencontre avec Vuk Draskovic, dirigeant de l'opposition démocratique à Belgrade.

pages 7 et 8

SUCCESSIVEMENT, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne « dérochèrent » leur monnaie à des degrés divers - en raison aussi de l'état de leur économie, - reprenant totalement ou partiellement leur liberté de fixer leurs taux d'intérêt. Seule la France, en dehors des pays de la zone mark (Belgique, Pays-Bas et Danemark), resta obstinément fidèle - compte tenu de sa santé économique et des avantages à long terme qu'elle espérait en tirer - aux parités fixes entre le franc et le mark. Et en paye le prix en termes de taux d'intérêt, ce qui eut pour effet de dévaloriser dans l'immédiat son appareil productif.

Certes, la Bundesbank a d'excellentes raisons d'assouplir sa politique : l'ouest de l'Allemagne est atteint par la récession et la croissance de la masse monétaire du pays reste progressivement dans son lit après des débordements tumultueux. Mais elle sait que l'attachement indéfectible de la France au système monétaire européen a sauvé ledit système et que, les industries allemandes, déjà très affectées par les dévaluations sauvages et ultra-compétitives de la Grande-Bretagne et de l'Italie, l'eussent été bien davantage si la France, premier client de la RFA, avait déroché sa monnaie du mark.

PARIS vaut bien une messe, et la maintien de la coopération franco-allemande méritait un geste qui permet maintenant à la Banque de France d'assouplir, elle aussi, sa politique monétaire, commençant à rattraper un retard meurtrier pour les entreprises.

Edouard Balladur n'est donc pas revenu les mains vides. Reste à convaincre la Bundesbank d'accélérer son désarmement, et là rien ne permet d'affirmer qu'elle y consentira. Pour le « Bubas », l'inflation reste le premier des soucis, et tant qu'elle ne sera pas ramenée à un niveau compatible avec ses objectifs la banque centrale allemande demeurera vigilante et ferme, quoi que la France en pense.

M0147 - 0424 0 - 7.00 F



Les partenaires sociaux à Matignon



Lire nos informations page 22

Le référendum en Erythrée

Les Occidentaux volent dans le nouvel Etat un rempart contre l'islam.

Lire page 6 l'article de MARIE-PIERRE SUBTIL

La visite du pape en Albanie

Le retour de la religion.

Lire page 3 l'article de SYLVIE KAUFFMANN

M. Chirac raccordé à l'« interministériel »

Le maire de Paris a accès au réseau téléphonique qui relie entre elles les plus hautes autorités de l'Etat.

page 9

Le téléphone de poche sans fil à Paris

Après une expérience concluante à Strasbourg, France Telecom lance le Si-Bop dans la capitale.

page 22

SANS VISA

■ « Le Chemin des Dames » d'Yves Gibeau ■ A l'ombre de Carthage ■ Bandung, le ville double ■ Pablo Neruda, retour à la Isla Negra ■ Table : les tartares ■ La Champagne à saute-bouchons ■ Les templiers à découvert.

Pages 23 à 30

Élections en trompe-l'œil au Cambodge

Plus le scrutin du 23 mai se rapproche, plus les chances de succès du plan de paix de l'ONU paraissent fragiles

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Depuis deux semaines, le Cambodge est en campagne électorale et, à ce jour, les réunions organisées par les principaux partis dans certaines villes se sont déroulées dans un calme relatif. S'il y a eu des cas d'intimidation, peu d'indices graves ont été rapportés. Mais le cœur n'y est pas car, chacun le sait, la partie ne se jouera pas seulement lors

du vote organisé par l'ONU. L'obstination des Khmers rouges a déjà eu raison de l'entêtement de l'ONU : quels que soient les résultats du scrutin, s'il a lieu, de nouvelles négociations s'ouvriront en juin, à moins que la situation ne tourne, à ce moment-là, au vinaigre.

Le lot des vingt partis qui présentent des candidats aux 120 sièges de l'Assemblée constituante est dominé par deux formations : le PPC, Parti du peuple

de Chea Sim et Hun Sen, qui contrôle la fonction publique et les forces armées de Phnom-Penh ; et le FUNCINPEC, fondé par Norodom Sihanouk et dirigé par l'un de ses fils, le prince Ranariddh. Les élections étant organisées, pour l'essentiel, sur le territoire qu'il administre, le PPC dispose d'un énorme avantage.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite et l'article de FRANCIS DERON page 5

CHAUMET

JOAILLIER DEPUIS 1780 PARIS



Anneau Tango.

Pas de deux.

Pas de doute.

C'est un Chaumet.

12, PLACE VENDÔME - PARIS - (1) 44 77 34 00

Italie : démission du gouvernement Amato

Giuliano Amato a présenté, jeudi 22 avril, la démission de son gouvernement au président de la République, Oscar Luigi Scalfaro. Devant la Chambre des députés, le président du conseil a fait le bilan des dix mois au pouvoir de sa coalition ébranlée par les scandales ayant contraint sept ministres à la démission.

Son successeur devrait être désigné au début de la semaine prochaine. Que ce soit Mario Segni, ex-démocrate-chrétien, instigateur des référendums du 18 avril, ou une autre personnalité politique comme le président du Sénat, Giovanni Spadolini (Républicain), ou le président de la Chambre, Giorgio Napolitano (PDS), il devra former un gouvernement de transition jusqu'aux nouvelles élections.

Lire page 3 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

AU COURRIER DU Monde

BANLIEUES

Une véritable politique urbaine

L'UNE des raisons du succès électoral de la majorité actuelle dans les quartiers populaires et les banlieues tient à une exigence et une espérance apparemment paradoxales mais intrinsèquement liées : d'une part, une très forte demande de sécurité et de protection ; d'autre part, une attente importante à l'égard de l'Etat, les personnes et les groupes les plus fragiles en espérant une présence et une efficacité accrues.

Cette double demande ne peut être séparée, au risque de provoquer des déceptions, des frustrations et des ressentiments. Mais, pour l'instant, nous constatons - parfois de manière dramatique - une seule réponse : celle de la répression, de la démonstration puérile du retour d'un ordre étatique et d'une désignation absurde des boucs émissaires habituels que sont les immigrés et leurs enfants.

Cette politique se trompe d'objectif et ne répond pas aux aspirations réelles de l'électorat qui a porté cette majorité au pouvoir. Les habitants des quartiers populaires et des banlieues attendent - au-delà de leur diversité politique et ethnique - une véritable politique de sécurité et des politiques urbaines et sociales dignes de ce nom.

Trois priorités me paraissent s'imposer.

Il est nécessaire, en premier lieu, de réaffirmer les fonctions régaliennes de l'Etat dans les quartiers les plus démunis en développant une véritable révolution du service public de proximité ; car, face au sentiment d'abandon ou d'oppression, de diverses manières, les habitants de ces quartiers, il faut apporter les preuves concrètes que, plus que jamais, l'Etat entend être un des principaux régulateurs de la vie locale. Il est donc urgent de planifier une véritable action publique en la matière.

Dans la même logique, il est nécessaire de renégocier rapidement entre l'Etat, les collectivités territoriales et les autres partenaires sociaux, de véritables contrats d'objectifs sur une durée à moyen terme qui puissent apporter des réponses structurelles à des problèmes qui le sont aussi. De ce point de vue, la mise en place du XI^e Plan, des contrats de plan-Etat-régions, des contrats de villes et d'agglomérations, doit s'accompagner d'une contractualisation avec les conseils généraux dans les domaines de l'action sociale et de la prévention ; faute de quoi nous aurons toujours l'impression qu'il manque un pied au socle de l'action publique.

Enfin, il paraît souhaitable que soit mise en discussion une loi de programmation de cinq ans qui paracheverait et légitimerait nos différents dispositifs administratifs et territoriaux.

Tout cela serait vain sans le développement d'une véritable démocratie locale et sans l'expression réelle et participative des citoyens et des habitants de nos quartiers populaires. A nous de la permettre, à nous de l'organiser.

ADIL JAZOULI
sociologue, directeur
de Banlieuescopies

DROGUE

Tu avais
vingt-cinq ans...

FRED, tu étais grand, fort et beau gosse. Mais tu étais mal dans ta peau. Quelques artifices éphémères te ressemblaient.

Artifices éphémères qui devaient bien sûr disparaître. Cinq ans durant, ils coulaient dans tes veines.

Puis une, leur d'espérance scintilla. Dix-huit mois d'efforts, d'envie d'en finir avec tout ça. Ton travail, tes projets...

La Dame Blanche (noire) t'a rattrapé et a soufflé cette flamme. Tu avais vingt-cinq ans. Je voudrais te dire ça.

Que fût-on pour ces milliers de milliards. J'en appelle à la conscience de tous ceux qui nous dirigent :

« Arrêtez le massacre ! »
« Vers quel but dirigez-vous ? »
« Vers quel progrès ? »
« Si, pour quelques centaines de francs, on peut offrir la mort à chaque coin de rue... »
« Agissez ! Réagissez ! » Il en va de la survie de notre société.

PHILIPPE FEUILLET
Saint-Hélène-de-Provence

DÉLINQUANCE

Supprimons
les allocations

NOUS surtois souvent avec mon épouse et des amis dans les eight-clubs et autres lieux de plaisir du département. Il est

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lecaillon, gérant
directeur de la publication
Bruno Fregat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Maurice Loubert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction
Yves Agnès
Thierry Fauriol
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Directeur :
Daniel Vernet
directeur des relations internationales
Anciens directeurs :
Hubert Bourvois-Méry (1944-1968)
Jacques Fauriol (1968-1982)
André Lemaire (1982-1988)
André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET BUREAU SOCIAL :
15, RUE FAUGUET
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-28
Télécopieur : 40-65-25-28
ADMINISTRATIF :
1, PLACE HUBERT-BOURVOIS-MÉRY
94402 NOUVEAU-BOIS
Tél. : (1) 40-65-25-28
Télécopieur : 40-65-25-28

regrettable de voir à quel point certains parents ne tiennent pas leurs enfants, car beaucoup de jeunes filles et de jeunes gens, mineurs pour la plupart, se conduisent fort mal, s'envoient et font beaucoup de tapage nocturne et autres nuisances. Issus de milieux aisés, professions libérales, cadres, etc., cohabitant en état d'ébriété, parfois les BMW de leur père, ils sont par ailleurs d'une rare insolence avec les policiers locaux, situation-familiale des parents oblige. Ne pourrait-on pas, dans la mesure où cela serait possible, supprimer les allocations familiales aux parents de ces enfants ? En effet, je me suis laissé dire que certaines sommes étaient encore attribuées à des familles dont le revenu est tout de même plus important que celui des sans-emploi des grands ensembles de la région parisienne.

MARC RIEBEL
Muzillac (Morbihan)

SERBIE

Nettoyages
ethniques

Le long texte de François Fejtó paru dans le Monde du 9 avril, à partir d'un entretien avec le « nettoyeur ethnique » pour seule origine le « national-communisme ».

1) Il ne relativise pas le phénomène de « nettoyage ethnique », faisant du cas serbe un cas presque unique, alors que ceux-ci sont malheureusement trop fréquents. Pour ne parler que de l'après-guerre : élimination des Allemands de Silésie et des Sudètes, action des Israéliens en Palestine (1948), des Turcs à Chypre (1974), des Hutus au Rwanda, etc., c'est-à-dire chaque fois que plusieurs peuples se disputent un même territoire.

2) Il ne cite jamais la royauté d'origine serbe comme l'un des éléments ayant exacerbé les antagonismes entre les deux guerres et étant indirectement responsable des atrocités revanchardes commises sous couvert des Allemands.

3) Il évoque le Tito stalinien de la période de guerre, mais il ne tient aucun compte de l'évolution radicale du régime au cours des années 60-80.

4) Le régime Milosevic, pour peu recommandable qu'il est, n'est quand même pas tout à fait comparable à celui de Staline : celui-ci aurait-il toléré des médias libres comme le journal *Vreme* ou la télé indépendante diffusée à Belgrade ? D'ailleurs les régimes croate et bosniaque sont-ils tellement meilleurs, qui exercent une censure implacable et qui ont exploité les différences religieuses pour fanatiser leur peuple, comme l'a fait Milosevic avec la religion orthodoxe ?

Les nationalismes exacerbés, qu'ils soient d'origine communiste ou non, religieux ou non, aboutissent aux mêmes excès coordonnés, qui se traduisent trop souvent par des « nettoyages ethniques ».

YVES DURRIEU
Paris

SOLIDARITÉ
La médecine
du cœur

JE suis attentif de lire, dans le courrier du Monde (3 avril) le commentaire suivant : « M. Bernard Kouchner devrait savoir que la médecine humanitaire ne s'enseigne pas. Ce n'est pas une branche de la cardiologie. C'est la médecine du cœur ! »

La vulgarité du coup de pied de l'âne est insupportable, mais quand on mesure ce demi-décalage - pour ne pas parler du précédent - de destructions matérielles et culturelles au nom de l'intervention humanitaire faite sans étude, sans humilité, sans respect du tissu humain, ce n'est pas d'une mais de cent unités de recherche et d'examen sur les méthodes, les moyens, les effets de l'intervention humanitaire, médicale ou autre, qu'il faut se doter.

Quelques plaisirs qu'en donnent les battements du cœur, le cœur est un muscle dangereux. Réduit à ses seuls, il donne la preuve tragique que l'enfer est paré de bonnes intentions.

PIERRE HEULINE
cinéaste, Paris

RACISME

Au fil
de la semaine

VENDREDI 19 h 30. Les deux passagers - la trentaine - qui évoluent devant moi, dans le bus me conduisant vers Boulogne, leurs vacances au pays du « vivre fou », arborent cet indéfinissable bronzage perpétuel, apparence des adeptes des « séances UV ». Soudain, gèle par un obstacle que le conducteur n'a dû voir qu'au dernier moment, l'autobus ralentit sa course après un coup de frein sec et frôle l'écrolement qui borde la voie. Une femme, au visage tanné par la misère du tiers-monde et la tristesse du déracinement, est presque prise en sandwich entre le bus et le mur. J'entends alors distinctement l'une

des deux « vacancières » murmurer « écrase-la, mais écrase-la donc... », puis reprendre sa conversation, sourire aux lèvres. Je me surprends essayant de me convaincre d'avoir mal compris et je détourne les yeux comme pour me rassurer.

Samedi 15 h 30. Ayant terminé son cours de violon hebdomadaire, mon fils de treize ans monte dans la voiture et me propose de filer à toute allure : il veut aller à la messe, comme promis, à son équipe de basket qui disputait un match à quelques kilomètres de Paris. Il a raté la première mi-temps. Qu'à cela tienne ! Il se rattrape au cours de la seconde. Cinq minutes après, une altercation l'oppose à un joueur de l'équipe adverse qui l'avait agrippé. Expulsion des deux joueurs. Le jeune lance alors à l'adresse de mon fils : « Sale Arabe... Rentre dans ton pays ! » Treize ans et déjà la barge des adultes ! Les secondes passent. J'attends que les parents ou quelqu'un de son entourage signale à ce jeu-ot qu'avec ses insultes il a dépassé les limites. Rien. Je suis moi-même muet dans le silence, me donnant mal à raison de rester calme.

Dimanche, 21 heures. Invité à un cocktail à Paris, je me retrouve en compagnie de deux vieux messieurs qui tracent gravement, avec l'indolence de leur âge et l'aisance que procure souvent la fortune, certains épisodes de l'histoire de France. Ambiance feutrée, langage ébahi. Passe alors un homme tatoué d'un groupe de jeunes gens descendant dans la bonne humeur, et plutôt avec entrain. L'un des vieux dit à l'autre : « N'est-ce point M. X... ? Sais-tu qu'il est juif ? », suivent des propos inaudibles, puis : « On a beau dire... sur certaines questions, Hitler avait raison ». Sourires entendus des deux respectables vieillards. Pour la troisième fois en trois jours, je me tais par je ne sais quelle déconce.

Et si le racisme se nourrit aussi de la dignité qu'on lui impose ? Demain, face au racisme urbain, je tâcherai d'être muet « digne ».

ELIE MELKI
Saint-Germain-en-Laye

SOCIÉTÉ

Le mythe du chiffre

Le tour du monde en 80 jours est une bonne illustration du mythe du chiffre, dont la prétendue « barre » des trois millions de chômeurs est un autre exemple. Ainsi l'appellation « trophée Jules-Verne » est-elle un argument de marketing reposant sur un nom et sur un nombre, qui est une véritable trahison de l'esprit de l'ouvrage de l'auteur. En effet, le pari de Philéas Fogg est l'antithèse de celui de nos navigateurs modernes : il ne s'agit pas d'un exploit aléatoire mais, au contraire, d'un exploit inéluctable du progrès scientifique et industriel, qui permet à un homme comme (avec son domestique), usant de procédés à l'usage de tous, d'effectuer une performance. Le seul acte indispensable est un répertoire des horaires des trains et bateaux à vapeur, la navigation à voile ou faisant pas partie des moyens de transport modernes aux yeux d'un maniaque des horloges !

Cette trahison n'est-elle pourtant pas une juste punition ? Jules Verne a usé et abusé du pouvoir symbolique des nombres (20 000 lieues sous les mers, *Cinq semaines en ballon*, *Deux Ans de vacances*, etc.) et celui-ci se retourne contre lui.

Souhaitons bonne chance aux navigateurs : à partir du moment où ils auront franchi cette limite de type absolu, ne serait-ce que d'une heure, elle n'aura plus de sens et il ne restera plus qu'à battre un « record » de 79 jours et 23 heures.

MAURICE COMTE
Lyon

TRAIT LIBRE



Les référendums italiens (« Financial Times », 22 avril)

ELECTIONS

Pour pouvoir s'exprimer

CHACUN se réjouit de l'excellent climat dans lequel se déroule l'élection. Une fausse ode est cependant à regretter : le tintamarre qui a été fait pour annoncer ce qui nous est donné comme la victoire des uns et la défaite des autres.

Il y a effectivement victoire et défaite, mais cela ne concerne que les seuls membres des partis politiques. Or il ne faut pas oublier qu'approximativement un Français sur cent est membre d'un parti.

Le temps des élections est celui où il serait bon de s'interroger sur le cas des quatre-vingt-neuf autres qui, quand ils ne sont plus sous l'effet du matraque politico-médiatique, prennent progressivement conscience du rôle dérisoire qui leur est attribué dans l'orientation de la société à laquelle ils appartiennent.

Pour se débarrasser du préjugé qui consiste à croire que nous sommes en perpétuelle compétition, divisés entre vainqueurs et vaincus, il suffirait simplement que chaque électeur, en votant, ait à sa disposition un moyen technique dont la signification, conventionnellement, serait la suivante : « Quelque chose ne me convient pas dans l'opération électorale à laquelle j'ai tenu à participer » ou « Elle ne me permet pas de m'exprimer convenablement ».

Cette pratique aurait en outre l'avantage de diminuer considérablement le nombre des abstentionnistes. Beaucoup parmi eux auront à cœur de se déplacer et d'accomplir leur devoir de citoyen sachant qu'ils peuvent déclencher cette sorte de « signal de vérité » et qu'ils obtiendront ainsi un premier vrai « droit à la parole ».

JACQUES ESSEL
et ALBERT JACQUARD
Paris

ÉTHIQUE

Pitié
pour les animaux

DANS la discussion autour des droits de l'animal (le Monde du 17 avril), j'ai l'impression qu'on se place un peu trop au niveau des principes et pas assez au niveau des réalités.

D'abord, un fait qui devrait modérer certaines critiques intempestives. Les scientifiques de haut rang qui soutiennent en France les droits de l'animal (Etienne Wolff, Jean-Claude Nouët, Georges Chapouthier) sont eux-mêmes des expérimentateurs en laboratoire. Ils savent mieux que personne la nécessité de ces expérimentations. Mais, tout en les pratiquant, ils se font pas l'impression sur le conflit éthique qu'elles suscitent.

On peut admettre sans émois excessifs l'alimentation carnée :

doit-on admettre les usines à poulets et l'élevage en batterie des vaches et des porcs ? On peut aimer avoir un compagnon félin ou canin : doit-on accepter le massacre des animaux abandonnés dans les refuges surchargés ? On peut se plaindre au spectacle du courage et de la maîtrise de soi : doit-on tolérer le supplice du taureau dans l'arène ?

Je ne sais pas si le meilleur moyen est de reconnaître des droits aux animaux comme on l'a déjà fait pour les hommes. Je suis convaincu de l'équivalence de cette reconnaissance. Peut-être engendrer. Mais je vois bien ce que la non-reconnaissance perpétue : le mauvais plaisir, l'aveugle complaisance, l'objet sadisme de l'homme. Quand nous rendons-nous compte que ce que nous faisons à la plus infime des créatures, c'est à nous que nous le faisons ?

JEAN BASTIAIRE
écrit

UN LIVRE

L'épouvantail américain

VILLE ET VIOLENCE
de Sophie Body-Gendrot
Presses universitaires de France - 252 p., 149 F.

VAUX-EN-VELIN n'est pas Los Angeles. Les bouffées de violence qui agitent, et parfois enduillent, certaines de nos banlieues apparaissent sans commune mesure avec les émeutes urbaines aux États-Unis. Cela n'empêche pas des similitudes troublantes, qui conduisent à se demander si la France ou le Royaume-Uni ne sont pas quêtés par le « modèle » américain.

Professeur à la Sorbonne, Sophie Body-Gendrot tente de répondre à la question dans une solide étude comparative entre ces trois pays. On en retiendra surtout la parallèle franco-américaine, car le Royaume-Uni apparaît souvent comme une situation intermédiaire, à mi-chemin entre Marianne et l'Oncle Sam.

La « violence » actuelle en France mérite d'être relativisée. Jamais, au cours des siècles précédents, nos villes n'avaient été aussi sûres. Nous sommes, en revanche, essaimés d'images violentes, car les excès ont appris à attirer les caméras et à se servir des médias.

Le cas des États-Unis est différent, souligne Sophie Body-Gendrot. Ce pays jeune, décentralisé, très diversifié et d'une beaucoup d'habitants sort armés, a une longue habitude de la violence. Aujourd'hui, la petite délinquance y est deux fois plus importante qu'en Europe, le taux d'homicide qu'à cinq fois plus élevé.

La société américaine se distingue par ses fortes inégalités, auxquelles s'ajoutent des disparités ethniques de plus en plus nettes.

Le melting pot, fondé sur un modèle culturel dominant - blanc, protestant, anglo-saxon - cède la place à un repli communautaire. Les effets de classe et de race se manifestent d'autant plus que les plus pauvres se trouvent relégués dans des espaces à l'abandon. C'est l'« hyperghetto », dans lequel des gangs concurrents se disputent le marché des suppléments. Quant aux riches, ils ont tendance à se barricader dans de petites villes miniatures, avec la volonté d'acheter en quelque sorte leur système politico-administratif local.

Depuis le début du réagisme, souligne Sophie Body-Gendrot, les transferts d'argent en direction des espaces précaires ont nettement diminué. Ce n'est nullement le cas en France, où l'on attend de l'État qu'il règle le problème des quartiers « chauds ». La mentalité de contributeur ne l'empêche pas sur celle de citoyen.

Cela dit, en France comme aux États-Unis, les réalités du marché du travail et de l'intégration sociale sont tentées de se faire entendre par la violence. Celle-ci n'est plus un moyen de revendiquer, mais un style de vie à base de pulsions consuméristes. Ses adeptes n'ont plus rien à perdre.

Sophie Body-Gendrot nous met en garde : des deux côtés de l'Atlantique, les contradictions des économies modernes sont des économies de guerre urbaine. La violence urbaine souligne l'incapacité de nos démocraties à traiter les revendications minoritaires. C'est un mode d'affirmation politique dont on n'a pas épuisé toutes les variantes et qui a peut-être encore de beaux jours devant lui.

ROBERT SOLÉ

ÉTRANGER

ITALIE : tirant les leçons des référendums

Giuliano Amato a présenté la démission de son gouvernement

Dans l'atmosphère grise et compassée d'une Chambre de députés, ramenée peut-être à plus de responsabilité, après l'éphémère euphorie du référendum de dimanche et lundi derniers, s'est joué théoriquement, jeudi 22 avril, un des tout derniers actes de la première République italienne : le président du Conseil, le socialiste Giuliano Amato, a annoncé la démission de son gouvernement.

ROMÉ

de notre correspondant

Cette fois il n'y a ni cris, ni burlesques, ni pairs de menottes incongrues dans les rangs, comme cela s'était produit trop souvent durant les dix mois d'existence d'un gouvernement, ni du constat de faiblesse des partis au pouvoir - Démocratie chrétienne et Parti socialiste (PSI) en tête - au lendemain des élections du 5 avril 1992. Celles-ci avaient enregistré la montée des Lignes et, d'une manière générale, celle d'une protestation généralisée contre presque cinquante ans d'immobilisme politique, au bénéfice de partis sans cesse plus gourmands.

Ce gouvernement, depuis sa désignation, le 30 juin dernier, a pratiquement survécu à lui-même, à chaque fois plus faible, plus déséquilibré de crise en crise, de démission en démission - sept ministres, la plupart ont raison de démêlés avec la justice, ont dû partir - et de vote de confiance ou de vote de censure (ou de tout) sous la houlette de Giuliano Amato, le « Docteur subtil », cette ex-éminence puis de Bettino Craxi, vite surnommé par la presse « Mickey Mouse », le gouvernement a quand même réussi à éviter les plus gros écarts, à se faufiler dans les ruines d'une participation toujours prête à l'entraine dans sa chute, à traverser, même, cette période de tension et de violence « vibrante » de la faiblesse de ceux qui, dans l'attente, appuyés au départ, la tâche, il est vrai, était écrasante : il a fallu d'abord gérer la plus grande crise morale traversée par le pays. Une crise qui a révélé les fondations pourries des plus grandes entreprises italiennes, à laquelle même la Fiat, qui, ces jours derniers, a fini par collaborer, « spontanément » avec la justice,

n'a pas échappé, et qui s'est concrétisée, dans le sillage de corruption de l'opération judiciaire « Mani pulite », par la chute des grands leaders politiques : le socialiste Bettino Craxi et son ancien dauphin, l'ex-ministre de la justice Claudio Martelli, et, dans une moindre mesure, le républicain Giorgio La Malfa.

De son côté, la Démocratie chrétienne se voyait laminée par la révélation de la collusion entre politiciens et mafieux. Une avalanche de boue qui atteignit, grâce aux accusations très lourdes portées par des « repentis » de la Mafia, celui qui a symbolisé plus que tout autre cette première République, tout entière construite comme une digue anticommuniste, le sénateur à vie Giulio Andreotti. Celui-ci a été entendu, mercredi, par la commission du Sénat, qui a reporté à la semaine prochaine sa décision sur une éventuelle levée de son immunité parlementaire.

Un discours-testament

L'autre défi auquel a dû faire face Giuliano Amato n'était pas moindre : à l'anne des exigences de la construction européenne, le président du conseil et son équipe ont dû prendre des mesures énergiques pour tenter d'assainir les finances publiques et de tenir le cap, en pleine tempête monétaire, avec le pari, un peu obligé, d'une lire dévaluée et sortie du Système monétaire européen. Et c'est sur ce plan sans doute que l'effort entrepris (fio de l'échelle mobile des salaires, plan d'austérité drastique, stabilisation de l'inflation, difficile coopération des privatisations avec la transformation en sociétés anonymes des grands groupes d'Etat, etc. (le Monde du 15 avril) laissera la plus de traces, outre quelques beaux coups de filet dans la lutte contre la criminalité organisée, contre la capture du « parrain des parrains », Totò Riina.

L'ombrage de ce gouvernement doit le mort avoir été si souvent lancée et s'est même été vite expédiée à la Chambre, le plus fervent ennemi étant le radical Marco Pannella, qui soulignait que M. Amato n'avait pas démissionné, « ayant fait ce qu'il pouvait dans la mesure où il le pouvait ». A l'évidence, on n'en était plus jeudi soir aux évaluations du passé, et le discours-testament aux allures de règlement de comptes prononcé la veille par le président du conseil a

quelque peu irrité. Giuliano Amato, il est vrai prenant acte de la volonté populaire de changement qui exige aussi « des partis politiques différents », avait condamné « le modèle de parti-Etat hérité du fascisme il y a soixante-dix ans », et que, expliquait-il, les différents partis s'étaient appropriés, « se contentant de transformer cet exemple singulier en pluralité ». Prenant acte également des difficultés de la phase de transition qui attend l'Italie de l'après-communisme « jusqu'à la privatisation de la dette », et qu'il comparait à celle traversée par l'Espagne après Franco, les pays de l'Est ou encore l'Afrique du Sud, le président du conseil sortait relevait aussi « la situation étrange de ce Parlement qui doit renverser lui-même les règles dont il est né ».

Les réponses faites par les chefs des groupes ou les secrétaires des partis ont servi qu'une ouverture de la situation, le constat des divergences, y compris entre les anciens alliés du pacte réformateur : le leader de la Ligue, qui pour l'occasion avait travaillé de longues heures sur un discours éloquent Mootesquien, Rousseau et Machiavel, s'en est proposé d'aller tout de suite aux élections, même avec un système électoral bancal, en partie seulement renouvelé, car il tient ce Parlement pour « délégitimé ». Achille Occhetto, le secrétaire du PDS (ex-PCI), a assuré de sa « disponibilité » et s'est prononcé pour les réformes avant d'aller rapidement aux élections.

Le prochain acte se jouera pendant le week-end, en principe dimanche soir ou lundi matin, lorsque le président Oscar Luigi Scalfaro désignera le prochain président du conseil. Parmi les favoris, outre Mario Segni qui serait figure de candidat de la dernière chance, et quelques personnalités « extérieures » et improbables, circulent le nom de Giovanni Spadolini, le président du Sénat, et surtout celui de l'ancien communiste Giorgio Napolitano, le président de la Chambre. Sa candidature, si la Démocratie chrétienne y consent, aurait l'avantage de faire entrer le PDS dans la coalition qui le « bouillait », et le gouvernement pourrait durer peut-être jusqu'au printemps. Temps que la Démocratie chrétienne espère exploiter pour réformer et se réformer, élevant ainsi un peu de terrain aux arguments de la Ligue.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALBANIE : le Pape à Tirana et à Shkodër le 25 avril

Le retour de Dieu

Le pape se rend pour la première fois, dimanche 25 avril, en Albanie, un pays où, après des décennies d'athéisme forcé, les différentes confessions tentent un retour en force. Jean-Paul II est attendu à Tirana et à Shkodër.

TRIANA

de notre envoyé spécial

S'il est un secteur qui marche ces jours-ci en Albanie, c'est celui de la restauration des lieux de culte. Après des décennies de persécution religieuse et d'athéisme dirigé en dogme constitutionnel, il y a de quoi faire... Les différentes Eglises ne s'y trompent pas, qui se livrent depuis l'étranger une véritable compétition pour récupérer un peu plus de trois millions d'âmes égarées.

La plus rapide, sans conteste, a été le Vatican, dont les fidèles sont pourtant largement minoritaires en Albanie, puisque, selon des statistiques très anciennes, 70 % des habitants sont considérés comme musulmans, quelque 20 % orthodoxes et 10 % catholiques. Dès mars 1991, alors que les prêtres sortent à peine des camps, le pape envoie deux représentants en mission exploratoire en Albanie. Leur verdict est rapide : tout est à faire.

En juillet, le Saint-Siège rétablit les relations diplomatiques avec Tirana et nomme un nonce, Mgr Ivan Dias, un indien. A partir de là, les travaux de restauration de la cathédrale de Shkodër, haut lieu du catholicisme albanais, transformée en salle de sport par les communistes, vont bon train. On reconstruit le séminaire, qui accueille cinquante premiers séminaristes. On écarte le vieil évêque Troshani, soixante-dix-huit ans, dont le combat contre le communisme ne fut pas toujours des plus acharnés, et l'on nomme, quatre évêques pour former l'ossature de la nouvelle hiérarchie catholique albanaise : ceux-là-mêmes que le pape va consacrer, dimanche.

Les orthodoxes ne sont, bien sûr, pas en reste. Leur cathédrale à eux a subi un sort plus triste encore : celle des catholiques, puisque irrémédiablement à sa place s'élève aujourd'hui une tour de béton, baptisée Hôtel Tirana. Mais, bien que l'Eglise orthodoxe d'Albanie soit éphémère à voler au secours de ses frères du Nord, et c'est bien ce qui pose problème. Car, souligne Genc Pollo, le porte-parole du président albanais Sali Berisha, « l'Eglise a toujours été la colonne vertébrale du nationalisme grec ». Et l'Albanie abritant une minorité grecque dans le sud du pays, d'aucuns se demandent en haut lieu si l'envoi d'Athènes d'un exarque grec, Mgr Anastasios Iannoulatos, pour réorganiser l'Eglise albanaise était totalement désintéressé.

Les bontés de l'islam

A son arrivée, en juillet 1991, l'archevêque grecque dans le sud du pays, d'aucuns se demandent en haut lieu si l'envoi d'Athènes d'un exarque grec, Mgr Anastasios Iannoulatos, pour réorganiser l'Eglise albanaise était totalement désintéressé.

Des députés du courant nationaliste du Parti démocratique de M. Berisha, hostiles à la politique d'ouverture du chef de l'Etat à l'égard d'Athènes, ont décidé de partir en guerre contre la présence d'un Grec à la tête de l'Eglise orthodoxe albanaise et déposent une proposition de loi exigeant que les chefs des Eglises soient des citoyens albanois. Mgr Anastasios est toujours là, mais il relève qu'il n'a toujours pas obtenu de locaux à Tirana et trouve la restitution des lieux de culte orthodoxes, bien lente.

La vigueur de la foi chrétienne albanaise, après une telle période

de lavage des cerveaux, est une autre affaire. « C'est comme une forêt dont les arbres ont été coupés, mais les racines demeurent », assure Mgr Anastasios, qui professe néanmoins une grande confiance dans « la coexistence pacifique des trois confessions, qui serait un exemple pour tous les Balkans ».

Ces beaux principes résisteront-ils à la pression des islamistes ? Soudain d'obtenir de l'aide pour son pays, Sali Berisha est allé chercher de l'argent là où il se trouvait, notamment en Arabie saoudite ou au Koweït. L'Albanie est devenue membre de l'Organisation de la conférence islamique. Et, contrairement à la CEE, soulignent les diplomates occidentaux, ces pays-là n'ont pas sans contrepartie. Les intellectuels de Tirana, qui redoutent que l'influence islamique ne tire l'Albanie vers l'Asie, alors qu'ils voient son avenir dans l'Europe, reçoivent comment, à l'hôpital ouvert par une organisation humanitaire saoudienne, le personnel qui accepte d'aller faire ses dévotions deux fois par jour est beaucoup mieux payé que les autres.

Pourtant, beaucoup restent sceptiques sur les capacités des islamistes à fanatiser les Albanais. L'influence de la Turquie laïque est jugée bénéfique à cet égard, et le nombre de publications érotiques locales en vente dans les rues peut faire douter de l'engouement général pour la rigueur islamique. La célébration du Bajram, jour de la fin du ramadan, le 24 mars, fêté pour la première fois en Albanie cette année, n'a pas donné lieu à des démonstrations massives, si ce n'est le spectacle d'enfants d'une école coranique, petites filles en tchador sur le devant de la scène, entonnant sur la place Skanderbeg des odes à « nos frères musulmans de Bosnie », relayées par les médias.

Il ne manque donc pas de bonnes volontés pour prendre en charge les frères albanais, jusqu'aux sectes d'Amérique et d'ailleurs, très actives dans la région. Mais du pape, dimanche, c'est surtout un message d'espoir qu'attendent les Albanais, damnés de l'Europe.

SYLVIE KAUFFMANN

La guerre en Bosnie-Herzégovine

Lord Owen poursuit sa mission de médiation dans les Balkans

Lord Owen, médiateur européen dans le conflit yougoslave, a poursuivi, jeudi 22 avril, sa tournée balkanique pour tenter de trouver une issue à la crise bosniaque avant la date d'entrée en vigueur des nouvelles sanctions contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), la 26 avril. Après avoir entamé sa mission, mercredi, par Belgrade, lord Owen a fait une brève visite jeudi à Skopje, capitale de la Macédoine, avant de se rendre à Athènes afin d'aborder le différend gréco-macédonien sur le nom et les symboles du nouvel Etat macédonien reconnu par l'ONU, sous le nom d'« Ancienne République yougoslave de Macédoine ».

Le coprésident de la conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie a annoncé qu'il serait de retour vendredi à Belgrade pour y rencontrer les chefs politiques et militaires des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et le général Ratko Mladic. Mercredi, M. Karadzic avait déclaré au quotidien belgradois *Večernje Novosti* : « Je ne sais de quoi je pourrais discuter avec un homme qui veut nous bombarder ». Jeudi soir, il a déclaré à l'agence des Serbes de Bosnie SNR que la signature du plan de paix proposé par la communauté internationale était « de toute évidence sans signification » et que « ce qui compte est l'état de fait sur le terrain ».

Dans l'enclave musulmane bosniaque de Srebrenica, encerclée par les forces serbes et « démilitarisée » (du seul côté musulman) en vertu

d'un accord patronné par l'ONU, les « casques bleus » ont entrepris des « recherches ponctuelles » pour trouver des armes cachées, après que l'armée bosniaque en eût remis un nombre pas très élevé, a indiqué le porte-parole de la FOR-PRONU, Barry Frewer.

Combats entre Croates et Musulmans

Celui-ci est, d'autre part, revenu sur une déclaration faite mercredi, selon laquelle les 145 soldats canadiens des Nations unies déployés dans la petite ville de « défendront » sa population musulmane si les forces serbes bosniaques les attaquent à partir des collines environnantes. Jeudi, il a déclaré que

les troupes canadiennes ne tiraient que pour assurer leur propre défense.

En Bosnie centrale, les combats se sont poursuivis jeudi en dépit de la conclusion de plusieurs cessez-le-feu locaux, dans certaines des villes de Zenica, Mostar et Vitez - où Croates et Musulmans s'affrontent depuis six semaines pour le contrôle de zones à population mixte.

Solo les « casques bleus » britanniques stationnés dans la région, des atrocités ont été commises par les deux parties lors de ces combats. D'après leurs témoignages, les Croates ont totalement détruit un village musulman, Satic, s'y livrant à un massacre. Les soldats britanniques ont, ainsi,

ramassé de 30 à 40 cadavres de Musulmans dans les rues de cette localité, dont les maisons ont été incendiées à la grenade.

Par ailleurs, en Croatie, 400 Croates de Benkovac (sur la côte dalmate), occupée par les forces indépendantistes serbes, sont portés disparus depuis un mois, selon l'agence croate Hina. Les autorités croates ont tenté de négocier le transfert de ces personnes en territoire sous autorité croate, mais les forces militaires serbes ont rejeté leur demande, toujours selon Hina. (AFP, Reuters.)

Lire aussi page 7 un entretien avec Vuk Draskovic, chef de file de l'opposition démocratique serbe.

M. Léotard s'en prend au commandement militaire de l'ONU

Devant les députés de la commission de la défense à l'Assemblée, le ministre français de la défense, François Léotard, s'en est pris, mercredi 21 avril, à la façon dont l'ONU conduit ses opérations militaires en ex-Yougoslavie et a estimé que la France devait être davantage présente au sein des instances de décision dans la mesure où elle fournit la plus importante contribution, avec 5 000 « casques bleus ».

« Les difficultés dans la conduite des opérations », a dit M. Léotard, sont liées aux imprécisions du commandement dans le cadre des Nations unies et à la difficulté d'articulation entre des forces nationales structurées et un commandement qui méconnaît trop souvent les problèmes militaires concrets ».

Estimant qu'« il deviendra nécessaire de regrouper et de protéger davantage les forces françaises en cas d'extension des affrontements » et qu'« il est difficilement admissible que la

crédibilité de l'ONU puisse être mise en cause du fait des entraves à ses missions sur le terrain », le ministre d'Etat a considéré que, dans ces conditions, « la France doit accroître sa présence au sein des instances « consultatives » de décision ». Actuellement, la France a détaché à New-York cinq officiers supérieurs. Parmi eux, le colonel adjoint au général

Le ministre français de la défense demande au gouvernement le remboursement des frais d'engagement des « casques bleus ». - Le ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, a demandé au gouvernement le remboursement des frais liés à l'engagement de « casques bleus » français dans des opérations de l'ONU, estimés pour 1993 à 5,2 milliards de francs. La seule action dans l'ex-Yougoslavie est évaluée à 1,7 milliard de francs. Actuel-

lement, ces dépenses sont en partie prélevées sur le titre III (fonctionnement) et le titre V (équipement) du budget de la défense. Le surcoût entraîné par cet engagement de quelque 10 000 « casques bleus » est en principe remboursé par l'ONU, mais toujours avec beaucoup de retard. Certaines dépenses sont à la charge de la France, notamment en ce qui concerne le bataillon d'infanterie déployé dans la région de Bihać (nord-ouest de la Bosnie).

Les agresseurs devront « payer le prix »

déclare Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN

La communauté internationale doit manifester sa détermination en indiquant aux agresseurs en ex-Yougoslavie qu'ils devront « payer le prix » pour leur agression, a indiqué, jeudi 22 avril, Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN. « Mon opinion personnelle est qu'il faut indiquer clairement que la situation s'est détériorée et qu'on doit montrer une attitude déterminée et indiquer à ceux qui attaquent et continuent l'agression qu'ils devront en payer le prix », a déclaré M. Wörner à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de l'OTAN, Boutros Boutros-Ghali.

M. Wörner s'est prononcé, à titre personnel, en faveur de « raids aériens limités » en ex-Yougoslavie, a-t-on appris de source proche de l'OTAN. Prié de dire s'il avait suggéré de tels raids à M. Boutros-Ghali, il a toutefois répondu : « Non, ce n'est pas à moi de suggérer une telle solution. » Il a précisé qu'il avait évoqué avec M. Bou-

trou-Ghali l'opération « Deoxy Flight » (interdiction de vol) de l'OTAN en Bosnie et l'éventuelle mise en œuvre par l'Alliance atlantique du plan de paix de Cyrus Vance (ONU) et David Owen (CEE).

De son côté, le ministre britannique de la défense, Malcolm Rifkind, a déclaré qu'il existait « quelques arguments pour une action militaire sélective » en Bosnie, comme des raids aériens sur les voies de ravitaillement serbes. Peu après avoir rencontré son homologue américain Les Aspin à Washington, M. Rifkind a toutefois affirmé à la BBC qu'il ne soutiendrait de tels raids que s'ils étaient autorisés par le Conseil de sécurité de l'ONU. Il a estimé que, quel que soit le type d'action entreprise, il présentait de « sérieux désavantages » et « un prix très élevé à payer ». (AFP.)

Des responsables du département d'Etat américain recommandent une action contre les Serbes

Douze hauts fonctionnaires du département d'Etat américain ont demandé, dans une lettre au secrétaire d'Etat Warren Christopher, que les Etats-Unis fassent pression pour une action militaire contre les Serbes en Bosnie, rapporte, vendredi 23 avril, le New York Times.

Le quotidien cite également une note de l'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, au président Clinton recommandant à ce dernier d'autoriser des attaques aériennes en Bosnie. Dans leur lettre, les hauts fonctionnaires recom-

mandent qu'une action militaire soit entreprise avant que les forces serbes ne s'emparent de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, précise le journal.

Ces hauts fonctionnaires doutent que les efforts diplomatiques en cours et le renforcement des sanctions internationales contre Belgrade puissent faire céder les Serbes. « En réalité, le résultat de cette politique a été la capitulation de l'Occident face à l'agression serbe », ont-ils écrit. (AFP.)

EUROPE

Russie : M. Eltsine transforme le référendum en plébiscite

Suite de la première page

Le service de presse du Congrès a fait état d'informations provenant du ministère de la sécurité (Fex-KGB), selon lesquelles Boris Eltsine se prépare à imposer « dans la nuit du 25 au 26 avril (celle qui suivra le référendum), une administration présidentielle de fait », tout en organisant le troncage des résultats. Bien entendu le service de presse rival, celui de la présidence, a immédiatement démenti ce « faux grossier ».

Mais M. Eltsine lui-même ne craint pas d'alimenter la paranoïa ambiante en annonçant des « mesures sévères » pour le lundi 26 avril, alors même que, selon les responsables des commissions électorales, il faudra attendre le 3, voire le 5 mai, pour obtenir les résultats du vote. Certains de ses conseillers évoquent en termes vagues un possible recours « à la force » dans le sillage du référendum, d'autres assurent qu'il n'en est pas question.

La voie de l'économie libérale

Supputations, vraies ou fausses menaces, « provocations » et « désinformations » : la tradition du théâtre politique dont se délecte depuis des mois le petit monde des dirigeants est respectée. Mais, sur le fond, il est hautement probable que M. Eltsine sera dans tous les cas en mesure de revendiquer la victoire. Qu'en fera-t-il ? Dans son esprit, le référendum, dont il caressait l'idée depuis plus d'un an, a un objectif très simple : débarrasser le président de la tutelle du Parlement, jugé insupportable dans la période de transformation radicale que connaît la Russie. A travers une infinité de péripéties, des phases de conciliation et des phases d'agression, des offres de « compromis » et des déclarations de guerre aux députés, M. Eltsine a toujours poursuivi le même objectif.

Pourtant, le référendum, à lui seul, ne suffit pas à l'atteindre : il n'aura, en réalité, aucune conséquence « légale ». M. Eltsine a donc entrepris de transformer en victoire institutionnelle le regain de prestige attendu. Et pour se faciliter la tâche, il a fait publier, à deux jours du vote, un projet de Constitution, faisant soudainement valoir qu'un vote de confiance au président vaudrait

pour approbation des grandes lignes de ce texte. Cette manœuvre de dernière minute, véritable « détournement » d'un référendum qui en principe ne porte en rien sur la Constitution, ne manquera pas de susciter la fureur de ses adversaires. D'autant que le futur Parlement y reçoit le nom de « douma », celui que portait l'organisme essentiellement consultatif mis en place à la fin du régime tsariste. Cette sorte de question subsidiaire, non posée officiellement, risque donc de nourrir la

polémique attendue sur « l'interprétation » du résultat. L'autre objectif déclaré de ce référendum est de confirmer l'engagement de la Russie dans la voie de l'économie libérale, de consacrer le succès définitif des forces du « progrès » sur les « réactionnaires » de tout poil. Et même, expliquent certains proches de M. Eltsine, de convaincre le président lui-même qu'il est en mesure de passer à la vitesse supérieure, de relancer la réforme. M. Gennadi Bourboulis, ce conseiller honni des conservateurs et des centristes qui l'accusent de tous les complots, affirme tranquillement qu'il est aujourd'hui nécessaire de « stimuler l'énergie du président », et qu'un succès au référendum y contribuera.



de subventions massives à l'industrie, à l'agriculture et aux mines de charbon.

M. Eltsine, tout en admettant qu'il avait dû apporter des « correctifs » aux réformes, continue d'affirmer que sa « stratégie » n'a pas changé. Mais que penser alors de la récente nomination au poste de vice-premier ministre chargé de l'économie d'un homme comme Oleg Lobov, dont les vues semblent diamétralement opposées à celles du « libéral » Boris Fiodorov, qui coiffait jusqu'à présent à la fois les finances et l'économie, en place depuis quatre mois seulement, et dont les prérogatives ont donc été rognées ? S'agit-il du seullement de rassurer les « centristes » à la veille du référendum ? Ou, plus probablement, n'est-ce pas là un nouvel exemple des hésitations de M. Eltsine, de son désir de garder plusieurs fers au feu, sinon de concilier l'inconciliable ?

Promesse (intenable) de rendre à la population les économies dont l'a spolée l'inflation. Du coup, les quelques progrès enregistrés récemment en matière d'inflation (et d'ailleurs accueillis par des quolibets quand M. Eltsine s'en est vanté devant un parterre d'industriels) devraient être très rapidement engloutis. D'autant que le gouvernement a préparé un projet

d'« enquête », en passe d'appor- ter des révélations sur une série d'affaires troubles. Cette indulgence surprise de la part d'un homme qui a bâti sa réputation, à l'époque de sa révolte contre la bureaucratie soviétique, sur une volonté de propriété et une dénonciation des privilèges des nantis. Et c'est tout naturellement sur ce terrain que ses adversaires Routs- kof en tête, ont décidé de concentrer leurs attaques.

Dans le contexte politique actuel, que les graves accusations portées par le général Routsikof, qui vise des intimes du président, et en particulier M. Bourboulis, soient crues ou imaginaires, n'a pas forcément une très grande importance. Dans l'esprit de la population, l'explosion de la corruption est désormais considérée comme une conséquence de l'effondrement de l'ancien système (où elle était plus dissimulée), un sous-produit de la « réforme » économique et de la « démocratie ». Et l'équipe présidentielle a incontestablement fait preuve de bon- coup de légèreté en manifestant si peu d'énergie pour la combattre, et même en la présentant parfois ouvertement comme une étape inévitable de « l'accumulation du capital ».

La liste des victimes de la bataille pour le pouvoir pourrait être allongée : l'indignation, la dé- vision, mais aussi dans la plupart des journaux, simple propagande. Et même, dans une certaine mesure, la politique étrangère, considérée comme un domaine où il vaut mieux ne pas prendre le risque de rebroussement le poil de l'opposition.

Mais, au bout du compte, la « victime » principale est peut-être le « héros » lui-même : ce prétendant qui, au fil des derniers mois, est de plus en plus apparu comme une caricature de lui-même, de ses qualités mais aussi de ses défauts. Qui a multiplié les virages et les changements de direction, les déclarations à l'emporte-pièce, les promesses et les menaces. Qui a cent fois annoncé qu'il n'y aurait plus de compromis et cent fois proposé ce compromis. Qui a joué avec la légalité constitutionnelle un jeu risqué. Qui a fait parfois trembler d'incertitude ses partisans les plus fervents en apparaissant devant le Congrès, c'est-à-dire ses ennemis au grand complet, dans un état de faiblesse physique évidente. Qui a trop souvent donné l'image d'un homme ballotté entre ses conseillers, assailli par un « *Responsum collectum* », qui manipulerait le « tour », selon l'image ravageuse imaginée par un député.

Tout cela, une fois de plus, n'a pas empêché l'homme de rebondir, et, selon toute apparence, de reprendre l'avantage. Aujourd'hui comme hier, mais avec plus de cicatrices, Boris Eltsine ne semble avoir d'ennemi plus dangereux que lui-même. Sa force reste d'im- carner, mieux que quiconque, une Russie en plein désarroi dont il continue à confondre le destin avec le sien propre. Mais pour combien de temps encore ? Le référendum peut lui donner une nouvelle impulsion, un nouveau baïl. Il peut aussi bien, si les résultats sont trop équivoques, montrer qu'il sera bientôt temps de passer la main.

JAN KRAUZE.

DIPLOMATIE

La visite d'Edouard Balladur en Allemagne

Le dossier du GATT reste une pomme de discorde entre Paris et Bonn

Edouard Balladur a effectué, jeudi 22 avril, son premier déplacement à l'étranger, à Bonn, où il a été reçu par le chancelier fédéral Richard von Weizsäcker. Cette prise de contact avec les dirigeants allemands a été l'occasion de réaffirmer l'importance de la coopération entre la France et l'Allemagne, mais aussi de constater quelques différences, notamment sur la poursuite des négociations du GATT.

BONN

de notre correspondant

Les Allemands sont devenus experts en collaboration à la française. Le premier ministre, Edouard Balladur, a été reçu à la chancellerie avec les honneurs militaires. Nul n'oublie, la conférence de presse qui s'est tenue à l'issue de son déjeuner de travail avec le chancelier Kohl a, en revanche, eu lieu debout dans le hall d'entrée et non pas dans la salle habituellement utilisée lors des déplacements présidentiels. Sans se formaliser, M. Balladur a cependant voulu rassurer ses interlocuteurs sur sa volonté de ne pas leur infliger de nouveaux exercices d'équilibre compliqués de la première collaboration entre M. Mitterrand et Jacques Chirac. Il a d'emblée souligné l'importance qu'il attachait à ce que la France présente « en toutes circonstances sur la scène internationale un visage uni et une image cohérente ».

Le nouveau premier ministre français n'était pas inconnu dans ces lieux. Ces derniers mois, il était le principal interlocuteur au RPR pour le poste allemand, et avait d'ailleurs en décembre avec le chancelier, l'objectif, a-t-il dit, était de « vérifier que nous avions un état d'esprit commun dans la manière d'aborder les problèmes, sur leur urgence et sur la nature des solutions à apporter ».

Agrément surpris

Venu marquer son attachement à la coopération franco-allemande, dont il a réaffirmé le caractère essentiel, M. Balladur a néanmoins tenu à souligner que chacun devait y trouver son compte et demandé notamment de la compréhension au sujet du GATT. « L'Europe coopération entre la France et l'Allemagne, a-t-il dit, est fondée sur les sentiments et les intérêts bien compris. Nous comprenons qu'à la suite de sa réunification l'Allemagne ait besoin de temps pour trouver sa place en Europe et dans le monde. Nous le comprenons et nous sommes prêts à l'aider et à l'accompagner dans ce mouvement. » Nous soulignons de notre côté, a-t-il poursuivi, que l'Allemagne comprend le caractère vital que revêt pour notre pays la défense de certains thèmes économiques ou sociaux. Je pense à l'agriculture et à une manière plus globale au GATT. »

La réponse du chancelier a été

conciiliante. Le gouvernement allemand, soumis à de fortes pressions de ses industriels pour boucler le plus vite possible un accord, fait contre mauvaise fortune bon cœur. M. Helmut Kohl a reconnu que l'agriculture n'était qu'un aspect de la négociation et qu'il fallait prendre celle-ci dans sa globalité. La passation de pouvoir sans accroc à Paris a dans l'ensemble agréablement surpris à Bonn. La politique de rigueur budgétaire annoncée, la conciliation sans délai du projet d'indépendance de la Banque de France vont dans le sens d'un renforcement de la convergence économique et monétaire européenne que l'Allemagne de Helmut Kohl appelle de ses vœux. Il en connaît lui-même les difficultés.

Le chancelier s'est écarté, à l'issue de sa conversation avec M. Balladur, de l'accord avec Paris sur la poursuite du processus de Maastricht. Il a rappelé que l'évolution de l'union de l'Europe ne peut se faire que si « la France et l'Allemagne prennent l'initiative pour mettre les choses en route ». Le premier ministre français n'indiquait de son côté que Paris et Bonn étaient d'accord pour considérer qu'il était nécessaire de développer des initiatives communes à douze afin de « reprendre le chemin de la croissance et du progrès dans la stabilité monétaire ». La décision de la Bundesbank de baisser ses taux directeurs (lire l'article de François Renard page 15), annonce pendant la rencontre, ne pouvait que le combler.

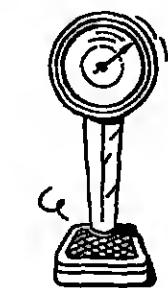
En matière de coopération politique, on a évoqué principalement la situation en Russie et la crise bosniaque. Le premier ministre a exposé son projet de conférence internationale sur l'équilibre du continent européen. De son côté, indiquant-on de source française, le chancelier a évoqué la coopération entre les deux pays en matière de défense, s'informant des intentions du nouveau gouvernement français dans le domaine de la sécurité.

HENRI DE BRESSON

Un bon interrogatoire Téhéran sur la condamnation à mort d'un Allemand. — Après la confirmation, mardi 20 avril, par une haute cour iranienne, de la condamnation à mort d'un citoyen allemand, le gouvernement de Bonn a décidé de demander des explications à Téhéran, a-t-on appris jeudi 22 avril auprès du ministère des affaires étrangères. Helmut Schimke, ingénieur, cinquante-huit ans, arrêté en 1989, a été accusé d'espionnage au profit de l'Irak et condamné à mort en 1992. Bonn avait indiqué en février avoir reçu des assurances de Téhéran qu'il serait condamné à la prison à perpétuité. — (AFP)

Un diplomate britannique a été chargé d'organiser le référendum au Sahara occidental. — Les Nations unies ont nommé jeudi 22 avril un diplomate britannique, Erik Jensen, à la tête de la commission électorale du Sahara occidental, où un référendum d'autodétermination devrait avoir lieu avant la fin de l'année. Les habitants de l'ancienne colonie espagnole devront décider si leur territoire accède à l'indépendance ou s'intègre au Maroc. — (Reuters)

Le groupe socialiste du Parlement européen change de nom. — Le groupe socialiste du Parlement européen est devenu, jeudi 22 avril, le « groupe du Parti des socialistes européens ». Ce groupe sera ainsi l'« aile parlementaire » du Parti des socialistes européens, qui a été créé en novembre dernier à La Haye et qui regroupe dix-neuf partis socialistes en Europe. — (AFP)



Fait, très fait?

Aujourd'hui on peut être fort et fort élégant



Capel

26, BD MALESHERBES

75002 PARIS

TEL: (1) 42 60 34 21

CENTRE COMM.

MAINE-MONTMARTRE

(17^e ETAGE) 75015 PARIS

TEL: (1) 45 38 73 51

74, BD SEBASTOPOL

75003 PARIS

TEL: (1) 42 72 25 09

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

مكتبة من الأصل

ASIE

Elections en trompe-l'œil au Cambodge

Suite de la première page

Dans les zones rurales, où vivent plus de 80 % des 4,7 millions d'électeurs enregistrés par l'ONU, les chefs de village seront vraisemblablement voter pour le plus fort, car le pouvoir y est encore en bout du fusil. Se réclamant du prince Sihanouk, le FUNCINPEC devrait bénéficier de la popularité du chef de l'Etat et d'un vote négatif à l'égard du pouvoir en place, notamment

dans les villes, où le scrutin devrait être plus libre. Sur les dix-huit autres partis en lice, deux au moins devraient enlever quelques sièges en milieu urbain : le PDLB, Parti démocratique libéral bouddhiste de Son Sann, et, à un moindre degré, le PDL, Parti démocratique libéral du général Sak Sutsakhan. Ces deux formations sont issues d'une scission entre les branches civile et militaire du FNLPK, l'une des trois guérillas qui ont combattu pendant dix ans le

Les Khmers rouges marquent des points

Les autres partis, souvent créés et financés par des Cambodgiens d'outre-mer, ont une assise réduite et ne présenteront des candidats que dans certaines villes ou provinces.

Le duel PPC-FUNCINPEC devrait donc dominer une campagne qui, pour l'instant, s'est amorcée en demi-teinte, car le premier à tout intérêt à ce que le second ne se retire pas sous prétexte - on en raison - d'un manque de liberté. Un retrait du FUNCINPEC avant le scrutin contribuerait en effet sérieusement à discréditer l'épreuve électorale et contraindrait l'APRONUC, l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge, à choisir entre deux maux : l'habillage d'une victoire du PPC et le report du scrutin.

Le FUNCINPEC dispose donc d'une épée de Damoclès : pour peu qu'il juge sa liberté de faire campagne trop menacée, il pourra toujours, le moment venu, retirer ses billes.

La validité du scrutin dépendra aussi, et peut-être davantage, des Khmers rouges, qui l'estiment illégal et ont émis, le 13 avril, leur quartier général à Phnom-Penh. Vient-ils et peuvent-ils saboter les élections ? De nombreux observateurs estiment que leurs moyens militaires demeurent relativement limités. Ils s'appuient encore aujourd'hui sur plus d'une vingtaine de divisions de 400 à 500 hommes et sur six régiments autonomes, soit de 8 000 à 12 000 partisans bien armés et disciplinés. Cette guérilla se manifeste un peu partout, surtout dans ses enclaves sur la frontière thaïlandaise (Pailin à Fomec et Preah-Vihear au nord).

Toujours est-il que les Khmers rouges ont déjà marqué plusieurs points. Pour des raisons de sécurité, une douzaine sur plus de 400 volontaires de l'ONU, chargés d'organiser le scrutin dans des régions reculées, ont démissionné. L'APRONUC devra sans doute renoncer au vote dans certains secteurs des provinces les plus disputées, celles de Kom-

pong-Thom et de Siem-Réap, d'où elle s'est déjà retirée. Que l'ONU en soit déjà à conseiller à ses hommes de circuler en convois protégés sur la RN5 est un autre mauvais signe. Doublée d'une voie ferrée, cette route est le véritable cordon ombilical entre l'ouest et le centre du pays. Les attaques, ces dernières semaines, des Khmers rouges contre le personnel nussien contraignent donc l'APRONUC à prendre de plus en plus de mesures de protection.

Le prince Sihanouk garde ses distances

Le crédit du scrutin est donc déjà entamé. Outre les Khmers rouges, plusieurs partis en contestent, le moment venu, les résultats, quels qu'ils soient. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles le prince Sihanouk, tout en laissant se dérouler l'opération, garde ses distances. Il a déjà annoncé la couleur : sa préférence va à la formation, après les élections, sous sa présidence, d'un gouvernement d'union nationale, comprenant donc les Khmers rouges. Il e déjà reçu l'approbation de Pékín et de Bangkok, et les pressions dans ce sens devraient s'accroître au fil des semaines, surtout si l'organisation d'élections « libres et équitables » se révèle problématique.

Pour peu que l'APRONUC ne renonce pas à les organiser - ce qui demeure l'hypothèse la plus plausible à ce jour - les élections n'en auront pas moins une portée très diminuée, ainsi que le souhaitent les Khmers rouges. Si le régime de Phnom-Penh arrive en tête, il aura son mot à dire dans la négociation qui s'ouvrira pendant les trois mois que les députés peuvent consacrer, aux termes de l'accord de Paris, à la rédaction d'une Constitution avant d'être un gouvernement.

Si le PPC n'arrive pas en tête, il aura d'autant plus de mal à refuser de faire partie d'un gouvernement d'union nationale que des éléments de son armée et de son administration seront tentés de changer de bord. Dans tous les cas de figure, l'APRONUC risque de se retrouver, à la fin de son mandat officiel de dix-huit mois, devant l'équation qui prévalait, en 1991, avant les accords de Paris. Les élections, le cas échéant, n'y auront rien changé.

JEAN-CLAUDE POMONTI

La Chine affirme qu'elle « ne soutiendra aucune partie en cas de guerre civile »

PEKIN
de notre correspondant

Peignant de s'apitoyer sur la situation au Cambodge, la Chine s'efforce de prendre ses distances à l'égard de ses ex-protégés khmers rouges, sans pour autant les désavouer explicitement. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a été, jeudi 22 avril, plus disert qu'à l'habitude sur ce sujet, soulignant que Pékín « ne soutiendra aucune des parties cambodgiennes en présence en cas de guerre civile ». Qualifiant de « graves » les difficultés auxquelles se heurte le plan de paix et faisant part de son « inquiétude », il a réitéré l'attachement de la Chine aux accords de Paris. Mais il n'a pas mis en cause les partisans de Pol Pot, dont les attaques récentes contre les forces des Nations unies sont rapportées très discrètement par la presse de Pékín.

Les Chinois paraissent miser sur les difficultés que les factions en lice pour les élections prévues du 23 au 28 mai prochain éprouveront pour former un gouvernement, du fait du boycottage décidé par les Khmers rouges, pour soutenir l'idée du prince Sihanouk d'une administration de réconciliation nationale dans laquelle siègeraient les hommes de

Pol Pot. C'est ce qu'a laissé entendre le premier ministre chinois, Li Peng, à l'ancien monarque, le 31 mars. La convocation, avec l'appui de Pékín, d'une réunion du Conseil national suprême (CNS) cambodgien pour le 29 avril dans la capitale chinoise fait partie du même dispositif, même si le gouvernement de Phnom-Penh a annoncé son intention de la boycotter. Enfin, le chef de la diplomatie chinoise, Qian Qichen, au cours d'une visite à Bangkok, a enfoncé le clou en faveur d'un « rôle accru du prince Sihanouk » avec l'accord de son homologue thaïlandais, Prasong Sonstiri.

Loïn donc d'avoir rompu avec les Khmers rouges, à qui elle procure une logistique diplomatique considérable, la Chine continue de les utiliser - voire de les armer discrètement et indirectement - dans une stratégie complexe qui vise à les laisser, à la faveur du plan de paix, en posture de faiseurs de roi dans l'ancien royaume khmer. Pour le plus grand déplaisir de l'ex-royaume tributaire voisin, le Vietnam, à qui Pékín veut toujours faire payer sa faute d'avoir voulu dicter sa propre loi dans la péninsule indochinoise.

FRANCIS DERON

PROCHE-ORIENT

EGYPTE : sept condamnations à mort

Le régime durcit son attitude envers les extrémistes musulmans

Sept extrémistes musulmans ont été condamnés à mort, jeudi 22 avril, par la Haute Cour militaire du Caire. Trois autres accusés se sont vu infliger les travaux forcés à perpétuité et vingt-deux des peines de prison allant de deux à quinze ans. Le procès s'était ouvert le 9 mars.

LE CAIRE

de notre correspondant

Six des sept extrémistes condamnés à la peine capitale ont été reconnus coupables de participation à un attentat contre un bus de touristes allemands le 12 novembre, à Qéna en Haute-Egypte. Le septième est coupable d'avoir lancé une bombe contre un bateau de croisière touristique. Le verdict est sans appel, mais les condamnés ont le droit de contester le jugement quinze jours après sa publication. Si leur démarche est rejetée, le ver-

dict est exécutoire dès sa ratification par le gouverneur militaire (le président Moubarak).

Les sept extrémistes, âgés de dix-neuf à vingt-cinq ans, étaient tous présents dans le box des accusés au moment du verdict. En décembre dernier, la Haute Cour militaire d'Alexandrie avait prononcé huit peines capitales dans le procès dit des « vétérans d'Afghanistan », mais sept d'entre elles l'étaient par contumace (le Monde du 5 décembre). La même cour avait ensuite condamné à mort un extrémiste musulman reconnu coupable de l'assassinat d'un officier de police.

« Les balles sont notre réponse »

Le verdict du Caire porte à seize le nombre d'extrémistes musulmans condamnés à la peine capitale en l'espace de cinq mois. Jusqu'alors, et depuis l'accession au pouvoir de M. Moubarak, il n'y avait pas eu de condamnation à mort pour raison politique, si l'on excepte l'exécution, le 15 avril 1982, des cinq assassins d'Anouar El Sedate. Le verdict de jeudi reflète donc le durcissement du régime à l'égard des extrémistes musulmans.

Reste à savoir si les peines capitales seront appliquées - sur les neuf prononcées au cours des derniers mois aucune ne l'a été - et quelle sera la réponse des extrémistes de la Djamaa Islamiya, dont se réclament les condamnés. Dans le box des accusés, l'un d'eux s'est exclamé jeudi : « Les balles sont notre réponse, nous sommes toujours manifestés par le gouvernement ». Dans un communiqué, la Djamaa s'est contentée, après l'annonce du verdict, de revendiquer la responsabilité de l'attaque d'un bus de touristes le 17 avril en Haute-Egypte pour venger la mort d'un de ses membres.

ALEXANDRE BUCCIANI

Les partisans de Benazir Bhutto obtiennent la moitié des portefeuilles du gouvernement de transition

PAKISTAN
de notre envoyé spécial

Le premier ministre de transition pakistanais, Balakh Sher Mazari, est parvenu, jeudi 22 avril, à former son gouvernement, après plusieurs jours de flottement. Les négociations s'étaient en effet entre les deux principaux protagonistes de la scène politique : d'un côté, le vieux président Ghulam Ishaq Khan, « tombé » de son ex-allié, le premier ministre Nawaz Sharif, « démissionné » dimanche, de l'autre, le chef de l'opposition, Benazir Bhutto, qui avait apporté son soutien au chef de l'Etat et accepté de former un gouvernement provisoire de coalition. « Une première dans l'histoire du Pakistan indépendant », affirmait à ce sujet la présidente du Parti du peuple (PPP).

Le refus du président Ishaq Khan de dissoudre les Assemblées provinciales des quatre provinces de la

Fédération, comme l'exigeait M. Bhutto, avait un temps menacé la nouvelle « alliance » entre le chef de l'Etat et celle qu'il avait, elle aussi, renvoyée de son poste de chef de gouvernement à l'été 1990.

Mais, de part et d'autre, on aura fait assaut de compromis : le chef du PPP a accepté la formation de ce gouvernement sans attendre la dissolution des assemblées. Et M. Khan a dû, lui, avaler une couleuvre de taille : parmi les dix-neuf ministres du cabinet figure un certain Asif Ali Zardari, l'époux de Benazir Bhutto, l'homme que le chef de l'Etat avait fait arrêter en 1990 pour complicité de meurtre, de kidnapping et d'extorsion de fonds. M. Zardari, que son épouse n'avait jamais fait entrer dans son propre gouvernement, a passé près de trois ans en prison avant d'être relâché récemment sous caution.

Une moitié environ des ministres du nouveau cabinet appartiennent au PPP, ce qui est considéré par les observateurs comme une victoire de taille pour M. Bhutto. Il est vrai qu'en se débarrassant de M. Sharif le président n'avait d'autre choix que de s'allier avec elle. Une situation pour le moins paradoxale puisque, après avoir dû éliminer M. Sharif « le rebelle », le chef de l'Etat risque d'avoir créé les conditions d'un éventuel retour au pouvoir de Benazir.

Celle-ci, grande perdante du scrutin de l'hiver 1990, a toujours soutenu que les élections avaient été truquées. C'est bien pour cela qu'elle demandait la dissolution des assemblées afin d'empêcher que la machine politico-administrative aux ordres du président ne puisse l'empêcher de renouer avec la victoire.

BRUNO PHILIP

24 AVRIL 1915 - 24 AVRIL 1993 LES ARMÉNIENS ATTENDENT DEPUIS 78 ANS



En 1915, Talaat Pacha, ministre de l'intérieur turc, signait l'arrêt de mort de la population arménienne de l'Empire ottoman. Aujourd'hui, son mausolée se dresse sur la « Colline des martyrs » à Istanbul.

La Turquie se refuse toujours à reconnaître l'extermination des Arméniens déclenchée par le sultan Abdul Hamid en 1895, poursuivie par les Jeunes-Turcs en 1909 et culminant avec le génocide en 1915 : l'ordre de déportation décrété par le gouvernement turc et mis à exécution à partir du 24 avril 1915 a mené à une mort organisée plus de la moitié des Arméniens d'Asie Mineure.

En 1895, l'Empire ottoman comptait près de 2 millions d'Arméniens. En 1923, il n'en restait plus que quelques dizaines de milliers dans la République turque.

Depuis, ces morts restent sans sépulture, sans monument, privés de toute forme de reconnaissance par la Turquie.

SOLIDARITÉ FRANCO-ARMÉNIENNE
BP. 84 75862 PARIS CEDEX 18

C. du M.

Limitée

Bulletin de commande	
..... Pièces seul, M.J.	à FF. 69.-
..... Pièces de série à 5 de M.J.	à FF. 279.-
..... Pièces seul, C. du M.	à FF. 69.-

Nom : Prénom :

Rue : NPA/Lieu :

Date de livraison en : 4 - 6 semaines. Livraison contre remboursement/paiement en port

Envoyer à : MIKA Versand Postfach 907 CH-8212 Neuchâtel

DIPLOMATIE

reste une...

ide

LATIVES

ALTES
A TUNE

AFRIQUE

ÉRYTHRÉE : le référendum sur l'indépendance

Les Occidentaux voient dans l'ancienne province éthiopienne un rempart contre l'extension de l'islam

Les Érythréens se prononcent - symboliquement - depuis le jeudi 22, et jusqu'au dimanche 25 avril, pour ou contre l'indépendance de leur pays, « libéré » du joug éthiopien depuis le 24 mai 1991 après trente ans de guerre. La communauté internationale accorde une grande importance à ce scrutin organisé par un pouvoir peu enclin à répondre aux avances des pays arabes voisins.

ASMARA

de notre envoyée spéciale

Victime d'une attaque de malaria fébrile en janvier puis février derniers, le président érythréen Issayas Afewerki, secrétaire général du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLF), est allé, à bord d'un avion de l'armée américaine, se faire soigner en Israël. Ses déplacements ont suscité un vif émoi dans la région - et particulièrement au Soudan, - une nouvelle fois objet de l'« ingérence » du nouveau régime érythréen.

Au cours de sa « guerre de libération », le FPLF avait reçu le soutien des pays arabes pour faire face aux troupes éthiopiennes de Mengistu Haile Mariam, épaules, elles, par les Américains puis par les Soviétiques, avec le discret appui des Israéliens.

En deux ans, les alliances régionales ont totalement changé : arrivé au pouvoir, le FPLF a décidé de faire table rase du passé. « Si nous tenons compte des dommages que nous ont causés les forces étrangères, nous n'avons jamais d'amis », notait M. Afewerki devant quelques journalistes jeudi 22 avril, à la veille du référendum. Le président, âgé de

quarante-huit ans, est visiblement remis de sa maladie, qui avait suscité maintes spéculations quant à sa succession. Ce protestant de bonne famille, qui avait interrompu ses études d'ingénieur à l'âge de vingt et un ans pour entrer dans le maquis érythréen, avant de passer un an et demi en Chine pour y suivre un stage militaire, est à la tête du FPLF depuis 1987. Après la victoire contre les troupes éthiopiennes, c'est naturellement à lui qu'est revenue la présidence du gouvernement provisoire.

La démocratie, pour plus tard

De même qu'en 1987 le FPLF avait abandonné le marxisme, aujourd'hui le gouvernement provisoire veut avoir de bonnes relations avec tout le monde. « Lier notre politique étrangère à notre passé, ce serait isoler l'Érythrée », affirme le président. Un pragmatisme qui a écarté l'ensemble de la communauté internationale.

Les Israéliens, qui aidaient le régime du président Mengistu pendant la guerre, de peur de voir la côte érythréenne devenir une côte arabe en cas de victoire du FPLF, soutenaient aujourd'hui Asmara pour les mêmes raisons : une fois au pouvoir, le Front n'a pas fait le choix d'entrer dans la Ligue arabe ; et ce sont les chrétiens qui continuent de tenir les rênes du régime.

« Il ne faut pas laisser la place aux fondamentalistes », explique un diplomate israélien en poste à Addis-Abeba. Jérusalem n'écrit pas d'ouvrir une ambassade à Asmara. Et si, pour l'instant, seuls le Soudan, Djibouti et le Yémen en ont ouvert une, les États-Unis, l'Italie et l'Égypte s'apprêtent à le faire, selon un responsable du ministère des affaires étrangères. (La France

est, quant à elle, représentée par son ambassadeur à Djibouti.)

Les Occidentaux, qui ont toujours vu dans l'Éthiopie un « rempart » contre l'extension de l'islam dans la corne de l'Afrique, ne témoignent leur appui à aucun des deux régimes

issus de la chute du président Mengistu : le président Meles Zenawi (ex-marxiste lui aussi) à Addis-Abeba, comme le président Afewerki à Asmara reçoivent un appui général.

Des centaines de milliers de per-

sonnes ont fait un accueil triomphal à M. Boutros Boutros-Ghali, lors de sa visite à Asmara en janvier dernier. Le secrétaire général des Nations unies s'est personnellement investi pour que le référendum soit réussi. Cent vingt observateurs de

PONU sont déployés sur le territoire dans le cadre d'une « opération de vérification du référendum en Érythrée » (UNOVER), sans compter les deux cent trente observateurs étrangers envoyés par des gouvernements ou des instituts à l'invitation de la commission du référendum.

« L'indépendance de l'Érythrée est une décision de fait, à laquelle la communauté internationale juge utile d'apporter sa caution, alors que le régime érythréen n'a encore rien fait en matière d'ouverture démocratique », réagit un universitaire étranger. Le gouvernement provisoire n'a effectivement pas l'intention de subir les pressions de l'Occident.

« Les conseils venant de l'extérieur sont les bienvenus, mais nous n'acceptons aucune conditionnalité en matière de démocratie », affirme M. Afewerki. Nous avons nos propres réalités, nos propres traditions, nous ne pouvons pas faire la démocratie du jour au lendemain. Pour le président, « il faudra des années. Et même une période de cinq ans pour la transition ». Sans doute, M. Afewerki a-t-il ses raisons. Mais la population qui, à Asmara, a commencé jeudi soir à fêter la « libération » dans la liesse, risque de ne pas les entendre.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Les frontières en question

ASMARA

de notre envoyée spéciale

« L'Érythrée, c'est un désert. Qu'est-ce qu'ils vont manger ? Du sable ? », ironise un cadre d'Addis-Abeba. La remarque ne peut venir que d'un Amhara : la communauté qui a dirigé l'Éthiopie depuis l'Empire, et jusqu'en mai 1991, se rebelle à l'idée de céder l'Érythrée.

Plus que l'accès à la mer, c'est « l'Éthiopie éternelle » que les Amharas regrettent en invoquant la désintégration du pays. Un débat sans fin oppose les tenants de l'indépendance aux nostalgiques de l'unité : l'Érythrée appartient-elle historiquement à l'Éthiopie ? Si la réponse est affirmative

en ce qui concerne les hauts plateaux chrétiens, elle est négative pour ce qui est des basses terres, majoritairement musulmanes.

A cette question, s'ajoute celle de l'intangibilité des frontières. L'annexion de l'Érythrée par l'empereur Haïlé Sélassié data de 1962. Quarante ans plus tard, sous l'impulsion du même empereur, s'est créée l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui se prononçait dans sa charte pour l'intangibilité des frontières. L'annexion était éternisée : l'OUA a toujours considéré la question érythréenne comme un conflit interne à l'Éthiopie.

Mais pour les Érythréens il est clair que les frontières évoquées

dans la charte de l'OUA sont celles de la colonisation. Une interprétation que la communauté internationale a admise. La 16 décembre dernier, l'assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution autorisant une mission d'observation lors du référendum. De manière implicite, l'indépendance de l'Érythrée était admise. Peut-être l'ONU tentait-elle de se crêcher le cou après avoir « étiché » l'Érythrée dans les années 50 (le Monde du 23 avril). Toujours est-il que cette résolution a été adoptée à l'unanimité : les Africains ont donc suivi le mouvement. Une délégation de dix-huit observateurs de l'OUA a d'ailleurs été envoyée à Asmara.

M.-P. S.

AMÉRIQUES

Guatemala : la misère urbaine

Des enfants des bidonvilles fouillent une décharge publique de la capitale, à proximité du palais présidentiel, pour trouver leur nourriture

GUATEMALA

de notre envoyée spéciale

Le long de la voie de chemin de fer qui traverse le Guatemala, les enfants n'ont plus peur de ces monstres rayés de jaune et de noir. Lorsque les locomotives empestent le gazole s'annoncent par leur grondement assourdissant, ils attendent la dernière minute pour se disperser en vagues successives. Du rail sur lequel ils jouaient, mangeaient ou s'épouillaient, ils n'ont parfois que moins de 1 mètre à franchir pour regagner leurs barriques presque accolées à la voie, sur chacun de ses côtés.

Ainsi s'étire sur une dizaine de kilomètres le bidonville du Ferrocarril, étroite bande de bidonvilles où s'entassent plusieurs milliers de personnes, d'origine indienne pour la plupart. Totalement par la coupe, les chemins de fer propriété de la voie et par les autorités, ces familles de squatters sacrifient volontiers la tranquillité de leur sommeil pour épargner un loyer : nuit et jour, sans horaire, les trains passent avec leurs wagons de marchandises. Destruction : Puerto Barrios, sur la côte caribbe, ou Puerto Quetzal, sur l'océan Pacifique. Récemment une voiture de police accidentellement immobilisée sur la voie a été traînée sur plusieurs mètres par une locomotive, détruisant au passage cinq ou six cabanes. Miracle : il n'y eut que des blessés légers.

Un salaire

de 10 à 15 francs par jour

A quelques pâtés de maisons du palais présidentiel, des tas d'ordures puantes se mêlent aux déchets d'un marché aux fruits et légumes situé en contrebas de la voie ferrée. Après la classe elle fait le vide, rebuts pour y trouver de quoi manger, croissant des ménagères aux paniers regorgeant d'avocats, d'ananas, de papayes ou de maïs, base de l'alimentation de ce pays agricole.

Derrière sa chemise faite de pan-neaux de bois, Carlos, âgé de douze ans, pointe fièrement dans son cahier d'école la bonne note obtenue pour avoir trouvé le nom de l'auteur de l'hymne national. Après la classe elle fait le vide, rebuts pour y trouver de quoi manger, croissant des ménagères aux paniers regorgeant d'avocats, d'ananas, de papayes ou de maïs, base de l'alimentation de ce pays agricole.

L'Eglise, explique-t-elle. J'aurais vraiment préféré qu'ils restent avec moi mais j'ai trop peur qu'ils tournent mal. » Pour qu'ils tombent dans la délinquance, qu'ils commencent à respirer de la colle à chaussure ou qu'ils soient râlés, au risque d'être assassinés sans autre forme de procès.

Les premiers squatters du Ferrocarril sont arrivés au début des années 70, pensant améliorer leur sort dans la capitale où sont concentrées la grande majorité des services sociaux et des industries. Virent ensuite les victimes du tremblement de terre de 1976, puis celles de la terreur que l'armée a fait régner dans les campagnes, au début des années 80 : sans droits, sans espoir, ils ont cherché refuge auprès des populations indiennes accusées de soutenir la guérilla. Le bidonville du Mesquitul, la décharge publique où l'on dispute aux vautours cartons, plastiques et ferrailles triés pour être revendus, et les ravins de la capitale, ont connu les mêmes vagues.

L'argent de la drogue

Plus d'un tiers des deux millions d'habitants de Guatemala vivaient aujourd'hui dans ces conditions d'extrême pauvreté. C'est ce qu'estiment, faute de chiffres officiels fiables, les responsables d'organisations gouvernementales, locales ou internationales, qui réalisent, avec la loi du charbonnier, un travail de fourmi dans cet océan de misère.

« Les autorités centrales ou municipales ne sont pas totalement indifférentes au sort de ces communautés défavorisées », estime Régis de Myliden, au bout de dix années de volontariat à Guatemala à titre de représentant de l'organisation française ATD quart-moode, « disons que leurs problèmes sont pris en considération... » Soixante des trois cents familles vivant autour de l'ancien des maisonsnettes en dur équipées de sanitaires, à proximité de leur « lieu de travail ». Non loin, une aire de jeu et des terrains de football ont été aménagés avec l'aide de la communauté internationale.

De l'autre côté de la ville, dans les arrondissements résidentiels, une vingtaine de tours sont en chantier. Les appartements s'y vendent entre 1 et 3,5 millions de francs. Une véritable provocation dans un pays où 80 % de ceux qui dix millions d'habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ce boom de la construction qui a,

avec le secteur bancaire, tiré la croissance de l'an passé (hausse de 4,6 % du PNB), suscite les plus grands soupçons.

Cinquième producteur de pavot du monde, le Guatemala, par où transite aussi la cocaïne de la Colombie, ne s'est guère illustré dans la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. Le procureur général nommé par le président Jorge Serrano en 1991, Acisclo Valladares, avait osé faire appliquer les sanctions prévues par la loi contre les trafiquants de drogue, parmi d'autres actes de courage (lutte fermement engagée contre la corruption et l'évasion fiscale, poursuite des militaires coupables d'exécutions extra-judiciaires, etc.). Accusé d'avoir aidé son frère à falsifier des documents dans une affaire d'héritage, il a été jugé, après avoir été inculpé pendant trois semaines puis libéré sous caution. « Je suis victime, soutient-il, du lobby des narcos, cancer qui menace d'autant plus les institutions démocratiques qu'elles sont déjà faibles ».

Le Guatemala, qui a renoué avec la démocratie en 1985, est aussi l'un des pays de la zone où les taux d'inflation sont les plus bas, au grand bénéfice d'une oligarchie traditionnellement peu soucieuse de l'intérêt général. Que peut-il rester pour les programmes sociaux et sociaux quand 40 % du budget national va à l'armée et aux forces de sécurité ? Cette société très divisée, notamment sur le plan ethnique - plus de 50 % de la population est d'origine maya - partage pourtant un espoir commun : parvenir enfin à la paix dans le cadre des négociations laborieusement menées depuis avril 1991 entre le gouvernement et la guérilla pour mettre fin à un conflit vieux de trente-deux ans.

MARTINE JACOT

Accord politique et économique entre quatre pays d'Amérique centrale. - Le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala et le Salvador ont décidé jeudi 22 avril, à Managua, de former une union politique et économique nommée Centro-América 4. Dans une déclaration commune, la présidente Violeta Chamorro (Nicaragua) et les présidents Rafael Ángel Callejas (Honduras), Alfredo Cristiani (Salvador) et Jorge Serrano (Guatemala) ont décidé de « restaurer l'unité régionale ». L'accord stipule notamment que, à la date du 1^{er} mai, les visas d'entrée seront supprimés pour les citoyens de ces quatre pays, liés en outre par une zone de libre-échange. (AFP.)

ÉTATS-UNIS : le désastre de Waco

Nouvelles polémiques sur les méthodes du FBI

Le FBI a utilisé lundi contre la secte des Davidians, près de Waco (Texas), un gaz interdit par la convention sur les armes chimiques, portant signé par les États-Unis en janvier à Paris, écrivait jeudi 22 avril le Washington Times. Les avocats des neuf survivants ont dit autre part affirmé que l'incident qui a ravagé la ferme des Davidians avait été déclenché par l'intervention du FBI. Selon eux, un char a écrasé une citerne de propane et renversé plusieurs lampes.

L'utilisation du gaz CS à des fins militaires est bien interdite, mais le texte de la convention de Paris comporte une « exemption spécifique pour l'utilisation (de ce gaz) par les forces de l'ordre », a répondu George Stephanopoulos, porte-parole de la Maison Blanche. « L'exemption figure dans le traité et nous n'avons pas l'intention de le modifier », a-t-il ajouté. « Le gaz CS ne pouvait pas être employé contre des soldats irakiens, mais il n'y a pas eu de problème à l'utiliser contre des enfants de six ans dans notre pays », avait déclaré au Washington Times Benjamin Garrett, directeur de l'institut sur le contrôle des armes chimiques et biologiques. (AFP.)

Le gouverneur de l'Alabama destitué pour détournement de fonds. - Le gouverneur de l'Alabama, le républicain Guy Hunt, a été reconvoqué jeudi 22 avril d'avoir détourné 200 000 dollars à des fins privées et a été automatiquement destitué. Après plusieurs jours de procès, il a fallu que deux heures au jury pour parvenir à un verdict. M. Hunt était accusé d'avoir utilisé une partie des fonds de ses cérémonies d'investiture en 1987 pour acheter du bétail et des meubles personnels, et pour payer des dettes et ses impôts. (AFP.)

Rectificatif. - Dans l'article sur la première défaite de M. Clinton au Congrès (le Monde du 23 avril), nous avons écrit par erreur que l'opposition républicaine au Sénat comptait 47 élus ; c'est 43 qu'il fallait lire (les démocrates ayant 57 sièges).

CUBA : réduction du potentiel militaire. - En proie à des difficultés économiques, Cuba se voit contraint de réduire les effectifs de son armée, qui ne bénéficie plus de l'aide soviétique, a déclaré le ministre de la défense, Raúl Castro, dans un entretien publié jeudi 22 avril dans le quotidien officiel Granma. (Reuters.)

AFRIQUE DU SUD

Mort du dirigeant conservateur Andries Treurnicht

Andries Treurnicht, soixante-deux ans, leader du Parti conservateur sud-africain (CP), est mort jeudi 22 avril, cinq jours après avoir subi un pontage cardiaque.

Pour beaucoup, il représentait le visage respectable de l'extrême droite. Théologien dans l'âme, Andries Treurnicht était persuadé que l'apartheid avait sa justification dans la Bible, et toutes ses idées politiques trouvaient leur origine dans son interprétation du christianisme.

Il avait fondé le CP en mars 1982, faisant scission du Parti national (NP) au pouvoir en réaction aux initiatives de l'ancien président Pieter W. Botha tendant à faire participer des Sud-Africains autres que ceux de race blanche à l'essentiel de l'activité politique.

■ MAROC : l'Organisation des droits de l'homme demande la libération des prisonniers politiques. - Dans un communiqué, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a exhorté, jeudi 22 avril, les autorités à libérer les prisonniers politiques - dont elle estimait le nombre à 532 en août dernier, - évoquant « les personnes arbitrairement détenues dans des lieux secrets et le recouvrement de tous leurs droits par les prisonniers libérés ». Elle a réclamé « l'assainissement » des corps de la police, des services de sécurité, de l'intérieur et de la justice et l'arrêt des « rafles » qui sont des « violations flagrantes des droits de l'homme ». (Reuters.)

■ SOMALIE : Une infirmière somalienne tuée. - Alors qu'elle se trouvait à son domicile à Baidoa (sud-ouest de la Somalie), une infirmière somalienne, employée

de l'organisation humanitaire MSF-Hollande, a été tuée mardi 20 avril, et sa sœur, employée par l'organisation CARE, a été blessée par des Somaliens en armes, ont annoncé jeudi 22 avril à Nairobi les deux organisations. A la suite de cet incident, MSF-Hollande a décidé de réduire de dix à trois le nombre de ses expatriés à Baidoa. En revanche, cet incident ne remet pas en cause l'action à long terme de CARE à Baidoa. (AFP.)

■ Création d'une association des journalistes tunisiens en France. - Une association des journalistes tunisiens en France vient d'être créée à Paris. Elle se veut multiconfessionnelle et ouverte à tous les courants d'idées. Son premier bureau est composé de huit membres. Il a élu son président par consensus. Il s'agit d'Abdelaziz Dahmani, ancien grand reporter à Jeune Afrique et prix Pierre-Mille 1979.

■ ZAÏRE : le parti de M. Mobutu souhaite que Kinshasa rompe les relations avec Paris, Bruxelles et Washington. - Dans un communiqué remis à l'agence Reuters, le Mouvement populaire révolutionnaire (MPR), parti du président Mobutu Sese Seko, a souhaité, jeudi 22 avril, que le Zaïre rompe ses relations avec la France, la Belgique et les États-Unis. Le MPR accuse ces pays de suivre une politique de « néo-colonialisme, de racisme, de mépris de l'homme noir et de terrorisme envers la République du Zaïre ».

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.
LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

فكرنا من الأصل

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

La Russie à la veille du référendum

« Pour créer un régime démocratique, il faut que se produise une vraie rupture », nous déclare Vadim Kozovoi

Directeur de recherche au CNRS et écrivain, Vadim Kozovoi est en France depuis plus de dix ans. Né en 1937 à Kharkov, il a été arrêté en 1957 et envoyé pour six ans dans des camps de Mordovie pour avoir participé à la fondation d'un groupe clandestin à l'université de Moscou. Depuis Gorbatchev, il a fait de fréquents séjours en Russie.

« Le référendum du 25 avril peut-il apporter une solution à la crise politique entre le président et le Parlement ? »

« Il peut apporter des éclaircissements, mais il ne peut pas résoudre la rupture. La rupture, ce n'est pas seulement l'éloignement des classes dirigeantes les plus réactionnaires... »

« C'est mieux que rien... »

« Sans doute, mais le pourrissement continue, non seulement par l'insuffisance des réformes économiques mais aussi par les incohérences politiques ; il s'exprime symboliquement : des milliers de statues de Lénine qui écrasent toujours des villes russes, les ministres bâillonnés de l'ancien KGB en plein centre de Moscou, avec pratiquement les mêmes effectifs, tout cela pése. On peut certes comprendre (et même y déceler une certaine sagesse) que le grand corps meurtri de la Russie veuille à tout prix éviter les bouleversements de ces « instants fatals » que chantait Tchaïkovski, le grand poète russe. Il les a pourtant vécus en août 1991, et je suis sûr qu'ils ont marqué à jamais la conscience nationale... De ce point de vue, il me paraît trop facile de reprocher à Eltsine ses fautes ou ses pratiques ; on peut citer beaucoup de gens qui, lors d'un séminaire à l'Institut de la Russie, ont dit : « L'homme d'Etat, c'est un homme d'Etat, homme politique et homme tout court. Même si le référendum aboutit à un ajournement de certaines décisions, des mesures populistes devant l'inflation ou une certaine surenchère nationaliste, il va décaler le terrain. »

« Il y a plusieurs obstacles. D'abord le décompte des voix, sur le nombre de votants ou d'inscrits. D'autre part, pour qu'il y ait élévation, il faut une nouvelle Constitution. Que ferait un nouveau Parlement ? Voter une nouvelle Constitution ? Sinon, on entendrait les ambiguïtés... »

« Quelqu'un en Russie a dit que, pour qu'il y ait plus de 50 % des inscrits qui répondent « oui » au référendum, il faudrait poser la question ainsi : « Préférez-vous être riches et bien portants ou pauvres et malades ? » Eltsine a été élu, au cours d'un scrutin assez démocratique, avec 43 millions de voix. Alors que maintenant, avec des règles très étonnantes, il se sans doute ignorer, il faut qu'il en ait plus de 50 millions. »

Le légalisme contre le droit

« L'objectif fondamental, c'est de créer ce corpus d'institutions, de lois, qui sont les bases de toute démocratie. Le référendum va-t-il permettre d'évancer dans ce sens ou pas ? »

« Ça dépend de la volonté politique et des appuis qu'elle trouvera. Il faut comprendre qu'il y a d'une rupture et non de la poursuite d'un faux réformisme évolutionniste. »

« Cela confirme que ce référendum sera affaire d'interprétation. En droit, le décompte des voix devra se faire par rapport aux inscrits. »

« Il ne s'agit pas de droits, il s'agit du droit comme principe même, d'où découle la création des lois. C'est l'avènement du droit (souvenons-nous du sens étymologique de ce terme en français comme en russe) qui serait la rupture et marquerait le début de la nouvelle Russie. Alors que depuis des années le pays traverse un « éréthisme légaliste ». On crée sans cesse de nouvelles lois, de bons textes parfois... »

« Mais qui ne sont pas appliqués... »

« Il manque le fondement premier. En Russie, depuis des siècles, le décalage entre deux « vérités », entre le principe du droit (grande, vérité de justice) et le principe de

la loi (istina, vérité de justice), est inné. Ce sont les bolcheviks qui ont imposé un « droit non légal ». Puisque la vraie Histoire ne faisait que commencer, la réalisation du droit communiste, présentée comme essentielle, était renvoyée dans l'avenir, alors que, dans l'immédiat, dans son état glacé où chaque minute était identique à la précédente et à la suivante, toutes coupées de l'avenir, c'était le légalisme le plus strict, parce que n'importe quelle loi pouvait être changée ou défigurée par référence à un droit futur. »

« Gorbatchev a voulu créer des lois meilleures qui auraient régi la nouvelle « société socialiste ». Son Parlement en a voté beaucoup, qui ne sont d'ailleurs pas toutes mauvaises. Mais l'absence de principe du droit persistait, et, d'autre part, la justice n'était pas indépendante, la séparation des pouvoirs était inconnue, etc. Et le Parlement russe, qui comme le procureur de Russie, ne seulement continue cette pratique, mais penche de plus en plus vers un légalisme arbitraire répondant à ses intérêts éphémères et corporatistes. Il semble qu'Eltsine, qui a assumé la rupture idéologique, n'ait pas compris, avec son équipe, ce qui s'est imposé en août 1991 : les transformations socio-économiques et les transformations politiques en profondeur, qui devaient promouvoir le principe du droit. »

La Russie ? Une mère saoule...

« Est-ce possible de le faire maintenant avec ou sans référendum ? »

« Cela doit venir, mais quand ? Ces dernières années, malgré les succès des réformes économiques, Eltsine a promis à Elena Bonner, pendant le meeting sur la place Rouge : « Les compromis, c'est fini. » Est-ce qu'on peut le croire, lui qui a déjà tant de ses supporters ? Il a raison : aujourd'hui, il est impossible, mais peut-être bientôt. Pourtant, sur l'essentiel, il n'a pas jusqu'ici ébauché de cap (comme le faisait perpétuellement Gorbatchev) - et dans quelles conditions ! »

« Je vais citer Vassili Rozanov, un des écrivains russes les plus profonds, mort en 1919. Dans sa dernière œuvre, *Apocalypse de notre temps*, il présente ainsi, avec amertume, effroi et dégoût, l'énigme de la chute de la Russie, ou plutôt de l'Empire tsariste : « Une mère saoule qui passe, qui trébuche et qui s'étale comme une masse. » C'était à peu près ça, l'énigme mise à part, la chute du communisme. Voyez-vous que dans ces conditions les grandes masses de la population, malgré leur colère ou leur haine envers ceux qui paraissent, étaient réellement prêts aux transformations radicales inévitables ? Car la chute du pouvoir communiste - pouvoir qui voulait exterminer tout un monde séculaire - est devenue, aussi, non sans paradoxe, la continuation de celle qui avait débuté en février 1917. »

« Plusieurs problèmes quasi inextricables qui s'étaient révélés à l'époque - la périphérie, la désagrégation de la Russie elle-même, l'identité nationale, - après soixante-quinze ans d'anarchie gelée, réapparaissent et, exacerbés par les bolcheviks, doivent cette fois trouver une solution. »

« Après l'anarchie gelée, on a l'anarchie dégelée... »

« C'est la même situation, c'est la même Russie qui se termine. C'est une Russie séculaire qui part à travers les fumées du postcommunisme. »

« Et qui sera remplacée par quoi ? »

« Ce n'est plus le même peuple, après une expérience terrible et décisive. Il y a trop de panique dans l'air, ce qui ne reflète pas la vraie situation dans le pays, jusqu'à ces plus lointaines provinces. Il faut au contraire étonner de la plasticité admirable du peuple russe sous une telle rafale de changements. »

« La Russie entre dans une période d'imprévisibilité accélérée. Après 1917, et surtout après 1945, le monde a vécu sous l'emprise de deux univers, dont l'un évoluait vers son destin et l'autre, par son habitude, l'a atteint d'un coup. D'une part, l'Occident libéral, dont la technicité coltère à l'avenir son



Le 28 mars dernier, manifestation en faveur d'Eltsine.

caractère d'« être » (voir Heidegger) : d'autre part, la Russie et l'URSS sous la terreur communiste, où l'arrivée proclamée d'une vraie Histoire signifiait au fond la fin de l'Histoire et de tout à venir. L'imprévisible, par exemple la mort de Staline, ou bien son arrestation, ou celle de son ami, mais l'imprévisible, « l'avenir non prédit », comme disait René Char, était aboli. »

Un manque de fermeté

« Ce qui se produit maintenant, pas seulement en Russie, c'est le surgissement ou peut-être le soulèvement de l'imprévisible. Jusqu'à quel point ? et jusqu'à quand ? A mon avis, la Russie se peut attendre trop longtemps son centre, de gré ou de force, dans ce « village planétaire » technique, qui à sa manière ou connaît lui aussi que l'imprévisible. Ce moment de transition, si c'en est un, semble assez passionnant que dangereux. Inévitablement, il fait sortir l'Occident lui-même de sa position de prévisibilité. »

« Qu'Eltsine et d'autres aient pas tout prévu, on peut le comprendre, mais ils n'ont pas saisi l'énigme du putsch pour accomplir une vraie révolution politique et démocratique, pour organiser des élections libres, pour enfin commencer à instaurer ainsi le nouveau principe du droit. »

« Pour imposer ce principe du droit, faut-il passer par une phase d'autorité ? »

« Je reprocherais plutôt à Eltsine son manque de fermeté, d'où (entre autres) la perte d'autorité. Si on ne fait rien par exemple contre la presse carrément fasciste, cette faiblesse se répercutera à bien des niveaux... Au lieu de vouloir et d'agir, Eltsine s'a souvent fait que répondre au jeu de ses adversaires. Je ne vois pas comment il pourrait ne pas le faire qu'il essaie d'installer un pouvoir autoritaire à la Pinochet. Il n'en a pas les moyens, et d'ailleurs il n'en a aucun désir. Ces suspensions sont absurdes ! »

« Tant mieux. Mais si ce n'est pas lui, ça peut être un autre. »

« Déjà en août 1991, la Russie pouvait plus vivre sous une dictature. Va-t-elle à la dérive ? Mais il faut aller voir comment le pays a déjà progressé, malgré toutes les difficultés, vers un Etat plus viable depuis un an et demi. Malheureusement Eltsine a commencé les réformes un peu à la manière d'un apparatchik soviétique, qui veut, cette fois, non pas imposer le communisme, mais apporter un capitalisme plus ou moins humain. »

pas devenir prisonniers de la définition des territoires nationaux créés de toutes pièces par les bolcheviks où justement se retranchent souvent les néobolcheviks les plus intraitables. »

« C'est toujours le problème de la nouvelle Constitution. »

« Ce dont la Russie a besoin maintenant, c'est d'abord d'élections qui légitimeront aussi bien le pouvoir législatif que le pouvoir exécutif. Indépendamment du résultat, de telles élections seraient déjà un nouveau départ. En même temps, il faut absolument - contre les résistances de l'actuel Parlement et de la Cour constitutionnelle, une nouvelle Constitution, si ou rien ne marchera. Est-ce possible sans une certaine stabilisation, dans l'angoisse quotidienne que crée l'inflation galopante ? On verra... Pour le reste, ça dépend du sentiment de l'identité communautaire qui manque cruellement aux Russes. Cette recherche d'identité, pathétique, sans laquelle aurait été impossible la grande littérature russe, se sentait souvent, depuis des siècles, comme une partie d'un grand magma. Même le nationalisme russe vient plus d'un manque que d'une plénitude. »

« Il y a toujours ce qu'on appelle au XIX^e siècle les slavophiles... »

« A la fin d'Anna Karenine, Tolstoï a déjà parlé, par la bouche de Levine, de ce qu'était ce mouvement de sympathie avec les slaves orthodoxes pour qui la Russie devait combattre les Turcs dans les années 1870. Dans un peuple de 80 millions d'habitants - 150 millions aujourd'hui - on peut, dit-il, toujours trouver des exaltés, des fétés brûlées, ou des gens intéressés qui participent au combat. Ces volontaires mercenaires qui participent aujourd'hui à la bataille sanglante du nationalisme russe sont mus par des sentiments anti-occidentaux, anti-américains, et surtout anti-démocratiques. D'où l'oubli d'autres Slaves, y compris des Serbes adversaires de Milosovic et boteurs de la folie collective, d'où aussi le jeu sournois des néocomunistes et des nationalistes au Parlement russe, qui attaquent la diplomatie eltsinienne. Si cette dernière cède parfois, l'inaction de l'Occident y est pour quelque chose. »

L'aspiration à la normalité

« Le cœur, c'est la relation avec l'Occident, et le complexe nourri vis-à-vis de l'Occident... »

« Les sentiments anti-occidentaux en Russie sont extrêmement minoritaires ; le pays veut redevenir, ou devenir, « normal ». Qu'on le veuille ou non, cela veut dire une civilisation où l'imprévisible est banni. Ça se comprend plus ou moins du point de vue de la vie quotidienne, même si les gens se rendent compte que de leur vivant ils ne verront pas cette normalité. Mais du point de vue intellectuel, pour les Russes qui ont toujours eu des rapports difficiles avec l'Histoire, qui ne pouvaient se passer d'un souffle d'utopie, c'est une vraie débâcle. »

« Le monde intellectuel est complètement désagréé. Ces intellectuels qu'on cite très souvent dans la presse occidentale ne sont plus les mêmes qu'on connaissait il y a encore une dizaine d'années. Si un intellectuel est quelqu'un dont la pensée ne dépend pas pour l'essentiel de sa condition matérielle, alors maintenant, avec la perte de l'adversaire communiste et paternaliste, il a perdu son point d'appui et doit se débrouiller comme tout le monde : son opinion ne joue plus le même rôle privilégié. C'est pourquoi, dans une diversité d'opinions hier encore impensable, on trouve de bizarres nostalgies, comme si on voulait vivre sans les communistes avec la sécurité de la société communiste. »

« Tout se passe comme si les Russes avaient une incapacité à se gouverner. Les rares périodes démocratiques ont échoué dans l'anarchie ou le totalitarisme. »

« Il est très facile et très dangereux de tracer des parallèles historiques. On pourrait dire que l'aide occidentale doit venir comme les Varègues il y a plus de mille ans pour « gouverner » les Russes, mais ces belles comparaisons n'ont aucun sens. Je ne pense pas que la tentative des Russes soit vouée à l'échec à cause de leurs défauts congénitaux. »

« Une Russie se termine, une autre apparaît. Le sera plus précis : quand Eltsine rappelle aux Américains, non avec une fierté retenue, mais avec une arrogance totalement inappropriée dans les conditions actuelles, que la Russie, contrairement à « vous », est un pays millénaire, il ne sait pas ce qu'il dit. »

« La Russie de Kiev, berceau de trois peuples carément proches, n'est pas celle de Novgorod ni surtout celle de Moscou (à partir des XIV^e et XV^e siècles) ni certainement celle de Pierre le Grand, avec sa capitale. Qui peut maintenant ignorer que cette dernière, malgré sa richesse, a laissé à la Russie de nos jours, par-delà même la catastrophe du bolchevisme, de lourdes dettes à payer ? »

« Certes la société russe, quelle qu'elle soit, ne pourra exister dignement sans une certaine mémoire et certaines racines très profondes. Certes la Russie d'aujourd'hui, avant de devenir une Russie nouvelle, est humiliée, diminuée, tronquée... Mais croire pouvoir rétablir la stabilité brisée par le désastre, courir sous l'impulsion de quelle forme des illusions sur une grandeur héritée ou je ne sais quelle restauration, enfin, utiliser ces illusions pour s'être pas en retard sur ses pires adversaires politiques, c'est une folie qu'il faudra payer tôt ou tard. »

Une dose d'autorité

« Pour sortir de la phase de désintégration, il y a deux hypothèses : une autoritaire, dont on a parlé, l'autre démocratique, par la création d'institutions propres aux systèmes pluralistes. »

« Ce dilemme n'existe pas. La seconde hypothèse ne va pas sans la première. La catastrophe ne peut cesser que la catastrophe, on ne la fera pas évoluer. Pour instaurer le régime démocratique, il faut que se produise pleinement une vraie rupture, qui ne peut se faire sans une dose d'autorité, et s'il y a résistance, sans une certaine violence. »

« Ce n'est pas pour rien qu'il y a trente-cinq ans j'ai été condamné pour activités antisoviétiques ; je savais parfaitement, en août 1991, que le « pouvoir soviétique » n'avait plus aucun droit d'existence. A ce moment-là, le Parlement russo-soviétique devait pouvoir facilement - se faire dissoudre, même si l'on convenait alors aux eltsiniens. S'il avait refusé, il aurait fallu l'obliger. C'est la même histoire aujourd'hui, dans une situation mille fois moins propice. »

« Si le référendum apporte à Eltsine assez de voix pour lui conférer une nouvelle légitimité, il devra agir : car l'enjeu, nullement personnel, lui en fait obligation. La source de bien des violences virtuelles, des pires risques de désagrégation et de trop d'impasses dans les réformes résident dans le débâtement des forces réactionnaires que, dans l'euphorie d'après août 1991, on croyait déjà écrasées. Il ne faut pourtant pas simplifier le tableau. Si toutes les menaces s'expliquaient par le Parlement, les « rouges-bruns », les faux « centristes... »

« Reste ce référendum, qui risque d'être un coup pour rien. »

« Les règles de toute démocratie doivent s'appliquer. Si le « non » l'emporte sur le « oui », Eltsine devra partir. S'il a plus de partisans que d'opposants, s'il a une majorité confortable, il devra refuser le jeu des compromis inconsistants et organiser des élections, afin que le pouvoir en Russie, avec des partis politiques actifs et des hommes nouveaux, quels qu'ils soient, trouve sa légitimité. C'est la seule voie possible. »

Propos recueillis par MICHEL TATU et DANIEL VERNET

ESPACE EUROPÉEN

Vuk Draskovic : « Les Serbes ne doivent pas être punis collectivement »

Selon le dirigeant de l'opposition démocratique à Belgrade, les Occidentaux n'ont rien fait pour aider les mouvements hostiles à la guerre et au régime de Slobodan Milosevic

Les Occidentaux sont souvent critiqués pour leur inaction et leur impuissance dans la crise yougoslave. Mais le peu qu'ils aient fait – à savoir les sanctions imposées au régime de Belgrade – ne trouve pas plus grâce aux yeux de l'opposition serbe que les atermoiements du Conseil de sécurité. La figure de proue de cette opposition, Vuk Draskovic était à Paris ces jours derniers pour présenter la traduction française de son roman *Le Couteau* (1) ; il est formel : les sanctions ont touché le peuple serbe, plus que le régime de Slobodan Milosevic. Pour l'écrivain, leur inefficacité – voire leur caractère punitif – ne fait pas de doute : « Quand les sanctions ont commencé, la guerre était moins étendue et le régime moins fort. »

Les sanctions n'auraient donc plutôt renforcé Milosevic, qui a habilement exploité le sentiment de nouveauté « *complicité internationale* » contre la Serbie. Elles ont en fait, estime-t-il, affaibli une opposition qui en juin 1992 était encore capable de réunir à Belgrade quatre cent mille personnes pour réclamer la paix, la libéralisation des médias et le départ du président serbe. Aujourd'hui, elle n'est plus en mesure d'organiser un seul meeting de masse.

Avec les sanctions et l'embargo, la communauté internationale s'est privée d'essence ni l'armée, ni la police, ni la mafia, mais elle a en quelque sorte, selon Vuk Draskovic, appliqué au peuple serbe un principe de « *punition collective* ». Elle a montré ainsi qu'elle n'avait « rien compris » à la situation yougoslave. L'écrivain est formel : les Serbes ne voulaient pas lutter contre leurs frères et leurs parents (croates ou bosniaques) dans une guerre absurde. Pour la première fois dans l'histoire de la Serbie, quatre cent mille jeunes ont déserté ou fui leur pays parce que cette guerre n'est pas comme les précédentes.

Une guerre de libération faite au nom de la Serbie, mais une guerre « au nom du communisme, du nom d'une idéologie morte, sous le couvert d'un nationalisme hystérique ».

Vuk Draskovic croit en la Yougoslavie parce qu'elle était l'expression « de l'interpénétration des peuples et de leurs fois respectives », comme il l'écrit dans la préface de son roman. Le livre traite des massacres perpétrés par les fascistes croates et musulmans contre les Serbes pendant l'occupation allemande ; publié en serbo-croate en 1982, il fut « l'effet d'une bombe dans le mensonge communiste » parce qu'il parlait d'un tabou occulté par le régime titiste, alors que « le romancier se est convaincu – celui qui cache un crime a l'intention de le commettre à nouveau ».

Un plan en trois points

Il croit en la Yougoslavie parce qu'elle est la création de deux guerres mondiales au cours desquelles les Serbes se sont retrouvés aux côtés des vainqueurs. C'est ce succès que Milosevic, dans sa folie, est aujourd'hui en train de remettre en cause. Car Vuk Draskovic ne s'en cache pas, il est lui aussi partisan d'une « Grande Serbie », pas au sens nationaliste droit du terme, mais Serbie qui serait « grande » parce que sa démocratie, son économie, sa culture, son respect des droits de l'homme, seraient les meilleurs.

En 1987, l'écrivain, qui était l'un des principaux animateurs du Mouvement pour le renouveau serbe, apparaissait comme plus nationaliste que l'homme « qui montait » alors à Belgrade, Slobodan Milosevic. Son parti, qui n'hésitait pas à publier des cartes de la Grande Serbie, fut même temporairement interdit par le régime qui, dans la grande tradition titiste, condamnait sévèrement toute « *dérive nationale* ».

liste », qu'elle soit serbe, croate ou slovène, pouvait menacer l'« unité » yougoslave.

Depuis, l'auteur du *Couteau* a mis de l'eau dans son vin pour devenir le chef de file d'une opposition démocratique mais mal organisée et sans moyens d'influence en dehors de Belgrade. Il reste dans cette fierté nationale un aspect messianique ; si les Serbes portaient une plus grande responsabilité que les autres dans les drames d'aujourd'hui, c'est parce qu'ils sont les plus nombreux, et – indique Vuk Draskovic – implicitement – parce qu'ils ont un rôle historique particulier dont ils doivent se montrer dignes. Milosevic porte le poids de la faute. Malgré toutes les tares du régime néocommuniste de Belgrade, la Serbie n'est-elle pas la seule république ex-yougoslave où existe encore une opposition, alors qu'en Croatie, « il n'y a pas d'opposants, seulement des dissidents ».

La Bosnie-Herzégovine, cette « *petite de l'épave de peuples divers* » est une petite Yougoslavie en réduction. Tout le monde veut aujourd'hui conserver la Bosnie-Herzégovine, mais si la moitié des efforts qui sont déployés actuellement n'avaient été accomplis il y a deux ans pour sauvegarder la Yougoslavie, affirme Vuk Draskovic, on n'en serait pas là.

n'en serait pas là.

Est-il trop tard pour agir ? « Certes, mais demain il sera encore plus tard. » L'écrivain propose un plan en trois phases pour anéantir les massacres : 1) la communauté internationale doit adresser un ultimatum aux trois parties pour qu'elles signent un accord de paix sans condition ; 2) l'ONU sera chargée de garantir le désarmement de tous les combattants et le retour des personnes déplacées dans leurs foyers afin d'annuler tous les effets de la « purification ethnique » ; 3) un tribunal international jugera les criminels de guerre des trois camps. Un tel plan pourrait être soutenu par l'opposition, placée ainsi Milosevic – et Tudjman et Izetbegovic – au pied du mur.

« Purification idéologique »

Utopie ? Peut-être. Mais Vuk Draskovic est convaincu qu'après un mois de paix, les Serbes feront porter la responsabilité du drame à Milosevic et à Karadzic, les Croates à Tudjman, les Musulmans à Izetbegovic ; qu'après un an, les forces de l'ONU pourront se retirer. Les neuf dixièmes de la population bosniaque veulent retourner sur leurs terres, mais n'est-il ni naïf ni souhaitable de prévoir comme le plan Vance-Owen un décapage en provinces ; « la majorité du peuple ne

veut pas se diviser », en Bosnie pas plus qu'en Yougoslavie. Plutôt que de guerre civile, il vaudrait mieux parler de « *purification ethnique* » ou de « *purification idéologique* » contre ceux qui osent critiquer les régimes en place.

En Croatie, mais aussi en « République serbe de Bosnie », où l'écrivain Vladimir Strebrov croupit dans les prisons de Karadzic pour avoir dit que personne n'avait jamais fait autant honte à la Serbie que le chef des Serbes de Bosnie.

Après ce processus d'éclatement, affirme le chef de l'opposition serbe, les peuples reviendront, dans dix ou quinze ans peut-être, vers la « Yougoslavie », avec « ses frontières intérieures qui ne sont pas historiques, qui ne sont pas justes, mais qui ne font pas changer ». La condition nécessaire, c'est l'instauration de la démocratie, le respect du droit des minorités, et il fait ici allusion notamment au Kosovo, province du Sud, peuplée à 90 % d'Albanais de souche, qui choisira sans nul doute de rester au sein de la Serbie lorsque celle-ci sera de nouveau un pays démocratique et prospère et que « tous leurs droits légitimes » seront reconnus et respectés.

L'Occident n'a pas encouragé les forces qui luttaient pour la démoc-

ratie et a, en fait, misé sur ceux qui voulaient préserver l'appareil communiste. Vuk Draskovic rappelle que l'opposition serbe n'a reçu aucune aide matérielle des Européens ou des Américains, « pas même une feuille de papier », dit-il, pour ne pas parler de l'absence d'aide politique. L'idée du bateau *Droit-de-parole* – qui diffuse, à partir de l'Adriatique, des émissions non partisans vers l'ex-Yougoslavie est sympathique – « mais nous ne sommes plus en 1943 où tout le monde avait l'oreille collée au poste pour écouter Radio Londres » ; aujourd'hui, c'est la télévision qui informe le peuple des campagnes et les régimes autoritaires s'y entendent à merveille pour la transformer en instrument de propagande.

Par aveuglement, par pusillanimité, les Occidentaux ont commis les mêmes erreurs qu'en 1938 à Munich : au nom de la stabilité et de l'ordre établi, ils ont préféré l'apaisement à la paix ; ils se retrouvent dans une impasse où ils ont le choix entre l'enlèvement et la retraite humiliante ; à moins que ce ne soit le deuxième.

ALAIN DEBOVE
et DANIEL VERNET

(1) Vuk Draskovic, *Le Couteau*, Jean-Claude Lattès, 334 pages, 135 francs.

TRIBUNE

Le cercle vicieux du référendum italien

par Sergio Romano

PERSONNE, même les plus optimistes des promoteurs de la réforme du système électoral, ne s'attendait pas à ce que le référendum sur la réforme du système électoral, qui devait être voté le 18 et le 19 avril, se transforme en un débat sur la réforme du système politique. Les représentants de la classe politique acceptent d'inscrire à l'ordre du jour la réforme de l'Etat et se mettent d'accord au Parlement pour créer à cette fin une petite « assemblée constituante » – la commission mixte Assemblée-Sénat – composée de deux cents députés et sénateurs.

Il faut éviter le référendum abrogatif de Segni – qui créait un parlement bicaméral – en modifiant seulement la loi électorale concernant le Sénat – et adopter, en même temps qu'une loi électorale pour les deux Chambres, les autres réformes constitutionnelles dont le pays a besoin. Mais les partis ne réussissent pas à se mettre d'accord, parce que chacun d'eux cherche à arracher le système électoral qui lui convient le mieux ou à boycotter celui qui peut favoriser ses adversaires. Alors que la date du référendum approche, la commission mixte s'enfonce dans le marécage de ses débats byzantins et le Parlement révèle au pays son impuissance.

Les manifestations de mauvaise humeur

A la fin des années 80 naquit en Italie un petit mouvement en faveur de la réforme du système électoral. Son chef est un jeune député démocrate-chrétien, Mario Segni, fils d'un notable sarde qui fut président du conseil et président de la République. Utilisant une possibilité de la Constitution italienne – le référendum abrogatif – Segni expliqua que l'élimination de quelques paragraphes de la loi électorale concernant le Sénat permettrait d'obtenir, pour les trois quarts des sièges, un résultat « à l'anglaise » : 225 sénateurs élus à la majorité simple.

Le mouvement s'attira des appuis et des manifestations de sympathie, mais resta fortement minoritaire. Les grands partis le regardent de haut et n'entendent pas renoncer aux bénéfices de la proportionnelle.

Ils ne changent pas d'attitude même quand un autre référendum proposé par Segni sur le nombre de députés fut voté par le Parlement. Les grands partis le regardent de haut et n'entendent pas renoncer aux bénéfices de la proportionnelle.

Il ne changeant pas d'attitude même quand un autre référendum proposé par Segni sur le nombre de députés fut voté par le Parlement. Les grands partis le regardent de haut et n'entendent pas renoncer aux bénéfices de la proportionnelle.

italienne. Tandis que les juges militaires élargissent progressivement leurs enquêtes jusqu'à impliquer pratiquement toutes les formations politiques et une grande partie du monde industriel, les électeurs manifestent avec leur vote leur mauvaise humeur. Pour la première fois, les représentants de la classe politique acceptent d'inscrire à l'ordre du jour la réforme de l'Etat et se mettent d'accord au Parlement pour créer à cette fin une petite « assemblée constituante » – la commission mixte Assemblée-Sénat – composée de deux cents députés et sénateurs.

Il faut éviter le référendum abrogatif de Segni – qui créait un parlement bicaméral – en modifiant seulement la loi électorale concernant le Sénat – et adopter, en même temps qu'une loi électorale pour les deux Chambres, les autres réformes constitutionnelles dont le pays a besoin. Mais les partis ne réussissent pas à se mettre d'accord, parce que chacun d'eux cherche à arracher le système électoral qui lui convient le mieux ou à boycotter celui qui peut favoriser ses adversaires. Alors que la date du référendum approche, la commission mixte s'enfonce dans le marécage de ses débats byzantins et le Parlement révèle au pays son impuissance.

Voilà la toile de fond contre laquelle les Italiens ont voté le 18 et le 19 avril. Le « oui » par lequel ils ont répondu aux huit questions n'aurait pas été aussi massif si les enquêtes judiciaires n'avaient pas mis en lumière la corruption du système politique et si le Parlement n'avait pas été incapable d'affronter le problème de la réforme de l'Etat. Certes, le vote sur la loi électorale pour le Sénat signifie que les Italiens ont dit non à la proportionnelle. Mais, par dessus toute considération, a prévalu le désir de donner d'abord un signal de mauvaise humeur et de défiance vis-à-vis de la classe politique.

Le patient a rejeté la prescription

Si cette analyse correspond bien à la situation, il faut en tirer deux conclusions. En premier lieu, le scrutin contient quelques indications approximatrices sur l'Etat nouveau que désirent les Italiens, mais c'est seulement une matière brute avec laquelle édifier la II^e République. Il faut adopter une loi électorale pour la Chambre des députés, décider combien de sièges devront être attribués à la majorité et combien à la proportionnelle, s'il y aura un seul tour comme en Angleterre, ou deux comme en France. Et ce n'est pas tout. Il faut décider si la Chambre et le Sénat doivent avoir des compétences distinctes et si le Sénat, en particulier, doit devenir,

dans le cadre d'un Etat vraiment fédéral, la chambre des régions.

Il faut encore s'attaquer au problème de la stabilité de l'exécutif, c'est-à-dire, en dernière analyse, à la question centrale de la République présidentielle. A elle seule, la loi électorale ne suffit pas à garantir l'alternance au pouvoir de deux grandes forces politiques. Si l'Italie veut l'alternance, il faut que le président de la République ou le premier ministre aient l'autorité nécessaire pour rassembler une majorité et susciter une opposition. Et, puisque les peuples n'écrivent pas les Constitutions mais se limitent à renvoyer des signaux de mécontentement, la tâche est de nouveau dans le camp des hommes politiques. Il leur revient d'écrire les nouvelles règles de la II^e République.

Deuxième conclusion : les hommes politiques auxquels incombe l'obligation de changer l'Etat sont ceux-là mêmes contre qui les Italiens ont implicitement voté ces derniers jours. Le patient a rejeté la prescription, mais il ne peut pas changer le médecin. Le référendum a créé une situation paradoxale. Le fossé séparant le pays de sa classe dirigeante est devenu infranchissable, mais le vieux personnel politique reste quand même au pouvoir, au Parlement et dans les ministères, dans les régions et dans les conseils municipaux.

L'Italie est prisonnière d'un cercle vicieux. Elle a besoin d'hommes nouveaux, et dans de règles qui en favorisent l'avènement, mais la tâche d'écrire de telles règles reste dans les mains des hommes anciens, qui sont responsables de la crise. Ce sont les locataires des palais gouvernementaux qui devraient dans les prochaines semaines se mettre d'accord sur une nouvelle loi électorale et signer ainsi l'ordre de leur expulsion. Pour une majorité d'entre eux, la dissolution

tion des Chambres (inévitables après l'approbation d'une nouvelle loi) signifie la fin de leur vie politique ; pour beaucoup, elle signifie passer directement de l'hémicycle du Parlement à la salle d'audience du tribunal. On comprend que, avant de déposer les armes, les locataires feroient une dernière tentative pour tirer des référendums des conséquences correspondant à leurs préoccupations et à leurs intérêts.

Tirer sur le quartier général

Après avoir longuement hésité, l'Italie est entrée finalement dans le tunnel de la crise. Mais personne n'en connaît la longueur, et la seule issue raisonnable est probablement la convocation d'une Assemblée constituante. Un des dirigeants du Mouvement pour le référendum, Massimo Severo Giannini, propose que le Sénat soit élu selon le nouveau système majoritaire approuvé par les Italiens et assume pour une certaine période des pouvoirs constitutifs. Mais la classe politique hésite à se priver de la possibilité de contrôler, dans la mesure du possible, l'évolution de la crise.

Si l'obstacle le plus important à une solution de la crise est le cercle vicieux dans lequel se débat l'Italie, la construction de la II^e République ne commencera que quand ce cercle vicieux aura été brisé. Pour ce faire, il faut probablement que le pays continue à « tirer sur le quartier général ». Le prochain coup de canon sera en juin, quand les Milanais voteront, selon une nouvelle loi, pour élire leur maire et qu'ils lanceront ainsi un nouveau signal politique aux occupants des palais. Après, peut-être, commencerons-nous à entrevoir, sinon le bout du tunnel, au moins la route pour l'atteindre.

Ancien ambassadeur, Sergio Romano commente l'actualité pour divers journaux italiens.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Traité sur l'Union européenne »

Le titre pourrait faire croire qu'il s'agit d'une énigme – et tardive – glosses sur le traité de Maastricht. Ce livre a pourtant son originalité. Son auteur, Yves Douriaux, était en avant, des années en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes au moment de la grande négociation à douze. A ce titre, il participait à de nombreuses palabres préalables au Conseil européen

de Maastricht, pour ce qui concerne l'Union politique. Il travailla aussi avec les « *juniores linguistes* » chargés de mettre au point le texte définitif. Sans le mettre en avant, il commente le traité à la lumière de ces discussions qui lui permettent de comprendre, et de faire comprendre, bien des choses. » Le Traité sur l'Union européenne, d'Yves Douriaux, Armand Colin, 244 pages.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lescaze, gérant.

Imprimé par :
« Le Monde »
12, r. M. Groussin
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2637
PRINTED IN FRANCE
Remerciements aux microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lescaze
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardieu
15-17, rue du Colonel-François-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-72
Téléc : MONDOPUB 634 128 F
de la SARL Le Monde et de M. et Mme Roger Remy SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé par : L. J. LEMONDE
SU 35-15 - Teleriv
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs en francs
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$300 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., USA, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes in US\$ and N.Y. ZIP Code 12914, Champlain, N.Y. 12914.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 401 Virginia Beach, VA 23451 - 2863 USA.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
301 MON 01 PP-Paris PP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Pays : _____

Je soussigné, j'atteste l'exactitude de l'écriture, ainsi que l'absence de tout autre nom ou adresse d'impression.

فكرنا من الأصل

POLITIQUE

Grenoble : l'usure d'un rêve urbain

Le quartier de la Villeneuve était la « vitrine du socialisme municipal » des années 70
Vingt ans après, l'utopie est au chômage

L'Assemblée nationale doit débattre, les 27 et 28 avril, à la demande de son président Philippe Séguin, de la politique de la ville. Qu'il s'agisse de banlieues, de centres-villes ou de quartiers nouveaux, la maîtrise de l'évolution des quartiers populaires, en période de chômage, échappe souvent aux élus et aux responsables politiques, comme en témoigne le cas de la Villeneuve, à Grenoble.

GRENOBLE
de notre envoyé spécial

Un gros cube de béton, très laid, un « silo à voitures », comme disent les urbanistes pour parler d'un parking. Puis, en levant les yeux, vertical, immense, un mur d'au moins deux mètres d'origine, bleu et rouge, ont viré en vingt ans en un mauvais violet et un rose défraîchi. Quelque part entre « le 90 » et « le 100 » de la galerie de l'Arlequin, c'est là l'entrée historique de la Villeneuve de Grenoble. Doit-on pour autant s'arrêter là ? Une fois traversée la première galerie, bordée de quelques commerces sur la défensive, on débouche sur la place du marché, avec ses deux bistros, « Les Bambas » et l'autre, celui des Maghrébins. Je rêve, un jour, si j'avais à écrire sur la Villeneuve, de commencer par là, dit une jeune militante communiste.

C'est ici, précisément, que le rêve de « changer la vie » a commencé. Il y avait à Grenoble quelques vieux socialistes, une grosse poignée de PSU et des gens, plutôt « anti-parti », qui se portaient volontaires pour construire ce que l'on appela longtemps, à cette époque, la « gauche non communiste ». On approchait aussi, bien sûr, de 1968, l'année de mai et celle des Jeux olympiques d'hiver de Grenoble. Ils allaient prétendre « changer la ville » afin de mieux changer la vie. Il y avait donc des appartements sociaux, souvent en duplex, même pour les pauvres, des écoles sans barrière, ouvertes sur le quartier, un centre de santé pour guérir avant qu'on soit malade, une télévision de proximité pour amener quelque peu le discours de la chaîne officielle, et partout, des occasions de se rencontrer. Utopie à tous les étages !

Des étages ? Pour favoriser le « mixité » entre les copropriétaires

« Le discours était séduisant »

« La droite, à l'époque, a tout de suite vu la démesure du projet, dit Alain Carignon. Mais, moi-même, je n'étais pas parmi les plus farouches opposants. Le discours était séduisant. J'étais déjà de ceux qui se trompaient. » A Grenoble, il y a ceux qui connaissent et ceux qui ne connaissent pas la Villeneuve, quartier périphérique, qui devait être le second centre de la ville, quartier toujours montré du doigt, pour quelque raison que ce soit.

L'autre jour, après les rodéos d'un été chaud, les voitures incandescentes, les chariots de l'hypermarché voisin parfois jetés du haut des balcons, la mort par surdose d'un jeune homme - et la manifestation de plusieurs centaines de personnes, qui s'ensuivit, contre les dealers - c'était une alerte générale. La police venait de trouver dans un appartement de la Villeneuve des kilos de dynamite. On dut évacuer la « minité ». Le maire, bien sûr, était là pour reconforter les familles.

Quelques-uns de ses adjoints, en revanche, cherchaient péniblement le commissariat du quartier : bou langer, garagiste ou avocat du centre-ville, ils n'y étaient encore jamais venus. Il ne s'agissait pas, ce soir-là, de terroristes, mais simplement d'« curieux amateurs de belles pierres, qui voulaient faire sauter quelques pans de montage, pour en retirer des cristaux. Cela fit grand bruit ».

Entre Grenoble et sa Villeneuve, il y a un mur : le mur, bien réel, de ce quartier carroulé sur lui-même, autour d'un lac artificiel et d'un parc, le plus beau, le plus grand de la ville - dix-sept hectares, - par-

semé ces jours-ci de milliers de tulipes rouges et de pensées jaunes et bleues, et le mur, impalpable, de l'incompréhension. A Roubaix, à Saint-Denis ou dans les quartiers nord de Marseille, les habitants des grands ensembles seraient sans doute ravis à l'idée de dominer un tel cadre. A Grenoble, désormais, la Villeneuve est considérée comme la zone.

Treize mille habitants, près de 30 % de la population d'origine étrangère et 40 % de jeunes de moins de vingt ans. Il y a, en effet, quelques adolescents, souvent maghrébins, qui traînent dans les coursives, entre des études trop vite interrompues et un emploi qui tarde à venir. Ce n'est pas leur faute, mais cela suffit pour inquiéter. Il y a aussi des échanges de drogue, souvent achetés au centre-ville. Il y a parfois des vitrines brisées et des garages totalement « squattés » par des drogués. Cela peut être « la suite de la ville ». Il y aurait même « des enclaves étrangères », selon le témoignage d'Ingrid Petit, conseillère municipale (Front national) de Grenoble. « Au pied des immeubles, ce ne sont plus des squattes, mais des gyrophares qui éclairent la cité-muette », observe tristement un artiste.

L'enthousiasme de Jacques Chaban-Delmas

Les concepteurs de ce qui fut longtemps la « vitrine du socialisme municipal » défendent leur choix de l'époque. Ancien dirigeant du PSU et ancien adjoint d'Hubert Dubedout (PS) à la mairie de Grenoble (de 1965 à 1983), Jean Verhaac rapporte ainsi l'enthousiasme de Jacques Chaban-Delmas, en termes d'une visite à la Villeneuve effectuée peu après son départ forcé de l'hôtel Matignon en 1972 : « C'est exactement ce que je voulais faire », aurait dit l'ancien premier ministre de la « nouvelle société ». L'un des « pères » de la Villeneuve, récemment candidat au nom du Mouvement des citoyens contre M. Carignon, Jean-François Parent, assure : « Globalement, on a atteint les objectifs visés : construire un quartier vivant, où la ségrégation est limitée. Notre meilleur résultat, c'est le faible score du Front national » (NDLR : 6 %).

L'expérience de la Villeneuve, abondamment relayée par la

presse, analysée, décortiquée par une multitude de sociologues et trop fréquemment mythifiée au cours des années 70, a aussi nourri la politique dite de développement social des quartiers (DSQ), initiée après l'arrivée de la gauche au pouvoir par l'ancien maire Hubert Dubedout. L'idée de base était en somme que, sans une participation active des citoyens, il n'y aurait pas de véritable réhabilitation des quartiers jugés « difficiles ».

Lorsqu'en 1990 l'actuel maire de la ville, Alain Carignon, a obtenu de l'Etat le bénéfice de la procédure DSQ pour le quartier de la Villeneuve, la polémique a ressurgi. « Le maire utilise, de façon artificielle, la procédure du DSQ pour apparaître comme celui qui corrige les erreurs de son prédécesseur », accuse M. Parent. Opposé, à l'époque, au « contenu idéologique » du projet, qu'il jugeait « utopique », de la Villeneuve, l'ancien leader des communistes grenoblois, Jean Giard, aujourd'hui refusé, relève que beaucoup d'associations locales ne voulaient pas voir leur quartier identifié aux banlieues « problèmes ». Car derrière les façades abîmées de l'Arlequin, le rêve des années 70, celui d'une certaine convivialité dans la ville, résiste encore.

« Je crains que cette convivialité n'existe que dans les rêves d'une poignée de personnes aux illusions intactes, quand tout s'écroule autour d'elles », se fâchait récemment M. Carignon, en réponse à des critiques émises sur l'opération DSQ, dans une lettre publiée dans l'édition Rhône-Alpes du Monde.

Il n'empêche : il y a quelques fourrages qui demeurent à la Villeneuve de Grenoble, comme partout, des femmes qui ont peur, le soir, dans les parages sombres, de vieilles dames qui se plaignent des odeurs d'urine dans les ascenseurs, mais aussi un président d'université, des ingénieurs, des cadres, des avocats, et un libraire qui continue obstinément de faire de l'animation avec les écoles du quartier, même s'il avoue que sa vitrine soit brisée. C'est la vie, c'est la ville. « Ce qui manque dans la politique de la ville, c'est la pugnacité dans la durée, mais c'est un sujet qui n'intéresse pas vraiment les partis », remarque un ancien collaborateur d'Hubert Dubedout.

JEAN-LOUIS SAUX

Depuis l'installation de M. Balladur à l'hôtel Matignon
Jacques Chirac est raccordé à l'« interministériel »

L'« interministériel » compte, depuis quelques jours, un nouvel abonné. Ce réseau téléphonique qui relie entre eux les autorités de l'Etat - présidence de la République, premier ministre, ministres, présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat - a été étendu jusqu'à... l'hôtel de Ville de Paris. Jacques Chirac peut donc appeler directement le premier ministre et les membres du gouvernement, à l'égal de l'un d'entre eux ou des présidents des Assemblées.

Selon les anciens ministres que nous avons interrogés, il est sans précédent qu'un maire ou un président de parti aient été rattachés à un réseau destiné à faciliter les communications des responsables de l'exécutif et de ceux du pouvoir législatif. L'accès à l'« inter » est aussi l'un des symboles d'exercice du pouvoir, particulièrement prisés des ministres et de leur directeur de cabinet.

« Le téléphone interministériel », écrit Jean-Paul Huchon, qui était le directeur du cabinet de Michel Rocard à Matignon (1), est l'attribut du pouvoir par excellence, réservé à quelque cent cinquante normalisés qui en connaissent seuls les us et coutumes.

Jusqu'à maintenant, l'annuaire de l'interministériel comprenait, selon les indications que nous avons recueillies, outre les titulaires des hauts postes de l'Etat et leurs proches collaborateurs, en nombre très restreint, certains hauts fonctionnaires d'autorité,

tel que le préfet de police de Paris, et les présidents d'entreprises nationales, comme le SNCF ou la Caisse des dépôts et consignations, agissant sous tutelle gouvernementale.

A l'hôtel Matignon, on indique qu'il est « tout à fait d'usage que le maire de Paris ait accès à l'interministériel », et que d'ailleurs il bénéficie, ajoute-t-on, avant 1981 et qui lui avait été retiré par la suite, à une date non précisée. On justifie cette disposition par « les nécessités de la sécurité » dans le capitale. Cependant, le maire de Paris ne figure pas à l'annuaire de l'inter » daté du 15 avril. Classé « liste rouge », en quelque sorte, il peut appeler, mais ne peut être joint que par ceux qui connaissent son numéro.

Certains ministres appartenant à l'UDF n'adhèrent pas à l'explication donnée par l'hôtel Matignon, l'un d'entre eux n'hésitant pas, en privé, à qualifier de « scandaleux » ce recrudescence symbolique du maire de Paris, président du RPR, à l'appeler gouvernemental. Le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, auquel nous avons demandé le bénéfice de la même facilité, nous a fait répondre qu'il n'en est rien. Cette information, selon son entourage, vaut aussi commentaire.

P. J.

(1) Jours tranquilles à Matignon (Gessé).

Recevant le bureau de l'Assemblée nationale
François Mitterrand approuve la démarche du gouvernement pour la révision de la Constitution

François Mitterrand a reçu à l'Elysée, jeudi 22 avril, le nouveau bureau de l'Assemblée nationale, conduit par Philippe Séguin. Le président de la République a profité de cette visite protocolaire pour se féliciter de la volonté du gouvernement d'Edouard Balladur de réformer la Constitution dans ses articles concernant la Haute Cour de justice et le Conseil supérieur de la magistrature (CSM). « Je sais que le gouvernement souhaite aller vite pour [ces] deux réformes indispensables », a-t-il indiqué, l'une qui s'impose dans l'immédiat, la réforme de la Haute Cour de justice, l'autre qui touche à la sensibilité du pays.

« J'approuve cette démarche, et s'il reste deux réformes sur trois ou sur quatre, c'est mieux que rien, ce sera un vrai progrès », a ajouté le chef de l'Etat, en faisant allusion au projet de révision constitutionnelle déposé sur le bureau du Sénat et qui prévoit, notamment, outre la réforme de la Haute Cour et celle du CSM, l'extension aux citoyens de la saisine du Conseil constitutionnel, ainsi que la suppression de l'article 16.

M. Mitterrand s'est d'ailleurs déclaré « sans illusion » quant à la possibilité que « l'ensemble des textes », qu'il avait lui-même remis au Sénat, soient retenus par les gouvernements présents ou à venir. « Ils seront même, peut-être, tentés d'y ajouter quelque chose », a-t-il dit. Je pense, en particulier, à la durée du mandat du président de la République. Je n'ai pas à craindre sur ce terrain-là une discrétion excessive.

de la part de la nouvelle majorité de l'Assemblée nationale... »

Le président de la République a tenu, toutefois, à marquer ses prérogatives dans ce domaine et la « certitude finale » qu'il pourrait imposer à cette révision. « La limite, a-t-il dit, elle est celle du pouvoir qui me reste ou qui me restera sur ce plan d'opération, c'est-à-dire d'envoyer soit devant le peuple, soit devant le Congrès les textes qui auront été élaborés ».

La commission des lois du Sénat devrait désigner, le 5 mai, le rapporteur du projet de révision constitutionnelle déposé par le précédent gouvernement. Le rapporteur pourrait « bouclier » son rapport aux alentours du 19 mai avant un examen en séance publique à la fin mai. Par voie de conséquence, la procédure de mise en accusation de Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georges Dufour, devant la Haute Cour de justice, dans l'affaire du sang contaminé, devrait être mise entre parenthèses.

Cette procédure est en sursis depuis l'arrêt du 5 février de la commission d'instruction, qui avait déclaré que l'action publique contre les trois ministres, accusés de non-assistance à personnes en danger, était éteinte faute d'avoir été engagée dans les délais prescrits. La proposition de résolution incriminant les trois ministres d'homicide involontaire, adoptée aussitôt par la commission ad hoc du Sénat, n'a d'ailleurs pas été inscrite à l'ordre du jour au palais du Luxembourg.

Devant le bureau de l'Assemblée, M. Mitterrand a également encouragé les réformes des méthodes de travail de l'Assemblée nationale présentées par M. Séguin, qu'il avait reçu, en tête à tête, le 20 avril. « Tout cela va dans le bon sens », a-t-il dit. Vous avez cinq ans devant vous : ces cinq années-là devront permettre à l'Assemblée nationale de revenir au rôle qui fut le sien dans les grandes heures de la République. » François Mitterrand a formulé le vœu que « les compétences du Parlement soient étendues, notamment lorsqu'il s'agit d'envoyer des soldats sur un théâtre extérieur ».

G. P.

Après la mise en examen du maire sortant
« Villeneuve-sur-Vote »
retourne aux urnes

AGEN
de notre correspondant

« Je vais au parti à mon compte... » La réplique était anodine. Les comédiens s'interrogent peut-être encore sur le ressort des déclarations de rire qui l'ont ponctuée. « Je vais en parler à mon employeur », M. Laroche... C'était mardi soir 20 avril au théâtre Georges-Lyons, à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). A l'affiche, une comédie américaine, adaptée par Jean Poiret : Sans rancune. Les rires, pour le comble du nommé, n'en étaient pas exempts.

L'anecdote est volontiers colportée : trois jours du premier tour, le 25 avril, des élections municipales provoquées par la démission en cascade enregistrées après le retour à l'hôtel de ville, le 15 janvier dernier, de Claude Laroche, maire de Villeneuve-sur-Lot. Claude Laroche avait été mis en examen, en novembre dernier, après la défection de l'entreprise familiale de conserverie pour banquette, escroquerie, abus de biens sociaux, faux et usage de faux. La juge d'instruction de Toulouse avait demandé sa mise en détention provisoire. Ainsi le maire avait-il passé Noël - et au-delà - en prison.

Les élections du 25 avril sont une péripétie de plus dans l'histoire politique mouvementée d'une sous-préfecture où, depuis la fin du règne de Jacques Raphaël-Leygues, ancien ambassadeur de France en Côte-d'Ivoire, les électeurs auront été appelés sept fois aux urnes en moins de vingt ans pour des

municipales. Si l'on ajoute les présidentielles, les législatives (les dernières ont motivé quatre recours en annulation), les régionales, les cantonales (avec plus de vingt candidatures pour les deux cantons villeneuvois en mars 1982), sans compter le référendum, on comprendra à quel correspond exactement l'appellation « Villeneuve-sur-Vote », souvent accolée à la ville.

Claude Laroche, faute d'avoir pu persister dans son désir de se présenter aux législatives, est aujourd'hui persuadé de pouvoir peser la confiance de ses citoyens à l'issue du scrutin de dimanche. Et puisque sa « famille de pensée » s'était montrée très réservée au moment de ses déboires, il enlève qu'il en demande rien à personne » et repart à la bataille avec seulement cinq des sortants. Beaucoup ont abandonné. Quelques-uns ont rejoint d'autres listes, comme l'actuel adjoint à la culture, celle de Michel Gonnelle, président départemental du RPR, battu sur le fil, il y a quelques semaines, au gré d'une primaire « prolongée » jusqu'au second tour des législatives contre un candidat UDF.

Tant de postulants ont franchi la passerelle... que l'on pourrait voir des rivaux passer ensemble la nuit du Pâquier. Ce troisième pont au-dessus du Lot avait été l'enjeu de bien des batailles électorales avant d'être aujourd'hui réalisé, au prix d'une déclaration d'utilité publique... ennucléée par le tribunal administratif, la Conseil d'Etat ayant confirmé ce jugement.

PHILIPPE TUGAS

Exigeant un accord préalable
Les fabiusiens menacent de ne pas participer à la réunion du comité directeur du PS

M. Bartolone, député de Seine-Saint-Denis et principal lieutenant de M. Fabius au sein du PS, s'est prononcé, jeudi 22 avril, pour « un parti ouvert, qui prépare un vrai congrès du PS sur des bases de rassemblement, pas un parti-magouilles ». Précisant que « les contacts se poursuivent » avec la direction provisoire du parti, que préside M. Rocard, il a réitéré le souhait des fabiusiens « d'arriver à un accord », avant le clou du comité directeur samedi, faute de quoi, a-t-il averti, « nous ne participerons pas » à cette réunion. De son côté, l'ancien ministre socialiste des relations avec le Parlement, M. Popereau, a déclaré, jeudi, sur OFM, que les deux généraux proposés par la direction provi-

soire ne sont « qu'une rigolade, un congrès camouflé ». Après avoir participé, le 21 avril, à une réunion autour de M. Rocard, en compagnie de MM. Quilès, Mauroy, Mermaz et de M. Aubry, M. Popereau envisageait, lui aussi, de ne pas venir au comité directeur si un accord n'était pas conclu vendredi.

Enfin, M. Dumas, ancien ministre des affaires étrangères, exige, dans un éditorial du Journal de la Dordogne, un débat au sein du PS sur l'organisation des états généraux. « Ce débat doit avoir lieu préalablement (L.). Ne pas en tenir compte reviendrait à signer le forfait », écrit-il. Dans ce cas, mieux vaudrait s'abstenir, laisser tenir les états généraux sans nous ».

EN BREF

63 % des Français font confiance à Edouard Balladur. - Selon un sondage de l'Institut CSA (les 19 et 20 avril auprès de 805 personnes âgées de 18 ans et plus), dont les résultats sont publiés par le Parisien du 23 avril, 63 % des Français font confiance au premier ministre, Edouard Balladur, « pour s'occuper efficacement des principaux problèmes qui se posent au pays ». 21 % des personnes interrogées ne lui font pas confiance, 16 % ne se prononcent pas. Le premier ministre réalise ses meilleurs scores chez les électeurs de droite (91 %), les catholiques pratiquants réguliers (84 %), les Français résidant sur la côte méditerranéenne (73 %) et les cadres supérieurs (72 %) et les personnes âgées de soixante-cinq ans et plus (71 %).

Une circulaire de l'hôtel Matignon recommande aux ministres « diligence » et « célérité » pour associer le Parlement aux décisions européennes. - Le Journal officiel a publié, jeudi 22 avril, une circu-

laire signée par Renaud Denoix de Saint-Marc, secrétaire général du gouvernement, par délégation du premier ministre, et détaillant le rôle des membres du gouvernement dans la mise en œuvre du nouvel article 88, alinéa 4 de la Constitution sur le contrôle parlementaire des affaires européennes. Cette circulaire fait suite à la communication d'Edouard Balladur, lors du conseil des ministres du 21 avril, sur l'association du Parlement à l'élaboration des normes communautaires » (Le Monde du 22 avril). Elle insiste, notamment, sur la nécessité pour les ministres de faire preuve de « diligence » et de « célérité » dans le déroulement de cette procédure.

Marceau Long n'est entendu par la commission des lois de l'Assemblée nationale. - Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, a été entendu, jeudi 22 avril, par la commission des lois de l'Assemblée nationale à propos de la réforme du code de la nationalité. M. Long avait présidé la commission de la

nationalité, réunie de juin 1986 à février 1988 et dont les conclusions figurent dans la proposition de loi sénatoriale examinée, actuellement, par les députés et dont le rapporteur est Pierre Mazeaud (RPR).

Gilbert Baumet est déclaré inéligible aux élections cantonales. - L'ancien ministre délégué au commerce et à l'artisanat Gilbert Baumet (maj. p.), réélu en mars 1992 conseiller général du canton de Pont-Saint-Espirit (Gard), a été déclaré « inéligible pour un an » et démissionnaire de son mandat par le tribunal administratif de Montpellier (Hérault). Le député (non inscrit) du Gard est accusé d'avoir dépassé de 11 149 francs le montant légal de ses dépenses de campagne, limitées à 97 285 francs. Selon le tribunal, cette différence serait notamment imputable à un banquet électoral qu'il avait offert à huit cent dix personnes. M. Baumet a décidé de faire appel de cette décision devant le Conseil d'Etat.

RECTIFICATIF. - Lors de la réunion du conseil municipal de Perpignan du 19 avril (Le Monde du 21 avril), il fallait attribuer la seule voix favorable au projet de budget à Marie-Cécile Pons, et non à Jacqueline Amiel-Donat. Cette dernière, refusant de participer à ce qu'elle avait appelé une « mascarade », s'était abstenue, tout comme le maire, Paul Alduy, et Jacques Farran, ancien député, qui avait donné procuration.

JUSTICE

Le procès des « irradiés de Forbach » à Sarreguemines

La responsabilité des « apprentis sorciers »

Dix mois de prison ferme et 15 000 francs d'amende contre Patrick Muller, un an avec sursis et 20 000 francs d'amende contre Philippe Magnen et Michel Roche : telles ont été les peines requises jeudi 22 avril dans le procès des « irradiés de Forbach » (le Monde du 21 et du 23 avril) par premier substitut Gérard Pettreux du tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle) contre les dirigeants de la société Electron beam service (EBS), poursuivis pour blessures involontaires et de multiples infractions à la réglementation sur la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants. Le jugement est mis en délibéré jusqu'au 9 juin prochain.

SARREGUEMINES

de notre envoyé spécial

Les faits sont patents, difficiles à contester. Vingt-sept infractions ont été relevées par l'inspection du travail, et tout le monde a pu constater les terribles séquelles dont souffrent les victimes. Qui pouvait faire les prévisions dans ces conditions ? Tenter de minimiser leur responsabilité au maximum.

Michel Roche, cinquante-sept ans, docteur en sciences, ancien ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, administrateur d'EBS, se dit blanc comme neige : « Je pense avoir assumé

complètement ma responsabilité de conseiller scientifique de M. Magnen (...). J'ai réalisé un audit technique sans complaisance. » Il écrivait notamment qu'il serait « eudémoniste », voire « inconscient » d'employer en production le convoyeur à bande dont les pannes successives seront indirectement à l'origine du drame. Pourtant il ne matra pas son veto au démarrage : « Je n'ai pas le pouvoir, je ne suis qu'un modeste ingénieur. » Affirmation contestée par le président Alain Deiss : « Non, tout le monde comptait sur vous, vous étiez le pilier de l'entreprise. »

« M. Roche a servi en quelque sorte de caution morale à M. Magnen, qui le présentait d'ailleurs, dans son plan de reprise, comme un personnage clé », renchérit, dans son réquisitoire, le premier substitut Gérard Pettreux. M. Daniel Bouchard, défenseur de M. Roche, n'en réclame pas moins la relaxe de son client : « S'il est condamné, ne serait-ce qu'à une amende, il est cassé sur les plans professionnel et scientifique. »

Le PDG d'EBS, Philippe Magnen, cinquante-cinq ans, se sent, lui aussi, la conscience nette. Les graves manquements à la législation du travail ? Patrick Muller, le directeur, avait une délégation de pouvoir spécifiant qu'il était responsable en la matière. Pour faire bonne mesure, M. Guy Deyras, de Paris, défenseur de M. Magnen, tenta de démontrer que le décret du 2 octobre 1986 définissant les règles pour la radioprotection des travailleurs, ne s'applique pas à

l'installation d'EBS. Une thèse démentie sans équivoque par le professeur Pierre Pellerin, ancien directeur du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), cité comme témoin. Elle est aussi écartée par le procureur dans son réquisitoire.

L'indifférence

aux textes et aux hommes

De toute manière, ce ne sont pas les manquements à la législation qui sont à l'origine de l'accident, mais « la faute humaine » de Jean-Marie Bies, argumente encore M. Deyras, bien que le tribunal ait rejeté lundi une citation à comparaître d'un bout à l'autre des débats un air serein et accablé. Par contraste, la calme et la sûreté de soi de Philippe Magnen et Michel Roche ne devaient presque choquer. M. Muller a été licencié et fait l'objet d'une plainte de la société EBS pour abus de confiance. Pourtant, à éviter soigneusement de charger ses anciens employeurs, « Je ne suis pas là pour accuser les gens », répond-il devant l'insistance d'un avocat. Il se plaint cependant de n'avoir pas été informé ou guidé par les services administratifs dans les démarches concernant la sécurité. En dépit de l'absence de déclaration de la part d'EBS,

la préfecture, l'inspection du travail et le médecin du travail connaissaient l'existence de l'installation, affirme-t-il.

Pour le procureur, M. Muller « est sans nul doute le principal responsable des blessures graves ». Il a la délégation de M. Magnen, il a négligé de s'informer des mesures de radioprotection, et il connaissait bien les faiblesses de l'installation, dans la mesure où il a toujours occupé des postes de responsabilité dans la société ionex qui l'exploitait auparavant. C'est lui, enfin, qui a eu l'idée de recourir aux agences d'immersion pour recruter, au mépris de la législation, les trois seuls salariés chargés d'exploiter l'accélérateur.

Ce recours illégal aux intermédiaires fut largement dénoncé par les avocats des syndicats CFDT, CGT et FO. Pour les parties civiles, les accidents du travail sont nettement plus fréquents chez les travailleurs à statut précaire employés, le plus souvent sans formation, dans les PME de moins de cinquante salariés. En ce sens, cette affaire est exemplaire. « Ce n'est pas l'accélérateur d'EBS qui était dangereux, mais les dirigeants de la société. » Des « apprentis sorciers » pour lesquels « il était secondaire » de s'occuper de sécurité dans l'entreprise. Il s'agit, disent-ils, du « procès de l'indifférence devant les textes, devant le danger, et devant les hommes », du procès de « la recherche du profit à tout prix ».

JEAN-PAUL DUFOUR

Après la rétractation de Gérard Huntz

Marcel Navarro nie être le meurtrier de Jacques Roseau

MONTPELLIER

de notre correspondant

Lors d'un interrogatoire long de trois heures, jeudi 22 avril, dans le bureau du juge Verhaeghe à Montpellier, Marcel Navarro, un des meurtriers présumés de Jacques Roseau, porte-parole du mouvement de rapatriés le Recours France (le Monde daté 7-8 mars), a reconnu avoir fait partie du trio présent sur les lieux du meurtre le soir du 5 mars, mais a nié être celui qui a tiré. Son avocat, M. Joseph Setruk, a démenti à cette occasion les propos tenus la veille par l'avocat de Gérard Huntz, M. René Blanchot, selon qui Huntz avait désigné clairement Marcel Navarro comme étant le meurtrier.

« Je crois que Huntz a indiqué qu'il n'avait pas tiré mais il n'a pas accusé nommément Navarro. Il se disculpe mais n'accuse pas mon client », a affirmé M. Setruk. « M. Navarro était là sur les lieux, a-t-il précisé. Il a entendu les coups de feu. Mais il déclare qu'il n'a pas vu qui a tiré. »

L'enquête semble donc baigner dans les contradictions et les incertitudes. M. Setruk n'a pas été en mesure de préciser la position des trois hommes au moment de l'assassinat, ni de dire qui avait tiré, et d'où elle venait. Il a simplement confirmé que celle-ci appartenait bien à Navarro. M. Setruk a affirmé à son tour que les trois hommes n'étaient pas venus à Montpellier dans l'intention de tuer, expliquant une fois de plus qu'ils « voulaient seulement

donner une leçon à Jacques Roseau. »

Le juge Verhaeghe a passé une grande partie de l'interrogatoire à tenter de cerner la personnalité de Marcel Navarro, ancien gendarme en Algérie, qui s'est perdu là-bas sa mère tuée par le FLN et qui a raté toutes ses tentatives de réinsertion en France. Les deux garçons qu'il a voulu monter, successivement en région parisienne et dans le Centre, ont été des échecs. L'homme, qui s'est installé à Bessan dans l'Hérault, est aujourd'hui codétenu et menacé par les huissiers.

J. M.

Frank Terrier conteste avoir été « déloyal » avec Pierre Méhaignerie. Dans un communiqué adressé jeudi 22 avril à l'Agence France-Presse, Frank Terrier, le directeur des affaires criminelles et des grâces auquel le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a retiré mercredi 21 avril sa délégation de signature (le Monde du 23 avril), a contesté « formellement » avoir commis des « actes de déloyauté ».

« Différents organes de presse affirment que j'ai commis des actes de déloyauté à l'égard du ministre de la justice, note-t-il. Ces allégations, que je conteste formellement, font atteinte à mon honneur. » Dans ce communiqué, M. Terrier indique avoir donné à M. Méhaignerie des « explications écrites » sur le différend qui l'oppose au cabinet. La chancellerie a confirmé la réception d'une lettre de M. Terrier tout en indiquant n'avoir « aucun commentaire à faire ».

Au cours d'un colloque organisé au Sénat

Magistrats, avocats et policiers dressent un premier bilan de la réforme de la procédure pénale

« Quelle procédure pénale ? Glacée ou bouillie ? » : un colloque sur le thème s'est déroulé mardi 20 avril au Sénat en présence du président du Sénat, René Monory, et du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie. Au cours de ce débat, magistrats, avocats et policiers ont tiré un premier bilan de la réforme de la procédure pénale dont les principales dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} mars et que le gouvernement s'apprête à réviser.

Cinquante jours après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du code de procédure pénale, la présidence du Sénat a réuni magistrats, avocats et policiers au palais du Luxembourg afin de faire un premier bilan du nouveau texte. La date était fort bien choisie : la chancellerie prépare actuellement une réforme de la réforme et ce colloque constituait l'un des premiers débats publics d'ampleur sur les difficultés et les avancées des nouvelles dispositions. Assis au premier rang, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a d'ailleurs écouté avec attention les premières interventions tandis que plusieurs membres de son cabinet se succédaient au pied de la tribune au cours de la journée.

Deux mois après l'entrée en vigueur du texte, les polémiques alarmistes ont fait place à des constats sérieux fondés dans la mesure du possible sur des bilans chiffrés. Nul n'a ainsi véritablement remis en cause la possibilité, pour l'avocat, d'avoir accès au dossier de son client ou la faculté qui lui est désormais reconnue d'assister à la première comparution et de demander des mesures d'investigation.

Les difficultés de la garde à vue

Certaines des innovations du texte paraissent même entrées dans les mœurs : c'est notamment le cas des dispositions sur la présomption d'innocence et de l'abolition des privilèges de juridiction, qui ont pas été mentionnées une seule fois au cours du débat tant elles semblent faire partie du paysage judiciaire. L'ouverture du colloque, Pierre Méhaignerie situait donc les deux

principaux enjeux de la révision à venir : la garde à vue et la mise en détention.

Depuis le 1^{er} mars, les gardes à vue ont le droit de faire prévenir leur famille, de demander un examen médical, et de s'entretenir une demi-heure avec un avocat à partir de la vingtième heure de garde à vue. Les professionnels du monde judiciaire qui critiquent ouvertement ces avancées sont rares, mais beaucoup se plaignent du surcoût de travail entraîné par ces dispositions.

« Les officiers de police judiciaire doivent avertir sans délai le parquet de toute garde à vue, soulignait le procureur de la République de Compiègne, Richard Bonneton. Imaginer la situation dans un parquet comme Compiègne, qui compte deux magis-

trats ! Nous avons refusé d'utiliser des fax afin de ne pas détourner l'apport de la loi, et, du coup, nous sommes arrivés tard et nuit par téléphone. Que se passera-t-il quand nous serons seuls ? » Les policiers et les gendarmes protestent quant à eux contre « l'accumulation du formalisme » : selon le lieutenant-colonel François Commenville, la seule notification des droits prendrait ainsi près d'une heure et demie.

Ces difficultés expliquent sans doute pour beaucoup la baisse des gardes à vue observée depuis le 1^{er} mars. A Paris, la moyenne quotidienne des placements, qui était de 110 avant l'entrée en vigueur de la loi, s'établissait ainsi à 93 au mois de mars, soit un recul de 15 %. « Ces dispositions sont perçues à

peine de nullité, ce qui signifie qu'une procédure peut être rendue si la notification a été mal faite, explique le commissaire Bernard Gobert. Du coup, les officiers de police judiciaire réfléchissent à deux fois avant de placer quelqu'un en garde à vue. » Si le but de la loi était de supprimer les gardes à vue « superflues », ce but est désormais atteint. « Il n'y a plus de gardes à vue-sanctions, de gardes à vue-préventives et de gardes à vue de confort, ajoutait avec satisfaction le procureur de Compiègne. Les placements qui ont lieu actuellement sont strictement nécessaires. »

La réforme de la détention provisoire sera sans doute le second point sensible de la discussion parlementaire à venir. Comme Robert

Badinter en 1985, comme Ajbin Chahoudon en 1987 — leurs lois avaient été abrogées —, Michel Sapin et Michel Vauzelle ont choisi d'écarter au juge d'instruction le pouvoir de mettre en détention. Depuis le 1^{er} mars, la France vit donc une petite révolution judiciaire : pour la première fois depuis le milieu du XIX^e siècle, le juge qui incarne l'État n'est plus le juge qui instruit.

« Moins soumis aux pressions »

En vertu des nouveaux textes, la détention provisoire est donc aujourd'hui prescrite et prolongée par le président du tribunal ou un juge délégué par lui. L'un de ces fameux juges était présent à la tribune en la personne de Roger Ribault, un magistrat parisien qui s'était fait remarquer la semaine dernière en remettant en liberté sept militants présumés laparotomisés que le juge Bruguière avait provisoirement incarcérés. « Le juge délégué a plus de distance vis-à-vis du dossier que le juge d'instruction, notait-il sans faire directement allusion au conflit de la semaine dernière. Il est donc moins soumis aux pressions de l'opinion publique, de la police, et du parquet. »

La plupart des juges d'instruction se plaignent cependant de la lourdeur du nouveau système : lorsqu'ils envisagent un placement en détention, il leur faut saisir le juge délégué, transmettre le dossier, et attendre que le juge ait statué pour signer le mandat de dépôt. Une procédure « longue, compliquée, et inutile » qui présente selon eux l'inconvénient, dans les affaires complexes, de confier la détention à un juge qui ne connaît pas toujours le détail des dossiers d'instruction. La plupart des avocats espèrent toutefois que le nouveau système viendra à bout des « détentions-prévisions » ordonnées dans l'espoir d'obtenir des renseignements ou des aveux. « La détention peut être un moyen de chantage, soulignait ainsi M. Jean-Yves Le Borgne, avocat au barreau de Paris. Avec un juge délégué, la détention provisoire sera sans doute décidée dans un climat plus serein. »

ANNE CHEMIN

Au tribunal de grande instance de Bordeaux

Rappel de Témoin

BORDEAUX

de notre correspondant

Un jeune homme de vingt-trois ans, Témoin de Jehovah, déjà condamné le 5 décembre 1991 à douze mois d'emprisonnement pour refus d'obéissance, comparait, une nouvelle fois, le 22 avril, devant le tribunal de grande instance de Bordeaux, toujours sous le même chef d'accusation.

Après son refus de porter l'uniforme lors de son incorporation au camp de Ruelle (Charente), il avait accompli sa peine à la prison de Gradignan. Libéré le 14 août 1992, bénéficiant de la grâce présidentielle du 14 juillet (cinquante jours) et d'une remise de peine de deux mois pour bonne conduite, Philippe Lagourdelle a été rappelé sous les drapeaux le 6 mars dernier à la suite d'une décision de la commission juridictionnelle rompant avec la pratique habituelle. Avec la nouvelle pratique adoptée par la commission, les condamnés pour refus d'obéissance ne sont donc jamais quittes. Ils peuvent être condamnés jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans, limite légale pour le service national.

C'est ce qui est arrivé à Philippe Lagourdelle, réincorporé le 6 mars. Il s'agit, une nouvelle fois, d'un refus de porter l'uniforme. Nouvelle incarcération à la prison de Gradignan.

Selon son défenseur, M. Alain Garay, du barreau de Nantaise, une soixantaine de jeunes gens seraient actuellement concernés par le même problème, et, selon lui, d'une « épidémie malade » entre l'article L. 61 du code du service national et l'article 447 du code de la justice militaire. « De 1950 à 1992, 7 593 Témoin de Jehovah ont déjà été condamnés à quatre-vingt-trois années de prison. Actuellement, 6 362 jeunes de cette religion ont entre quinze et dix-neuf ans. Dans les prochaines années, nous risquons d'en voir beaucoup en prison, alors qu'ils ne refusent pas le service national mais seulement par conviction de porter l'uniforme et les armes. »

Le tribunal a condamné Philippe Lagourdelle à quinze jours de prison, une peine équivalente à sa détention préventive. Reste à savoir si la commission juridictionnelle, lors de sa prochaine réunion, estimera que l'armée a son dû. Elle peut très bien convoquer le jeune homme une troisième fois sous les drapeaux.

PIERRE CHERRUAU

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Une déclaration
de Philippe Douste-Blazy à l'UNESCO

**Les lois sur la bioéthique
devront «s'adapter
aux évolutions futures
de la science»**

Quelle sera l'attitude de l'actuel gouvernement vis-à-vis des projets de loi relatifs à la bioéthique, votés il y a quelques mois par l'Assemblée nationale et actuellement sur le bureau du Sénat ? Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, n'a été le premier membre du gouvernement à aborder officiellement cette question, mercredi 21 avril, lors du symposium sur le génome humain organisé à Paris par l'UNESCO.

Tout en soulignant que la connaissance des séquences du génome humain «doit être inscrite au patrimoine commun de l'humanité» et ne pas, à ce titre, «être l'objet d'appropriations indues», M. Douste-Blazy a précisé que «le monde du vivant ne doit nullement être exclu du champ de la protection des brevets».

**«Le respect
de l'hérédité naturelle»**

«L'essor de l'industrie, rendant accessible à tous les fruits de la recherche, requiert qu'elle puisse protéger ses procédés et ses produits», a ajouté M. Douste-Blazy. Au plan collectif, il nous faut garantir le respect de l'hérédité naturelle de l'espèce humaine dont il faut déclarer le principe d'intangibilité. La France prépare, comme d'autres pays, des lois d'éthique de la vie (...). Ces lois, ces directives et la réglementation gouvernementale doivent rester un cadre général et non une contrainte excessive et tatillonne; elles doivent rester souples et s'adapter aux évolutions futures de la science.»

Après plusieurs années de recherche fondamentale

La première expérience humaine de thérapie génique de la mucoviscidose a été tentée aux États-Unis

Une équipe de médecins et de biologistes américains, dirigée par le Dr. Crystal (Institut national américain de la santé), vient de réaliser la première expérience humaine jamais tentée de thérapie génique de la mucoviscidose. En France, un protocole d'essai similaire, déposé par la société strasbourgeoise Transgene et soutenu par l'Association française de lutte contre la mucoviscidose (AFLM), vient de recevoir un avis favorable du ministère de la recherche. Cet essai pourrait débiter à l'automne 1993, dans le service du professeur Bellon (Hospices civils de Lyon).

La première expérience humaine de thérapie génique de la mucoviscidose vient d'être tentée aux États-Unis sur un homme âgé de vingt-trois ans dont l'identité n'a pas été révélée. A la différence de nombreuses «premières» réalisées outre-Atlantique, cette expérience n'a été rendue publique qu'après avoir été achevée. Le patient se porte parfaitement bien, vingt-quatre heures après l'intervention, selon les informations rapportées mardi 20 avril par l'agence UPI.

Ce phénomène physiopathologique est à l'origine de troubles très graves, d'ordre respiratoire notamment, qui réduisent l'espérance de vie des enfants ou des adolescents atteints.

Parallèlement à de courageuses tentatives de nature chirurgicale, l'approche génétique et l'usage des outils de la biologie moléculaire laissent espérer de notables progrès, tant dans le champ diagnostique que dans celui de la thérapie. Il s'agit, en France, des entreprises de dépistage systématique de l'anomalie dans des populations bretonnes considérées comme à haut risque (le Monde du 8 juillet 1992) ou, en Angleterre et aux États-Unis, du dépistage anténatal (pré-implantatoire) de cette maladie. Ce dernier procédé constitue un risque nouveau et considérable quant à la mise en œuvre d'un nouveau type d'engénierie génétique, dénommée dans ces colonnes par Jacques Testart (le Monde du 17 septembre 1992).

**Le recours
aux liposomes**

L'antirésistance américaine pour la première thérapie génique sur l'homme avait été donnée en décembre dernier lorsqu'une commission de l'Institut national américain de la santé avait approuvé le protocole proposé par le Docteur Crystal. «Au total, ces essais autorisés pour trois équipes américaines concerneront vingt et un malades: nous a précisé le professeur Axel Kahn. En France, ils associeront des équipes de Transgene (Strasbourg) et de Lyon et porteront dans un premier temps sur six patients.»

Ces essais consistent à utiliser comme vecteur du gène déficient

un virus (un adénovirus) dont le génome génétique a été modifié, afin d'intégrer le gène dans l'organisme malade. Dans un premier temps, le travail expérimental consistera à fournir des preuves de l'innocuité d'une telle approche thérapeutique. Si comme tout le monde l'espère, cette innocuité est démontrée, le projet thérapeutique devrait rapidement évoluer.

Un travail expérimental britannique réunissant des équipes d'Oxford et de Cambridge vient précisément de démontrer l'efficacité du transfert du gène impliqué dans la mucoviscidose chez des souris (1) en utilisant une autre voie d'intégration. La méthode est de recourir à des liposomes, ces vésicules lipidiques susceptibles de fusionner avec les membranes cellulaires, et donc de permettre le transfert à l'intérieur des cellules du matériel biologique qui leur est associé.

«Les liposomes sont constitués de matériel organique inerte peu susceptible de provoquer par lui-même des réponses immunitaires ou d'entraîner des réactions toxiques», explique le professeur Kahn. En ce sens, ce type de vecteur possède de nets avantages sur les différents types de virus qui peuvent être utilisés pour transférer un fragment de patrimoine héréditaire thérapeutique. Il ne fait aucun doute que nous verrons d'ici à la fin de l'année d'autres essais expérimentaux utilisant cette fois les liposomes.»

JEAN-YVES NAU

(1) Sur ce thème, se reporter à la publication parue dans un récent numéro de l'hebdomadaire spécialisé Nature (1993; vol. 352; pp. 250-255).

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

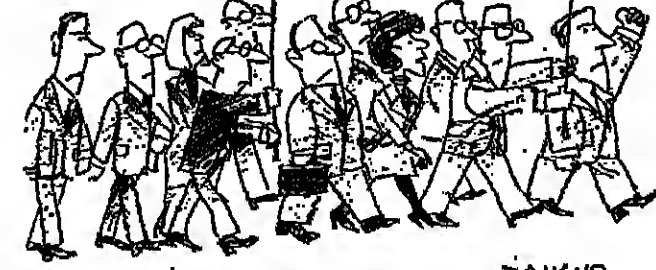
L'AUTRE jour, je me dis : Tu es là, tu t'occupes de tout un tas de gens dans la panade : si tu te penchais un peu sur le sort de ces malheureux députés socialistes licenciés par l'entreprise France la mois dernier ? Pas évident. Ils ne sont pas caussants. Et plutôt méfiants. Telle que je vous connais, vous allez me faire dire des horreurs du style : trois millions de demandeurs d'emploi et moi et moi et moi !

J'ai fini par en dégouter un. Drôle. Charmant. Il est très éduqué, très équilibré, très franc, quarante-huit ans, mince, grand, traits réguliers, casquette de chevaux blancs, un physique de jeune premier. Il doit tenir ça de famille. Son père était comédien avant guerre. Faire l'acteur, ça lui aurait bien plu. Ses parents n'ont pas voulu. Ça ne l'a pas empêché de s'écarter de la scène politique. D'abord au couloir et puis devant les faux de la rampe. Conseiller de Mitterrand à l'Elysée dès 1981, il a été délocalisé en 1988 par son patron dans l'Oise, où il vit, où il milite depuis dix années, pour être suppléant de Stoléru, bientôt secrétaire

— Pauvre chat ! Avec tout ça que vous touchez, vous devez avoir des petites économies, non ?
— J'en ai de ma poche, oui ! Les 30 000 F destinés à mon secrétariat, je ne les reflète ni à me faire ni à me faire. Quant aux 22 000 F de faux frais, ils les couvrent à peine. Et 31 000 F de salaire net moins les 8 000 balles que je remettais chaque mois au PS, ça file vite. Faut pas confondre un député de base avec un député-maire, président du conseil général. Moi, mon bas de laine, parlons-en !
— Et votre carnet d'adresses, il n'y a rien dedans non plus ? Les relations, rien de tel pour arriver à se recaser.
— Objection, Votre Honneur ! Sûr que si j'appelle pour demander du boulot on ne me racrochera pas au nez, mais de là à m'en donner, à mon âge et avec mon CV, c'est pas évident.
— Nous prenons le petit-déjeuner dans un bistrot, à deux pas du Palais-Bourbon. Pour le moment, il fait un squat dans le bureau de Ségolène Royal, une des rares à avoir gardé son siège. Notez, lui, le sien, il

Député au chômage

DES ÉLECTEURS !



d'Etat. Il est élu. Un élu de la nation. Le pied !

Et puis là, c'est tout juste s'il n'est pas réduit à passer une petite annonce dans les journaux : diplômé école de commerce, fiable, organisé, dynamique, expérience produits grande consommation, cherche poste responsabilité dans le privé.

— Le privé, j'en viens, j'étais acheteur aux Galeries Lafayette, Reyon casseroles. C'est d'ailleurs là que j'ai rencontré ma femme. Elle, c'était les assiettes. Je m'y plaisais bien. Mais remettre ça, après avoir exercé le pouvoir... Enfin, le pouvoir, façon de parler ! Rédiger des notes pour le président ou aider une famille d'immigrés à trouver un logement à Crépy-en-Valois, batailler au faveur d'un texte de loi, ça va pas changer bien loin, n'empêche, ça vous monte un peu à la tête. Normal, à force de le voir s'étaler tous les deux jours dans la presse locale ou sur les écrans de F3 Régions, il y a accoutumance et là, on est quelques-uns à être sérieusement en manque.

Ca se sent à une certaine fébrilité, une tension à la fois amère et enjouée. Ses indemnités, il n'y a droit que jusqu'à la fin du mois. Après ça, plus rien. Remarque, ils ont très peu à nous représenter vraiment, nos représentants. Et pour une bonne raison. Ils bénéficient pratiquement tous de la garantie de l'emploi. Service public, professions libérales... si nous les virons, ils se retrouveront bien perchés à la Cour des comptes, au Conseil d'Etat, dans l'enseignement, à la permanence d'un parti ou d'un syndicat, dans un cabinet médical ou à la tête d'une clientèle d'avocat. Alors, nos problèmes... !

— Vous, au moins, vous avez droit aux Assedic. Moi, pas.

ne l'a pas perdu. Le code électoral interdit au suppléant qui a remplacé un député nommé au gouvernement de se présenter contre lui à l'élection suivante.

— Etre obligé de s'effacer devant un monsieur connu pour ses votes-face à la réélection, qui est passé de la majorité présidentielle à Génération Ecologie, ça ressemble à quoi ? A une atteinte à la démocratie.

J'ai déposé un recours devant le Conseil constitutionnel et j'ai encore l'aspirateur pour voter l'élection. On est tout un peu dans ce cas. On rêve de législatures entières...

Pour avoir suivi de très près la première cohabitation, il se pourrait que les bobbies en passant aux chausse-trappes, aux embûches, aux emmerdes, qu'ils guettent la droite ou le pouvoir et à la façon dont le président ve en tirer parti.

— Il va faire les dos rond pendant quelques mois, mais attendez un peu que les agriculteurs, les fonctionnaires, les pêcheurs se réveillent, que Giscard et Chirac en viennent aux mains, par mode de scrutin interposé, d'ici les européennes...

— Et vous ? Vous allez attendre jusqu'à quand ?

— Si j'arrive à décrocher un boulot pas trop prenant, histoire d'être libre de me relaxer dans la bagarre, je pourrais peut-être tenir pendant un an ou deux. Difficilement. Imaginez que je sois battu faute de sous, faute de temps...

— Ou'est-ce que vous faites ?
— Une mini-dépression. Et je vous en réserve le primus, promis. Je vois votre papier d'ici ! Drama dans l'Oise. Privé de sa drogue, un toxicomane de se donner la mort en se pendait à son échelle d'ex-député !

FAITS DIVERS

Le meurtre d'un bébé de trois mois

Le rejet du «fruit du péché»

SAINT-ETIENNE
de notre correspondant

Fatma Sadelli a été mise en examen, jeudi 22 avril à Saint-Etienne, par le juge Denis Braut, pour homicide volontaire avec préméditation. Mardi 20 avril, le corps de son petit-fils, Guillaume Fayard, âgé de trois semaines, avait été retrouvé mort dans la bergerie de la ferme familiale.

Samedi 17 avril, peu après 4 heures, les services de police avaient été prévenus par une jeune mère de famille, Fatma Fayard, de la disparition de son fils Guillaume, âgé de trois semaines, qui dormait à côté d'elle dans un couffin dans une ferme située à l'écart de la commune de Saint-Genest-Lerpt, à proximité de Saint-Etienne. Les recherches conduites les deux jours suivants restèrent vaines. Les policiers avaient constaté toutefois à leur arrivée dans la ferme le samedi matin qu'aucune effraction n'avait été commise et que l'électricité et les fils du téléphone étaient débranchés.

Mardi à 10 heures, le corps de Guillaume était retrouvé sans vie dans la bergerie de la ferme Sadelli. L'autopsie a révélé que la mort avait été provoquée par «des traumatismes crâniens consécutifs à plusieurs coups», dont un avait occasionné une

«fracture importante». La nuit du drame, seulement trois adultes dormaient dans la ferme : Fatma Sadelli, soixante et un ans, sa fille Fatma Fayard, vingt-deux ans, et son fils Hamid Sadelli, vingt-cinq ans. Coupée de ses parents depuis qu'elle avait quitté le domicile familial pour vivre avec Olivier Fayard, un jeune homme issu d'un milieu aisé, qu'elle devait épouser, Fatma résidait depuis quelques mois à Marseille. La semaine dernière, elle était venue rendre visite à son père, un ancien mineur, récemment hospitalisé.

D'origine kabyle, vivant depuis plus de trente ans en France mais maîtrisant mal le français, Fatma Sadelli n'avait pas eue la «compréhension» de sa fille et la naissance de cet enfant qu'elle considérait comme un «fruit du péché». Lorsque celui-ci lui avait été présenté, elle avait refusé de le prendre dans ses bras.

Entendue à plusieurs reprises par les policiers, la grand-mère n'a nié toutefois être à l'origine de ce meurtre, «malgré l'aveu exprimé par elle à l'encontre de cet enfant», a souligné dans un communiqué Alain Varcier, procureur de la République.

M. Sadelli aurait en effet affirmé devant ses fils qu'il fallait «se débarrasser» de l'enfant.

VINCENT CHARBONNIER

SPORTS

FOOTBALL : Coupe de l'UEFA

Le Paris-SG contre un mur

La finale de la Coupe de l'UEFA opposera le Borussia Dortmund à la Juventus de Turin, les 5 et 19 mai. Après Auxerre, mardi 20 avril, le Paris-SG e en effet été éliminé en demi-finale par la «Juve», victorieuse au Parc des Princes, 1-0, grâce à un but de Roberto Baggio, jeudi 22 avril. Seul Marseille conserve ainsi une chance de donner un premier trophée européen au football français en Ligue des champions. La Coupe des vainqueurs de coupe sera attribuée le 12 mai au vainqueur de la rencontre entre les Belges du Royal Antwerp et les Italiens de Parme.

Quelques sièges ont volé sur le terrain. Des spectateurs se sont houspillés vers les sorties sans attendre le coup de sifflet. Le Parc des Princes était redevenu banal, jeudi soir. Loin de la douce euphorie du soir de la victoire face au Real Madrid, quand le Paris-SG, son public et la Coupe d'Europe semblaient le plus vouloir se quitter. Fort d'un des plus beaux parcours européens d'un club français, il attendait à dynamiser le dernier monument qui barrait une route défrichée à travers des pelouses aussi prestigieuses que celles de Naples, Andelrecht ou Madrid.

Hélas ! l'élan de ces prouesses s'est brisé net contre un mur de

maçons transalpins. «Somme d'individualités», selon son ancien entraîneur, Michel Platini, la Juventus avait tout à coup retrouvé une pratique collective ancestrale des footballeurs italiens : la défense. Pour inscrire le but qui aurait suffi à sa qualification, le PSG comptait sur les cavaleries de Valdo, sur le talent de ses attaquants, George Weah et David Ginola. Ce sont deux stars milliardaires du calcio qui ont surgi de l'anonymat de leurs tâches défensives. Gianluca Vialli et Roberto Baggio ont assés au Parc des Princes un but en deux temps.

**La Juventus
relancée**

Les Parisiens auraient mauvaise grâce à dire que cet affrontement entre l'innocence et la roublardise, entre le vice et la vertu naïve, n'a basculé que sur un coup de sort, sur un penalty que l'arbitre aurait été seul à ne pas apercevoir. Le PSG avait sans doute perdu sa qualification bien avant le coup d'envoi. Lors de la première mi-temps du match aller, quand le club a commis l'erreur de ne pas achever un Juventus moribonde. Pire : en troquant une victoire logique contre une défaite malchanceuse, concédée in extremis, les Parisiens ont offert aux Turinois l'occasion de se relancer - ce qu'ils ont fait depuis en s'imposant dans l'antre de l'ogre milanais.

Les footballeurs d'Arthur Jorge n'ont pas semblé se rendre compte de leur faute. Depuis le début de la compétition, ne traversaient-ils pas l'Europe comme des funambules ? Sur un fil d'or ils ont fait tomber à plusieurs reprises avant de se rétablir miraculeusement. Sans doute s'étaient-ils convaincus, une fois encore, que quelques traits de génie compenseraient les bévues et les gaspillages. La défaite face à la Juventus aura sonné le glas de ces illusions en ramenant le PSG à ses justes proportions, enfilées jusque-là par les noms rutilants de ses victimes des tours précédents. Celles d'un grand club en gestation, doté d'un effectif offensif encore trop étiré - Weah, Ginola et Valdo s'époumonaient, bien seuls jeudi soir - et engoncés dans des tactiques parfois excessivement irrisées.

JÉRÔME FENOGLIO

Conférence

MÉDITATION ET ÉVEIL DE L'ESPRIT

Une approche de la paix intérieure



A la lumière des thèmes philosophiques universels et du Bouddhisme, par Maître Ching Hai, pour la première fois en France après ses interventions aux Nations Unies et dans les grandes universités américaines.

samedi 24 avril à 14 h 30

Palais de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris V^e (métro Maubert-Mutualité)

Entrée Gratuite

o Une enquête confiée à l'IGS après la mort d'un jeune homme au cours d'un contrôle d'identité. Une enquête de l'Inspection générale des services (IGS) a été ouverte, mercredi 21 avril, après la noyade d'un jeune homme dans le canal de l'Ouercq, à Paris, à l'occasion d'un contrôle d'identité par des policiers en tenue. Une patrouille d'un car de police-secours avait décidé de contrôler l'identité de jeunes d'origine sénégalaise, non loin du canal, mais selon les policiers, l'un d'eux «a ful» et est tombé dans le canal, où il s'est noyé en dépit de l'arrivée des sapeurs-pompiers. Les quatre policiers, ainsi qu'un témoin, ont été entendus par l'IGS.

CULTURE

ARTS

Un expressionniste mystique

De l'armée du tsar au compagnonnage avec Kandinsky

ALEXEI JAWLENSKY
à Arles

C'est l'histoire d'un bel officier du régiment Alexandre-Nevski, cantonné à Saint-Petersbourg. Cet officier, nommé Alexei Georgievitch Jawlensky, fils d'un colonel de l'armée du tsar, avait deux passions : la peinture et le beau sexe. En 1891, il trouva celle qui pouvait le satisfaire également, Marianne von Werefkin, fille du général baron von Werefkin, commandant la forteresse Pierre-et-Paul. Ils se rencontrèrent à l'Académie impériale des beaux-arts et ne se quittèrent que trente ans plus tard. Entre-temps, ils avaient ensemble découvert la peinture moderne occidentale, voyagé en France en mémoire de Gauguin et de Cézanne, côtoyé Matisse et vécu en Bavière dans l'intimité de Kandinsky et de Gabriele Münter, dans l'amitié de Franz Marc et de Paul Klee.

Entre-temps l'officier avait quitté l'armée du tsar, la baronne renoué aux délices de l'aristocratie. Entre-temps ils étaient devenus deux des figures essentielles de l'expressionnisme allemand dans sa version *Blauer Reiter*, celle qui culmine dans les abstractions harmoniques de Kandinsky. Entre-temps, ils avaient forgé l'admiration par leur constance dans l'audace et l'anticommunisme.

Du moins y étaient-ils parvenus en Allemagne. La Russie de l'après 1917 n'a en qu'indifférence pour ces émigrés de l'art moderne. La France, où ils allaient en pèlerinage esthétique, ne s'est guère montrée plus curieuse jusqu'à cette année, celle de l'exposition du Musée d'art moderne de la Ville de Paris «Figures du Moderne», histoire de l'expressionnisme allemand de 1905 à la guerre, et celle de la rétrospective Jawlensky qu'a rassemblée Michèle Moutshar à Arles. Un peu plus de soixante-dix œuvres, elle décrit attentivement les métamorphoses de Jawlensky, du



«Princesse barbare», huile sur carton de Jawlensky

postimpressionnisme à une peinture qui n'a pas de nom dans les typologies habituelles, expressionnisme religieux à mi-chemin de l'icône et de l'abstraction.

Les débuts sont lents, très lents. Jawlensky a vingt-cinq ans en 1889, quand il peut enfin s'inscrire à l'Académie de Saint-Petersbourg, où se pratique et s'enseigne un réalisme panoramique passablement conventionnel. Il en a trente-deux quand il démissionne de l'armée et se rend à Munich pour perfectionner sa formation. Or ce n'est guère qu'à partir de ce séjour bavarois qu'il assimile l'impressionnisme et ses conséquences. Encore est-ce sans hâte. Il découvre Gauguin en 1904, un an après la mort de l'icône des Marquises. Il étudie Cézanne en 1906 et achète un Van Gogh en 1908. Autant dire que son cheminement est d'une dizaine d'années en retard par rapport à celui des Fauves parisiens. Ses œuvres antérieures à 1909

relèvent d'une combinatoire où entrent en proportions égales le divisionnisme de Signac, les touches vibrantes de Van Gogh, la gestuelle de Munch, les couleurs et les contours de Gauguin, les violences de Matisse et celles, peut-être, des expressionnistes de Dresde, Kirchner et Schmidt-Rottluff. Il n'y a pas alors à proprement parler un style ni des sujets Jawlensky, mais de la vigueur et un sens très sûr de la simplification des formes.

La synthèse s'opère à l'évidence à Murnau, quand Kandinsky, Jawlensky et leurs muses respectives, Gabrielle Münter et la baronne Werefkin, vivent et peignent ensemble, en 1908 et 1909. Phénomène singulier, Kandinsky et Jawlensky trouvent à peu près en même temps ce qu'ils poursuivaient en aveugles jusque-là, et leurs peintures se distinguent cependant radicalement l'une de l'autre. Impossible de confondre : Kandinsky choisit l'effusion, la dynamique, l'éclatement des couleurs et leur dispersion en ondes concentriques et rayonnements croisés quand Jawlensky choisit le cloisonnement des formes, la construction par touches orientées et contours sinueux. L'un tend vers une fresque idéale et infinie, toute de poudroliens et de ouanous. L'autre tend vers l'icône, dense, ramassée sur elle-même, pétrifiée presque.

Quelques-unes de ces effigies, essentiellement féminines, ont été exposées à Paris cet hiver. La rétrospective arlésienne en révèle d'autres, dont le *Volle violet*, figure d'une odalisque méditative, portrait du Fayoum peint avec les couleurs de

Gauguin. Elle révèle encore la tête d'un *Jeune Hérodote*, androgyne oriental aux yeux bordés de khol, et des paysages de montagne aux cimes ceruées de plombs noirs. Expressionnisme ? Non, si l'on entend par là un art de la confession, du tourment et du trouble. Jawlensky aspire à l'ordre et à la contemplation.

En 1914, la guerre les lui offre, dans la douleur. Sujet russe, il est expulsé de Munich vers la Suisse, où il demeure pendant quatre ans, tantôt à Zurich tantôt à Ascona. L'été, qui voit alors au Cadastre Valais, ne l'inspire pas. Jawlensky, durant ces années de retraite, s'occupe de la guerre que des portraits et la série des *Variations* : sur des feuilles de papier, d'innombrables études avec pour unique motif ce qu'il voit par la fenêtre, des arbres et le ciel. Le cyprès se résume à un ovale étiré, les nuages à d'autres ovales. La couleur importe peu, les harmonies, les arrangements sont ceux que Jawlensky calcule, entre des nuances changeantes. Par frottements juxtaposés, par glissements de tons, il obtient des équilibres à la Delaunay.

Il n'a plus cessé de varier leurs compositions et proportions. Une géométrie élémentaire en forme de tête sert à déterminer une grille, à l'intérieur de laquelle le chromatisme s'organise. Tout au long des années 20 et 30, tant que la peinture échoue à l'empêchement de travailler, son œuvre se développe à la façon d'une série sans fin, avec ce que ce système implique de répétitions et de répétitions. Ces *Thèmes abstraits* - tel est le titre de la série - veulent exprimer la variété des sentiments, du «regard noir» au «profond mystère». Il n'est pas sûr qu'ils y parviennent à tout coup, car la rigidité de la méthode que Jawlensky s'impose obéit à une grammaire picturale proche de l'arabesque.

Dans cette dernière période, il en appelle au mysticisme et à la grandeur sacrée de l'art. Il conçoit chaque tableau comme le signe d'une méditation quotidienne. Il en existe ainsi à peu près sept cents, tous du même format, les réduits à l'échelle des derniers gestes que Jawlensky parvient à accomplir, tenant son pinceau des deux mains. Ce sont là ses ultimes icônes, un peu de vert sombre, de noir et de rouge, couleurs tuées, gestes raidis, masques mortuaires répétés jusqu'à l'obsession.

PHILIPPE DAGEN

► Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13200 Arles : 90-49-37-02. Jusqu'au 30 juin.

Long aux semelles de vent

La méthode déambulatoire d'un artiste britannique

RICHARD LONG
au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

En 1967, Richard Long commutait un geste apparemment iconoclaste de la part d'un sujet de Sa Très Gracieuse Majesté : il marcha sur une pelouse, suivant, d'ailleurs en retour sur l'herbe verte, la même ligne droite. Celle-ci devint bientôt une réelle couche de gazon comprimé par les pas. A vingt-deux ans, Long avait ainsi défini ce que, sans jeu de mots, il faut appeler sa démarche : elle devait s'inscrire dans le paysage de la manière la plus douce possible (là où passe Long, l'herbe repousse toujours), selon des figures géométriques simples (lignes droites ou circulaires, au cours des promenades pédestres qu'il affectionne depuis son enfance).

Depuis 1967, ces promenades l'ont conduit dans toute l'Angleterre, des Orkney en Cornouaille, mais aussi d'Amérique latine en Alaska, d'Afrique en Asie. Partout, Long a laissé des traces éphémères de son passage, recueillant de-ci de-là des blocs de pierre qu'il insère dans ses lointains assemblages mégalithiques qu'il dispose en cercles ou en alignements lors de ses étapes. Parfois, il trace simplement des formes brillantes sur un roc sec, à l'aide d'eau fraîche versée sur la pierre chaude.

Ses trajets eux-mêmes répondent à une logique propre : il arrive à Long de tourner en rond, ou de foncer droit devant lui, mais il se contente souvent de suivre le vent, de fluever en fluever. Ainsi, à l'automne 1992, Long traversa-t-il la Garonne pour une longue marche qui devait le conduire de l'autre côté du Pô, en Italie. Une première étape lui fit franchir le Rhône : c'est *Light winds* - vents légers, - représenté pour le moment par un texte complété de lignes indiquant jour après jour la direction des vents rencontrés. *Wind line walk* est le titre du dessin qui fixe, selon le même principe, la totalité du voyage pour les sédentaires que nous sommes.

Car Long ramène des souvenirs de ses promenades : photographies, textes à mi-chemin entre le poème et l'investiture d'objets rencontrés au bord de la route, cartes géographiques annotées et surchargées de

lignes figurant ses trajets, mais aussi ardoises de Cornouaille, ou linéaires de l'Avon ou du Mississippi. Il les dispose dans les salles du musée, où nous sommes accueillis par un étonnant cercle de bose grise posée sur un fond noir, dont la parfaite géométrie contraste avec les gestes enlevés qui ont froissé la terre sur le mur. A droite, un alignement de pierres trace au sol une droite puissante, uniquement composée d'ardoises en provenance du sud de l'Angleterre, qui conduit, 25 mètres plus loin, à d'autres dessins broussés au kaolin, et ainsi de suite.

Des incitations au départ

D'emblée, on perçoit ce qui fait la vigueur, mais aussi le charme du travail de Richard Long : une géométrie rigoureuse obtenue par assemblage des éléments naturels, qui dégage une grande poésie. Les irrégularités de l'ardoise, la variété dans la disposition interne des blocs contrastent avec sa bordure - au cordeau. Une autre sculpture au sol, *Bark Circle*, composée de grands morceaux d'écorces posés à plat, joue aussi de ce dialogue entre la matière rugueuse et la simplicité de la figure géométrique qui les contient.

Mais la partie la moins spectaculaire du travail est peut-être aussi la plus remarquable. Il s'agit de ses souvenirs de voyage : photographies superbes, cartes géographiques évocatrices, véritables incitations au départ ; et surtout, les textes enluminés de feutres montrant les variations du vent. Comme tous les grands marcheurs, Long sait l'importance d'une boussole, ses sautes d'humeur qui tapotent foudroient le sang ou s'opposent à votre progression. Marchez dans le vent, résume la vie même et Long sait nous faire, partage l'air des grands espaces.

HARRY BELLET

► Exposition Richard Long, River to River, ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél : 47-23-61-27. Cartographie conçue par l'artiste, 48 pages, 145 F. Et un excellent «Petit Journal». Jusqu'au 29 mai.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Quatre siècles d'armoires

Meuble traditionnel s'il en est, l'armoire existe dans une version originale dont les curieux pourront admirer un exemplaire ce week-end à Evreux. Venu des grottes de Dordogne et baptisée «troglodyte», elle est creusée dans un tronc d'arbre auquel on a ajouté des portes et fiché en force un morceau de bois en guise de porte-manteau. Estimé entre 8 000 et 10 000 francs, ce meuble rude présente des panneaux à décor gothique qui permettent de le dater entre le quinzième et le dix-septième siècle.

Pour les modèles plus courants, la baisse d'environ 30 % constatée depuis 1991 devrait inciter certains amateurs à l'achat. On trouve entre 25 000 et 35 000 francs de belles armoires Louis XIV ornées de profondes moulures symétriques (Bergerac, samedi), entre 20 000 et 25 000 francs des exemplaires Louis XV au panneau gracieusement chantourné sur petits pieds cabrés (Doulens, dimanche). Les armoires régionales dans l'esprit Louis XV du dix-neuvième sont accessibles autour de 10 000 francs (Vitry-le-François, dimanche) et des modèles rustiques sans prétention entre 4 000 et 8 000 francs. La valeur de ces meubles est liée à l'abondance et à la beauté du décor sculpté, mais tient aussi à l'affirmation bien marquée des motifs typiques de chaque province, dont la présence fait monter les prix. Pour ces raisons, les plus cotées sont les armoires de mariage qui combinent motifs symboliques et régionaux. En outre, les meubles se paient plus cher dans leur pays d'origine sous la pression d'une forte demande.

CATHERINE BEDEL

Ici et là

Paris

Samedi 24 avril

Drouot-Richelieu, 14 heures : affiches politiques, vins, alcools, tapis d'Orient.

Ile-de-France

Samedi 24 avril

Argenteuil, 11 h 30 à 14 h 30 : ventes sur le thème du cinéma : Compiègne, 14 heures : art d'Asie ; Corbeil, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Dreux, 14 heures : mobilier, tableaux.

Dimanche 25 avril

Chartres, 14 heures : atelier Schardner ; Fontainebleau, 14 heures : mobilier, tableaux ; Lisle-Adam, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : Extrême-Orient ; Provins, 11 heures : tableaux contemporains ; 14 heures : tableaux anciens et modernes ; Versailles (Cheval-Légers), 14 h 30 : mobilier contemporain, créations.

Plus loin

Samedi 24 avril

Bergerac, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Marseille (Cetini),

Dimanche 25 avril

Aumale, 14 h 30 : postes TSF ; Bergerac, 14 h 30 : tableaux et sculptures contemporaines ; Chevigny, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Doulens, 14 h 30 : mobilier, orfèvrerie ; Evreux, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Montluçon, 14 h 30 : cartons de tapisserie du dix-neuvième siècle ; Rouen (Croix de fer), 14 h 30 : bijoux, orfèvrerie ; Saint-Dié, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Saint-Vallery-en-Caux, 14 h 30 : argenterie, céramiques ; Tonnerre, 14 h 30 : céramiques ; Troyes, 14 heures : jouets, soldats de plomb ; Vitry-le-François, 14 heures : mobilier heure époque, tableaux.

Foires et salons

Samedi 24 avril

Bergerac, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Marseille (Cetini),

Paris (square des Batignolles), Fontainebleau, Cergy-Portables ; Nantes, Montpellier et Laval.

FONTAINEBLEAU
XIV^e Biennale
des
Antiquaires
23 avril au 2 mai
CERCLE INTERNATIONAL
43, RUE ROYALE
ORGANISATION : S.E.E.
Informations : 64.23.52.75
Présence d'EXPERTS

SQUARE DES
BATIGNOLLES
PARIS 17^e 23 AVRIL
AU
2 MAI 1993
BROCANTE
10 h - 19 h
MÉMO
HOME
BOUCHON
BOUCHON
SADENA Organisation - Tél : 40 62 85 85

Le Monde
RADIO TELEVISION

CINÉMA

Virages du cinéma turc

Lévee des tabous et inspiration fondamentaliste au Festival d'Istanbul

ISTANBUL

correspondance

Le douzième Festival du film d'Istanbul s'est terminé le 17 avril sous une voile de crêpe, lorsqu'on annonça à la télévision le décès du président Turgut Ozal, dont le visage apparut soudain en surimpression sur les images banales du match de foot du samedi. La cérémonie de clôture annulée pour cause de deuil national, la fête des palmiers eut lieu très discrètement à l'Hôtel Marmara. On apprit ainsi que le film italien de Daniele Segre, *Manila Paloma blanca* avait remporté la Tulipe d'or, tandis que le film iranien de Mohsen Makhmalbaf, *Il était une fois le cinéma*, partageait avec *L'accompagnatrice* de Claude Miller le Prix spécial du jury, présidé par Gillo Pontecorvo.

Mais le Festival d'Istanbul est surtout l'occasion annuelle de prendre la température très variable du cinéma turc, qui, lui aussi, traverse une crise structurelle et artistique. Les spectateurs turcs boudant de plus en plus les productions autochtones au profit des films étrangers, donc américains (plus de 90 % de la fréquentation), le ministère de la culture a mis sur pied un système de subventions à la production, qui fournit en principe 40 % du budget, partiellement remboursable. Mais la plupart des films turcs ainsi produits (14 cette année) ne sortent pratiquement pas en salle, un autre projet de subvention, en collaboration avec Eurimages, pourrait aider les cinémas programmant au moins 51 % de films turcs ou européens.

Sur les écrans, on constate deux tendances contradictoires. D'une part, grâce à une réelle libéralisation de la censure, nombre de

tabous disparaissent. Ainsi, des vétérans se lancent dans la description de rapports «scandaleux», auparavant interdits ou prudemment suggérés, mêlant politicien en vue, épouse et prostituée (*Deux femmes* de Yavuz Ozkan, génériquement gratifié du Prix du meilleur film de la compétition nationale, alors que celui d'Irfan Tözüm, *Les Rêves éveillés de M^{me} Cazibe*, bien meilleur, se contentait du Prix spécial du jury), on montrant clairement des relations lesbiennes dans une société encore très machiste (*En marchant après minuit*, d'Atif Yilmaz).

Le nouveau film d'Orhan Oguz, *Siffle quand tu reviens*, description attentive et sans voyeurisme des rapports étranges entre un barman nain et un travesti dans les nuits chaudes du quartier de Beyoglu, a semblé plus personnel. Oguz souligne que l'intérêt pour ces exclus sociaux est «un phénomène nouveau dans le cinéma turc, par lequel ils ont été longtemps ignorés». D'une artificialité assumée, et très joliment filmé (avec son direct, ce qui est rare en Turquie), *Siffle quand tu reviens* demeure un film atypique, tout comme le *Balcon*, première œuvre du jeune Mustafa Altıoklar, qui se déroule pendant les répétitions de la pièce de Jean Genet.

Ces films n'ont qu'un impact limité à une partie de l'intelligentsia istanbulite. En revanche, on voit se développer une nouvelle forme de «cinéma populaire», à la fois curieuse et inquiétante : depuis environ trois ans, des groupes religieux fondamentalistes (dont les fonds proviendraient en partie des pays du Golfe, ou d'émigrés en Allemagne) financent des films «exemplaires» destinés à un public encore limité, mais tout de même

suffisamment nombreux pour faire un triomphe à *Abdullah de Minah*, adapté d'un succès de librairie.

Une dizaine de films de cette tendance, surnommée «cinéma blanc», ont été tournés à ce jour, dont *l'Exil* (*Surgun*), premier film réalisé par le producteur Mehmet Tancrède, qui impressionne les étrangers présents, malgré son machisme et sa mise en scène digne du cinéma soviétique des années 50. Il montre comment un instituteur muté d'Istanbul à un village isolé de l'Anatolie profonde découvre les «vraies valeurs» au contact de la nature sauvage, des familles paysannes, et surtout d'un mollah dont la réputation a été salie par les autorités laïques, mais qui sait insuffler un nouveau sens à la vie du citoyen.

Même si, selon certains professionnels du cinéma turc, ces films représentent une «mode passagère» dont le public reste «limité», leur impact en Turquie, mais aussi dans les pays voisins d'expression turcophone (Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan) ne peut être négligé.

MAX TESSIER

► Précédent. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans les premiers exemplaires du *Monde* tirés le 22 avril (notre édition datée 23), le Festival de Cannes n'inaugurera pas de section «Masters» en 1993. Les films qui devaient y figurer seront présentés hors compétition. D'autre part, il fallait ajouter le film *Mazepa*, de Barabas, à la sélection française. Le *Monde* publie la liste intégrale des sélections officielles et parallèles dans son supplément «Arts et Spectacles» consacré au Festival de Cannes, daté 13 mai.

مكتبة من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

La joie de l'insolence

Au Printemps de Bourges, Philippe Léotard, Marva Wright et Tom Novembre cassent la routine

Y-a-t-il une haine à avoir un frère ministre de la défense lorsque l'on est soi-même un pacifiste épidermique ? Réponse publique de Philippe Léotard : « Moi, je pourrais être ministre de la défense. Chacun son truc, il vendra des missiles et moi des pédales. Pour nous distinguer, ce n'est pas difficile. Lui, c'est Léotard. Moi, c'est Monsieur Léotard. » Au Grand Théâtre de la Maison de la culture de Bourges, où Philippe Léotard présentait, ce jeudi 22 avril, des extraits de son nouveau spectacle, les Exocet se sont abattus sur le nouveau « patron des soldats ». Mais pour qui possède le don de l'humour, les jeux de mots sont faciles. Il était plus ardu de reprendre Ancien Combattant, une chanson cruelle du Talrois Zao. Coiffé d'une chéchia, visiblement bouleversé, Philippe Léotard chante l'indéfectible (dans ce monde de guerres, nous sommes tous de la chair à canon, « les colifours, les ministres, les épiciers... Tous bombés. Tous cadavres ») en respectant l'accent africain du compositeur.

La voix et la diction de Philippe Léotard sont approximatrices. Mais l'insolence est entière. Il s'est entouré de six musiciens menés par Philippe Servain, à l'accordéon, mais rêve, divi, de chanter « tout seul à capella ». Pour y parvenir, le parcours est sinueux, accidenté. « Monsieur Léotard » tombe dans quelques trous de mémoire, se racroche en extrême, se racroche en valse en solitaire, en fuyant dans les coulisses, en récitant Rimbaud (le Bateau ivre). Et quand le public comprend qu'il a failli péter, l'acteur, en veste jaune et baskets blanches, a déjà tourné les pages de son livre intime. Et quelles pages : des chansons à lui, anciennes (T'es plus ma copine...) et nouvelles (O mes amis, écrite pour le film *Tout ça pour ça*, de Claude Lelouch). Des incartades chez Brassens (Sourire), dans le jazz (une adaptation libre de *My Funny Valentine*). Appareille, seul et rageur, Philippe Léotard s'en prend à capella à *L'Amant d'un jour*, du Ferré grand style, qui met les nerfs à vif.

Le Printemps de Bourges est une grosse machine. Les concerts s'y succèdent avec des bûcheurs divers. Mais le festival a su préserver ses espaces rebelles. Bourges est un tremplin, mais aussi un refuge. Dans cette ville du centre de la France, rien n'est jamais garanti. Ni le genre, ni la notoriété ne garantissent le succès. Ainsi, dans un Palais des congrès mal rempli, Ray

et Dave Davies, les frères ennemis qui ont bâti la légende des Kinks, faisaient ensemble et séparément un concert attendu. Ainsi il n'était pas dit que la Naire américaine Marva Wright prendrait la cathédrale, bestion fileuse de la cité berichonne. Sans la hargne de la chanteuse de La Nouvelle-Orléans, tête et généreuse comme une gosse des rues, le gospel aurait pu se figer sous les vitraux. Mais, loin d'être compassée, l'assistante (1 500 spectateurs) était debout, battant des mains et frissonnant en chœur avec Marva Wright et les BMW's, son groupe. Le lendemain, elle récidivait en offrant sa voix, version blues, aux dîneurs venus se livrer aux plaisirs de la cuisine de Louisiane sous le charme chapiteau à facettes du Magic Mirrors.

Les horizons nouveaux de Patrick Persée

Marva Wright est insolente. Jean-Louis Aubert a l'air insolent. Dans une salle chauffée à blanc par le Nigérien Keshah Jones, le plus adolescent des rockers français a réussi à battre le record du jour des jeunes filles évanouies. Il a d'autant mieux su maintenir les 3 000 spectateurs sous haute tension qu'il fut appuyé pendant quelques dizaines de minutes par un Paul Personne toujours aussi amoureux de blues, de chaleur humaine et d'amitiés musicales. Tout ce beau monde (les BMW's, Aubert, Keshah Jones, Tony Allen, etc.) s'est évidemment retrouvé à une heure très avancée de la nuit aux côtés de René, qui règne en maître sur les jam-sessions du Magic Mirrors.

Paul Personne anime les collages. Patrick Persée anime les scènes. Les petites, celles de la place Sémur, du Magic Mirrors, de la rue, inscrites pour un jour en « estrogone Découvertes », le jeune Réunionnais ne peut pour l'instant prétendre à plus. Mais le *maloya* électrique et frondeur de Persée, son appétit à régler ses comptes à coups de basse et de tambours ouvre des horizons nouveaux. Avant d'affronter Bourges et ses professionnels, cet ancien zénard des Hauts, devenu « professeur » à Saint-Denis dans le cadre d'une opération avortée de sauvetage de

la jeunesse chômeuse (les CES-musique), est retourné à l'école. Le Studio des Variétés à Paris, dont la vocation est aujourd'hui de dispenser aux artistes une formation continue adaptée, lui a demandé de travailler sa voix. En attendant, bistrotiers d'épiciers, de fric et de soieries, Patrick Persée a la langue bien pendue. Incurable bavard, Tom Novembre ne ménage personne. Ni les imitations en polystyrène expansé du mur de Berlin, ni les re-tour de tubes écoulés, ni le culte de la vitesse et du sport. En lunettes et chapeau noir, campé dans son décor, un coin-cuisinier, avec un pianiste révéru, il s'installe dans la critique de la vie ordinaire, ni même un extraterrestre à queue serpentine et pieds palmés vit dans un confort très cosy.

Comparées aux diatribes de ces généraux frondeurs, les insolences de Jacques Dutronc ont des allures bien calculées. Jacques Dutronc ne croit qu'en lui-même. Devant les 7 000 spectateurs du nouveau chapiteau berruyer, il a repris, jeudi 22, le rituel du Casino de Paris consistant à sacrifier chaque soir un journaliste-interviewer consentant sur scène. Dutronc répond aux questions avec sa marque habituelle. La séquence est placée en milieu de récital, juste après la célébration en chœur de la grand-messe du *Et moi, et moi*. La star a forcément l'avantage. Le public hurle, veut des chansons, pas des mots. On lui proposerait un banal qu'il réclamerait encore du cirque.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

La bande originale de Londres

Passage parisien de Gallon Drunk quintet violent et prometteur

Dans l'auditorium de France-Inter, lors d'une des *Black sessions* (diffusion d'un concert en direct) de l'émission de Bernard Lenoir, on a pu mesurer, le 20 avril, l'énergie nécessaire à une prestation de Gallon Drunk et vérifier les promesses de leurs disques. Cheveux gominés, sobres vestes et bottes noires, Gallon Drunk impose en un clin d'œil ses atmosphères plombées et la puissance d'un chaos maîtrisé.

Si la plupart des groupes anglais limitent aujourd'hui leurs références à deux décennies d'histoire du rock, ces cinq Londoniens plongent leurs racines dans une préhistoire qui alimente leur désir de transe. Rythmes tribaux façon Bo Diddley, scelleries vaudou à la Screamin' Jay Hawkins, rage satanique du blues primitif, force instantanée de gospel. Des tendances survoltées par l'arrogance de cockneys nourris de rockabilly et de punk. Souvent, ils préfèrent les ambiances aux chansons, la bande originale du film à son scénario, des climats hantés, enfilés parfois jusqu'au délire, même si, à présent, Gallon Drunk écrit et construit mieux ses morceaux. Difficile de ne pas évoquer l'influence du parcours de Nick Cave, autre poète du lugubre, passant en son temps du déluge sonique de Birthday Party à l'intensité plus raisonnée des Bad Seeds. Un bassiste impassible, le batteur debout, un saxophoniste au cou tatoué et un garçon secouant imperturbablement ses maracas entourent James Johnston, lui, monogoliste chant, guitare, harmonica et claviers. Soudé par l'ampleur des sons, jouant souvent de plusieurs instruments à la fois, il cherche frénétiquement dans cette mêlée des étincelles et les vicissitudes qui lui feront supporter les vicissitudes de la vie en tournée.

Le lendemain matin, levés du mauvais pied, les musiciens broient d'abord les plats en expédiant les questions d'un bottade.

Les débuts ? « Mike (le bassiste) et moi avons fondé le groupe en 1983, en s'amusant à auto-produire quelques singles. Des copains se sont joints à nous. Nous avons

d'abord sorti une compilation (*Tonite, The Singles*) puis l'album *You, The Night... and the Music*, puis récemment *From The Heart of Town*. Voilà ! »

Gallon Drunk, un nom choisi pour qualifier une musique sous l'emprise de l'alcool ? « Non, juste un synonyme de : passer du bon temps. L'alcool ruine notre musique plus qu'elle ne l'influence », rires. Camden, ce quartier du nord de Londres dont on dit qu'il a engendré la nouvelle scène de la capitale, à laquelle ils sont souvent associés ? « Juste un endroit à la mode, à cause de son marché aux puces et parce qu'un petit club, Le Falcon, programme facilement des groupes débutants. Mais nous n'avons rien à voir les uns avec les autres. »

James Johnston minimise aussi l'importance de Londres comme source d'inspiration d'un dernier album (en français *Du cœur de la ville*), pourtant tout imprégné de vibrations urbaines. « C'était une façon d'attirer les journalistes anglais en collant une photo de Londres sur la pochette [rires]. En fait, seuls trois ou quatre chansons y sont consacrées. Bien sûr, j'y vis et, comme je ne connais rien de Glasgow... »

Puis, surprise, le cynisme se craquelle. Il s'excuse et explique sa lassitude, ouvrant une petite porte sur leur monde. « Nous sommes lassés. Quatre-vingt-dix concerts dans huit pays, sur la route depuis des mois, c'est de l'escroquerie. On a l'impression que des généraux dans notre maison de disques nous manipulent comme des petits soldats (le soir même, Gallon Drunk devait jouer au Rex Club à deux heures du matin) ; ça irait sans doute mieux si notre musique était plus relaxe. Mais nous nous défions tous les soirs. Elle exige beaucoup de nous. »

STEPHANE DAVET

► *Singlisme* : *Tonite, The Singles*, Rosebud ROX CD 9108 ; *You, The Night*, Rosebud ROX CD 9213 ; *From The Heart of Town*, Clever HUNK CDLS, distribution Delabel.

TÉLÉVISION

Une maison magique

De sa mise en scène du « Temps et la Chambre » Patrice Chéreau fait un film à part entière

En 1991, le Théâtre de l'Europe et le Festival d'Automne se réunissent pour offrir à Patrice Chéreau l'opportunité de mettre en scène à l'Odéon, dans une nouvelle adaptation de Michel Vinaver, *Le Temps et la Chambre* de Botha Strauss, nuchèvement d'occasions manquées, de désirs qui ne se répondent pas. Une pièce énigmatique, dont finalement le personnage-clé est cette chambre où surgissent des personnages qui, semble-t-il, à un moment donné, ont mené un bout de chemin ensemble. Une ébauche n'est le temps se fragmente et renvoie des éclats d'images dispersées comme dans un miroir brisé. Il y a dans cette pièce une inquiétude dissimulée sous une drôlerie sophistiquée. Dans le spectacle de Patrice Chéreau, dans la perfection de sa beauté, il y avait une étrange charge émotionnelle, une anxiété cruelle et indéfinissable, en même temps qu'une mortelle douceur.

Le spectacle s'est donné plus de deux mois devant des salles comblées, puis est parti en tournée. Patrice Chéreau mettait en scène l'opéra d'Alban Berg, *Wozzeck*, travaillait sur un projet de cinéma, *La Reine Margot* - qu'il commence à tourner au mois de mai. Et pour ARTE il réalisait un film - diffusé le 25 avril à 20 h 40 - à partir du *Temps et la Chambre*. Ni captation, ni reconstitution. Un film à part entière, avec son identité propre, bien que gardant le texte original presque intégralement, et joué par les comédiens du spectacle : Bernard Verley et Pascal Gregory, Marc Bettan, Rinaldo Bianchi, Jean-Pierre Moellin, Marc Citti,

Bulle Ogier, Laurence Côte. Et puis Anneke Grinberg, l'héréditaire, la femme multiple, sur qui les hommes ne laissent pas de traces, « la crucifiée qui se porte bien, et porte la lumière », disait-elle.

Elle est plus lumineuse encore dans ce film. La caméra tourne autour d'elle, carresse l'ovale de son visage, admire et saisit l'éclair de son regard, son sourire d'enfant, ses gestes vulnérables. Suivie par la caméra, elle traverse cette chambre qui semble au fil des scènes se modifier, changer de sens et de fonction comme dans un rêve tourmenté. Elle fait penser, cette chambre, aux « maisons qui n'existent pas » des romans fantastiques. Impression qu'accroissent par contraste les quelques déguisements sur une rue de nulle part, les quelques échappées sur du concret quotidien. Les plans qui isolent les personnages les parquent dans leur solitude, la fluidité du mouvement installe progressivement une ambiance plus insidieuse encore, plus ambiguë que sur scène.

Patrice Chéreau enferme ses acteurs dans le huis clos d'un espace qui se dilate ou se rétrécit. Il traite les personnages avec une sorte d'amour presque craintif. Il les effleure, les transperce, en quête d'une vérité qui se dérobe, et laisse le souvenir d'un charme puissant. Toutes qualités déjà là sur scène, transposées par une autre magie, celle du cinéma.

COLETTE GODARD

► ARTE, le dimanche 25 avril à 20 h 40, dans le cadre de la seconde soirée consacrée à Botha Strauss.



VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL : 40.75.45.45 - FAX : 45.83.89.01
MINITEL 36.15 Code AT3 puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le 6 mai 1993 à 14 h 30, en un lot, dans un immeuble à PARIS 6^e, 56, rue Saint-André-des-Arts
composant : une chambre à gauche de l'entrée commune
UN LOCAL COMMERCIAL
avec une boutique et 2 réserves - Au 1^{er} étage : 2 réserves
MISE A PRIX : 300 000 F
S'ad. à M^{re} DENIS TALON, avocat à PARIS 1^{er}, 20 quai de la Magisterie, TEL : 40-26-07-47, SCP BOUSSAGEON-GUITARD-PHILIPPON, avocats à PARIS 1^{er}, TEL : 42-36-41-59. Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le 6 mai 1993 à 14 h, en un seul lot, dans le 1^{er} étage, escalier B, porte droite, d'un immeuble sis 34, av. de la Marine - 49, rue de Bretagne et rue de l'Orient sans n^o entrée, cela, salle à manger, 2 chambres, cab. de toilette, débarras, W.C.
UNE CAVE N^o 30 - Bâtiment A, au 1^{er} étage, escalier de service, UNE CHAMBRE DE BONNE N^o 4
MISE A PRIX : 400 000 F
S'ad. pour tous renseignements à M^{re} WISLICK, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 7, av. de Madrid à NEUILLY-SUR-SEINE - M^{re} F. INBONA, avocat à PARIS 7^e, 4, av. Sully-Prudhomme, TEL : 45-55-74-06
Visite sur place le MARDI 4 MAI de 10 h à 11 h - Minitel 3616 JAVEN.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le 6 mai 1993 à 14 h, EN UN LOT
2 APPARTEMENTS à LEVALLOIS-PERRET (92)
55, rue Chapral - Angle rue Louis-Roque
de 3 P. Pr. au 4^e et 6 P. Pr. en DUPLEX aux 4^e et 5^e étages.
UN STUDIO, UNE PIÈCE, UN DEBARRAS
au 5^e étage - et 5 CAVES
MISE A PRIX : 1 300 000 F
S'ad. M^{re} OENINERY-HALFEN, avocat à BOULOGNE-BILLANCOURT (92), 12, rue de Paris, TEL : 46-05-36-94, M^{re} BOUDRIOT et VIAL de VERNEUX, avocats à PARIS (92), 55, bd. Ménilmoreau, TEL : 45-22-04-36.
Visite sur place : le 6 mai 1993 de 10 h à 12 h.

Vente aux enchères publiques sur saisie immobilière et sur surenchère au Palais de Justice de VERSAILLES, 3, place Armand-Mignot, le Mercredi 5 MAI 1993 à 9 h 30, en un lot, dans le 1^{er} étage, escalier B, porte droite, d'un immeuble sis 75 et 77, rue de la Louvière
ENSEMBLE COMMERCIAL
actuellement loué à usage de supermarché et
PARCELLES DE TERRAIN
75 et 77, rue de la Louvière
à RAMBOUILLET (78)
Mise à PRIX : 8 921 000 F
Rens. au cabinet de la SCP COURTAIGNE-FLICHTY-TORANI, av. à VERSAILLES, 52, av. de Saint-Claude, TEL : (1) 39-50-02-28, Cabinet de la SCP SILLARD et Associés, avocats, 79 bis boulevard de la Reine 78 VERSAILLES, TEL : (1) 39-50-02-99.

Vente en vertu du décret-loi du 28 FÉVRIER 1852 (EN VERTU DU DÉCRET-LOI DU 28 FÉVRIER 1852)
EN TROIS LOTS A PARIS 6^e
618, rue Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle
UNE CHAMBRE (18 m² environ)
1^{er} lot : Bât. A Escal. A 1^{er} et 2^e étages, av. assainissement et double LAYABO W.C.
APPARTEMENT (114 m² environ)
2^e lot : Bât. B - 2^e et 3^e étages - Caves - 2 W.C.
Salle de bains - douche - Caves au 2^e sous-sol
3^e lot : AU 2^e SOUS-SOL AIRE DE STATIONNEMENT
M. A PRIX : 1) 90 000 F - 2) 1 000 000 F - 3) 20 000 F
S'ad. M^{re} A. FABRE, avocat 44, rue de Lille PARIS 7^e
TEL : 42-61-15-96 (matin de 10 h à 12 h 30). Sur place pour visiter.

SERVICE DES DOMAINES
APPELS D'OFFRES SOUS PLUS CACHETÉS, JEUDI 6 MAI 1993.
Direction des services fiscaux du Var, service des domaines, 98, rue Montebello - 83054 TOULON CEDEX - FRANCE.
Dépôt des offres au plus tard le 5 mai 1993 avant 16 h à la Direction des services fiscaux précitée.
- 1^{er} LOT : Pièces de rechange d'avion NORD 2504 pour moteurs et réducteurs, cellules, électricité, électronique, sécurité et servitude.
- 2^e LOT : Pièces de rechange pour radar SNERI.
- 3^e LOT : Pièces de rechange pour émetteur-récepteur UHF OME-RA-SARUM Type 7-50 TRAP 11-A et 21-A et pour matériel électronique.
- 4^e LOT : 5 treuils MAD type DHAX 2 A avec support, et 3 supports (pour hélicoptère ALOUETTE 3).
RENSEIGNEMENTS ET CAHIER DES CHARGES Jours et heures de permanence à l'adresse ci-dessus. TEL : 94-09-73-40.
DÉTAIL DES VENTES DES DOMAINES : B.O.A.D. Abonnement 150 F par an. Ecrire S.C.P., 17, rue Scribe 75436 PARIS CEDEX 09 ou tél. : 44-94-78-78, Minitel 3615 Code IVP.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Télax : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seuls indications particulières, les expositions auront lieu le veille des ventes, de 11 h à 18 h. *Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

SAMEDI 24 AVRIL
S. 12 - 14 h 30. Jouets, jeux de société, peluches. Maquettes voitures et bateaux. - M^{re} BARON, RIBEYRE.

LUNDI 26 AVRIL
S. 2 - Tableaux modernes. Art nouveau. Art déco. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5 et 6 - 15 h 30. Important dessin par INGERS. Importants tableaux anciens. - M^{re} ADER, TAJAN, MM. Turquin, Herdhebut et Laitreille, Ryaux, experts. Expo. le 24-04 11 h/18 h et le 26-04 11 h/13 h. (Veuillez contacter Florence GRASSIGNOUX au (1) 42-61-80-07, poste 446 - Fax : (1) 42-61-39-57).

S. 7 - Succession de Madame D... Importants tableaux anciens. - M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16 - Tapis d'Orient. - M^{re} ROGEON.

MARDI 27 AVRIL
S. 8 - 11 h et 14 h 15. Livres anciens et modernes. Documentation artistique. - M^{re} LOUDMER.
S. 10 - Tableaux anciens. Armes. Souvenirs historiques. Objets d'art et d'ameublement. - M^{re} PICARD.

MERCREDI 28 AVRIL
S. 1 - 15 h. Tableaux anciens. - M^{re} ADER, TAJAN, MM. Turquin, Herdhebut et Laitreille, Ryaux, experts. Expo. le 27-04 11 h/18 h et le 28-04 11 h/13 h. (Veuillez contacter Florence GRASSIGNOUX au (1) 42-61-80-07, poste 446 - Fax : (1) 42-61-39-57).
S. 4 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN. Expo. le 27-04 de 11 h à 18 h.
S. 5 - Objets de curiosité. Tabacologie. Importante collection d'ivoires européens et d'Extrême-Orient. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 7 - Objets d'art. Mobilier. Linge. Dentelles. - M^{re} JUTHEAU-de WITT, M^{re} et M^{re} Daniel, experts.

JEUDI 29 AVRIL
S. 10 - 14 h 15. Cadres du XVI^e au XIX^e siècle et de style. M^{re} ADER, TAJAN, M. J.-P. Dille, expert. Expo. le 28-04 11 h/18 h.

VENREDI 30 AVRIL
S. 1 - Tableaux, meubles XIX^e. - M^{re} RENAUD.
S. 3 - Antiques. Extrême-Orient. Haute époque. M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 11 - Monnaies or. Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 14 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN. Expo. le 29-04 11 h/18 h.
S. 15 - Bib., meub. - M^{re} BONOU.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BARON, RIBEYRE, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
D. BONOU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-16-16.
JUTHEAU-de WITT, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (association) REPERES-42, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Condorcet (75009), 44-79-50-50.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-52).

Dérives sur un terrain vague : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 19 h. Les Épousées : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU

(42-08-77-71). L'Amour fou : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

ARCANE (43-38-19-70). O. E. S. I. R.

20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. jeu. dim. soir. ATELIER (46-08-49-24). Les Passions : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h ; dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET

(47-42-67-27). Salle C. Gérard. Sa lettre de mariage : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; mar. 19 h 30.

BASTILLE (43-37-42-14). The Plachford

Oleary : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 17 h.

GATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU

DIABLE-RIVE GAUCHE (40-46-90-72). Love : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir. Le Sage JLM : mar., jeu. ven., sam. 22 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE OURAGAN

(40-45-01-24). Salle Folia-Mercure. Un monde fou : ven., sam., jeu. (dernière) 22 h 30 ; dim. 17 h 30. Salle Mistrail. Paris accorde et à cric : mar., jeu. ven., sam. 21 h ; dim. 17 h.

BERRY-ZEBRE (43-57-51-55). Les

Champignons de la joie : dim. 20 h 30. Dialogues insolents : mar., jeu., sam. 21 h 30.

BOUFFES DU NORD (46-07-34-50).

L'Homme qui a 20 h 30 ; sam. 16 h. Rel. dim. soir.

BOUFFES PARISIENS (42-86-60-24).

Les Monstres sacrés : 20 h 30 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX-

(42-38-35-55). On a tué le joueur de blues : 19 h. Rel. dim. soir. Le Médecin malgré lui : 21 h. Rel. dim. soir.

LA BRUYÈRE (43-74-76-99). Temps

contre temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).

Laurent Violet : 20 h. Rel. dim. soir. Le Graphique de Boscop : 21 h 15. Rel. dim. soir.

LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14).

Novochine, Novochine, Novochine : jeu., ven., sam. 16 h 45 ; sam. 17 h.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

L'EAU (43-74-99-61). Le Roi Lear : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE LA

TEMPÊTE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

CARTOUCHERIE-THÉÂTRE DE

LA RUE (42-38-36-36). La Pêche perdue : ven., sam. 21 h ; dim. (dernière) 18 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE THÉÂTRE DU

VIEUX-COLOMBIER (42-22-79-22). Le Silence : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

Le Doux Baiser d'amour : 20 h ; dim. 14 h. Rel. dim. soir. L'École pruden-

CRYPTÉE SAINT-EUGÈNE (ÉGLISE

SAINT-EUSTACHE) (47-00-18-31). Le Cid : mar., ven. 16 h 15 ; sam., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lettre : ven. 21 h 15 ; sam., mar. 18 h 30 ; dim. 15 h.

DAUNOU (42-61-89-14). Le Canard à

l'orange : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. mer. dim. soir.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-38-00-02).

Cave du X^e. Branchie à la loupe : ven., jeu. (dernière) 20 h 30. Poésies de Jehan Rictus : mar. (dernière) 21 h. Histoire d'ex : ven., sam., dim., mar., jeu. (dernière) 18 h. Les Couleurs du rire : lun. 16 h. Échecs et Mages : mar., mer., jeu. (dernière) 21 h ; dim. 18 h.

DEUX ANES (46-08-10-28). Tonton,

pourquoi tu tousse? : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-25-47-47).

Baptême ou la Renaissance : ven., sam., mar., jeu. 20 h 30 ; dim. 18 h.

EQUUARO-VII SACHA GUITRY

(42-42-59-82). La Frousse : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.

ELDORADO (42-49-80-27). Une rose

au petit déjeuner : 20 h 45 ; sam. 16 h, 21 h. Rel. mer., dim. Les mille et une nuits : sam. dim. 14 h.

ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22).

Arlequin serviteur de deux maîtres : 21 h ; ven., mar. 14 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir.

FONTEINE (48-74-74-04). Le Cid des

veuves : 20 h 45 ; sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE

(42-23-88-83). Le Palais : 21 h. Rel. dim. soir.

G.A.T.E.-MONT-PARNASSE

(43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Une

fille entre nous : 20 h 15 ; sam. 16 h. Rel. dim. soir.

GUICHET MONT-PARNASSE

(43-22-16-18). La Chute : ven., sam., mar., jeu. (dernière) 18 h. Histoire d'ex : ven., sam., mar., jeu. (dernière) 22 h 15. Personne n'est parfait : lun., mar., mer., jeu. 20 h 30. Qui rit le lundi, c'est toujours ça de pris : lun. 18 h. Troisième chagrin : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmalion :

20 h 45 ; sam. 18 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.

HUCHETTE (43-26-38-89). La Cantatrice

cheue : 19 h 30. Rel. dim. soir. Le Léprieux : 20 h 30. Rel. dim. soir. L'Augmentation : 21 h 30. Rel. dim. soir.

INSTITUT FINLANOIS

(40-51-89-09). L'Histoire d'amour du siècle : 19 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Salle Roger. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir. L'Amour : ven., sam., mar., jeu. 20 h. Rel. dim. soir.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

SPECTACLES NOUVEAUX

DEUX HISTOIRES DE VALLETTI.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium (43-74-99-61). Jeu., ven. et sam. 18 h 30 (22).

SAINT-EUSTACHE (ÉGLISE

SAINT-EUSTACHE) (47-00-18-31). Le Cid : mar., ven. 16 h 15 ; sam., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h 30. La Lettre : ven. 21 h 15 ; sam., mar. 18 h 30 ; dim. 15 h.

DAUNOU (42-61-89-14). Le Canard à

l'orange : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. mer. dim. soir.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-38-00-02).

Cave du X^e. Branchie à la loupe : ven., jeu. (dernière) 20 h 30. Poésies de Jehan Rictus : mar. (dernière) 21 h. Histoire d'ex : ven., sam., dim., mar., jeu. (dernière) 18 h. Les Couleurs du rire : lun. 16 h. Échecs et Mages : mar., mer., jeu. (dernière) 21 h ; dim. 18 h.

DEUX ANES (46-08-10-28). Tonton,

pourquoi tu tousse? : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-25-47-47).

Baptême ou la Renaissance : ven., sam., mar., jeu. 20 h 30 ; dim. 18 h.

EQUUARO-VII SACHA GUITRY

(42-42-59-82). La Frousse : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.

ELDORADO (42-49-80-27). Une rose

au petit déjeuner : 20 h 45 ; sam. 16 h, 21 h. Rel. mer., dim. Les mille et une nuits : sam. dim. 14 h.

ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22).

Arlequin serviteur de deux maîtres : 21 h ; ven., mar. 14 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir.

FONTEINE (48-74-74-04). Le Cid des

veuves : 20 h 45 ; sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

LE FUNAMBULE THÉÂTRE

(42-23-88-83). Le Palais : 21 h. Rel. dim. soir.

G.A.T.E.-MONT-PARNASSE

(43-22-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Une

fille entre nous : 20 h 15 ; sam. 16 h. Rel. dim. soir.

GUICHET MONT-PARNASSE

(4

BILLET

La leçon de Forbach

Par son horreur, l'accident des « irradiés de Forbach » est insupportable. L'image des victimes, au cours du procès de Sarreguemines, était insupportable. Le lamentable récit des erreurs humaines et des motifs qui ont conduit à l'irréparable ne pouvait que provoquer l'indignation (lire page 10).

Exemple, l'affaire ne l'est pas seulement parce qu'elle touche aux radiations et fait penser au nucléaire. Elle l'est aussi par la révélation des conséquences de pratiques douteuses, dans certaines entreprises, au-delà du caractère exceptionnel des souffrances subies par trois travailleurs. Elle montre enfin les limites de l'action devant la justice quand il s'agit d'accidents du travail. Qui prétendra que 10 000 francs d'amende et un an d'emprisonnement avec sursis sont des peines suffisantes quand il y a menace mortelle sur des hommes ? Après tout, un automobiliste qui conduit sous l'emprise de l'alcool et qui tue ou blesse peut être plus lourdement condamné...

Depuis que les entreprises se sont engagées dans le processus dit d'externalisation, qui consiste à confier certaines de leurs anciennes tâches à d'autres sociétés ou à des intervenants qui n'appartiennent pas à leur personnel, un risque se précise. Celui de voir des employeurs préférer se débarrasser des fonctions ou des métiers les plus dangereux en les faisant exécuter par des gens « extérieurs ». Déjà, dans un livre-enquête resté fameux, *Tête de turc* (La Découverte), le journaliste Günther Wallraff avait mis en évidence cette face cachée du modèle économique et social allemand.

A son tour, la France n'est pas épargnée par cette logique. Tandis que les travailleurs précaires, introuvables ou sous contrat à durée déterminée, représentant 7 % de la population active, ils totalisent 20 % des accidents du travail. En ce sens, s'indigne Marcel Royez, secrétaire général de la FNATH (Fédération nationale des accidents du travail et des handicapés), « Forbach est le procès d'un système » où sont placés « en priorité », dans les conditions extrêmes, « sans être informés des risques » les salariés « sans formation, sans qualification ». Même les statistiques officielles viennent à l'appui de cette thèse : depuis cinq ans, le nombre des accidents du travail augmente à nouveau. Et leur croissance se produit dans les secteurs qui ont le plus recours à ces formes d'emploi, dont le BTP. Bien sûr, des efforts sont réalisés pour corriger ces excès et la prévention augmente. Mais on peut quand même s'interroger, à aussi, au regard de la leçon de Forbach. La branche « accidents du travail » de l'assurance maladie étant excédentaire en ressources, les pouvoirs publics ont par deux fois décidé de réduire les cotisations afférentes. Or, en cas d'accident mortel, la veuve ne touchera que 30 % du salaire du mari. Il y a des assurances vie qui font mieux.

ALAIN LEBEAUBE

Rectificatif. - Dans un article paru dans le Monde du 23 avril, il était écrit que la situation des émetteurs de chèques sans provision serait plus rapidement régulée en cas de remboursement. Cette régularisation plus rapide ne concernera pas les émetteurs de chèques sans provision inscrits au Fichier national des chèques irréguliers (FNIC), mais seulement les personnes n'ayant pu faire face à des échéances de crédit et inscrites sur un autre fichier, le Fichier national des incidents de paiement caractérisés (FNIPC).

Les dénationalisations devraient rapporter 20 à 30 milliards de francs en 1993

Les privatisations à pas comptés

Pour la première fois depuis sa nomination au poste de ministre de l'économie, Edmond Alphandéry a donné jeudi 22 avril, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, une estimation du montant des recettes attendues des privatisations en 1993. Elles pourraient atteindre 20 à 30 milliards de francs, le rythme des cessions dépendra étroitement des capacités d'absorption du marché.

Si, en dépit des précautions apportées par M. Alphandéry, le programme de privatisations du gouvernement reste encore flou, la prudence semble en être la caractéristique principale. On se retrouve aujourd'hui assez loin des hypothèses formulées pendant la campagne électorale et de la volonté affichée alors de céder rapidement quelques grands établissements industriels et financiers emblématiques. Il faut dire qu'un programme de cession d'entreprises publiques de 40 à 50 milliards de francs d'ici la fin de l'année semble dans les conditions actuelles irréalisable. L'un des regrets d'Edmond Alphandéry à son départ en 1988 du ministère des finances était de ne pas avoir pu privatiser une

grande compagnie d'assurances, et notamment la première d'entre elles, l'UAP. Il lui faudra sans doute encore patienter quelques mois pour effacer ce regret.

La santé délicate, d'un côté, de la Bourse de Paris, de l'autre des établissements financiers privatisables (banques et compagnies d'assurances), condamne à la réalisation d'un programme moins ambitieux. Les plaidoyers de certains présidents de compagnies d'assurances pour une privatisation rapide en pronostiquant un redressement de leurs bénéfices n'ont effacé pas la faiblesse du marché financier.

Selon le plupart des spécialistes et en l'absence d'un coup de pouce fiscal significatif en faveur de l'épargne longue, il sera difficile pour la Bourse de Paris d'absorber plus de 15 à 17 milliards de francs avant la fin du mois de décembre. En y ajoutant des ventes de titres à l'étranger (habituellement un tiers environ des cessions effectuées sur le marché national), la capacité d'absorption s'élève à 20 à 22 milliards. La fourchette basse du montant envisagé par Edmond Alphandéry.

Dans ces conditions, les pouvoirs publics pourraient se contenter d'un premier temps et même avant l'été de mener jusqu'au bout des privatisations

déjà partiellement réalisées comme celles du Crédit local de France ou de Rhône-Paulenc. Des opérations évaluées respectivement à environ 7 milliards et 15 milliards de francs, qui ne nécessiteraient pas le vote d'une nouvelle loi de privatisation. Mais, si la volonté politique de marquer une rupture l'emportait, le gouvernement pourrait utiliser des artifices comme la cession en deux ou trois étapes. Le géant japonais des télécommunications NTT avait été privatisé de cette façon à la Bourse de Tokyo. Le paiement en deux fois des actions est également une possibilité déjà utilisée par le gouvernement britannique.

Seule objection, mais de taille, avancée à l'encontre de ces techniques, la méfiance à leur égard des grands investisseurs institutionnels.

Mais sans ces artifices, il faudra sans doute attendre 1994 - avec le passage de la baisse des taux d'intérêt et d'éventuelles mesures fiscales en faveur de l'épargne longue - pour engager les grandes opérations de privatisation comme celles de l'UAP, d'Elf Aquitaine, des AGF, ou de la BNP. Des cessions qui, chacune, pourraient rapporter à l'Etat de 20 à 40 milliards de francs.

ÉRIC LESER

Un entretien avec M. Alphandéry

Suite de la première page

« J'ajoute que cette réforme s'inscrit dans le cadre du traité de l'union économique et monétaire et, en tant qu'Européen convaincu, je ne peux que m'en réjouir. La France a obtenu de bons résultats en matière d'inflation sans banque centrale indépendante. A quel bon se lancer dans une réforme du statut de la Banque, si ce n'est pour satisfaire une « obsession fantasmagorique » des Allemands ou rassurer les marchés financiers ?

Il faut regarder les choses sur une longue période. D'une manière générale, et mis à part le Japon, les pays qui ont le mieux réussi dans la lutte contre l'inflation sont ceux qui, comme la Suisse, l'Allemagne ou les États-Unis, ont une politique monétaire conduite de manière indépendante. Et ce sont les mêmes qui ont obtenu aussi les meilleurs résultats en matière d'emploi.

Vous jugez donc préférable de déposséder le gouvernement de l'un de ses outils de politique économique, la politique monétaire, pour la transférer à quelques technocrates ?

La question ne se pose pas ainsi. Prenons l'exemple de la justice, un pouvoir régalien de l'État s'il en est. Est-il choquant que les magistrats indépendants rendent la justice au nom de l'État et selon des règles édictées de manière démocratique par le Parlement ? Non. Eh bien, il en ira de même pour la banque centrale. Le projet est inscrit dans la plate-forme UDF-RPR qui a été adoptée par une majorité de nos concitoyens. Il ne m'apparaît pas choquant qu'une banque centrale remplisse une mission clairement définie par la loi, à savoir assurer la stabilité des prix dans le cadre de la politique économique générale du gouvernement.

L'indépendance de la Banque de France sera un recul de la démocratie, a, par exemple, déclaré M. Chevènement. Qu'en pensez-vous ?

Est-ce que quelqu'un conteste le caractère démocratique de la justice au motif qu'elle serait indépendante et parce que les juges feraient leur métier en dehors de toute pression politique. Au contraire.

Il ne s'agit pas de créer une monarchie ministérielle absolue, un pouvoir sacré, lointain et désacralisé. Mais, dans la tradition de l'équilibre, nous voulons dissocier le pouvoir monétaire du pouvoir exécutif. Certes, la politique de la Banque de France devra tenir compte de la politique économique suivie par le gouvernement. Et elle sera soumise à l'examen vigilant du Parlement. Je souhaite notamment que le gouvernement de la Banque se rende régulièrement devant l'Assemblée nationale et le Sénat pour expliquer sa politique et être, éventuellement, soumis aux feux de la critique. Nous voulons ainsi créer un modèle français de banque centrale qui soit moderne, c'est-à-dire qui nécessite l'information, qui autorise la critique et qui impose de rendre des comptes. Tout cela ne constitue-t-il pas, en définitive, un enrichissement pour la démocratie ?

bve un enrichissement pour la démocratie ?

L'UDF souhaitait une Banque indépendante. Pour satisfaire les avis des Allemands du RPR, M. Balladur la veut autonome. Une différence sémantique qui traduit des conceptions divergentes ?

Pas du tout. Autonomie ou indépendance, le premier ministre et moi, nous parlons de la même chose. Le mot de « Banque autonome » ne sert qu'à masquer la véritable signification. Le cœur de la réforme, c'est que le conseil de la politique monétaire mette en toute indépendance et de façon collégiale sa politique monétaire proprement dite. Mais, pour assurer la Banque de France fait bien autre chose pour le compte de l'État.

Quelles sont les missions de cette Banque indépendante ?

Quelle seront ses relations avec le gouvernement ?

Il ne va pas y avoir de privatisation de la Banque, comme je l'ai entendu ici ou là : son capital continuera à être possédé à 100 % par l'État. Elle poursuivra certaines de ses missions pour le compte de l'État, en gérant par exemple les réserves de change. Elle sera toujours dirigée par un conseil général. Pas plus que dans les autres banques centrales, elle ne sera soumise à l'État et la Banque.

La politique monétaire, c'est-à-dire la gestion des taux d'intérêt et de la masse monétaire, sera confiée à un conseil de la politique monétaire. Celui-ci prendra ses décisions de manière collégiale. Le gouvernement, quant à lui, comme dans les autres pays, nommera le gouverneur et restera responsable de la politique de change.

« Éviter tout dérapage des prix »

La stabilité des prix, c'est l'inflation zéro ?

Ne soyons pas aussi catégoriques. Dans aucun statut de banque centrale reconnue comme indépendante ne figure un objectif aussi rigide. La Banque centrale doit veiller à éviter tout dérapage des prix. Ce qui est important, c'est que l'évolution des prix ne conduise pas à des anticipations inflationnistes, à des distorsions dans les comportements des agents économiques.

La composition du comité et le mode de désignation de ses membres constituent des éléments essentiels de cette indépendance recherchée. Quelles sont vos propositions ?

Un membre de la Bundesbank a décrit la composition du conseil de la « Buba » de la façon suivante : « Il y faut des gens qui traduisent les différences internes à l'Allemagne, qui soient choisis selon des procédures variées et qui reflètent les diverses sensibilités politiques du pays. » Ce sont de tels principes qui inspirent notre projet. L'indépendance du gouver-

neur comme des autres membres du conseil sera assurée par l'irrévocabilité de leur mandat. Il sera explicitement inscrit dans la loi qu'ils ne devront subir aucune injonction d'aucun pouvoir, aucune pression politique.

Il y aura des représentants des forces économiques et sociales, des élus des régions ?

Il serait tout à fait souhaitable que ce conseil reflète les forces vives du pays. Mais sous quelle forme, cela reste à voir.

Le projet est une copie des systèmes allemand et américain ?

C'est ce qu'on veut. Nous voulons construire un modèle français. Dans les pays que vous citez, l'institut d'émission est un système fédéral de banques centrales qui s'appuie sur des institutions politiques elles-mêmes fédérales. La France, pays unitaire, ne peut pas s'inspirer d'un tel modèle. D'ailleurs, il y a pas à la Bundesbank d'équivalent à notre futur conseil de politique monétaire. Et celui-ci aura davantage de pouvoirs que le comité de l'open-market de la Réserve fédérale américaine.

« Un consensus national »

En cas de conflit entre le gouvernement et le conseil, y aura-t-il une procédure d'arbitrage ?

Non. Dans le Federal Reserve System pas plus qu'à la Bundesbank, il n'y en a. Et c'est évident. Introduire dans le texte un moyen de résolution des conflits, ce serait risquer de déstabiliser le système que l'on met en place. En fait, le succès d'une telle réforme reposera sur un consensus national. C'est vrai pour l'Allemagne où chacun sait que la réussite de la politique mise en œuvre par la Bundesbank repose sur la volonté de l'ensemble du peuple allemand de lutter contre la poussée de l'inflation.

En France, il y a aussi un consensus. Il réside dans le rejet du flittement des monnaies et la recherche d'un système monétaire international fondé sur la fixité des changes (les Français n'aiment pas le jeu de yo-yo du dollar et du yen). Et il y a un consensus large, de l'ensemble de l'échiquier politique, en faveur du SME qui a constitué depuis le début des années 80 une formidable force de rappel.

Le SME balisera la politique monétaire conduite par le conseil de politique monétaire. Et le choix du SME, c'est-à-dire du système de change, demeurera, comme partout, un choix politique.

En réduisant ses taux directeurs, jeudi 22, la Bundesbank n'est-elle pas redevenue à la France quelques marges supplémentaires ?

La Banque de France vient de vous donner la réponse ce matin (vendredi 23 avril) en décidant d'abaisser à nouveau ses taux directeurs d'un quart de point. Nous avons donc pu conforter le mouvement de baisse déjà engagé par le gouvernement grâce au retour de la confiance.

Propos recueillis par ÉRIK ZRALEWICZ et FRANÇOISE LAZARE

La Banque de France dans les pas de la Buba

La baisse des taux allemands et français se poursuit lentement

Poursuivant la politique de « petits pas » chère à ses dirigeants, la Banque fédérale d'Allemagne a baissé à nouveau ses taux directeurs, lors de son conseil d'administration du jeudi 22 avril. Le taux d'escompte est ramené de 7,50 % à 7,25 % et le taux Lombard de 9 % à 8,50 %. Ces mesures constituent un signal donné au marché, dans le sens d'un assouplissement savamment dosé, et procurent un soulagement supplémentaire aux partenaires européens de l'Allemagne, asphyxiés par la crise économique et anxieux de pouvoir abaisser leurs taux d'intérêt à la suite de la Banque centrale allemande.

A vrai dire, les mesures prises ne lui coûtent pas grand-chose, puisque le réglage des taux d'intérêt outre-Rhin est assuré, essentiellement, par les pensions régulièrement accordées aux banques, à une échéance de quelques semaines. Le niveau de ces pensions baisse par petites touches et atteint, ces jours-ci, un peu plus de 8 %, avec un plancher constitué par le taux d'escompte, déjà ramené de 8 % à 7,50 % le 18 mars. Il restait donc encore de la place pour diminuer le taux des pensions. Quant au Lombard, limite supérieure des interventions de la Bundesbank sur le marché, il était devenu beaucoup trop haut, et sa diminution était tout à fait logique. Mais la Banque centrale a fait un geste que la plupart attendaient, surtout à l'occasion de la visite du premier ministre français à Bonn, même si les deux événements ne sont pas liés. Ce geste, il est vrai, lui est dû, par une dégradation rapide de la situation économique en Allemagne de l'Ouest, qui est entrée en récession. De plus, la bonne tenue du mark, par rapport à un dollar dont la remontée paraît

stoppée, permet de luter plus efficacement contre une inflation toujours forte en abaissant le coût des importations : le président de la Bundesbank, Helmut Schlesinger, n'a pas manqué de le souligner, jeudi dernier.

Il n'en reste pas moins que, depuis la mi-septembre 1992, les taux directeurs allemands sont revenus de 8,75 % à 7,25 % pour l'escompte et de 9,75 % à 8,50 % pour le Lombard, ce qui, toutefois, est jugé encore beaucoup trop élevé en France. Certes, le marché de Paris a salué, comme il se doit, les décisions prises à Francfort, les cours du MATIF, marché à terme de taux, remontant sensiblement et le franc se raffermissant par rapport à un mark dont le cours a glissé à 3,3740 francs environ. La Banque de France a pu baisser à nouveau ses taux directeurs, ramenant, lundi 19 avril, de 9,10 % à 8,75 % pour ses appels d'offres et de 10 % à 9,75 % pour ses pensions à très court terme, et vendredi 23 avril de 8,75 % à 8,50 % et de 9,75 % à 9,50 %. Du coup, pour la deuxième fois, les banques françaises ont réduit leur taux de base de 9,75 % à 9,50 %.

Mais les analystes soulignent que les taux d'intérêt à court terme français ne finit que retrouver leur niveau du début de l'été dernier, avant leur gonflement meurtrier tout au long des six mois de crise qui ont secoué le franc. L'état déplorable de l'économie française exige une baisse beaucoup plus rapide, des 9 % actuels à 6 % ou même moins, chiffre tout à fait compatible avec une inflation d'un peu plus de 2 %. Mais il ne s'agit pas de se précipiter sans prudence sur ce terrain.

FRANÇOIS RENARD

Les mystères de la masse monétaire M3

par Eric Le Boucher

« UN magnifique contre-pied. » C'est en termes « footballistiques » qu'un commentateur dans les salles de marché jeudi après-midi 22 avril la décision prise par la Bundesbank d'abaisser ses taux d'intérêt. Surprenant est un classique moyen de se voir reconnaître « une autorité ». Surprenant est aussi une obligation sur les marchés financiers. Les décisions trop attendues sont sans effort, puisque les opérations, dans ce cas, le métier, les antécédents. Il faut dès lors désorienter pour avoir de l'impact.

Inattendue, la baisse des taux directeurs allemands a été saluée comme il se doit par le gouvernement et par la Bourse. L'économie allemande a bien besoin d'un coup de pouce, tant la récession semble profonde. La Deutsche Bank prévoit désormais une chute de 1,7 % du PNB à l'ouest cette année, le plus forte enregistrée depuis la guerre.

Helmut Schlesinger, le président de la « Buba », a expliqué que la baisse était « un nouveau pas » fait dans la direction chahutée depuis septembre dernier d'un assouplissement progressif. Le bon sens de la mesure face au dollar et à l'évolution de la masse monétaire donnent de l'espoir pour agir sans risque inflationniste. De surcroît, la baisse des taux allemands, a reconnu le président de la Bundesbank, va permettre aux autres pays européens de réduire à leur tour le loyer de l'argent, et va diminuer ainsi les tensions au sein du SME (système monétaire européen).

Reste que la surprise a été partiellement démentie. Personne ne doutait que la Bundesbank allait relâcher à nouveau sa politique. Mais la publication, la veille, des statistiques de masse monétaire avait cloué les espoirs. La masse M3 (liquidités et dépôts à moins de quatre ans) est en mars de 3,2 %. Comme l'indiquait M. Schlesinger, cette évolution entre dans la fourchette visée par la Bundesbank cette année (4,5 % à 6,5 %). Mais ce chiffre traduit néanmoins une croissance encore soutenue - excessive, dit la Bundesbank elle-même - des crédits aux entreprises et aux particuliers.

C'est le mystère de M3 : comment expliquer cette croissance alors que l'économie traverse une sévère récession ? On a beau souligner que le secteur de la construction, gros consommateur de crédits, connaît, lui, un boom, la

contradiction demeure. Elle remet en cause la crédibilité que l'on peut accorder à la statistique M3, jugée très importante à Francfort et qui, pour l'anecdote, a été introduite en Allemagne par le professeur Schlesinger lui-même. Depuis 1975, la Bundesbank a manqué une fois sur deux son objectif de masse monétaire...

Mervyn King, économiste en chef de la Banque d'Angleterre, expliquait récemment devant les chambres de commerce allemandes à Londres que, selon lui, la relation entre la quantité de monnaie en circulation et l'inflation a été « cassée » ces dernières années. La théorie monétariste reste bonne... mais guère applicable. La Banque d'Angleterre a renoncé à M3 au profit d'un autre critère pour la conduite de sa politique monétaire (il s'agit d'« un objectif d'inflation à moyen terme »).

La question se pose sur le fond : la Bundesbank est-elle imprévisible par application d'une stratégie subtile ou bien parce qu'elle est perdue dans une réalité monétaire allemande mise sans dessus dessous par la réunification ?

Pour la France, qui se dote d'une banque centrale indépendante et du même objectif M3, l'interrogation n'est pas sans intérêt.

A l'exception de l'Espagne

Détente générale en Europe

L'assouplissement du crédit a été presque général en Europe, jeudi 22 avril, dans les heures qui ont suivi la décision de la Bundesbank. Ainsi, les Pays-Bas ont ramené leur taux d'intervention de 7,90 % à 7,70 %, tandis que le taux central de la Banque nationale de Belgique a refléchi dans une proportion similaire. Au Danemark, le taux d'escompte est revenu de 9,50 % à 9,25 %. L'Italie, dont la monnaie n'appartient plus au mécanisme de change du SME, a également abaissé le coût du crédit, le taux d'escompte repassant de 11,5 % à 11 %.

Les autorités monétaires françaises ont quant à elles abaissé les taux vendredi 23 avril. En raison des pressions subies par le peseta, la Banque d'Espagne a dû relever vendredi, en revanche, son taux au jour le jour de 14 % à 15 %.

ÉCONOMIE

BANQUE

Avec un résultat net de 5,2 milliards de francs en 1992

Le Crédit agricole affiche des provisions et un bénéfice record

La crise économique a contraint le Crédit agricole à faire des provisions record, mais il enregistre un bénéfice net de 5,2 milliards de francs, en progression de 8 %, ce qui le met en tête de son secteur.

Comme les autres établissements bancaires, le Crédit agricole a souffert de la crise économique et des défaillances d'entreprises en 1992 qui l'ont contraint à constituer des provisions record, à 16,5 milliards de francs, en progression de 20 % sur 1991, montant le plus élevé de la banque française, avant le Crédit lyonnais. Mais la solidité de ses positions commerciales a permis à l'établissement d'enregistrer une augmentation de 8,2 % de son produit net bancaire, à 62,3 milliards de francs, avec une bonne maîtrise de ses frais généraux (+ 4,2 %), qui ont eu pour conséquence une croissance de près de 15 % du résultat brut d'exploitation, à 28,6 milliards de francs. Le bénéfice net bat son record à 5,2 milliards (+ 6 %) et s'inscrit en tête de la profession, devant la Société générale (3,3 milliards de francs), la BNP (2,2 milliards) et le Crédit lyonnais (perte de 1,8 milliard).

La banque verte s'est trouvée prise mais assez faiblement dans l'immobilier avec 21 milliards de francs d'encours, dont 19 en France, soit 2 % des 1 010 milliards de francs de crédits totaux. Sur ces 19 milliards, 10 milliards sont constitués par des logements en province et 1,5 milliard par des bureaux et des immeubles d'habitation à Paris intra-muros.

Le provisionnement sur l'encours global atteint 15 % et 35 % sur les 6 milliards de francs de créances douteuses et litigieuses, selon la définition de la Commission bancaire. Les dirigeants, pour des raisons de secret commercial, n'ont pas voulu fournir une ventilation des 16,5 milliards de francs de provisions très diversifiées, aucun des secteurs (agriculture, international, PME et immobilier) ne dépassant 20 % de ce montant. Tout au plus peut-on induire du montant des impôts payés en 1992, 3,7 milliards de francs, soit 70 % du bénéfice, pourcentage très élevé, que certaines provisions n'ont pas pu être déduites ou bien ont été taxées, grossissant ainsi les réserves.

Quant aux fonds propres, plus de 100 milliards de francs, dont 85 % de « durs », ils placent le Crédit agricole largement en tête des établissements français, son ratio Cooke atteignant 91 %. C'est dire que ses dirigeants ont pu afficher une satisfaction discrète, tout en reconnaissant que l'exercice 1993 sera difficile, comme pour tout le monde. Ils soulignent néanmoins que la rentabilité de la banque verte, la meilleure du marché français, lui permet de traverser la crise sans trop de dommages, même si une baisse des taux à court terme doit réduire les profits tirés du placement de 90 milliards de francs de trésorerie excédentaire. Enfin, au reproche qui est fait au Crédit agricole d'utiliser les dépôts des notaires (15 milliards de francs rémunérés à 1 %), ils répondent que les 750 millions de francs de profits ainsi obtenus alimentent les deux fonds d'allègement des charges financières des agriculteurs, à concurrence de 1,4 milliard de francs en 1991 et 1992 et de 1,5 milliard de francs en 1993.

F. R.

AGRICULTURE

L'ouverture du 47^e congrès de la fédération

Luc Guyau (FNSEA) veut rendre « populaires » les « fonctions des paysans »

C'est sur un ton modéré et devant une assemblée attentive et apparemment peu disposée à en découdre que Luc Guyau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), a ouvert, jeudi 22 avril, à Versailles, le 47^e congrès de l'organisation.

« La réforme de la politique agricole commune (PAC) a été à l'origine d'une crise de confiance grave qui s'est traduite par une grande émotion dans les campagnes. La confiance des agriculteurs dans la FNSEA a vacillé », a déclaré d'emblée Luc Guyau. Mais il a ajouté : « L'unité syndicale cependant a tenu le choc ».

Le président de la FNSEA, qui n'a à aucun moment appelé les paysans à de nouvelles manifestations de masse ou opérations spectaculaires, s'est adressé à l'opinion publique (qui éprouve en général pour les paysans un attachement affectif) et au nouveau ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Pouchet, qui devait venir, vendredi, clôturer le congrès, en ces termes : « Montrons que nous sommes un syndicat responsable et déterminé ».

Le Parlement européen réclame de nouvelles mesures en faveur des pêcheurs de la CEE. Le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, a réclaté jeudi 22 avril de nouvelles mesures pour venir en aide aux pêcheurs de la Communauté. Le Parlement a voté une résolution qui demande en particulier la « prolongation au-delà du 30 juin des prix minimaux fixés pour six espèces » ainsi que le « gel des ouvertures de contingents nouveaux à l'importation en provenance de pays tiers », dans l'attente d'une étude approfondie sur l'adéquation entre les capacités de production communautaires et les besoins de l'industrie et de la consommation.

des agriculteurs préoccupés mais désireux de trouver des solutions, des Français parmi les Français, qui refusent toute notion de ghetto agricole. Identifions les fonctions qui sont devenues les nôtres et efforçons-nous de les rendre populaires ».

F. R.

L'agression contre l'envoyé d'une banque

Trois exploitants ont été écroués à la prison d'Agen

AUCH

de notre correspondant

Le monde agricole gascon est à nouveau en ébullition. Trois agriculteurs ont été écroués à la prison d'Agen et, jeudi 22 avril, dans l'après-midi, une centaine d'agriculteurs et autant de CRS se défiaient du regard autour du palais de justice d'Agen.

À l'origine, une action que l'on qualifierait sans doute de « bavure » dans d'autres milieux. Lundi, Jean-Michel Videau, mandaté par le Crédit agricole, se rend dans la ferme d'Aldo Faggiolato à Tourduin (Gers), un agriculteur gervais dont l'exploitation a été mise en liquidation judiciaire le 20 août 1992, afin de procéder à l'estimation des biens avant une prochaine vente. Assailli à son arrivée par un commando d'une douzaine de personnes, il est à moitié déshabillé, son véhicule subissant diverses dégradations.

Quatre personnes reconnues sur photographies par l'agressé sont placées en garde à vue puis mises en examen. L'une d'entre elles est laissée en liberté tandis que les trois autres étaient convoquées jusqu'à la prison d'Agen.

DANIEL HOURQUEBIE

COMMUNICATION

La « guerre des radios »

NRJ et « l'Express » candidats à la reprise de RMC-Nostalgie

Le premier épisode de la « guerre des radios », dans lequel RFM apparaît en ce moment comme l'acteur principal, a tourné à l'avantage du plan de reprise présenté par Andrew Mandersham, l'actuel PDG de cette station en redressement judiciaire. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a estimé, mercredi 21 avril, que ce plan soutenu par M. Mandersham, les salariés de la station, la banque d'affaires britannique Hambros, l'industriel Frédéric Mannaier, le groupe l'Événement du Jeudi et Jocom (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) était « le plus à même d'assurer la continuité du service de la station, la cohésion de son équipe et le maintien de l'équilibre actuel du paysage radiophonique ».

Le CSA lui a donné son aval à condition que RFM ne pose pas ses ressources publicitaires sur le marché de la publicité locale. Cette solution de reprise doit être examinée prochainement par le tribunal de commerce de Nanterre.

Un rival de taille

Du coup, le CSA a préféré la candidature de M. Mandersham à une autre coalition composée du groupe NRJ, présidé par Jean-Paul Baudouin, d'Alain Ayache, président-directeur général de Meilleure et de l'ancien PDG de la Sofrad, Antoine Schwartz. NRJ a critiqué cette décision, qui, selon elle, profite à Europe 1 — la radio publicitaire de RFM (Régie radio musicale) appartenant à la filiale d'Hachette — et « renforce la position des périphériques qui dominent

déjà de manière écrasante le marché publicitaire radiophonique, d'autant que le CSA s'apprête à avaliser la prise de contrôle de Fun FM par la CLT (maison mère de RTL) ».

NRJ s'est portée aussitôt sur une autre cible, RMC-Nostalgie, dont la privatisation a été annoncée avant les législatives, et pour laquelle elle présentera un « projet d'entreprise » axé sur l'information. Mais le groupe de Jean-Paul Baudouin devra compter avec un rival de taille, le groupe Express, filiale d'Alcatel-Alsthom. Son PDG, M^{me} Sampermann, a indiqué récemment qu'elle étudiait le dossier de RMC, avec l'idée de « reformater la station, en faisant une radio haut de gamme qui privilégierait les synergies avec l'Express et le Point ».

EN BREF

□ La filiale de la Générale des eaux va cibler un million de foyers en Grande-Bretagne. — General Cable Limited, filiale à 100 % de la Générale des eaux, qui est l'un des principaux câblo-opérateurs français, a acheté quatre licences d'exploitation de téléphone et de câble dans le Yorkshire, notamment à des sociétés américaines (Telecable Corporation, Insight Communications Co). General Cable négocie aussi trois autres franchises dans la même région. Ces acquisitions devraient permettre à la filiale de la Générale des eaux de créer un réseau ciblé de télévision et de télécommunications couvrant plus d'un million de

En visite à Paris

Le ministre russe de la presse noue des contacts avec le groupe Hachette

Venu à Paris sur l'invitation de l'UNESCO, le ministre russe de la presse et des médias, Mikhail Fedotov, s'est entretenu, mardi 20 avril, avec Alain Carignon des perspectives d'investissements ouvertes par son pays aux groupes de presse étrangers. Il s'est déclaré « extrêmement content » de cette rencontre en cours de laquelle le ministre français de la communication s'est dit prêt, s'il est affirmé, à soutenir les projets d'investissements français.

M. Fedotov a précisé qu'il avait, à ce sujet, « noué des contacts » avec le groupe Hachette sans que ceux-ci se traduisent pour l'instant par des projets précis, contrairement aux pourparlers en cours avec le groupe allemand Bertelsmann. Il a souligné, en revanche, que « les hommes d'affaires américains » s'intéressent à la presse régionale russe, en particulier en Sibirie. Il a fait savoir, au passage, qu'« un homme d'affaires grec de

sensibilité communiste » venait de prendre le contrôle « de 50 % des actions de la Pravda », l'ancien organe central de l'ex-régime soviétique.

Interrogé sur les restrictions récemment apportées à la liberté de l'information dans son pays (le Monde du 27 mars), M. Fedotov a souligné que la Cour constitutionnelle de Russie avait rejeté les demandes de suspension de parution formulées le mois dernier dans un décret de Boris Eltsine à l'encontre de deux journaux ultra-conservateurs, *Dien* et *Sovetskaja Rastia*. Il a affirmé, à ce sujet, que le magistrat chargé d'apprécier ces demandes ne les avait pas approuvées « parce qu'il avait reçu des menaces de mort ». Il a indiqué que est hebdomadaire, comme d'autres organes, continuait à publier « des appels exhortant l'armée à la révolte » avant de déclarer que la presse russe apparaissait aujourd'hui « très pluraliste ».

« vivifier » le Point selon M. Imbert, qui demeure directeur général et directeur éditorial. Celui-ci préside également les publications Gault et Millau, qui regroupent le mensuel et les guides du même nom, et qui dépendent de la même société éditrice que le Point.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVRIL 1993

HAVAS

RÉSULTATS 1992 CONFORMES AUX ESTIMATIONS DE FÉVRIER

Résultat net part du groupe : 823 millions de FF.

Le Conseil d'Administration d'Havas, réuni le 15 avril 1993 sous la présidence de Monsieur Pierre Dauzier, a examiné et arrêté les comptes consolidés et sociaux de l'exercice 1992.

La France et beaucoup des grands pays européens ont connu, en 1992, un fort ralentissement de la croissance économique. Dans ce contexte défavorable, Havas a pour la deuxième année consécutive montré une bonne résistance. Les comptes consolidés font ressortir les éléments de synthèse suivants :

- un chiffre d'affaires de 28 183 millions de francs en progression de 6,4 % par rapport à l'exercice précédent ;
- un résultat courant avant impôts consolidé de 1 893 millions de francs proche de celui de 1991 (1 851 millions de francs) ;
- une capacité d'autofinancement de 1 171 millions de francs comparable à celle de l'exercice précédent (1 151 millions de francs) ;
- un résultat net part du groupe de 823 millions de francs en retrait de 24 % par rapport à 1991 du fait de charges exceptionnelles importantes ;
- une situation de trésorerie brute de 4 700 millions de francs et une trésorerie nette de tout endettement financier de 2 218 millions de francs ;
- des fonds propres de 9 495 millions de francs.

QUELQUES CHIFFRES CONSOLIDÉS	En millions de francs					
	1992	1991	1990	1989	1988	1987
Chiffre d'affaires	28 183	26 497	23 561	18 570	15 796	13 708
Résultat courant avant impôts	1 893	1 851	1 978	1 692	1 160	764
Résultat net consolidé	1 099	1 475	1 457	1 304	900	620
Résultat net part du groupe*	823	1 083	1 154	975	751	551
Capacité d'autofinancement	1 171	1 151	1 210	1 109	748	342
Investissements	2 997	2 360	2 267	1 665	1 381	994
Capitaux propres, y compris intérêts minoritaires	9 495	8 178	6 989	5 811	2 600	1 771
Capitaux propres part du groupe	8 561	6 581	5 640	4 667	2 151	1 462
Trésorerie nette de tout endettement financier	2 218	1 939	2 490	3 220	1 408	1 527
Effectif (sociétés intégrées)	12 430	12 462	11 904	11 383	9 407	8 549
En francs par titre ajusté						
Résultat net part du groupe**	19,4	28,1	30,1	27,5	22,3	16,4
Dividende brut versé par Havas	12,00	12,00	10,35	8,53	6,19	4,50

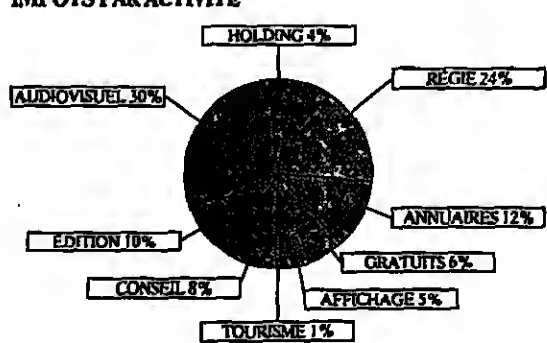
* avant amortissement des écarts d'acquisition

** calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de l'exercice

En raison du contexte économique difficile du début 1993, il ne semble pas possible aujourd'hui d'envisager une progression du résultat courant du groupe Havas pour l'exercice en cours.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale du 17 juin 1993 de maintenir le dividende au même niveau que celui de l'exercice précédent, soit 12 francs par action, y compris avoir fiscal. Comme au cours des exercices précédents, les actionnaires auront la faculté d'opter pour le paiement du dividende en actions.

RÉPARTITION DU RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS PAR ACTIVITÉ



RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS : 1 893 millions de FF.

En millions de FF	1992	1991	1990
Régie et gratuits	803	798	721
Affichage	92	119	297
Tourisme	22	(40)	(31)
Conseil	153	128	152
Édition et Presse	180	244	259
Audiovisuel*	559	443	379
Holding	84	159	201
TOTAL	1 893	1 851	1 978
* dont Canal+	406	368	365
Audiovisuel/CLT	142	55	8

RATIOS DU GROUPE EN 1992

Rentabilité nette : 12,4 %
Autofinancement : 50 %
Fonds de roulement : 125 %



Service Minitel Actionnaires : 36 16 CLIFF - Rubrique HAVAS

VIE DES ENTREPRISES

En raison d'une réduction des plus-values

Baisse de 35 % du résultat net d'AXA en 1992

La compagnie d'assurances privée AXA a déposé en 1992 un résultat net de 1,546 milliard de francs, contre 2,383 milliards de francs en 1991, a annoncé Claude Bédar, président de la compagnie d'assurance. Sa filiale américaine a déposé un résultat net de 1,240 milliard de francs en 1992, contre 1,240 milliard de francs en 1991, soit un recul de 46 %.

Le chiffre d'affaires d'AXA SA s'est élevé en 1992 à 84,8 milliards de francs, soit une progression de 56,4 % sur l'exercice précédent. Ce chiffre d'affaires intègre la compagnie américaine Equitable sur six mois. Hors Equitable, la progression du chiffre d'affaires d'AXA aurait été de 9,8 %. Avec la reprise d'Equitable, qui compte plusieurs sociétés de service financier, l'activité d'assurance et de réassurance d'AXA a baissé en termes de contribution aux résultats de 21,3 %, d'une année sur l'autre, à 1,062 milliard de francs. Les deux tiers du chiffre d'affaires ont été réalisés hors de France, a souligné Claude Bédar.

Le chiffre d'affaires assurance et réassurance s'est élevé à 66,621 milliards de francs, contre 44,908 milliards de francs en 1991. La branche services financiers et holdings enregistre une forte progression de son chiffre d'affaires de 95,7 %, due à l'intégration des filiales financières d'Equitable. Ainsi, la contribution de la branche services financiers aux résultats nets s'élève à 1,209 milliard de francs, soit une progression de 83 %. En revanche, l'activité holding dégage un résultat net de 278 millions de francs, en recul de 76 %.

Les mécomptes de l'assurance

Perte de 1 milliard de francs pour Allianz Via

Allianz Via, l'assureur français décliné à 66 % par le groupe allemand Allianz et à 34 % par la Compagnie de navigation mixte, a enregistré une perte nette (part du groupe) de 1,068 milliard de francs en 1992, près du double de celle subie en 1991 (559 millions). Une filiale, la Compagnie générale d'assurance (CGA), est à l'origine d'une grande partie de ce déficit. Depuis son entrée dans le groupe, en 1989, elle a vu son chiffre d'affaires passer de 1 milliard de francs à 3,1 milliards. Cette société distribuait traditionnellement ses produits à travers les guichets du CIC. Or cette banque est désormais adossée à un assureur, le GAN, qui joue à fond la carte de la « bancassurance ». La CGA a ainsi été privée de ses principaux débouchés. De plus, cette société ayant été achetée à un prix élevé en 1989, Allianz Via a décidé de réduire la valeur de cette filiale. Sans cette dépréciation, l'assureur estime que sa situation s'est améliorée : sa perte est revenue de 559 millions à 310 millions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 1993 : BÉNÉFICE DE 133 MILLIONS DE DOLLARS

Le bénéfice, hors élément extraordinaire, est de 133 millions de dollars, et le bénéfice net par action est de 0,55 dollar, en diminution de 15 % par rapport au premier trimestre 1992. Le chiffre d'affaires s'est établi à 1,6 milliard de dollars, en progression de 3 % par rapport à l'an dernier. L'élément extraordinaire est la constitution d'une provision de 248 millions de dollars, soit 1,03 dollar par action, en application de la nouvelle norme comptable américaine sur les avantages complémentaires de retraite, à compter du 1^{er} janvier 1993.

Le nombre d'appareils de forage en activité dans le monde est au même niveau que celui de l'année dernière, l'accroissement de 18 % du nombre d'appareils de forage en activité en Amérique du Nord étant compensé par des baisses dans le reste du monde. L'augmentation de 8 % du chiffre d'affaires des Services pétroliers s'explique par les acquisitions annoncées en 1992. Le rattrapage des prix du gaz naturel, responsable du recul de l'activité pétrolière en Amérique du Nord, semble indiquer que la production de gaz naturel est plus proche de la demande qu'elle ne l'a jamais été depuis dix ans. Il devrait en résulter une amélioration continue des résultats de toutes nos sociétés d'Amérique du Nord, emmenées par les Services de logging et d'essai des puits, et par Dowell (devenu maintenant à 100 %).

Le chiffre d'affaires de Mesure et Systèmes a diminué de 4 %, principalement en raison d'un ralentissement de la division Equipements de test automatique.

Selon Euan Baird, président-directeur général, « la vigueur soutenue et l'importance croissante des pays industrialisés d'Asie, conjuguées à la lente amélioration de la conjoncture aux États-Unis, ouvrent la perspective d'une croissance réelle de l'ensemble de l'économie mondiale plus tard dans l'année. L'augmentation de la demande d'énergie qui en résultera devrait stimuler les activités d'exploitation et de développement dans le monde en 1994 ».

16 millions de francs de pertes

Damart s'enrhume

L'impossible est arrivé : Damart s'est enrhumé. L'entreprise, dont la bonne santé semblait assurée, a subi une baisse de 35 % du résultat net en 1992, a-t-il été annoncé. Le chiffre d'affaires a baissé de 16 millions de francs, contre 41,2 millions de francs de bénéfice en 1991. Le chiffre d'affaires consolidé s'est, en revanche, élevé à 3,99 milliards de francs, en hausse de 6,5 % sur l'année précédente.

C'est en Espagne que le groupe textile, spécialiste de la fabrication et de la distribution de sous-vêtements chauds, a enregistré ses plus graves déboires. Implanté outre-Pyrénées depuis une dizaine d'années, Damart y a enregistré une activité de vente par correspondance en décembre dernier, supplantant 220 emplois. Un arrêt qui s'est soldé par une perte de 170 millions de francs. En revanche, les 18 magasins espagnols portant l'enseigne du groupe poursuivent leur activité « pour le moment », ont assuré, jeudi 22 avril, devant des analystes financiers les dirigeants de la société. Ceux-ci se sont refusés à toutes prévisions pour 1993, mais le groupe s'attend encore à perdre près de 60 millions de francs outre-Pyrénées.

Enfin, le groupe a confirmé son intention de procéder à environ 420 millions de francs d'acquisitions d'ici fin juin 1993 (nouvelle date de clôture de son exercice), pour réunir dans une société unique toutes celles exerçant les activités de vente par correspondance et de magasins-conseils sous les marques Damart et Thermolactyl. Ces sociétés réalisent un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs pour un résultat courant de 30 millions.

P.-A. G.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

EMPLOIS

Knoll transfère sa production hors de France et s'opprime 150 emplois. Knoll, spécialiste de l'ameublement de luxe et du design, arrête sa production en France pour la transférer aux États-Unis et en Italie. Ce transfert des 200 employés devra être financé sur les sites de production de Saint-Ouen-l'Aumône (Val d'Oise) et Bruyères (Aisne). Seuls une cinquantaine de salariés devraient être regroupés dans l'usine de Nanterre (Hauts-de-Seine), a annoncé, jeudi 22 avril, le comité d'entreprise qui précise que le magasin d'exposition du boulevard Saint-Germain à Paris sera également mis en vente. « Après Hoover et Grundig, c'est au tour de Knoll », s'indigne le comité d'entreprise qui dénonce le comité d'entreprise, propriétaire depuis deux ans de Knoll, « qui sacrifie une entreprise qui, pendant plus de 40 ans, a marqué de son empreinte la société française ».

Nedlloyd prévoit de supprimer 2 000 emplois. Nedlloyd, premier groupe de transports aux Pays-Bas et sixième transporteur maritime mondial, a connu une perte nette de 58,3 millions de florins (environ 175 millions de francs) en 1992. En 1991, le bénéfice net de 145 millions de florins (435 millions de francs) était presque exclusivement le résultat de profits exceptionnels provenant de dévaluations monétaires. Confronté à ces résultats, le groupe a annoncé qu'il entendait supprimer dans les deux prochaines années 2 000 emplois sur un effectif total de 26 000 salariés. Ce sont les médiocres performances enregistrées dans le transport maritime qui plongent les résultats du groupe dans le rouge.

Kawasaki Steel va supprimer 3 000 emplois et réduire les investissements. Le groupe sidérurgique japonais Kawasaki Steel Corp. a annoncé mercredi 21 avril son intention de supprimer 3 000 emplois - 18 % des effectifs totaux - dans les trois ans à venir et de réduire quasiment de moitié ses dépenses d'investissement pour la période de cinq ans qui s'achève en mars 1996. Le groupe, troisième producteur d'acier du pays, a également annoncé un « plan d'action » pour améliorer la compétitivité sur les marchés mondiaux alors que la forte appréciation du yen rendait les produits japonais. Ce plan, qui sera élaboré d'ici à la fin de l'année, vise à identifier les produits du groupe qui restent concurrentiels.

RÉSULTATS

Groupe DMC (textile) : résultat net (part du groupe) de 50 millions de francs en 1992. Le groupe textile DMC (Dollfus, Miget et Cie) a enregistré en 1992 un résultat net part du groupe (après impôts et écarts d'acquisition) de 50 millions de francs en 1992 contre 14 millions en 1991. Le chiffre d'affaires consolidé enregistré a baissé de 4 % par rapport à 1991 à 8,63 milliards de francs. DMC souligne que, « dans un contexte défavorable », DMC a poursuivi sa politique de « gestion de crise engagée en 1990 » : amélioration de la productivité par une baisse de l'effectif de 450 personnes, contrôle des prix et des coûts. La diminution de l'endettement a permis de réduire les charges financières de 80 millions de francs. La société Dollfus Miget et Cie (société-mère) a déposé en 1992 un résultat net de 31 millions. Son chiffre d'affaires a reculé de 8 % par rapport à 1991, à 3,132 milliards de francs.

Eurocopter prévoit 150 millions de francs de profits en 1993. Le constructeur d'hélicoptères franco-allemand Eurocopter, né en 1992 de la fusion des divisions spécialisées d'Airbus et de Daimler-Benz, compte réaliser un bénéfice net consolidé de 150 millions de francs en 1993, sexuplé par rapport aux 25 millions de francs de son premier exercice. Face à la forte dégradation du marché des hélicoptères, Eurocopter a réussi à faire front en développant ses activités de pièces de rechange et d'après-vente, qui ont représenté 45 % de son chiffre d'affaires en 1992 (contre un tiers). Les ventes d'appareils neufs n'ont plus représenté que 31 % du chiffre d'affaires contre plus de 50 % auparavant.

PRIVATISATION

Les AGF plus que jamais candidates à la privatisation. « Nous sommes en situation d'être privatisés », c'est ce que répète, les AGF sont candidates, a déclaré Michel Albert, le président de la compagnie d'assurances publique, s'est efforcé de présenter les comptes de 1992 de mettre en avant ses atouts. Les AGF affichent ainsi la meilleure résistance parmi les assureurs publics avec un recul de 45 % des profits l'an dernier à 1,49 milliard de francs. Les AGF ont notamment réussi en 1992 à redresser la rentabilité des activités d'assurance-dommages. En contrepartie, les filiales bancaires et notamment la banque du Phénix auront coûté plus de 500 millions de francs de pertes. Elles devraient être assainies à l'exception notable de la situation réelle n'est pas encore connue et dont la recapitalisation n'est pas définitivement arrêtée.

DISTRIBUTION

Toyota va distribuer des voitures General Motors au Japon sous sa marque. Le constructeur automobile japonais Toyota a passé un accord avec le premier constructeur américain General Motors pour commercialiser au Japon des voitures fabriquées par GM sous la

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 23 avril ↓ Re chute

Malgré une baisse des taux directeurs de la Banque de France et du taux de base bancaire, la Bourse de Paris était de nouveau orientée à la baisse, vendredi 23 avril, pour le dernier séance du trimestre. En effet, le CAC 40 a baissé de 1,17 %, aux alentours de 13 heures, la plus mauvaise performance de la semaine. Le principal indicateur de la place s'inscrit en recul de 1,49 %.

La reprise de la Bourse la veille, à l'annonce d'un assouplissement du crédit en Allemagne, a été suivie d'un mouvement similaire observé vendredi en France. En effet, la Banque de France a réduit d'un quart de point ses deux taux directeurs, un geste initié quelques minutes plus tard par les banques. En

effet, le taux de base des établissements financiers a été ramené à 6,50 %. Le taux de l'argent à court terme a également baissé, revenant à 9 %.

Une fois de plus le phénomène du fait accompli a joué à plein. Les investisseurs ont attendu, notent les analystes, à la France de faire le reste du chemin, c'est-à-dire de ramener à parité les taux à court terme français avec les allemands avant que la Bundesbank prenne de nouvelles initiatives.

Les investisseurs étrangers ont donc repris les ventes qu'ils effectuaient depuis plus d'une semaine, notent les analystes. Ces investisseurs avaient acheté à la fin de l'hiver des actions françaises, misant sur une dévaluation du franc avant ou après les discussions législatives.

NEW-YORK, 22 avril ↓ Légère baisse

Wall Street a connu une dizaine de points, jeudi 22 avril, à l'issue d'une séance sinueuse, dominée par des programmes informatiques qui ont permis au principal indicateur de gagner jusqu'à 31 points en début d'après-midi avant de retomber à la baisse. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 429,17 en baisse de 10,27 points, soit un repli de 0,30 %. L'activité a été soustraite avec quelques 304 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de onze contre sept : 1 147 contre 777 561 titres sont restés inchangés.

Le Dow Jones a clôturé jusqu'à quinze points plus haut après l'annonce d'une hausse à 25 000 des demandes d'admission d'immigrants étrangers aux États-Unis. Wall Street a commencé à se stabiliser en milieu de matinée grâce à des achats informatiques, rendant progressivement ses gains avant de repasser à la baisse dans la dernière heure de transactions. Toutefois, la progression de titres de compagnies ayant publié des résultats en hausse pour le premier trimestre a permis de limiter les pertes du marché.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence, est resté inchangé à 6,74 %.

VALEURS	Cours du 21 avril	Cours du 22 avril
Alcatel	86 7/8	86
AT&T	87 3/8	87 1/8
Bell	37 1/2	37 1/2
Chrysler	32 3/4	32 1/2
Du Pont de Nemours	51 1/2	51 3/4
General Electric	42 1/2	42 1/2
IBM	88 1/8	88 1/8
Intel	32 5/8	32
International Business Machines	92 7/8	92 1/8
Johnson & Johnson	38 3/4	38 1/2
Kodak	48 1/8	48 3/8
McDonald's	28 3/4	28 1/2
Merck	48 1/8	48 3/8
Microsoft	88 1/8	88 1/8
Motorola	48 1/8	48 3/8
Novartis	148 3/4	148 1/4
Oracle	19 5/8	20 1/4
United Tech.	48 1/8	48
Walt Disney	15 1/2	15 3/8
Yahoo Corp.	79 1/4	79 1/8

LONDRES, 22 avril ↑ Nouvelle avance

Les valeurs ont doublé leurs gains, jeudi 22 avril, au Stock Exchange après la baisse des taux d'intérêt allemands. La tendance avait été initialement soutenue par l'annonce d'un recul inattendu du chômage en Grande-Bretagne, en mars, pour le deuxième mois consécutif. L'indice Footsie des cours a clôturé à 11,5 points, soit 0,4 %, à 2 881,10 points. Le volume des échanges s'est élevé à 689,2 millions de titres contre 735,7 millions la veille.

Le marché a accusé favorablement l'annonce d'une baisse de 25 000 du nombre des demandeurs d'emploi le mois dernier à 2,94 millions, soit 10,5 % de la population active, alors que les attentes s'élevaient à une baisse de 25 000. Cette diminution a renforcé l'optimisme décelé par les récents signes de

reprise de l'économie britannique. Les gains modestes se sont accumulés après la baisse de 0,25 point du taux d'escompte de la Bundesbank, à 7,25 %, et d'un demi-point du taux Lombard à 8,50 %.

VALEURS	Cours du 21 avril	Cours du 22 avril
Admiral	5,87	5,72
BP	3,92	3,92
BT	4,20	4,20
BTI	1,50	1,50
De Beers	10,88	10,38
Shell	8,01	8,01
Unilever	22,85	22,85
ICI	12,38	12,38
Ames	12,83	12,83
British Airways	14,00	14,00
Shire	4,88	4,78
Unilever	11,21	11,17

TOKYO, 23 avril ↑ Reprise technique

Après cinq séances consécutives de baisse, la Bourse de Tokyo a terminé en hausse vendredi 23 avril grâce à une reprise technique. Des achats liés à l'indice, réalisés par des fonds de retraite et des fonds d'assurance, ont permis à la cote de progresser dans des échanges restés étroits. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 112,84 points à 19 704,15 points, dans un volume estimé à 320 millions de titres.

Les valeurs soutenues par le fortent du yen ont lancé nombre d'investisseurs sur la touche. « La plupart des interve-

nants n'ont pas voulu s'avancer avant les comptes de la semaine dernière (qui débute jeudi prochain) », a noté Michio Sugita de DB Capital Markets-Asia.

VALEURS	Cours du 21 avril	Cours du 22 avril
Ajinomoto	1 510	1 520
Fujitsu	1 440	1 440
Canon	1 400	1 400
Hitachi	1 410	1 400
Hitachi Ltd.	1 310	1 320
Hitachi Ltd.	850	848
Sony Corp.	4 000	4 000
Toyota Motors	1 830	1 830

CHANGES

Dollar : 5,386 F ↓

Le dollar s'échangeait nettement en baisse vendredi 23 avril, en dépit de la baisse des taux d'intérêt allemands. À Paris, la monnaie américaine s'inscrivait à 5,386 francs contre 5,4025 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

	22 avril	23 avril
FRANCOFRANK	22 221	22 221
Dollar (en DM)	1,685	1,699
TOKYO	22 221	23 221
Dollar (en yen)	118,28	118,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

Pacte (23 avril) : 8 1516-9 116 %
New-York (22 avril) : 2 1516 %

BOURSES

21 avril 22 avril
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC 321,58 324,68
(SBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1 531,89 1 544,46

NEW-YORK (indice Dow Jones)	21 avril	22 avril
Industrielles	3 429,44	3 429,17
LONDRES (indice Financial Times)	21 avril	22 avril
100 valeurs	2 881,10	2 881,10
30 valeurs	2 243,20	2 243,20
Mines d'or	131,28	131,28
Fonds d'Etat	55,99	55,98
FRANCOFRANK	21 avril	22 avril
Dax	1 664,87	1 666,74
TOKYO	22 avril	23 avril
Nikkei Dow Jones	19 591,31	19 704,15
Indice général	1 523,83	1 532,69

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,3785	5,3795
Yen (100)	168,47	168,74
DM	6,986	6,994
Deutschmark	3,3737	3,3742
Franc suisse	5,1711	5,1725
Lira italienne (1000)	3,5588	3,5598
Lira sterling	16,35	16,357
Peseta (100)	4,628	4,6324

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	Demandé	Offert	Demandé
\$ E.U.	3 1/16	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	3 1/16	3 1/8	3 1/8
DM	7 1/16	7 1/8	7 1/8
Deutschmark	5 1/8	5 1/4	5 1/4
Franc suisse	10 15/16	11 1/16	11 1/16
Lira italienne (1000)	14 7/8	15 1/4	15 1/4
Lira sterling	15 1/2	15 3/4	15 3/4
Peseta (100)	8 7/16	8 3/4	8 3/4

Ces taux indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

فكرنا من الأصل

BOURSE DE PARIS DU 23 AVRIL

Cours relevés à 13 h 32

VALEURS					Composantes					VALEURS					Composantes				
Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	
CAE SA	5420	5430	5430	+0.18	CPA (Paris)	320.20	324	321	+0.24	Lagardère Group	85.50	84	80	-0.89	Simco	545	545	545	-0.37
C.N.P.T.P.	1025	1030	1030	+0.48	Cofa (Paris)	1114	1115	1113	-0.18	Lagardère	250	249.80	238.80	-0.03	S.N. Peugeot	1055	1055	1055	-0.91
C.N.P.T.P.	921	917	930	+0.36	Crédit Lyonnais	419	421.40	419.50	+0.12	Lagardère	4480	4482	4416	-0.17	Sigol	490	490	490	-0.38
Renault P.T.P.	1850	1850	1851	+0.05	C.N. Lyon (P.T.)	619	618	616	-0.48	Lagardère (P.T.)	2570	2578	2580	+0.76	Société Générale	623	622	613	-1.01
SAFRI	1050	1050	1050	+0.00	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Thomson T.P.	882	880	890	+0.22	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
ACCOR	676	675	667	-0.13	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546	545	+0.18	Lagardère Indes	165	165	150	-1.85	Société Générale	36	36	36	+0.00
Ala Liquides	772	772	752	-2.59	CESE	544	546</												

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

22/4

[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Marché libre de l'or

LA BOURSE SUR MINUTE

Marché à terme international de France

MATIE

COURS INDICATIFS		COURS préc.	COURS 23/4	COURS DES BILLETS ACHET VENTE		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/4
France (100 fr.)	5 402	...	5 1	5 5	Or fin (pale en barre)	58 100	58 000	
Ecu	5 585	...	327	347	Or fin (en lingot)	59 000	59 000	
Allemagne (100 dm.)	337 780	...	15 9	16 9	Napoleon (200)	337	338	
Belgique (100 fr.)	300 750	...	290	310	Pièce Fr (10 fr.)	365	...	
Grèce (100 dr.)	89 030	...	84	82	Pièce Suisse (20 fr.)	340	340	
Italie (1000 lire)	5 235	...	79	8	Pièce Latine (20 fr.)	340	340	
Grèce (1000 lire)	89 030	...	79	8	Souverain	427	428	
Indonésie (1000 Rp.)	5 378	...	2 5	3 1	Pièce 20 dollars	2 195	2 125	
Gé-Bretagne (11 L.)	371 360	...	358	378	Pièce 10 dollars	1 220	1 150	
Canada (100 Can.)	75 050	...	58	68	Pièce 5 dollars	880	...	
Suisse (100 fr.)	75 050	...	48 6	48 5	Pièce 50 pesos	2 240	2 205	
Soudan (100 tr.)	75 050	...	4	4	Pièce 10 florins	358	358	
Portugal (100 Esc.)	48 6	...	3 3	4 1				
Autriche (100 sch.)	48 6	...	4	4				
Espagne (100 pes.)	48 6	...	3 3	4 1				
Portugal (100 Esc.)	48 6	...	4	4				
Canada (100 Can.)	48 6	...	3 3	4 1				
Grèce (1000 lire)	48 6	...	4	4				

LA BOURSE SUR MINIFIL

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 22 avril 1993

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 185 431				Volume : 23 723			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Avril 93	Mai 93	Jun 93
Dernier —	118,20	118,16	117,80	Dernier —	1 963	1 972	1 957,50
Précédent	117,58	117,56	117,40	Précédent	1 963	1 969	1 955

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 24 avril

IMAGES

Télé comptoir

La preuve est faite, depuis la tournée générale offerte jeudi soir par ARTE, que la télévision est la meilleure amie du bistrot. Il suffit d'inviter une caméra au comptoir et l'homme ouvre son cœur en vidant son verre.

En bonne logique, la confirmation de cette découverte devrait bouleverser les mœurs politiques. Plutôt que de se préoccuper de faire rétransmettre en direct leurs propres débats nombrilistes, les parlementaires et les gouvernants, par exemple, seraient bien inspirés de faire le contraire. S'ils demandaient à l'administration d'installer une caméra dans chaque café représentatif de l'électorat national, il leur suffirait de se réunir en silence, de temps en temps, pour écouter leurs concitoyens sans l'intermédiaire des Mireille Dumas de service. Pour peu qu'ils ne soient pas sourds, ils apprendraient ainsi, sur le monde qui les entoure, beaucoup plus de choses qu'au cours de n'importe quelle discussion stérile.

Car il ne faut pas s'y tromper. Les bistrotiers ne sont que les miroirs de notre univers. Tous les zéros de la planète forment une chaîne ininterrompue. Il existe un invisible trait d'union entre la tristesse des Turcs de Berlin, qui reprochent aux Allemands de les exploiter puis de les traiter comme des sous-

hommes, et la jovialité amère des Andalous d'Almería, qui en arrivant à regretter la tampa de Franco parce qu'ils ne peuvent plus, sans risque, vivre « la porte ouverte ». Entre les Palestiniens goulailleurs de Jéricho, qui affirment que le sida est le signe annonciateur de l'apocalypse qui nous guette si Israël persiste à vouloir imposer sa loi d'airain, et les Juifs exubérants du Golán, qui refusent de rendre « aux Arabes » la moindre parcelle de terre parce qu'ils ont peur de subir une nouvelle déportation.

Ce dénominateur commun, que l'œil de la télévision excelle à mettre en évidence quand il se tient pudique, c'est, sous la recherche d'une identité, d'un Etat, d'une terre promise, l'essentielle quête de soi. Celle qui relativise tout le reste, à condition de bousculer les tabous, et surtout les dogmes religieux qui finissent toujours par diviser et favoriser le déracinement des identités nationales et individuelles.

Si l'on en croit la démonstration thématique d'ARTE, établie à partir d'un échantillon minime, le cas de la France présente toutefois un insoluble mystère. Pourquoi, dans nos cafés, n'y a-t-il donc que des bidasses en « perm » passant leur temps à draguer les filles ? A la vôtre !

ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o film à vision ; n On peut voir ; m Ne pas manquer ; m a Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 23 avril

TF 1

- 20.50 Magazine : Les Marches de la gloire. Présenté par Laurent Cabrol. La belle mortuité ; Laïssa Béton ; Mon fils ; Poupon ; Peyron ; La belle en furie ; L'opérateur du désert.
- 22.35 Magazine : Ushualu. Présenté par Nicolas Hulot. Over Africa (2 parties) ; Monsieur Sings ; Sabine ; La récompense du pur ; Né pour être libre (2 parties).
- 23.40 Divertissement : Sexy Dingo.
- 0.15 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
- 1.05 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 20.50 Série : Les Cinq Dernières Minutes. Scaramouche, de Jean-Jacques Kohn.
- 22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invités : Françoise Grod, Bernard-Henri Lévy.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.05 Cinéma : Vitalité. a m Film italien de Federico Fellini (1953) (v.o.).

FRANCE 3

- DEMANCHE 9H10 SUR 3 L'ANTENNE EST A VOUS LE MAGAZINE TELE DU CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS

- 20.45 Magazine : Thalassa. La Danse des vagues, de Michel et Christophe Bazile.
- 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Julien Clerc. Algérie ; Timoun, les jardins du désert ; Guadeloupe : les Blancs Mégon ; États-Unis : les pompiers de New-York.
- 22.50 Journal, Météo et Résumé de l'Open de Monte-Carlo.
- 23.20 Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. Invité : Jeanne Moreau (2 parties).
- 23.45 Série : Les Incorruptibles.
- 0.30 Court métrage : Livre court. Mes fiançailles avec Hilda, d'Éric Brouin.

CANAL PLUS

- 20.35 Téléfilm : Bonne nuit, mon amour. De Jerrold Freeman.
- 22.05 Flash d'informations.

- 22.10 Divertissement : Ce soir avec Les Nouveaux.
- 23.00 Cinéma : Le Bal des espions. a m Film français, d'Yves Robert (1991).
- 0.35 Cinéma : L'ingénieur du désert. a m Film américain de Richard Shepard (1990) (v.o.).

ARTE

- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).
- 22.10 Magazine : Macadam. Everybody Dance Now, de Margaret Selby.
- 23.10 Documentaire : Cinéma, de notre temps. De Jérôme et André S. Labarthe. David Lynch, de Guy Girard.
- 0.10 Musique : Montreux Jazz Festival

M 6

- 20.45 Téléfilm : Bayure à Miami. De Peter Hunt.
- 22.30 Série : Mission impossible. La Soeur.
- 23.30 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Présenté par Emmanuel Chén. CPA Beverly City.
- 23.55 Magazine : Emotions.
- 0.20 Informations : Six minutes première heure.
- 0.30 Magazine : Rapline. Azouk, Dee Nasty.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio archives. La Comédie-Française.
- 21.28 Poésie sur parole.
- 21.32 Musique : Black and Blue. Hommage à Dizzy.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Devenir français ? 4. Traits d'union sur terre.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (en direct de Francfort) : Ode de Stravinsky ; Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut mineur op. 37, de Beethoven ; Symphonie n° 4 en ré mineur op. 120, de Schumann, par l'Orchestre radio-symphonique de Francfort, dir. Christian Mändel ; Radu Lupu, piano.
- 23.09 Festival : Meldoror.
- 23.19 Jazz club. Par Claude Carrère et Jean Delmas. Le groupe Saxophone du saxophoniste Claude Tassendier avec Jean Étève, saxophone alto et clarinette, Nicolas Montier et Claude Bred, saxophones ténors, Stan Lefèvre, piano ; Pierre Meininger, contrebasse, François Laudet, batterie.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.10 La Une est à vous.
- 17.20 Magazine : Trente millions d'amis.
- 17.50 Divertissement : Les Roucousses.
- 18.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 18.55 Série : Beverly Hills.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal. Essai de formule 1 à Saint-Martin. Tiercé, Météo et Trafic infos.
- 20.45 Série : Columbo. L'Enterrément de Vincent McVeety.
- 22.40 Téléfilm : Brigade de choc à Las Vegas. De Rick Rosenthal.
- 0.20 Magazine : Formule sport. Automobile : Grand Prix de formule 1 de Saint-Martin ; Boxe : Frank Bruno (Grande Bretagne) ; Carl Williams (États-Unis).
- 1.35 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 13.25 Magazine : Géopolis.
- 14.15 Magazine : Animaux.
- 15.10 Magazine : Sport passion. Formule sport. demi-finale du Championnat de France ; A 16.55, Tiercé, en direct de Saint-Cloud ; A 17.10, Tennis : demi-finale de l'Open de Monte Carlo.
- 18.55 INC.
- 19.00 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Invité : Martin Lamotte.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Jeu : Que le meilleur gagne !

TF 1

- 11.05 Magazine : Téléfoot.
- 11.50 Jeu : Millionnaire.
- 12.20 Jeu : La Juste Piste.
- 12.50 Magazine : A voir d'ici.
- 12.55 Météo et Journal.
- 13.20 Sport : Formule 1. Grand Prix de Saint-Martin, en direct de Monaco ; A 15.40, Le podium.
- 15.55 Série : Starkey et Hutch.
- 16.55 Disney Parade.
- 18.05 Des millions de copains.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Simone Veil.
- 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
- 20.45 Cinéma : Top Gun. a m Film américain de Tony Scott (1986). Avec Tom Cruise, Kelly McGillis, Val Kilmer.
- 22.40 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.50 Cinéma : Youngblood. a m Film américain de Peter Markle (1985).
- 0.40 Journal et Météo.
- 0.50 Magazine : Le Vidéo Club.
- 1.05 Concert : Laurent Martin (piano). Œuvres de Liszt, Albeniz, Granados, Mompou.

FRANCE 2

- 10.30 Magazine : Le Jour du Seigneur. Invité : Roger Fauroux, ancien O.G. de Saint-Gobain, ancien ministre de l'Industrie, président des Éditions du Cerf.
- 11.00 Messe. Célébrée en direct de l'église Saint-Barthélemy, à Mouscron (Belgique).
- 11.50 Série : La Colombe et le Serpent. De Michel Frain. 2. La présence dans le feu.

DIMANCHE • 12H
Michel Rocard
à l'Heure de Vérité.

- 12.00 Magazine : L'Heure de vérité (et à 1.25).
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin.
- 14.50 Série : Mission casse-cou. 15.40 Dimanche Martin (suite).
- 17.20 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. L'Enigme du « Titanic ».
- 18.25 Magazine : Stade 2. Football : Rugby : Boxe ; Basketball : Magazine : les séminaristes ; Tennis : Automobile ; Handball ; Voile.
- 19.25 Série : Maguy.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

- 22.25 Sport : Boxe. Poids moyens : Frédéric Sotier-Tyron Tiro, en direct de Port-de-Souc.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.00 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin.

FRANCE 3

- 13.00 Samedi chez vous.
- 14.00 Série : La croisière s'amuse.
- 15.55 Série : Metlock.
- 17.40 Magazine : Montagne.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 19.00 La 19-20 de l'information.
- 20.05 Divertissement : Hugoball (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner.
- 20.45 Téléfilm : Perjury de bébé. De Sergio Meynard.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Magazine : Vis-à-vis. Les Messes basses d'Anne et Charlotte, documentaire de Serge Barret, Kim Spencer, Gonzalo Arjón, Marion Aldighieri.
- 23.35 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Yvonne Kerekou avec le Soul Makossa Gang. Invités : Paul Personne et Marc Continenteaux Club.

CANAL PLUS

- 14.05 Série : Le Juge de la nuit.
- 14.50 Sport : Volley-ball. FUC-Cannes. Finale de la Coupe de France, en direct.
- 18.45 Sport : Basketball américain. Match de championnat de la NBA : Utah-Portland.
- 18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
- 18.25 Décodé pas Bunny.

Dimanche 25 avril

- 20.50 Cinéma : Rambo. a m Film américain de Ted Kotcheff (1983).
- 22.25 Téléfilm : Insect. De William Frust, avec Steve Railsback.
- 0.05 Journal et Météo.
- 0.25 Magazine : Musiques au cœur.

FRANCE 3

- 11.30 Magazine : Mascarnes.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Expression directe.
- 13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre. Présenté par Jean-Claude Wiedemann. Spécial Congrès de la FNSCA.
- 13.50 Sport 3 dimanche. Tennis : résumés des demi-finales de l'Open de Monte-Carlo ; A 14.20, Finale, en direct.
- 17.30 Dessin animé : Les Simpson.
- 18.00 Magazine : Jambes sans manoir. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Raphaël, Liliane Sichter (la Chinoise du Pacific Railway) ; François Salvaing, à propos de la Femme sans âme, de Marlene Arner.
- 19.00 La 19-20 de l'information.
- 20.05 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner. Invités : Linda de Souza, Bernard Mabille, Jean-Luc Lahaye, Chantal Ladesou.
- 20.45 Divertissement : Questions pour un champion. Littéraires et scientifiques. Avec Patrick Baudry, sportiste ; Anne-Marie Aleysse, spécialiste des fonds marins ; le professeur Christian Cabrol ; Jacques Durieux, vulcanologue ; Marie-Claude Boncompagni, responsable de la conservation des animaux au Jardin des Plantes ; Robert Sabatier, Christiane Collange, Jacques Lormann, Paul-Loup Sulzer, Irène Fraix, écrivains.
- 22.05 Magazine : A vos amours. Présenté par Caroline Trasca. Invité : Philippe Gille.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.15 Cinéma : Le Coupable. a m Film français de Raymond Bernard (1939).

CANAL PLUS

- 10.50 Cinéma : Le Bal des casse-pieds. a m Film français d'Yves Robert (1991).
- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.55 Magazine : Têles dimanche. Présenté par Michel Denisot.
- 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.
- 14.00 Série : Le Juge de la nuit.

- 19.20 Animaux superstars.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : Le Fantôme de l'auberge. D'Eliash Moshinsky.
- 22.15 Concert : Prince à Tokyo.
- 23.15 Flash d'informations.
- 23.25 Cinéma : La Nurse. a m Film américain de William Friedkin (1989).
- 0.56 Cinéma : Miami Blues. o Film américain de George Armitage (1989) (v.o.).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).
- 18.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. Les Balkans.
- 19.30 Documentaire : Histoire panthéon. Actualités allemandes et américaines de la semaine du 24 avril 1993.
- 20.20 Chronique : Les Dossiers des cartes. De Jean-Christophe Victor. La Kosovo.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : Le Voyage des enfants de La Guette. D'André Morgenthaler.
- 22.10 Téléfilm : Les Derniers Jours d'Emmanuel Kant. De Philippe Collin et André Scala, avec David Warshaw, Roland Amstutz.
- 23.25 Musique : Montreux Jazz Festival.
- 23.50 Série : Monty Python's Flying Circus.

M 6

- 13.55 Série : Supercopier.
- 14.50 Série : Les Champions.
- 15.40 Série : Amicalement vôtre.
- 16.40 Magazine : Culture rock.

- 17.10 Série : Le Saint.
- 18.15 Série : Brigade de nuit.
- 19.05 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Divertissement : Tranche de rire. Jean Yanne, Fernand Raynaud, Poiret et Serrault.
- 20.45 Téléfilm : Douce cruel. D'Yves Simonet.
- 23.55 Série : L'Édit.
- 0.40 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Pierre Le-Tan, dessinateur.
- 20.45 Nouveau répertoire dramatique. Les Nouveaux Statues, de Mohamed Rouhbi ; à 22.21, L'Histoire sur un plateau, dialogue entre Lucio Spasato, Torgiani et Mohamed Rouhbi.
- 22.35 Musique : Opus.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Soirée lyrique. A 20.00, opéra (en direct de la Philharmonie de Berlin) : Wozzeck, tragédie musicale en dix-huit scènes et un épilogue, de Kurt Hiller, par le Rias Chamber Chorus Rundfunk-Kinderchor Berlin, l'Orchestre radio-symphonique de Berlin ; sol. : Celina Lindley, Regina Schudai, soprano, Roland Hermann, Anton Scheringer, baryton-basse, Jörg Gottschick, baryton, Christiane Böttger, mezzo-soprano, Gabriele Schirackebach, contralto, Robert Worle, Reinhard Gintel, Endrik Wotrich, ténors.
- 23.35 Ciné-radio Days.
- 0.30 Sortilèges du flamenco.
- 1.02 Maestros.

- 0.00 Série : Monologues. Parking, de Romain Goupil, d'après François Bon, avec Hélène Surrère, Benoît Régent (50 min).

M 6

- 11.05 Magazine : Turbo.
- 11.50 Magazine : Rhythme de Tunisie.
- Série : Mariés, deux enfants.
- 12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.
- 12.55 Série : O'Hara.
- 13.50 Série : Cosmos 1999.
- 14.45 Série : Soko, brigade des stupés.
- 15.40 Magazine : Fréquentstar.
- 16.35 Magazine : Flashback.
- 17.05 Série : L'Édit.
- 18.00 Série : Clair de lune.
- 19.00 Série : Tonnerre mécanique.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Sport 6 (et à 1.00).
- 20.50 Téléfilm : Mémoryland un bébé. De Bill Boby.
- 22.30 Magazine : Culture pub. D'Anne Magnien et Christian Bachas.
- 23.00 Cinéma : La Bonne. o Film italo-français de Salvatore Samperi (1986).
- 0.25 Informations : Six minutes première heure.
- 0.35 Magazine : Métal express.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Empreintes d'un été pas comme les autres.
- 22.25 Poésie sur parole.
- 22.35 Musique : Le Concert enregistré au studio 105 de la Maison de Radio-France, le 13 avril. Echo des Jazz Messengers autour d'Honore Siver. Avec Jacques Fattier, saxophone ; Roger Guérin, trompette ; Alain Jean-Marie, piano ; Georges Loutell, guitare ; Alby Collas, contrebasse ; Charles Bolaroche, batterie ; Freddy Citadelle, percussions.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.35 Concert de musique traditionnelle (donné le 4 mars à Radio-France) : Chants d'exil du peuple kurde.
- 22.33 Autoportrait. Par Maguy Lovano. Ivro Météo.
- 23.35 L'Oiseau rare. Par Mehla Lejeune et Maguy Lovano. Messe brève, de Delibes ; Three Idylls, de Bridge ; Arias, opéra de chambre de Delius.
- 1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Orient.

Dans le dossier René Trager

Le parquet général de Rennes requiert l'amnistie et la prescription des délits reprochés à Georgina Dufoix

Le parquet général de la cour d'appel de Rennes a estimé, jeudi 22 avril, que les délits reprochés à Georgina Dufoix dans le dossier concernant l'homme d'affaires nantais René Trager tombaient dans le champ de la prescription ou de l'amnistie du 20 juillet 1988. La chambre d'accusation se prononcera le 6 mai.

RENNES

de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes se prononcera, jeudi 6 mai, sur les réquisitions du parquet général qui, selon Thérèse Gastebé, substitut général, « n'ont nullement été imposées de Paris ». Ces réquisitions tendent, pour cause d'amnistie ou de prescription, à l'abandon des poursuites contre les neuf inculpés dans les dossiers relatifs aux commissions versées par René Trager, via la Suisse, pour l'implantation à Rezé (Loire-Atlantique) de la sous-direc-

tion des naturalisations et pour l'implantation à Nîmes d'un appareil américain d'imagerie médicale à résonance magnétique nucléaire.

La chambre d'accusation a rejeté la demande écrite du garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, qui l'invitait au renvoi du dossier à une audience ultérieure en raison de la tardive transmission au cabinet des réquisitions écrites (le Monde du 23 avril). Confrontées oralement par Thérèse Gastebé, ces réquisitions concernent les éventuelles poursuites devant la Haute Cour de Georgina Dufoix pour le financement de sa campagne électorale lors des élections législatives de 1986 à Nîmes. Pour le parquet général, les commissions occultes, qui portent sur 3,9 millions de francs, tombent dans le champ de la prescription ou de l'amnistie du 20 juillet 1988.

En revanche, il en va différemment du versement, par la société Tont-A-Mousson de 4,4 millions de francs pour obtenir, en 1987, un marché portant sur la fourniture à la ville de Nantes de tuyaux en fonte (55 millions de francs) destinés au pompage de l'eau potable de

la Loire. Selon René Trager, et comme semble en attester un reçu qui aurait été signé en mars 1989 par Jean-Pierre Lapège, ex-adjoint PR aux travaux et ancien avocat radié pour détournement de fonds au préjudice de la ARP, cette commission aurait été versée dans sa totalité avant 1990, date retenue aujourd'hui par le parquet général de la cour d'appel de Rennes pour demander « d'ordonner la poursuite de l'information concernant les faits de corruption relatifs à la perception de commissions en 1988, lors de la passation d'un marché entre la ville de Nantes et la société Tont-A-Mousson et de désigner M. Van Ryymbeke pour procéder aux actes d'insubordination nécessaires ».

Si la chambre d'accusation suit les réquisitions du parquet général sur cette partie du dossier Trager, le conseiller Renaud Van Ryymbeke pourrait convoquer au plus vite l'ancien directeur commercial des fondrières lorraines, Jean-Louis Pierquin, et son ancien PDG, Pierre Bleyan, actuel PDG de Pinault-Printemps.

CHRISTIAN TUAL

A Matignon

M. Balladur rencontre les partenaires sociaux

Conformément à l'engagement pris lors de sa déclaration de politique générale, M. Balladur, entouré de sept de ses ministres, devait recevoir les partenaires sociaux à Matignon, vendredi 23 avril. La rencontre, qualifiée par les uns de « Grenelle à froid », devrait durer toute la journée et pourrait même se prolonger dans la matinée de samedi.

Alors que les représentants des agriculteurs et des pêcheurs ont déjà pu dialoguer avec le premier ministre, cette réunion est officiellement la première qui réunira les syndicats et le patronat avec le chef du gouvernement. M. Notat (CFDT) souhaite qu'elle soit suivie de beaucoup d'autres. M. Blondel (FO) regrette que cette « grand-messe » n'ait pas été précédée de contacts bilatéraux.

An programme, devraient figurer tous les dossiers sociaux que M. Balladur entend régler « avec la coopération de tous ». Mais ce sont surtout les difficultés des régimes sociaux (Sécurité sociale et UNEDIC) et la situation du chômage qui feront l'objet des discussions. Cette séance fait figure de point de départ pour la préparation de deux lois quinquennales sur l'emploi et la protection sociale qui seront soumises au Parlement lors de la session d'automne.

Avant l'assemblée annuelle de la banque

Jacques Attali n'envisage pas de démissionner de la BERD

Avant l'ouverture officielle, lundi 26 avril, de l'assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Jacques Attali, son président, a tiré les enseignements de l'activité de la BERD, ainsi que de la polémique qui s'est développée à propos des frais de fonctionnement élevés de celle-ci (le Monde du 14 et daté 18-19 avril).

LONDRES

de notre correspondant

L'« affaire » des finances de la Banque européenne aura eu du bon : ces dix derniers jours, Jacques Attali a davantage appris en matière de relations publiques qu'en cours des deux années d'existence de la BERD. Son registre est désormais convivial, exempt de toute agressivité : « Il est entièrement légitime pour la presse de soulever des questions à propos de la manière dont nous conduisons nos affaires », dit-il. Déconstruire et transcrire donc, le président de la BERD estimant avoir « beaucoup à apprendre » des critiques dont il est l'objet. Reste à savoir si cette manœuvre n'intervient pas trop tard, à la fois pour redorer l'image de marque de M. Attali dans la City et auprès de Fleet Street (où se tient la presse de Londres) et, ipso facto, celle d'une institution dont les activités en Europe ne peuvent que pâtir d'une fâcheuse publicité.

On aurait pu en douter, jeudi 22 avril, à l'ouverture de la conférence de presse qui s'est tenue dans les désordres fameux « locaux de marbre » de la BERD. « Combien va coûter cette assemblée annuelle et comptez-vous démissionner ? », demandaient les journalistes présents. Fort de ses nouvelles résolutions, M. Attali a répondu « 1,7 million de livres » (1) à la première préoccupation et « non » à la seconde. Il a ajouté : « Avec du recul, il est clair que nous aurions dû faire certaines choses différemment. Le remplacement d'une partie du marbre original (2), clairement, en fait partie. Notre souci primordial est maintenant de tirer les conclusions de cette expérience. Nous avons l'intention de mettre en place de nouvelles mesures pour renforcer nos procédures internes et notre rentabilité ».

A la suite d'une décision du conseil des directeurs, la vérification des comptes budgétaires internes va être renforcée et le comité d'audit de la BERD va se livrer à une enquête approfondie sur les coûts induits et les procédures suivies pour la construction du siège de la banque. La proposition de la Banque européenne de dépenser beaucoup d'argent pour elle-même traduit une gestion laxiste, mais qui n'est pas exceptionnelle : d'autres institutions, comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI), ne sont pas

des parangons de vertu financière. Cela ne suffit pas à exonerer la Banque européenne de ses goûts de luxe, et l'enjeu d'épargne, d'autre part, l'excessive personnalisation de la représentation extérieure de la banque.

Il s'agit de la réputation d'une institution financière qui a un rôle majeur à jouer pour aider les pays d'Europe de l'Est à s'intégrer à l'économie internationale. Certains arguent que si la BERD n'existait pas, il ne faudrait pas l'inventer. En réalité, ce débat est largement dépassé : aujourd'hui, la BERD fonctionne. Son existence n'est pas remise en cause par ceux qui gouvernent et entrepreneurs privés des pays d'Europe de l'Est) qui bénéficient de son intervention, et rien n'indique qu'elle ne remplisse son rôle. 88 projets de prêts et investissements ont été approuvés depuis deux ans, auxquels s'ajoutent 260 projets de coopération technique, l'ensemble étant réparti dans 16 des 25 pays où elle est amenée à intervenir.

Des « goulots d'étranglement »

Depuis sa création, la banque a mobilisé 8,5 milliards d'euros de ressources et, selon ses dirigeants, pour chaque livre sterling qu'elle engage, 4 autres livres supplémentaires proviennent d'autres investisseurs. Ces résultats sont-ils insuffisants, comme l'affirme la presse anglo-saxonne ? Aucun banquier n'a été en mesure d'apporter de réponse à cette question, faute d'éléments de comparaison probants.

Ses statuts empêchent la BERD de faire des déboursés rapides et qui ne soient pas strictement rentables. Or la lenteur du rythme des décaissements des fonds gérés par la banque est dépendante de ce que M. Attali appelle « la persistance de goulots d'étranglement dans l'infrastructure institutionnelle et juridique d'un grand nombre de pays ». En clair, dans les nouveaux États qui sont imprégnés par des décennies d'économie dirigée et bureaucratique, la privatisation, et notamment la mise en place de mécanismes de marketing et de gestion, est un processus de longue haleine.

L'erreur est peut-être d'avoir cru que la règle selon laquelle la banque doit exercer 60 % de ses activités au profit du secteur privé et 40 % avec le secteur public, pouvait être respectée sans provoquer une violence de déboursés incessants. La est peut-être le point à réformer de la façon la plus urgente dans le fonctionnement de la BERD.

L. Z.

(1) Une livre sterling vaut environ 6,50 francs français et un écu, environ 6,66 francs.
(2) Le garde de Carrare, qui orne les halls de la BERD, a coûté 750 000 livres, soit environ 6,15 millions de francs.

Rappelant son attachement à la monnaie unique

Le PS refuse un changement de statut de la Banque de France « sans lien affirmé » avec l'Union européenne

La direction du Parti socialiste, réunie jeudi 22 avril, a adopté une déclaration dans laquelle elle annonce que le PS « s'opposera à tout changement de statut » de la Banque de France « qui n'appartient pas clairement à l'objectif européen ». Le PS réaffirme, en effet, « son attachement à la construction d'une Europe politique et sociale et à la création d'une monnaie unique, essentielle pour son dynamisme économique et pour équilibrer le dollar et le yen ».

Considérant que « la décision éventuelle de donner son autonomie à la Banque de France ne doit avoir lieu que dans le cadre d'une telle monnaie, dans les conditions prévues par le traité d'Union européenne de Maastricht », le PS « s'oppose, en conséquence, de voir le premier ministre proposer un changement immédiat du statut de la banque, « sans lien affirmé avec la perspective d'union économique et monétaire européenne » et « au risque de renforcer, sans contrepartie, le poids des grands intérêts financiers dans la gestion de notre monnaie ».

Les Verts se sont déclarés eux aussi opposés au projet de gouvernement. L'un de leurs porte-parole, Dominique Voynet, a déclaré, jeudi, que ce projet « conduira à

une nouvelle perte d'influence du politique face aux intérêts financiers et monétaires » et qu'« en donnant tout pouvoir sur la monnaie à des techniciens censés être « neutres », cette réforme retire au citoyen (à travers ses élus) tout contrôle sur la politique monétaire ».

Jacques Barrot invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Jacques Barrot, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, député UDFC de la Haute-Loire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 25 avril de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Barrot, ancien ministre de la santé du gouvernement Barre, répondra aux questions d'Érik Trautwein et de Patrick Jarron du Monde et de Richard Arz et Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

L'étude trimestrielle de l'INSEE

Le pouvoir d'achat des ménages a progressé au quatrième trimestre 1992

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a progressé de 1,5 % au quatrième trimestre 1992, selon les résultats de l'étude trimestrielle de l'INSEE diffusée jeudi 22 avril.

Cette amélioration est non seulement liée à la forte baisse des impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages, mais également à la progression de la masse salariale brute qu'ils ont perçue (+ 0,8 %) en particulier en pro-

venance des administrations publiques.

Avec une hausse annuelle de 4,1 %, le revenu disponible brut progresse toutefois moins en 1992 qu'en 1991 (+ 5 %). Tandis que la consommation des ménages s'est légèrement ralentie au quatrième trimestre (+ 1 % au lieu de + 1,4 % au troisième trimestre), le taux d'épargne est passé sur la même période de 12,5 % à 13,4 %.

La commercialisation du téléphone de rue à Paris

France Télécom lance le « Bi-Bop »

France Télécom joue gros avec son petit « Bi-Bop ». Après une expérience jugée concluante à Strasbourg, l'opérateur public a décidé de commercialiser, à Paris, dès le 26 avril prochain, ce téléphone de poche sans fil, d'un poids et d'une taille semblables à ceux d'une calculatrice.

Ce téléphone de rue et de ville permet de passer des coups de fil, pour peu que l'on se trouve à moins de 200 mètres d'une borne spéciale. Trois mille d'entre elles ont déjà été installées à Paris et à la Défense, dans les grandes artères parisiennes, près des gares et aéroports, à proximité des bouches de métro, dans certaines stations d'échange et centres commerciaux. Et mille bornes supplémentaires seront rajoutées dans la capitale d'ici à septembre.

Pour France Télécom, le lancement de Bi-Bop est un double pari. D'abord sur ses propres capacités marketing. Bi-Bop a été conçu pour compléter une gamme de services de communication mobiles, jusqu'à présent peu accessible au grand public, qu'il s'agisse d'Eutetrac (radiomessagerie par satellite destiné aux flottes d'entreprise), de Mobipac (service de transmission de données, actuellement en phase d'expérimentation) et dont l'ouverture commerciale est prévue pour l'an prochain) ou même d'Indiris (service de radiotéléphone universel appelé à couvrir l'ensemble du territoire national). France Télé-

com qui réalise aujourd'hui 3 % de son chiffre d'affaires dans les mobiles, s'est fixé pour objectif d'atteindre 10 % à la fin de la décennie. Et pour ce faire mise sur une diffusion au grand public. Les services de radiotéléphone actuels, qu'ils soient analogiques ou numériques, restent chers, tant au niveau de l'achat du combiné, de l'abonnement, du coût de la communication.

Le combiné Bi-Bop sera vendu au prix de 1 890 francs TTC et le tarif d'abonnement « à été fixé à 54,50 francs par mois. Un appel par Bi-Bop coûtera le prix d'une communication classique, augmenté de 0,83 franc par minute.

Bi-Bop est aussi un choix stratégique important pour France Télécom, qui a préféré la norme numérique CT2 AL, aujourd'hui opérationnelle, à la norme DECT, défendue par Bruxelles, offrant des performances plus larges, mais qui ne devrait être disponible que dans un an ou deux.

L'opérateur table sur cent mille abonnés en 1994, et espère en faire une opération rentable dès la troisième année d'exploitation. Les investissements, d'un montant total de 250 millions de francs, seront amortis, assure-t-il, jeudi 22 avril, Marcel Roulet, PDG de France Télécom, une fois le cap des cent cinquante mille abonnements franchi.

EN BREF

□ M. Blondel (FO) conteste les chiffres du déficit de la Sécurité sociale. — Dans un communiqué rendu public jeudi 22 avril, Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a vigoureusement contesté le chiffre du déficit de la Sécurité sociale, tel qu'il avait été présenté la veille par Simone Veil, ministre des affaires sociales (le Monde du 23 avril). Une perte de 35 milliards de francs en 1993 est, selon lui, « plus vraisemblable » que les 60 milliards avancés en conseil des ministres. De même, l'avance de 30 milliards pour soutenir la trésorerie n'est pas une mesure nouvelle, et prétendre, comme l'a fait le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, que le régime s'effait, sinon, « en cessation de paiement, relève de la propagande ». « Personne n'a rien à gagner à une dramatisation, y compris avec l'annonce de chiffres contestables sur les questions de trésorerie », déclare M. Blondel.

□ L'enquête publique sur Superphéaux est prolongée jusqu'au 14 mai. — L'enquête publique en vue d'un éventuel redémarrage de la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), ouverte le 30 mars et devant s'achever le 30 avril, vient d'être prolongée jusqu'au vendredi 14 mai, sur décision de la commission d'enquête. Les écologistes ont insisté sur le fait que ce délai permet l'organisation d'un « débat public contradictoire » sur l'avenir du surrégénérateur, dont le fonctionnement a été « gelé », le 29 juin dernier, par le premier ministre de l'époque, Pierre Bérégovoy.

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE

ÉTRANGER

Italie : la démission du gouvernement de M. Amato 3
La préparation du voyage du pape en Albanie 3
La visite de M. Balladur en Allemagne 4
Sept condamnations à mort en Égypte 5
Le référendum en Érythrée 8
Guatemala : la misère urbaine 6

ESPACE EUROPÉEN

La Russie à la veille du référendum « Vuk Draskovic » : les Serbes ne doivent pas être punis collectivement 7 et 8
Tribune : « La corrélation violente du référendum italien » 7 et 8

POLITIQUE

Grenoble : l'usure d'un rêve urbain 9
Depuis la mise en place du gouvernement, M. Chirac est record à l'interministériel 9
M. Mitterrand approuve le démarrage du gouvernement pour la révision de la Constitution 9

SOCIÉTÉ

Le procès des « irradiés du Forbach » à Sarreguemines 10
Magistrats, avocats et policiers dressent un premier bilan de la réforme de la procédure pénale 10
La première expérience humaine de thérapie génique de la mucoviscidose a été tentée aux États-Unis. 11
Football : le Paris-SG contre un mur 11
Quelle histoire ! par Claude Sarraute : « Députés au chômage » 11

CULTURE

Arts : Jawlensky, expressionniste mystique : Richard Long aux carnavales du vent 12

Cinéma : le Festival d'Istanbul .. 12

Musiques : la joie de l'insolence au Printemps de Bourges 13

ÉCONOMIE

La baisse des taux allemands se poursuit lentement 15
Les recettes attendues des privatisations 15
Les perspectives de reprise économique en Grande-Bretagne 16
Le Crédit agricole affiche un bénéfice record 17
Vie des entreprises 18

COMMUNICATION

La guerre des radios 17

SANS VISA

« Le Chemin des Dames » d'Yves Gibeau 23
« A l'ombre de Carthage » de Sandrine, la ville double de Pablo Neruda, retour à la laite Nagra 23
Table : les tartares 23
La Champagne à saute-bouchon 23
Les tentatives à découvert 23 à 30

Services

Abonnements 8
Annonces classées 16
Cartes 20
Jeux 28
Marchés financiers 18 à 19
Météorologie 20
Radio-télévision 21
Spectacles 14
Week-end d'un chineur 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 23 à 30
Le numéro du « Monde » daté 23 avril 1993 a été tiré à 474 127 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

Heures locales : l'accueil à Nancy

A la mairie de Nancy, l'accueil était devenu la punition du personnel. Le maire, André Rosinat, devenu ministre de la fonction publique, a transformé ce climat, afin de mieux servir le public et de diversifier le travail des agents. Également au programme de ce supplément de huit pages : un dossier sur l'hôpital public partie promise de l'aménagement du territoire et une enquête à Carcassonne, dans la série « Cités ».

فكرنا من الأصل

S A N S • V I S A

« Le Chemin des Dames »



PHOTOS GÉRARD RONDEAU

d'Yves Gibeau

Écrivain antimilitariste, auteur du très connu et très virulent *Allons z'enfants*, Yves Gibeau vit en Champagne, au cœur même des champs de bataille qui ont vu, durant la première guerre mondiale, les hommes s'approcher au plus près de l'horreur. En patrouille autour de Craonne avec celui qui affirme encore : « J'ai peur que nous n'ayons pas compris la leçon laissée par tous ces sacrifiés... »

SUR le plateau de la Californie, qui n'était qu'une guinguette, on voit un hommage aux troupes américaines, une table d'orientation de « l'offensive française », adopte, si l'on peut dire, le point de vue allemand, et cela ne simplifie pas les choses. Là-haut, il faudrait une loupe pour ne pas perdre le fil ténu de cette sinistre histoire, chercher le refuge de l'horizon pour ne pas devenir fou à son tour devant l'invraisemblable miniaturisation de ce théâtre d'opérations. Il faudrait accepter, puisque ce fait, que, là, pour deux dizaines de mètres de pente, ici, pour un carrefour, plus loin, à petite plus loin, pour un bref effondrement du terrain, plusieurs millions d'hommes soient allés, sur ordre, au-delà de l'horreur.

Oui, mieux vaudrait rester sourd à la colère qui imprègne à jamais ces monts en réduction, à l'indignation flottant dans l'air, comme un gaz asphyxiant. Funeste promontoire de Craonne ! Qu'est-ce qu'il faisait là ? Pourquoi l'Aisne, en contre-bas, avait-elle plissé ainsi sa vallée, découpée en deux, trois falaises, et arçonné ses collines ? Et ce Chemin des Dames, cette route des plaisirs des rois de France, depuis Soissons, qui serpente entre lances et crêtes ? Royale idée que d'avoir choisi le surplomb ! Tout autour, vers Reims, la plaine est assez large pour contenir toutes les « der des der ». Aujourd'hui, les cimetières militaires y sont à l'aise. Bien sûr, jamais les communiqués d'état-major n'auraient concédé à ces plates étendues le brevet de champs d'honneur. Trop facile. L'honneur exigeait de l'épaisseur, des dégradés, un peu d'arrière-plan, pour permettre aux généraux, à l'arrière, de faire le point, à la jumelle. Les drapeaux ne sont jamais plus beaux que plantés à la cime... Tout cela, encore une fois, puisque ce fut l'apaisement est pourtant lent à revenir, sur les sentes de Craonne, ce village disparu qu'ont pleuré tant de pacifistes, et quelques survivants.

Repoussés par la contre-offensive française de la Marne, en 1914, les Allemands avaient accroché leur front en arc de cercle au moindre obstacle naturel. Ce Chemin des Dames était une aubaine en ces pays plats, un poste avancé sur la route des Ardennes. Ils s'y retranchèrent, s'y enterrèrent, et du coup, s'obstinant sur la hute, les deux armées, celle du haut et celle du bas, illustrèrent comme ouille part ailleurs le célèbre slogan : « Quelle connerie, la guerre ! »

Certains jours, pour reprendre dix mètres carrés d'espace lunaire, retournés par l'artillerie, on poussait trois mille sacrifiés hors des tranchées. Cinq sixièmes des pertes. Ils n'étaient plus des hommes, mais l'argile d'os et de chairs d'un sculpteur névrotique, pressé de relever le promontoire par cotissements successifs. « Les

hommes pour de la terre », comme l'écrivait le lieutenant Guillaume Apollinaire. En avril 1917, comme l'Allemand oarguait toujours les assants, les géocraux Nivelle et Mangin, contre l'avis de Foch et de Pétain, se mirent en tête de réduire ces collines. Forts de leurs succès à Douaumont, les deux chefs assuraient pouvoir rejoindre Soissons en quelques jours. Ils avaient même fait préparer leurs chevaux de parade. Craonne, la ferme d'Hurtelbeise, la grotte du Dragon avaient eu le temps de devoir légendes pour discours patriotique, guerre dans la guerre, promesse, pour Nivelle, de rassembler la fœctioe de « Généralissime ». On fit monter deux cent mille hommes. Cinq sixièmes de pertes. Et l'Allemand, pour un an encore, qui ricana sur ses hauteurs.

Sans doote le lien le plus symbolique de la folie humaine. Plus

que Verdun, qui fut héroïque défense des Français. Plus qu'en 1939-1945, qui, sauf à Stalingrad, ne connut jamais telle vaine perdition des grands nombres en un seul point. Oui, à bien fouiller l'Histoire, nulle part semblable démenée, comparable vanité d'état-major. Pareille addition, pour une boursoufflure. Partout dans le monde, on peut pleurer les morts du courage et des souverainetés nationales, des idées ou des utopies. Sur ce promontoire, l'amertume assèche les larmes. C'est pourquoi, probablement, l'écrivain Yves Gibeau est revenu vivre en lisière de Craonne. Par tendresse pour ces « morts pour rien ». Un peu pour rester avec eux, par reconnaissance, puisqu'ils firent, beaucoup, son œuvre littéraire. Pour maintenant jusqu'au bout le cap d'une vie d'antimilitariste. Au début des années 50, son

roman *Allons z'enfants*, exploration acide de l'idéologie des écoles d'enfants de troupe, fit grand bruit et connut grand succès. Ses autres livres lutent sur la guerre, s'y débattent, toujours en contre. « Sans cette guerre de 14-18, explique Yves Gibeau, sans ces règlements ou repos pour quelques jours, dans la région, avant de retourner au front, je n'aurais pas vu le jour. Je suis, comme beaucoup, un produit de la guerre. »

Né des amours furtives d'un militaire marié et d'une fille de Bouzy, à 30 kilomètres de Craonne. Adopté par son beau-père, Gibeau, qui se battit à Soupir, où sont enterrés les Italiens, et qui termina sa carrière avec le grade d'adjudant-chef dans la coloniale. Boe, lui-même, pour les enfants de troupe. « Longtemps, je n'ai connu que les pays ennemis, et cet environnement de bêtise cruelle. » Les champs de bataille de la précédente pour seul terrain de jeu. A dix ans déjà, il ramassait dans les bois les reliques de la guerre. Heureux, d'abord, car élevé comme un petit « patriote innocent », lecteur fasciné du *Miroir de la Guerre*. Puis écœuré, réfractaire de l'intérieur, officier sans cesse cassé, « homme pour » de 1940, prisonnier en Allemagne. Écrivain pacifiste, donc, par la preuve.

En 1981, il choisit, après une carrière parisienne, de retourner à ses bourbiers. Chaque jour ou presque, depuis, il parcourt le Chemin des Dames. Il en connaît chaque recoin. Là où la végétation pousse comme sous les tropiques parce que la terre a été courée de l'humus de l'absurde, pétrie par ses deux cent mille onus quotidiens, là où la nature préco l'ouhli, ou le pardon, Yves Gibeau trace la rue principale d'un village fantôme. « Les Allemands avaient tendu d'immenses toiles pour masquer les déplacements d'une maison à l'autre. »

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 25

AU SOMMAIRE



Pablo Naruda, retour à la Isla Negra	p. 27
Bandung, la ville double	p. 26
Table, Les tartares	p. 29
Les templiers, mythes et réalités	p. 30

Écrites (p. 24) • T8ex (p. 24)
Jeux (p. 28) • Table (p. 29)

A l'ombre de Carthage

UTIQUE

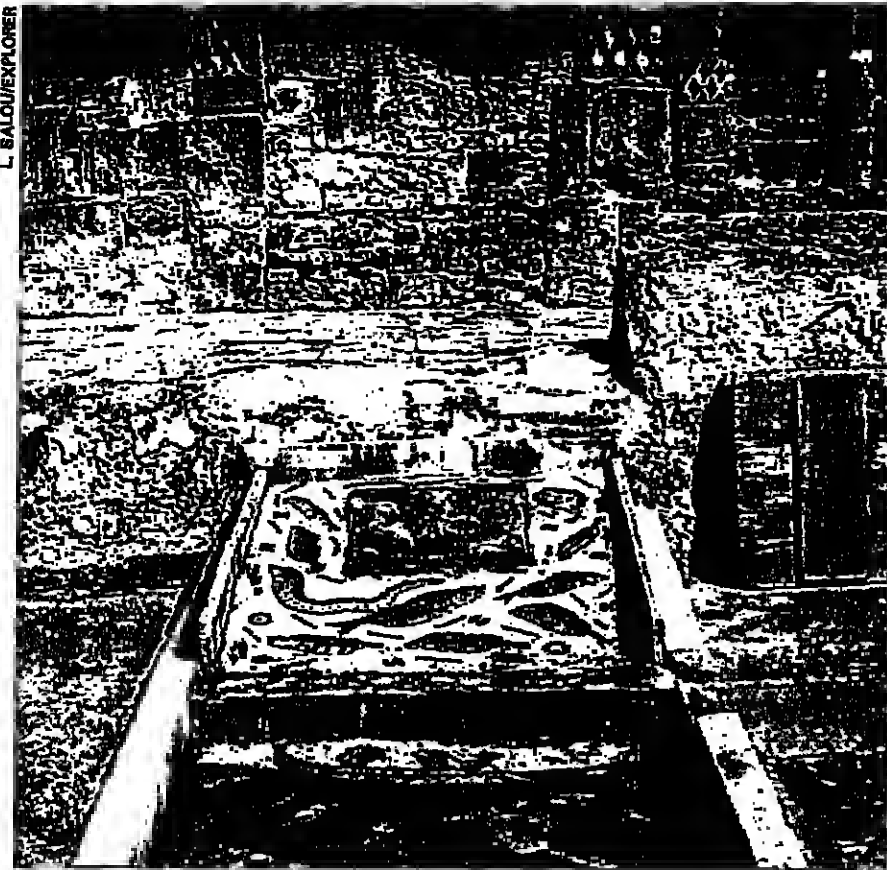
A l'entrée de la route, une inscription sur un panneau délavé : « Utique ruines ». Passé le portail de bois démolé, la rue est vide et les larges dalles de marbre gris résonnent sous les pas. Trois marches mènent à l'entrée de la villa de la Cascaide, ainsi nommée pour ses fontaines. Le seuil franchi, les entrées de la mosaïque guident le visiteur vers le patio central. Là, entre les colonnes trapues, quatre cyprès font de l'ombre aux géraniums qui s'inclinent sur un bassin.

Orienté au soleil du matin, la salle principale offre la fraîcheur de son sol de marbre multicolore. Dans la cuisine, deux fours jumeaux et ronds sont posés sur un fin damier de briquettes qui emprisonne la chaleur tandis que dans la réserve à grains le carrelage blanc est lisse et frais. Silencieux, un jeune homme vêtu de bleu se penche sur une pierre ronde et la replace soigneusement sur un pan de mur. C'est le dernier habitant de ces lieux, le gardien de la cité oubliée.

Les pièces sont petites, les ouvertures étroites, pour se protéger d'un soleil souvent féroce. Dans la cuisine, deux fours jumeaux et ronds sont posés sur un fin damier de briquettes qui emprisonne la chaleur tandis que dans la réserve à grains le carrelage blanc est lisse et frais. Silencieux, un jeune homme vêtu de bleu se penche sur une pierre ronde et la replace soigneusement sur un pan de mur. C'est le dernier habitant de ces lieux, le gardien de la cité oubliée.

Idi, raconte Plinio l'Ancien, fut fondé, en 1101 av. J.-C., un des premiers ports phéniciens. Fort de ses 287 ans de plus que sa rivale, Carthage, il restera farouchement indépendant, refusant obstinément de tomber dans l'orbite de sa puissante voisine. Les impératifs des alliances et ceux du commerce le pousseront néanmoins à soutenir Carthage contre les tyrans grecs, puis à se ranger à ses côtés lors des guerres puniques, qui verront les deux villes s'opposer à la colonisation romaine. Mais le mégalomane *Carthago delenda est* (« Carthage doit être détruite »),

Restoration
du bassin
aux poissons.



martelé par Caton l'Ancien à la tribune du Sénat romain, aboutira à ses fins. Livrée sans condition aux troupes de l'empire, Utique deviendra une base d'opération. Ce qui lui vaudra, lors de la chute de Carthage, d'être proclamée ville libre et capitale de la nouvelle *Provincia Africa* créée par Rome. Y défilèrent alors les grands noms de l'empire romain. En 107 av. J.-C., Marius viendra y réprimer la révolte de Jugurtha. Cinq ans plus tard, partisans de Pompée et de César s'y affrontèrent. Et, après la défaite de Pompée, Caton le Jeune s'y transperça le cœur d'un coup d'épée.

Eclipsés par ceux de Carthage, les vestiges d'Utique restent à l'écart des circuits touristiques, et rares sont les cars qui empruntent le chemin bordé de figuiers de Barbarie qui y conduit. Pourtant, ces murs, que l'on découvre endormis dans les boutons d'or et

les herbes folles, ont quelque chose de magique, loin de la foule qui visite au pas de charge les ruines monumentales de la rivale honnie. Flânerie solitaire qui, à chaque pas, réveille le souvenir d'une cité qui, jadis, tout entière tournée vers la mer et le commerce, comptait plus de trente mille habitants. Venu des côtes levantines, en route vers les comptoirs d'Andalousie ou les lointains ports du Sénégal, les navires se pressaient le long de ses quais, trouvant poteries grecques contre jarres d'huile d'olive et boiseries de blé récolté sur les riches plaines du tout proche fleuve Medjerda.

Si le terre est fertile, la mer est ici omniprésente et souveraine. Sur la mosaïque tapissant une fontaine, deux pêcheurs, debout dans leur barque légère, remontent un filet où se côtoient une langouste et un poulpe, tandis que des poissons colorés se tordent dans les mailles. Ailleurs, un bassin étale une profusion de coquillages, de crevettes et de poissons, finement dessinés en minuscules dés de pierre. Au Musée du Bardo, à Tunis, un gigantesque pavement, retrouvé presque intact sous le sable qui a submergé Utique,

s'orne d'une tête grimaçante. C'est l'Océan à la chevelure folle entremêlée de pinces de homard, qui veille sur Neptune et Amphitrite survolant les flots dans un char tiré par des chevaux marins. Au centre de la mosaïque, trois barques à bord desquelles des jeunes femmes richement parées, accompagnées d'amoureux et de cygnes, s'avancent sur une mer peuplée de dauphins et d'oiseaux fantastiques.

Refoulés par les alluvions du trop généreux fleuve Medjerda, les flots sont enjournés à plus de 15 kilomètres des anciens quais d'Utique. La Méditerranée a cédé la place à une immense plaine soigneusement cultivée. Les invasions arabes, le sable et l'oubli ont enfin eu raison de la cité bourdonnante d'activité. Et, là même où les habitants d'Utique s'embarquaient pour ailleurs, poussés à présent, sagement alignés entre des claies de roseaux, des plants d'artichauts, de fenouil et de pommes de terre.

De notre envoyée spéciale
Françoise Tovo

Le tour du monde en vingt-quatre jours

Il y a tour du monde et tour du monde. Celui-ci a choisi le haut de gamme : l'autonomie d'un avion privé, le confort d'établissements étoilés et un programme étudié qui, en dix escales, associe découverte archéologique (Egypte, Guatemala), richesse de la nature (Kenya) et des civilisations (Sri-Lanka, Vietnam, Japon), splendeur des baies de Hongkong et de San-Francisco, fameuse balnéaire (Hawaï, Saint-Martin). Pas n'importe quoi, donc, et surtout pas n'importe comment. La Haute-Egypte (cinq jours) avec les temples d'Assouan, Ouadi-el-Sebana, Dakka, Amada et Abou-Simbel dans le cadre d'une croisière sur le lac Nasser à bord du *M/S Egarie*, actuellement en construction sur place. Un événement qui ne s'est pas produit depuis plusieurs décennies. Vols vers Nairobi, puis vers le parc national de Masai-Mara, et safari dans cette très belle réserve, avant la fête cinématographique, les courses d'élevage, le temple de la Dent du Bonheur et les jardins de Kandy. Le moment est particulièrement bien choisi pour découvrir le Vietnam, pays qui traverse une période de transition et qui est donc en pleine effervescence. Aérien intense à Saigon et rites syncrétiques au sanctuaire catholique de Tay-Ninh (trois jours). Escale suivante : Hongkong, aujourd'hui sous les projecteurs de l'actualité, qui se prépare à remonter le cours de l'histoire pour réintégrer l'un des derniers bastions du communisme. On ne présente pas la cité impériale de Kyoto, quintessence de la tradition japonaise et de son raffinement, la sérénité des temples de Daitokuji. Changement complet de décor à Hawaï, devenu, en 1959, le cinquantième Etat des Etats-Unis d'Amérique : collines de fleurs et baignade dans le Pacifique. A San-Francisco, pas d'hésitation possible. Chinatown et le petit port de Sausalito, à chaque extrémité du majestueux Golden Gate, lieux auxquels le programme ajoute la Napa Valley et ses domaines viticoles. Un autre temps fort pour conclure : le Guatemala et les sites archéologiques de Ceibal et de Tikal, ce dernier inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité, établie par l'UNESCO. La petite île de Saint-Martin, vient comme un ultime repos au terme de cette moisson de cultures, de paysages et d'émotions fortes. Du 16 octobre au 7 novembre, vingt-quatre jours, 75 000 F par

personne sur la base d'une chambre/cabine/tente double, tout compris, pour cent vingt-cinq participants au minimum. A signaler : la présence d'un médecin tout au long du voyage. Une initiative longuement préparée par le voyageur Passion Travel (3, bd de Belleville, 75011 Paris, tél. : 43-38-32-56).

Vietnam, un regard d'architectes

Un voyage équilibré comme un plan de bataille : une journée dans la baie d'Halong et Haiphong, deux à Hanoi, une à Danang, une à Hué, deux à Saigon. Son thème : « Postérité de l'architecture française en Indochine ». Un itinéraire orienté vers l'histoire : celle de la période coloniale et celle, plus ancienne, du Vietnam et de ses traditions. Il est conçu et commenté par deux architectes qui ont travaillé en Asie ou résident encore à Saigon (Xavier Guillot et Christian Pédalaborde). Ce dernier a collaboré à l'ouvrage collectif *Architecture française d'outre-mer*, commentera les visites de Hanoi et Saigon). Son « but est de se rendre compte in situ comment des urbanistes et des architectes de la métropole se sont accommodés d'une culture, d'un climat, d'une géographie et y ont réalisé une œuvre qui, quoique aujourd'hui parfois dégradée, témoigne encore parfaitement d'une époque et d'un savoir-faire ». En préface, le coucher de soleil sur les milliers d'îles de l'archipel de la baie d'Halong. Puis Haiphong, second port du Vietnam, construit par les Français, et qui conserve une architecture coloniale. A Hanoi, visite thématique de la capitale du Vietnam (lire, dans « le Monde Voyages » du 31 mars, l'article de Florence Evvin, « Macadam Vietnam ») et, éventuellement, soirée du 14 juillet à l'ambassade de France. Le musée de Danang – Tourane à l'époque de l'administration française – vaudrait à lui seul le voyage, par son architecture et par ses collections. Il a été édifié sous l'égide de l'Ecole française d'Extrême-Orient. Alors que Hué raconte son passé impérial, Saigon témoigne d'une histoire plus récente : centre colonial, ville asiatique et ville chinoise (Cholon). Nuits dans une maison d'hôtes officielles à Hanoi, à l'Hôtel Majestic à Saigon. Du 9 au 19 juillet, 18 200 F, tout compris. Extensions possibles au Cambodge et au Sud-Vietnam. L'organisation de ce voyage a été confiée à la Maison de l'Indochine (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, tél. : 40-28-43-60), un autre expert en la matière. Signalements enfin les guides *Vietnam et Cambodge Laos*, de Michel Blanchard, qui vient de publier Arthaud.

Guide

● Partir. L'aéroport international de Tunis-Carthage est à deux heures dix d'Orly-Sud. Air France (tél. : 42-99-20-12) et Tunisair (42-96-10-45) assurent au moins quatre vols réguliers par jour. Pour les nostalgiques qui ont du temps, on peut arriver par bateau au port de La Goulette, vingt-quatre heures après avoir quitté Marseille. Renseignements auprès de SNCM Ferrytarranée au 91-56-30-30 à Marseille et 49-24-24-24 à Paris.

Savoir. Un passeport valide est nécessaire. Il y a une heure de décalage horaire (au moins) en été. Climat méditerranéen, chaud et sec en été, frais et humide en printemps, voire froid dans le nord tunisien le vent souffle de la mer. On peut louer une voiture (tous les loueurs internationaux ont un bureau à l'aéroport), tout en sachant qu'elle n'a pas forcément la fiabilité que l'on serait en droit d'espérer. Mais les Tunisiens, bons mécaniciens, sont toujours prêts à vous aider en cas de besoin. Le réseau routier est bien entretenu et les panneaux indicateurs fléchés en arabe et en français, du moins sur les grands axes et dans les villes. A Tunis, circulation dense et policiers tatillonne : ceinture de sécurité obligatoire et stationnement très réglementé. Pour se rendre à Utique, prendre la route de Tunis à Bizerte, en direction du nord. Tourner à droite dans la localité de Zana, à environ 35 kilomètres de Tunis. Billet commun pour les ruines et le musée, ouvert de 8 heures à

12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30.

Voir. A Tunis, le musée du Bardo (ouvert, sauf lundi et jours fériés, de 9 h 30 à 18 h 30), pour ses collections de mosaïques. La médina, avec de belles maisons, des palais, des musées et... des souks, très animés, où l'on peut dénicher des antiquités de qualité. Carthage, incontournable, mais envahie de touristes, et Sidi-Bou-Saïd, le Saint-Trop tunisien. Au nord, Ghar-el-Malh et son port de pêche entouré d'arabes, les plages de Raf Raf, au pied des olivettes, et Bizerte, avec son vieux port qui rappelle celui de Sète.

Séjourner. Hurs aieun, les hôtels de la banlieue résidentielle de Tunis (Carthage, La Marsa, Gammarth) sont agréables, avec leurs bungalows cachés au fond de parcs luxuriants. La plus jolie (et la plus chère) : Abou Nawas, à Gammarth.

Lire. Nombreux guides dont un Guide Bleu, un Visa, un Routard et un Marco Polo (Hachette) et les guides Berlitz, Marcus, M. A., Gallimard, Nouvelles Frontières et Jeune Afrique. Pour les passionnés d'archéologie : *Tunisie inconnue* (Albin Michel) ; *Mosaïques de Tunisie*, Georges Fradier (Editions Cérès, Tunis). Sans oublier de lire ou de relire *Itinéraires de Paris à Jérusalem*, de Chateaubriand et Salammbô, de Gustave Flaubert.

S'informer. Office national du tourisme tunisien, 32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : (1) 47-42-72-67. ●

Une villa créole en Guadeloupe avec Caribis 102, qui propose dix-sept villas indépendantes à louer à la pointe des Châteaux, à l'extrême est de l'île. Situées à proximité de la marina et du golf dix-huit trous de Saint-François, elles surplombent une plage de sable fin. Location d'une semaine minimum, à partir du jour de son choix. Autour de 10 000 F la semaine pour une maison de trois chambres (jusqu'en août) et de 8 000 F pour deux chambres. Renseignements au 102, Champs Elysées, 75008 Paris, 45-62-62-62.

Sésame pour parcourir les routes de France, de Belgique et du Luxembourg, un nouveau « maxiroute » (79 F, Hachette) propose 162 cartes, 4 plans de villes, des itinéraires, un inventaire des sites touristiques et un index de 10 000 noms. Dans la même collection, l'Europe, l'Italie, la Grande-Bretagne et un Etats-Unis/Canada/Mexique. **Brittany Ferries** passe de une à trois rotations hebdomadaires vers l'Irlande à compter du 21 juin, avec deux liaisons Roscoff-Cork (dont une assurée à partir du 26 juin par le *Val-de-Loire*, retait à neuf et qui transportera plus de deux mille passagers) et une nouvelle traversée Saint-Malo-Cork. La compagnie maritime propose également en Irlande toute une gamme de séjours chez l'habitant, en manoir, en auberge, à l'hôtel et des

locations de cottages. Renseignements dans les agences de voyages et par Minitel 3615 FERRYPLUS.

Quarante navires de guerre du monde entier rassemblés le 26 mai dans l'estuaire de la Mersey, à Liverpool, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la bataille de l'Atlantique de 1943. Cérémonie du souvenir, visite des bateaux et croisière autour de la flotte seront organisées les 29, 30 et 31 mai.

Plus de cinq cents destinations desservies par quarante-cinq compagnies aériennes dans la nouvelle brochure été 1993 « An vol bon vol » du voyageur Forum Voyages. Des vols, réguliers ou affrétés (sur le bassin méditerranéen notamment), à prix discount (la meilleure offre au jour le jour), de Paris et des principales villes de province avec des compagnies (dont British Airways, KLM et Lufthansa) opérant directement de Bordeaux, Lyon, Toulouse, Marseille, Nice, Montpellier, Mulhouse et Strasbourg. Egalement des tarifs négociés en classe affaires et première classe vers l'Asie et les Etats-Unis. Renseignements au 47-27-36-37, au 05-05-36-37 (de province), dans les agences Forum Voyages et Club Med Voyages.

Le Manitoba au téléphone avec une ligne spéciale « Info-Manitoba » (42-46-22-76) à la disposition des professionnels et

du public souhaitant être renseignés sur cette province canadienne.

Chambre avec loge, c'est ce que propose Le Pavillon Bastille (65, rue de Lyon, 75012, tél. : 43-43-65-65), un petit hôtel rénové, à deux pas de l'Opéra-Bastille. Pour 1 090 F par personne en chambre double (supplément de 445 F pour une chambre individuelle) un droit à l'hébergement avec petit déjeuner, à un billet d'entrée à la nouvelle bibliothèque de l'Opéra Garnier et à une place de première catégorie à l'Opéra-Bastille. Au programme, les *Noëls de Figaro*, de Mozart (22 et 29 mai), *Faust*, de Gounod (2 juillet) et *Carmen*, de Bizet (10 juillet). Réduction de 50 % sur la deuxième nuit.

Hôtels et circuits d'exception figurent dans la « Collection privée 1993 » du spécialiste de voyages haut de gamme Tapis rouge (39, rue Marbeuf, 75008 Paris, tél. : 42-56-55-00), qui privilégie « le respect des traditions, les cadres raffinés, l'accueil personnalisé et un service exclusif ». Palaces en Italie, Espagne, Maroc, Maurice et Antilles, et théâtres en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans l'Ouest canadien, en Afrique du Sud, en Argentine et au Guatemala.

Faire des Antilles françaises une destination de vacances aussi accessible, financièrement parlant, que la Méditerranée, tel est

l'objectif du voyageur JV (15, rue de l'Aude, 75014 Paris, tél. : 43-25-15-15 et, pour la province, 78-63-69-70), spécialiste de la vente directe par téléphone de prestations aériennes (vols spéciaux et réguliers) et de forfaits séjours, du camping au « 4 étoiles », en passant par la location et les croisières d'île en île.

Fête des plantes vivaces, les 30 avril (de 12 heures à 18 heures), 1^{er} et 2 mai (de 10 heures à 18 heures) au domaine de Saint-Jean-de-Beauregard, près des Ulis. Exposition et vente de plantes rares, conférences. Renseignements : tél. : 60-12-00-01.

« Visitez un jardin en France », les samedi 5 et dimanche 6 juin qui verront de nombreux parcs et jardins ouvrir leurs portes au public. Une occasion pour les jardiniers et les paysagistes de présenter leur métier. Dans chaque région, un document recensera les jardins accessibles et les animations organisées. Renseignements sur minitel 3615 VMF à partir du 15 mai.

Sélection établie
par Patrick Francès
et Danielle Tramard.

مكتبة الأصل

PARCOURS

« Le Chemin des Dames » d'Yves Gibeau

Suite de la page 23

De Craonne, il ne reste qu'un petit cimetière civil d'avant la guerre, quelques tombes meurtries et remises en place, sous les bosquets. Le *Dormeur du val* aurait pu être écrit ici, sur cette herbe médiane qui ne trouvera jamais le repos. On raconte qu'un Allemand a été enterré en travers du sentier, à même la terre, et jamais déterré. Soldat inconnu. Frère. « Mon vœu est d'être enterré ici, dans ce cimetière », dit Gibeau. Craonne n'est plus une commune. Le romancier a adressé la demande à la préfecture, et attend une réponse. On le traite de fou, il dérange pour cela aussi, comme lorsqu'il se mêle aux « commémorations », ou s'entête à proposer ses livres au Musée de la grotte du Dragon.

Les anciens combattants auraient tort de se délier de ce promeneur du Chemin des Dames. Le temps a assez passé, depuis le mois d'avril 1917, pour que fleurisse la plainte de l'incompréhension. Les conférences sur l'ex-Yugoslavie pourrissent sur le plateau de la Californie, ou dans la ferme d'Hurbise. Si la maison et ses dépendances ont été reconstruites à l'identique, c'est bien pour que les vivants n'ignorent rien, et s'instruisent. Hurbise avait déjà vu mourir des centaines de « marie-louise », ces enfants-soldats de Napoléon, en 1814, sous le feu des Prussiens. La technologie de l'acier et de la poudre a fait des progrès, en cet endroit charmant, jusqu'aux batailles de 1940. La

ferme a eu son compte. Et Gibeau peut servir des commentaires objectifs et bien informés à tous les visiteurs : « Dans quelques années, il n'y aura plus aucun témoin vivant du Chemin des Dames, note-t-il, en regardant la ferme. Cela me paraît toujours si péfiant, lorsque j'y pense. Alors, il faut encore en parler. La mémoire va s'effacer, celle des hommes, parce que les champs, eux, charient longtemps les traces de ces massacres. »

La terre recroque l'acier des hommes, et il y en a encore pour cent ans au moins. Les collectionneurs fouillent les forêts, les tranchées, les trous d'obus. Le Musée de la grotte, ancienne carrière souterraine où six mille Allemands pouvaient se tenir cachés, a déjà été délesté de ses précieuses collections de ferrailles, de ses masques à gaz, de ses armes. Des crânes ont même été vendus. Le Chemin des Dames est une légende. Gibeau, lui aussi, ramasse ces mandits souvenirs. Dans le grenier de sa maison, il a même constitué une sorte de musée personnel, au milieu de ses centaines de livres sur la première guerre mondiale. On dirait une sculpture murale dédiée à l'effroi, un amas volontairement hostile, laid, de rouille, de cuirasses de gnetteurs, de chargeurs, de cisailles à barbelés, etc.

L'écrivain avait même entassé des grenades, mais les artificiers lui ont subtilisé les plus dangereuses. La production industrielle du promoteur peut toujours

tuer : « Des grenades qu'on appelait les « tourterelles », car, en les lançant, le son rappelait les battements d'ailes des tourterelles. » Surtout, pendant ses promenades hallucinées, Yves Gibeau cherche des souvenirs intimes des « bons-hommes », comme les appellent les officiers. Ces riens, ces photos, ces livres militaires, ces boutons, ces canifs que la mort scellait à la boue : « Ça m'aident, ces signes, ces morceaux d'histoire dérisoire. Je me sens proche d'eux. Cela me fait réfléchir. »

Yves Gibeau a offert, sur ses deniers, une stèle à la mémoire d'Apollinaire, au Bois-aux-Buttes. Relevé avec sa compagnie, éloigné pour un court répit, plus bas dans les pentes, le poète, dit-on, lisait la dernière livraison de la revue du *Mercredi de France* lorsqu'il fut blessé à la tête, le 17 mars 1916. Quelques compagnons d'écriture, Jean Vautrin, Roger Grenier, d'autres, ont suivi Gibeau, le 24 mars 1990, dans la forêt. Au bord du chemin, ils ont maudit la guerre, celle de Dorgelès, de Teilhard de Chardin, de Remarque, d'Arnold Zweig et d'Ernst Jünger. Puis, échangeant de conflit et de songes moroses, ils sont allés boire à la paix, plus bas, au Relais Sainte-Marie, qui conserve les photos des pilotes américains de la base aérienne voisine, à la Ville-aux-Bois-les-Pontavert. Le souvenir de pierre d'Apollinaire figure désormais sur le chemin de croix des Dames. La halte ne plaît pas à tout le monde, et Gibeau a été critiqué pour l'hommage à cet autre fameux récalcitrant.

Etomant comme, après tant de preuves, à travers les récits et les reliques, d'autres stèles posées là, au hasard d'une cartographie qu'on ne recompose jamais, il puisse demeurer sur ces hauteurs une incertitude. Ici, sur la route 140, les Français, les entrailles dévotées par la peur, imitent les Allemands : ils abandonnent la grotte pour l'éther. Plus abstrus. Cela devrait suf-



fice à déclarer une fois pour toutes ces crêtes incompatibles avec l'esprit humain. Sceptique, Gibeau : « J'ai peur que nous n'ayons pas compris la leçon laissée par tous ces sacrifices. Ça ne finira jamais. Le Chemin des Dames, c'est sans doute le comble. Difficile de faire mieux. Mais ça continuera. Je n'en verrai pas le terme. »

Alors, il remonte là-haut, à Craonne, sur sa propre tombe. Il écrit bien encore un roman, sur l'amour et la guerre. Sur l'amour contre la guerre. Mais il se demande si cela vaut la peine. Après tant de livres, après

à l'Ouest, rien de nouveau, de Erich Maria Remarque, qui a sans doute décidé de sa carrière d'écrivain, après Cendrars ou Fritz von Unruh, après ses propres romans, que pourraient encore quelques phrases ? Cela recommence à l'Est, au Sud... Rien de nouveau. S'il n'y avait la vigilance, ce pacifisme de toute une vie qui ne se refait pas, il se enclencherait volontiers, Gibeau, sur le gazon, si vert, de son cher cimetière. Doreur des crêtes, aux yeux ouverts sur un ciel toujours menaçant.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

► Tous les ouvrages d'Yves Gibeau, notamment *Le Grand Murmure*, *Allons z'enfants*, *la Guerre*, *c'est la guerre*, sont édités chez Calmann-Lévy, et disponibles au Livre de poche ainsi que le plus récent, *Mourir idiot*, paru en 1988, qui faisait écho à Pierre Laplace, dans *le Monde des livres*, sous le titre « Yves Gibeau, cet anarchoïste qui déteste le désordre » : « Gibeau n'a jamais été un tricheur. Il n'y a qu'un personnage dans son livre, et c'est lui-même. » A lire aussi : *le Chemin des Dames*, textes d'Yves Gibeau, photographies de Gérard Randeau, aux éditions Albedin, 18, rue Mariot, 51100 Reims.

HEURE

La dernière seconde du siècle

A Beanbourg, le Génitron continue à s'empoigner avec les secondes qui nous séparent de la fin du siècle. Encore un effort, camarades.

FRANÇOIS MITTERRAND avait mis l'appareil en marche le 31 janvier. Le mouvement atomique déclenché alors ne fut que le mécanisme d'une horloge, et le printemps put succéder à l'hiver quelques semaines plus tard. Il n'empêche, le geste avait son importance. Sous couvert d'inaugurer ce premier « monument commémoratif d'un événement futur » dédié à l'an 2000, il fut décidé par simple pression du doigt présidentiel que l'on compterait le temps à l'envers, et ce pendant 437 568 200 secondes.

La scène se passait au pied du Centre Pompidou, qui était alors dix ans d'existence. L'objet, alignement de chiffres haut perchés sur un support métallique, fut baptisé par ses concepteurs (François Scali et Alain Domingo, du groupe Nemo) du nom de Génitron. Fervent hommage à Céline, créateur, dans *Mort à crédit*, de Roger-Marie Courriel des Petites, propriétaire du Génitron, « périodique favori (vingt-cinq pages) des petits inventeurs-artisans de la région parisienne ».

L'ARCHITECTE rappelle bien sûr l'importance de l'échelle, « lieu de toutes les utopies depuis Jules Verne ». Avant d'observer : « L'an 2000 est là. Il ne se passe rien. » Force est de constater qu'à mesure que le temps passe l'horizon 2000 s'évanouit, comme le sommet d'une montagne que l'on gravit. Ou s'obscurcit, à grand renfort de trous dans la couche d'ozone ou de forêts en péril. Le « lieu des utopies » a donc laissé la place à



ce que François Scali appelle un « signal d'urgence ».

L'OBJECTIF prétendument désigné disparaît, ce qui ne saurait arrêter « un compte à rebours utilisant comme base l'heure atomique UTC retransmise par radio ». Le Génitron, narquois, n'en profiterait-il pas au contraire pour décapler sa force insidieuse ? Loin de l'ancestral

martèlement du bronze, cette horloge à afficheurs lumineux agit dans un silence pesant, autant dire dans l'ombre. Se moquant de notre traditionnelle accumulation du temps, vagues successives vers une sagesse souhaitée, qui des secondes fait des minutes, déverse celles-ci dans des heures alimentant le flot des jours et des années, elle a le mauvais goût de

nous conper l'herbe sous le pied. On peut accepter de mauvaise grâce que le temps s'écoule, à condition de savoir où il passe. Le Génitron, lui, se plaît à avaler les secondes. Pervers, il ôte toute réalité au présent en faisant d'un événement futur, par ailleurs de moins en moins consistant, l'unique point de repère.

RIEN de tel pour « bousculer les neurones », selon l'expression de François Scali, qui a relevé ici ou là quelques traces de « pillage » : de semblables chronomètres ont été installés à Barcelone et à Gènes, célébrant à l'occasion les Jeux olympiques et le départ de Christophe Colomb. La chambre de commerce et d'industrie de Nîmes possédait aussi son propre décompte, en fonction jusqu'à l'échéance économique-européenne du 1^{er} janvier 1993.

La machine infernale se devait de sécréter un semblant d'anti-dote. Celui-ci consiste en un modeste « certificat espace-temps », carte postale fixant un instant du très fuyant compte à rebours. Symbole de la fragilité de l'information, périmée avant même qu'elle soit couchée sur le papier... Joie des collectionneurs, qui réclament à cor et à cri tel ou tel de ces certificats comportant des nombres particuliers.

Il en coûtera 10 francs à qui souhaite suspendre le vol de ce temps qui se défile. Affa de se « reconforter » en conservant « une trace de son passage sur terre », selon François Scali. Ultime dérision, cette somme sert à financer la maintenance de l'engin (si le système sait reprendre son cours en ignorant superbement toute coupure de courant, afficheurs et imprimantes ont besoin d'être entretenus). La boucle est bouclée, le Génitron s'auto-alimente. La vraie revanche aura lieu dans quelques millions de secondes, quand il n'aura plus de raison d'être.

Jean-Baptiste de Montroulo

Avec Le Monde sur Minitel

AVEC SNVB GAGNEZ UNE CROISIÈRE
SUR LE NIL POUR DEUX PERSONNES

Promotions au 40-60-90-03
Istanbul, du 19 au 23 mai 1993 : 3 935 F

36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

Le Monde
EDITIONS

Rencontres avec
des citoyens extraordinaires

Douze expériences culturelles,
artistiques et sociales en milieu urbain

Le bilan critique de programmes d'insertion pour
donner aux acteurs comme aux médiateurs envie de
continuer.

Les tournants de la gloire

Vingt-trois vraies fausses
nouvelles sportives

Alain Giraudo

Le récit des moments inédits où la gloire trône la
chute : la mystère de l'acte sportif se révèle sous la
loupe de l'écrivain-détracteur. La légende des
champions entre vérité et fiction.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Bandung Bandung

AU-DESSUS de la ville, au nord du cercle de volcans qui l'encadrent et face au mont Malabar, s'élève la silhouette bicorne du Tangkuban Prahur. L'intérêt que lui portent les Javanais, et particulièrement les Soudanais, habitants de l'est de l'île, ne tient pas à la violence, à l'imprévisibilité de sa vie de volcan : rien de plus spectaculaire, au fond de son cratère principal, qu'une grande flaque jaune verdâtre, dont on vient en famille, le dimanche, respirer à distance les exhalaisons menaçantes, avant de négocier l'achat d'un van de Komodo en peluche ou d'une de ces toques de trappeur en fourrure synthétique qui, étrangement, faisaient un tabac autour du cratère lorsque nous y sommes montés. Non, la renommée du Tangkuban Prahur tient à sa forme curieuse, comparée à celle d'un bateau renversé - et à la légende qui s'en échappe, panache de funérailles puissamment soufflées.

Il y a bico longtempes donc, avant même la naissance d'Édipe probablement, le prince Sangkuriang tomba amoureux de la reine Dayang Sumbi et lui demanda de l'épouser. Ton désir sera exaucé, lui répondit-elle, si tu peux, en une nuit, transformer en lac ce plateau entouré de montagnes. Le prince, avec l'aide de la passion et à l'aide d'une armée de dévotion, des esprits de ses amis, réussit à barrer la rivière Citarum dans les défilés. Lorsque, au matin, épuisé mais triomphant, il invita la reine à gagner le bateau qui les attendait sur les eaux du lac, elle lui avoua que c'était impossible, car, c'est une chose qui arrive souvent dans ce genre d'histoires, elle était sa mère. Foo de dépit et de rage, le prince se saisit alors du bateau et le projeta sur la rive, la quille en l'air.

En février, l'un des participants à un colloque organisé par le Centre culturel français et l'ITB (Institut de technologie de Bandung) autour du thème « L'art urbain à l'époque de la grande métropole » proposait cette histoire d'impossible, inscrite dans le paysage, comme allégorie d'une interrogation qui pour être formulée sur un mode provocateur, n'en exprimait pas moins une préoccupation commune à nombre des architectes, enseignants et urbanistes indonésiens présents ce jour-là : Bandung est-elle possible ? Bandung est-elle une ville ?

S'agissant de la capitale politique, culturelle et économique de l'ouest de Java, en plein essor démographique et industriel, abritant plusieurs des universités les plus cotées du pays - l'ITB en particulier, où Sukarno fit des études d'ingénieur-architecte - la question a de quoi surprendre. Et, à ne parcourir que le centre de la ville, on se convaincrait vite qu'il s'agit là d'un sophisme facile, d'une de ces coquetteries paradoxales qui font tout le sel des colloques.

Au centre de ce centre est la place Alun-alun, vaste champ clos où se confrontent, avec une absence apparente d'agressivité, les pouvoirs qui ont marqué la courte histoire de Bandung : au sud, on longe la haie au toit traditionnel à quatre pentes de la résidence du bupati, le gouverneur javanais durant la période coloniale ; datant de la première moitié du dix-neuvième siècle, c'est l'un des plus anciens bâtiments d'architecture indigène de la ville. A l'ouest, légèrement décalé par rapport à la place, la grande mosquée est une construction franchement laide, sorte de bunker affligé d'un minaret en forme de cheminée d'usine, dont l'aspect rébarbatif est (provisoirement ?) aggravé par une palissade de tôles ondulées. L'islam, tout en s'étant pas la religion officielle, est celle que déclarent 98 % des Indonésiens.

En nord, on se trouve dans l'un des quartiers de Bandung. Elle suit le tracé de la Croote Postweg, la



Chou En-lai durant la Conférence de Bandung (du 18 au 24 avril 1955).

grande route de la poste construite au début du dix-neuvième siècle, à l'instigation du gouvernement hollandais, par des coolies javanais qui par centaines y laissèrent la vie. C'est sur cet axe que furent édifiés les premiers bâtiments administratifs coloniaux et que se dressent aujourd'hui de nombreux sièges de banques et de compagnies industrielles, plats spécimens de style dit « international » en architecture.

D'abord simple *babakan*, ou hameau, au pied du Tangkuban Prahur, puis relais de poste, Bandung devient une bourgade prospère lorsque les Hollandais y établissent le gouvernement régional du Priangan, puis une cité se développant à un rythme de plus en plus rapide lorsque naît le projet d'y déplacer la capitale coloniale, le climat de Batavia, l'actuelle Djakarta, étant jugé étouffant, insalubre. Les riches planteurs de riz, de thé, de café des environs et leurs familles en font bientôt un lieu de séjour élégant, un des « petits Paris » du monde. On commande à des architectes hollandais des hôtels de luxe : Chaplin et quelques autres stars séjournent au Savoy-Homann, redessiné par l'architecte Aalbers dans les années 30.

Puis mélancolique en revanche, étant donné l'état de relative décadence où elle se trouve, est la rue Braga, à quelques centaines de mètres de là. Durant la belle époque coloniale, bordée de vitrines regorgeant de meubles, robes et colifichets à la dernière mode européenne, c'est le boulevard des élégances. On peut encore s'y faire une idée de l'architecture « indo-européenne » alors en vogue - formes et lignes art nouveau décorées de motifs d'inspiration bouddhiste ou hindouiste comme le *kala*, masque à langue pendante, ou la fleur de lotus - mais de nombreuses façades ont été « modernisées » ou camouflées derrière des panneaux publicitaires. Peut-être faut-il voir dans la disgrâce qui frappe *jalan Braga* - comme le suggèrent des responsables d'Héritage, une association qui lutte pour la conservation et la réhabilitation des quartiers anciens de Bandung - un effet de l'ambivalence des Indonésiens vis-à-vis de leurs ex-colons, de leur agacement à l'égard de tout ce qui rappelle l'insolence coloniale ? (lesquels ex-colons, qui entretiennent toujours des relations commerciales privilégiées avec l'Indonésie, se sont vu récemment, après une protestation jugée un peu trop appuyée du gou-

En Indonésie, sur l'île de Java, Bandung offre l'exemple d'une ville double : superposition de la trame coloniale, restée inachevée, avec le développement des quartiers-villages, caractéristiques des cités indonésiennes. Bandung Bandung, qui abrita, en 1955, la Conférence des pays non alignés.

vernement hollandais contre la répression à Timor-Oriental, refuser le renouvellement de leurs visas et invités à quitter le pays...). Pour ce qui est de la nostalgie, on trouve oon loin de là, à nouveau sur *jalan Asia-Africa*, un édifice nommé Gedung Merdeka - Maison de la liberté - dont les murs et les tentures poussiéreuses en sont si fortement imprégnés que la rue Braga, par comparaison, semble un brillant décor pour la Vie parisienne.

C'est en ce lieu que se tint, à la mi-avril 1955, la conférence des pays non alignés, qui fit de Bandung, durant quelques jours, la capitale mondiale des damnés de la terre. A l'initiative de la jeune

musée : une vitrine présentant reliques offertes à la vénération de foules disparues, si elles ont jamais existé, une caméra antique, « used during the conference », et une machioc à écriture dont les deux tiers des touches ont été perdues ou subtilisées, imagine-t-on, par un fervent fétichiste, peut-être celle sur laquelle Richard Wright, présent comme correspondant d'un journal américain, tapait ses articles ?

Quelques panneaux chronologiques, des coupures de presse bistre, une profusion de photos presque grandeur nature de *warmfull shake-hands* et d'*informal meetings*, dont les vedettes sont Nehru, Chou En-lai, Nasser,

bles que leurs sourires élastiques, amères considérations sur le devenir des idées les plus « justes », et bien d'autres sentiments contradictoires. On n'en finit pas de les regarder se rencontrer informellement, se serrer les mains avec chaleur, si le gardien, qui commencent à agacer sérieusement vos mines hébétées, d'autant plus que l'heure du déjeuner approche, ne vous poussait pas, avec la plus courtoise fermeté, vers la sortie, dans la chaleur et le vacarme de *jalan Asia-Africa*.

Pour reprendre pied en 1993, nous décidons de sortir du « centre historique » - non sans noter au passage que se tient au Savoy-Homann une Wild Forest World Conférence qui, d'après les experts français que nous rencontrons le soir-même, se voudrait une riposte au récent Sommet de la Terre de Rio. Le représentant de la Malaisie, en plein accord avec les Indonésiens, y aurait fait une violente sortie contre les pays développés, leur demandant en substance de laisser ceux pour qui l'exploitation du bois est une ressource essentielle (la deuxième pour l'Indonésie après le pétrole) déforester leur territoire comme ils l'entendent.

Ce qui se trame dès qu'on s'éloigne du centre se moque éperdument de l'idée de ville, de l'idée occidentale de ville en tout cas, comme d'un noyau croissant par poussées centrifuges, dont la périphérie délimite de manière plus ou moins effilochée ce qui est encore ville et ce qui ne l'est plus.

Au sud, empruntant quelques rues commerçantes, on traverse bientôt des quartiers de petites habitations sans étage, cubes de ciment, parfois encore bâtis de bois et murs de palmes tressées enduits, dédales serrés de *gangs*, ruelles trop étroites pour les voitures, marchés couverts sombres comme des cavernes - on s'y repère aux odeurs, aux lieux que jettent de rares lampes à pétrole, - cols-de-sac bordés de jardins où l'on n'entend que des bruits de cuisine, le *swip-swap* des balais de branchage appelé bruit d'Indonésie. Puis le tissu se relâche, les maisons s'éspacent, on plonge tout d'un coup dans le vert lumineux des rizières, un étang, un enfant court pour lancer son cerf-volant, semant la panique dans une formation de poules en liberté, c'est donc qu'on est sorti de la ville sans le savoir. Mais un peu plus loin, sur l'avenue devenue route, tout recommence : concert de klaxons, essais multicolores de cyclopoisses, commerces, restaura-

rants, toute une agitation urbaine à nouveau.

Le sud de la ville est plat, au nord, ce sont des collines séparées par des rivières. Dans les dernières décennies coloniales, les Hollandais y planifièrent la construction de secteurs entiers de bâtiments administratifs, de casernes militaires, et de quartiers de villas résidentielles. Ces plans furent dessinés suivant le modèle européen des cités-jardins, plantées d'arbres et aérées de nombreux parcs - Bandung fut citée en exemple au premier des CIAM (congrès internationaux d'architecture moderne) en 1928. Mais les interstices de ce canevas, notamment le creux des vallées, ont été peu à peu grignotés par des *kampung*, ces quartiers-villages caractéristiques des villes indonésiennes, où subsistent des formes de vie communautaire dans des conditions d'hygiène souvent précaires, mais en règle générale très soigneusement entretenus par leurs habitants.

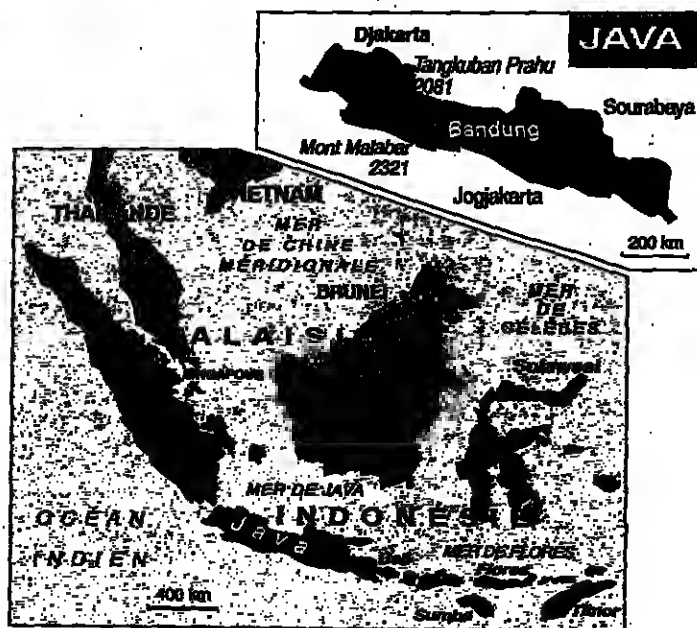
Chaque quartier, apprend-on, est quadrillé par une organisation qui se charge d'assurer la sécurité de chacun, en étroite collaboration avec la police. L'adhésion y est obligatoire. Toute personne invitée, tout événement sortant de l'ordinaire doit être signalé. C'est une des clés de la longévité du régime de « dictature éclairée » du général Suharto. Les villes indonésiennes sont par là très sûres, la délinquance y étant le plus souvent étouffée dans l'œuf grâce à ce système d'auto-surveillance de la population. C'est ainsi que, à de nombreux carrefours, des policiers de bois peint suffisent à rappeler à l'ordre nouveau « indonésio d'éventuels contestataires. Même dans les universités règnent un calme et un conformisme étouffants : quelques étudiants de l'ITB qui s'étaient hasardés, lors d'une visite de François Mitterrand, au milieu des années 80, à jeter quelques tomates en direction de leur président viennent juste de sortir de prison...

En conclusion d'une thèse remarquablement fouillée et documentée (1), Sardi Aminuddin Siregar, enseignant au département d'architecture de l'UNPAR, considérant la superposition de la trame coloniale inachevée et du réseau des *kampung* qui se développe selon une logique beaucoup plus erratique, parle d'une « ville double » : Bandung Bandung (eo *bahasa indonésien, lingua franca* peu pressée, une des manières de marquer le pluriel est de redoubler le mot). Cette ville, dit-il, est trop jeune, encore à l'état d'ébauche, son histoire est faite d'étapes inachevées qui se sont succédé à un rythme trop rapide pour que les éléments qui la composent aient pu complètement fusionner. D'où son identité incertaine, mouvante, comme fragmentée en plaques qu'une tectonique aléatoire constituerait progressivement, par entrecroisements et ajustements successifs, en écorce solide.

Quant à la forme à advenir de Bandung, autant chercher à deviner, en regardant le visage d'un enfant, les traits qui seront les siens, adulte... Même si ce qui semble l'emporter pour l'instant, mépris pour l'architecture vernaculaire modeste, refoulement du passé colonial, engouement pour la médiocrité prétentieuse qui caractérise les sièges des banques et les villes opulentes des collines, angure plutôt d'une figure peu antée.

Juliette Kahane
et Jean-Pierre Le Dantec

(1) Bandung, a city in development, thèse publiée par l'université de Louvain, Belgique, en 1990.



République indonésienne, de l'Inde, du Pakistan, de Ceylan et de la Birmanie, se réunissaient pour la première fois les dirigeants africains et asiatiques de vingt-neuf pays venant de conquérir leur indépendance, on de mouvements de libération. Le bâtiment, où du moins son hall de réception, a été transformé en musée. Plutôt indigent d'ailleurs, en fait de

Pham Van Dong, Sihanouk, Indira Gandhi, tous jeunes ou presque, et quel qu'on devine des zézaiens en coulisse, du bras de fer entre Nehru et Chou, on est saisi par la ferveur, l'effusion du moment, au point qu'on est envahi par une sorte de stupeur où tout se mélange, retour de vieilles admirations refoulées, surgissant aussi fraîches et redouta-

فَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

Pablo Neruda, retour à la Isla Negra

« Isla Negra », l'île noire, pas une île, mais une maison, celle qu'aima Pablo Neruda, à une centaine de kilomètres au sud de Valparaíso. Il y repose depuis décembre 1992. La demeure est devenue musée. Souvenirs d'une rencontre.

La tombe ressemble à une barque dont la proue est tournée vers l'océan. Elle domine la longue plage de sable blond et les rochers sombres où se brisent les rouleaux furieux du Pacifique. Une tombe toute simple, de pierre grise et fleurs sauvages qui frémissent sous le grand vent du large. Deux noms gravés : Pablo et Matilde, la dernière épouse, la compagne de la gloire du Nobel de littérature en 1971, et de l'agonie de septembre 1973, sous les cris de haine des putschistes.

Une odeur de campagne et de sapins, de landes moussues et d'iodée. Une ancre marine est fichée dans le sol, à côté de la chapelle en bois aux trois cloches d'une ancienne chapelle. Pablo fouineur, un peu pirate, qui marchait sur cette plage alors déserte, le dos courbé, à la recherche de trésors que la fémurèle aurait jetés à la côte. Son écriture est une planche épaisse, échoquée et ramassée sur la grève.

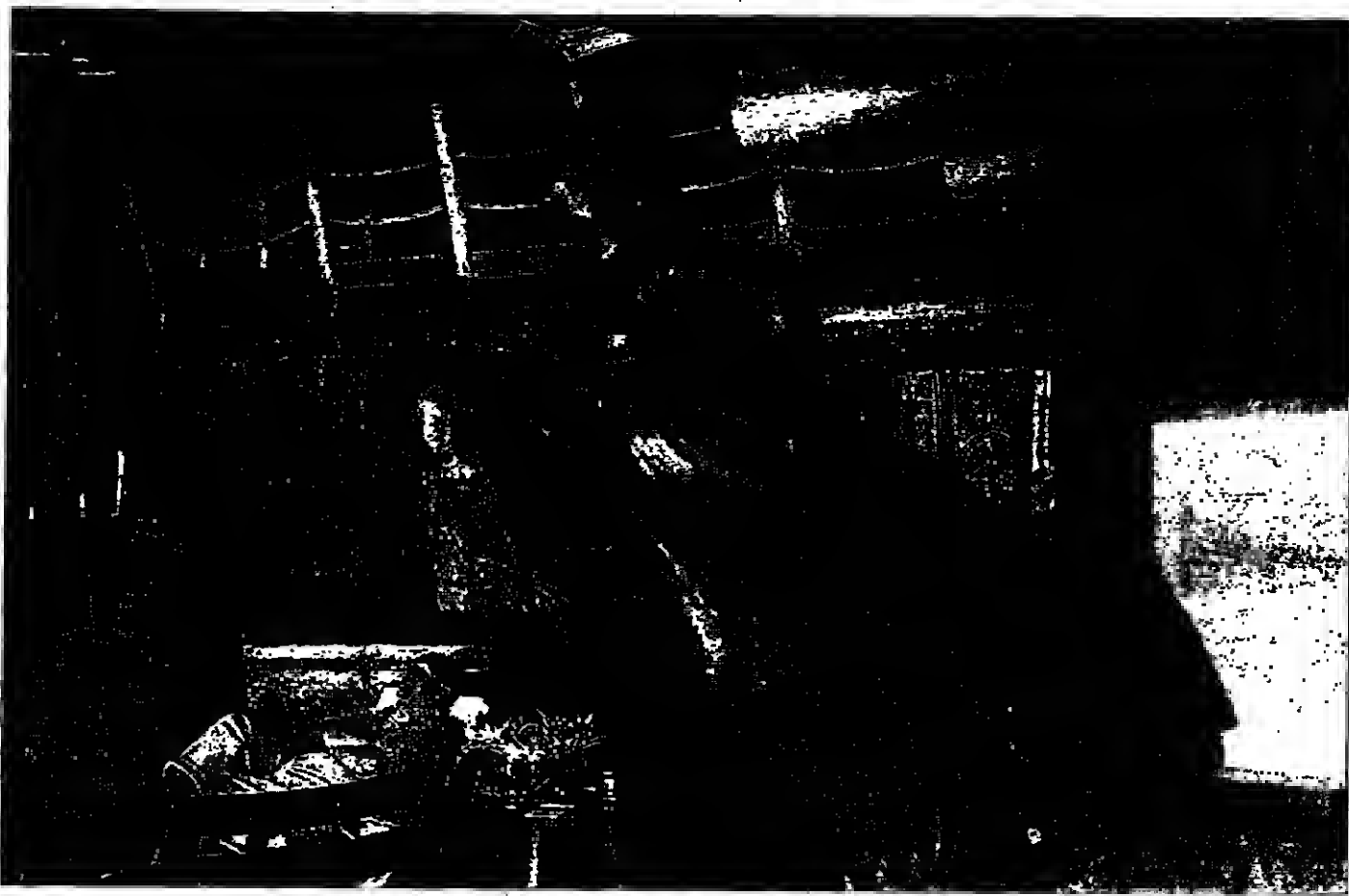
C'est une tombe toute neuve : les restes de Pablo Neruda ont finalement été inhumés le 13 décembre 1992 dans la pelouse de sa maison préférée, sur la côte chilienne, à une centaine de kilomètres au sud de Valparaíso. Près de vingt ans après sa mort à Isla Negra, l'île noire. Mais ce n'est pas une île, seulement le nom donné par Pablo en 1938 lorsqu'il découvrit une modeste demeure de pierre en ruine à l'aplomb de cette côte sauvage. Première étape d'une maison-gigogne bâtie pierre après pierre, en enfilade, mais d'un raffinement et d'une richesse intérieure à couper le souffle.

Collectionneur fanatique et d'un goût très sûr, Pablo a entassé ici pendant des années quelques-uns de ses objets préférés : figures de pierre géantes, masques du cosmoire Morgan, coquillages, papillons, maquettes de navires, lampes et tableaux rares. Toute une fantasmagorie de couleurs et de formes offertes à tous pour le meilleur et pour le pire, la Isla Negra étant maintenant un musée administré par une association privée.

Pablo disait : « L'enfant qui ne joue pas n'est pas un enfant ; et l'homme qui ne joue pas n'a perdu pour toujours l'enfant qui était en lui. » Pablo jouait avec des cerfs-volants, avec ses flacons de couleurs, ses papillons, ses voliers en bouteille et son cheval de Temuco. Une tombe accueillante et gaie. Deux jeunes femmes, le dos à la pierre, se chauffent au soleil en bavardant.

J'étais venu pour la première fois à la Isla Negra en 1970, invité par Pablo. Tout est pareil et tout a changé. Il ouvrait tout grand sa maison-cabane de trappeur, sa maison vigie d'un océan qu'il adorait et redoutait à la fois. « Je suis un navigateur de bouche confiait-il. Je préfère avoir les pieds sur terre. » Il offrait aussi son âme d'enfant heureux de faire admirer ses trésors, son humour rabelaisien, ses rires tonitruants. Ses silences, son œil lourd et blasé d'ours fausement somnolent, Pablo la bonté. « C'est, disait-il, la qualité que j'apprécie le plus. Plus encore que l'intelligence... »

La maison-refuge était alors vraiment solitaire, à la fois rustique et raffinée, plantée sur sa col-



« C'est ma maison, la plus aimée. J'y ai écrit la plupart de mes poésies. »



line inspirée, entourée de sapins qu'il avait plantés et que la municipalité d'El Quisco (dont dépend la Isla Negra) voulait lui faire couper. La hauteur des arbres, paraît-il, dépassait les normes administratives ! Pablo en était ulcéré. Il grognait : « La maison d'Axel Munthe à Capri ou la respect, on la protège. Qu'est-ce que je peux répondre à leur absurde mise en demeure ? Seule la mer peut échapper à leurs règlements. A Oxford on me fait docteur honoris causa. Ici on veut raser mes arbres... »

Il marchait sur la plage de son pas lent de grand plantigrade. « C'est ma maison la plus aimée disait-il. J'y ai écrit la plupart de mes poésies. Et dans cette maison j'ai réuni des jouets, petits et grands, sans lesquels je ne pourrais pas vivre. » Isla Negra alors ressemblait bien à une île protégée. Pas de voisins à la

ronde, et le bourg le plus proche à plusieurs kilomètres.

La palissade de grins rondins accentuait encore le côté Robinson Crusoe. Tout est pareil et tout a changé. La haute palissade est griffée de graffiti taillés au couteau par d'innombrables visiteurs. Des résidences luxueuses avec terrasses et piscines ont été bâties à proximité. Et la plage est publique encore que très dangereuse. Les familles viennent y pique-niquer le dimanche. Au pied des rochers, où les sympathisants des années sombres de la longue répression militaire ont écrit à la chaux des professions de foi mal effacées : « Liberté », « Pablo presente », nu encore « Nous avons perdu la guerre, mais nous avons gagné un... » la suite totalement illisible.

Car tout est encore symbole ici. Le Chili officiel a attendu vingt ans pour rendre un hommage symbolique à son plus grand poète contemporain (le second prix

Nobel chilien de littérature après celui de Gabriela Mistral qui disait à Pablo : « Protège-toi, protège-toi bien... »). Pour le ramener, enfin chez lui, dans cette île après laquelle il soupirait tant lorsqu'il était ambassadeur à Paris, déjà très malade, « dans cet horrible édifice de l'avenue de la Motte-Picquet » disait-il en ajoutant : « La mer de là-bas me manque. »

La cérémonie officielle de transfert des cendres de Neruda le 13 décembre 1992 a d'ailleurs tourné court, perturbée par une manifestation de militants communistes porteurs de pancartes affirmant que « La place du gouvernement n'était pas là » et que « Pablo appartenait au peuple ». Le président Aylwin a été sifflé. Mais Volodia Teitelboim, l'un des leaders de la vieille garde communiste orthodoxe, présent au premier rang des officiels, est lui resté silencieux, la tête basse. Il n'empêche. Cet incident rapporté de manière elliptique dans la presse chilienne, a montré que toutes les blessures du coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973 n'étaient pas refermées. Et des réserves persistent encore aujourd'hui dans certains milieux dirigeants et d'affaires à l'égard du militant communiste Neruda. Le poète lui, le politique non...

Bien peu politique pourtant, selon ses intimes (« ce n'est pas mon obsession », admettait-il lui-même), ce Pablo Neruda, membre du Parti communiste certes et qui s'était même laissé propulser, sans enthousiasme, à une candidature sans espoir à la présidence de la République. Mais le cœur à gauche, sans aucun doute et toute sa vie. « Tu n'es pas un politique, tu es un sentimental » lui disait Sara Vial, l'une de ses amies les plus intimes (1). Exactement ce qu'affirmait déjà Delia del Carril, sa seconde épouse, une Argentine de vingt ans son aînée mais d'un charme et d'une distinction hors pair, et qui vécut avec Pablo à Madrid les années de guerre civile.

Une mère morte de tuberculose alors qu'il avait trois mois, une enfance mélancolique dans une famille modeste à Temuco, dans le sud chilien, un père cheminant admet et redouté (une locomotive antédiluviennne était l'un des « jennets » de Pablo), « mon pauvre père si dur » a-t-il écrit, son « pacte » avec la terre australe, cette Araucanía marginalisée : telles sont les racines de son ancrage à gauche. Mais le déclin fut la guerre d'Espagne, et l'influence de Delia, la petite femme, très poli-

malade, épuisé par les traitements anticancéreux, le corps et le visage boursoufflés. Il suit le putsch à la télévision, la mort d'Allende. Des militaires sont sur la plage, encerclent sa maison. On vient le chercher en ambulance. Celle-ci est stoppée à plusieurs reprises. On l'insulte. Il pleure. Il est désespéré lui qui a toujours été vulnérable et fragile, toujours protégé par des femmes fortes, de caractère : Maruja, la Hollandaise, la première épouse, rencontrée à Rangoon en 1927 ; puis Delia puis Matilde, et Laurita sa demi-sœur, fidèle jusqu'au dernier souffle.

Pablo est hospitalisé à Santiago, ramené à son domicile de La Chascona. Le 23 septembre à dix heures du soir il meurt. « Je m'en vais Laura. » La Chascona inondée est saccagée par les militaires : livres déchirés, tableaux lacérés, fenêtres arrachées. Le lendemain, des nobles presque furtives organisées par Plinio Mendoza, l'écrivain et l'ami colombien, un cortège funèbre sous la menace des fusils, quelques amis seulement, des mouchoirs blancs, « Pablo, presente ».

Et puis ce long silence. Maintenant il est de bon ton pour certains politiciens de se montrer à la Isla Negra. Dans le hall d'entrée du musée c'est la cohue. Visite guidée limitée à une demi-heure au pas de course. Le bar est fermé. Une touriste avait cassé un vase. C'est un peu le château de Chambord sur Pacifique. Mais l'âme de la Isla Negra est partie avec Pablo...

De notre envoyé spécial
Marcel Niedergang

(1) Neruda à Valparaíso, de Sara Vial, Éditions Universitaires, Valparaíso.

Avec Le Monde sur Minutel

GAGNEZ UN SÉJOUR A LA MONTAGNE

Pour tout savoir sur les stations SKI-FRANCE



36.15 LE MONDE

Tapez JEUX

Le Monde des DEBATS

Le Monde

Dans le Monde des débats d'avril

L'ITALIE EN 1993 COMME LA FRANCE EN 1958

« Notre guerre d'Algérie à nous, c'est la question morale qui rongé tous les partis », a déclaré le président du Sénat, Giovanni Spadolini, comparant la situation de l'Italie en 1993 à celle de la France en 1958, au cours d'une table ronde qui réunissait à Rome constitutionnalistes français et italiens. Le Monde des débats d'avril publie le compte rendu de cette rencontre.

En vente dans les kiosques
Le numéro 30 F

Bridge

n° 1533

UNE RUDE
EXCEPTIONNELLE

C'est le champion italien Frenco qui a signé cette donne. Elle a reçu ensuite l'oscar de « la donne de l'année ». Il s'agit d'une ruse étonnante utilisée en partie libre à son gros tarif par Primo Levy dans un club de Milan.

♠ 10 6 3	♥ 10 9 7 3 2	♦ 10 9 7 3 2	♣ 10 9 7 3 2
♠ 10 6 3	♥ 10 9 7 3 2	♦ 10 9 7 3 2	♣ 10 9 7 3 2
♠ 10 6 3	♥ 10 9 7 3 2	♦ 10 9 7 3 2	♣ 10 9 7 3 2
♠ 10 6 3	♥ 10 9 7 3 2	♦ 10 9 7 3 2	♣ 10 9 7 3 2

Ann. : S. don. Tous vul.					
Sud	Ouest	Nord	Est		
1 ♠	1 SA	1 ♠	1 ♠		
2 ♠	2 SA	2 ♠	2 ♠		
4 ♠	4 SA	4 ♠	4 ♠		

Ouest entame le Roi de Trèfle et continue Trèfle. Est fit l'As et contre-attaqua le 6 de Cœur pris par l'As (sur lequel Ouest fournit le 2). Regardez bien les quatre jets et essayez de trouver ce qui n'a pu se passer pour que le déclarant chute ce contrat de QUATRE PIQUES qui était théoriquement sur table ?

Réponse :

Il suffit de tirer As Roi de Pique pour gagner. Comment Est peut-il l'en dissuader quand la chute ne peut provenir que d'une levée d'atout et d'une coupe à Cœur ?

Observez Primo Levy : quand Sud a tiré l'As de Pique, il a froidement jeté la Dame de Pique, un sacrifice sans importance si Ouest a le Roi de Pique (puisque il prendra au tour suivant et rejoindra Cœur), mais un sacrifice dévastateur si le déclarant suppose que cette Dame est abécédaire.

Convoqué, en bonne logique, qu'il fallait se protéger l'atout V 9 5 4 à Pique en Ouest, le déclarant rejoindra le 2 de Pique afin d'être certain de ne pas perdre deux atouts. Le seul inconvénient était de donner le Valet de Pique à Est avant D V secs, mais le déclarant ne pouvait guère imaginer que Est avait la Dame troisième ! Ce devint sa stupeur lorsque Ouest, après avoir fait le Valet de Pique, rejoindra Cœur coupé par le dernier atout qui sortit comme un diable de la main d'Est.

VIVE
LES DIX !

Une des insuffisances des modes d'évaluation est de ne pas donner de valeur au 10, car Milton Work, le créateur des points d'honneur dans les années 20, avait omis de leur

attribuer une cotation. Or ils valent environ un demi-point et souvent davantage quand le Valet, ou même le 9 de la couleur, se trouve dans le même camp. Voici une donne qui confirme ce propos, elle a été distribuée au cours d'un des matches du tournoi de Zandvoort de 1990.

♠ 10 7 5	♥ 10 9 5 2	♦ 10 9 5 2	♣ 10 9 5 2
♠ 10 7 5	♥ 10 9 5 2	♦ 10 9 5 2	♣ 10 9 5 2
♠ 10 7 5	♥ 10 9 5 2	♦ 10 9 5 2	♣ 10 9 5 2
♠ 10 7 5	♥ 10 9 5 2	♦ 10 9 5 2	♣ 10 9 5 2

Ann. : O. don. Tous vul.

Ann. : O. don. Tous vul.					
Ouest	Nord	Est	Sud		
1 ♠	1 SA	1 ♠	1 ♠		
2 ♠	2 SA	2 ♠	2 ♠		
4 ♠	4 SA	4 ♠	4 ♠		

Ouest ayant entamé le 9 de Trèfle, comment Leukens en Sud a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Note sur les enchères
L'enchère de « 2 Trèfles » était un cue bid qui indiquait une bonne intervention à Cœur et le désir d'obtenir de Nord un soutien à Cœur. Le saut à « 4 Cœurs » était quand même optimiste.

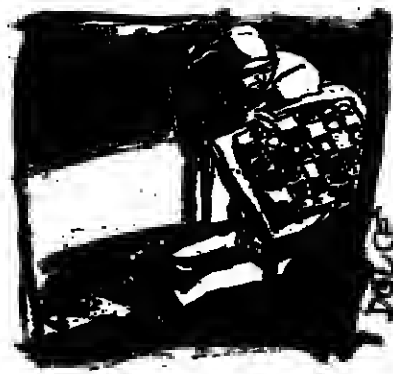
COURRIER
DES LECTEURS

Le combat des deux Chambres (n° 1520)

Ce n'est pas le problème, écrit G. Claudet, mais Sud peut faire deux levées de mieux à 3 SA si la défense d'Est, sur le troisième Trèfle, lui permet de localiser en Est le Roi de Carreau. Malheureusement, les adversaires ne sont pas aussi aimables, et il fallait d'abord assurer le contrat. Notons cependant que, en tournoi par paires, il ne serait pas totalement exclu de prendre le risque de chuter pour faire deux de mieux.

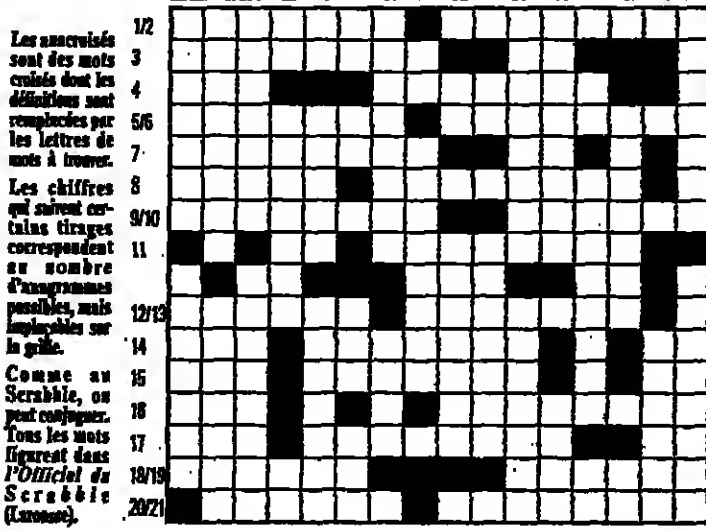
Aux âmes bien nées (n° 1523)
Décidément, rien n'échappe à certains lecteurs. Ainsi trois d'entre eux (Bileau, Guidicelli, Pasquet) ont découvert que la jeune écolière Zaluska, qui avait fait chuter 3 SA en contre-attaquant Carreau dans la « faiblesse du mort » à la deuxième levée, aurait pu également battre le contrat en jouant son second Pique et Trèfle dans la « forte du mort ». Elle devint toutefois prendre soin de débloquent sa Dame de Trèfle pour que le Valet de Trèfle d'Ouest soit une reprise.

Philippe Brugnion



Anacroisés (R)

n° 764



HORIZONTALEMENT

1. EFFIRRY. - 2. ABDEIR. - 3. EEEINPT. - 4. CFHINOSU (+ 1). - 5. AAEIMN. - 6. AEFIOSS. - 7. AEEILLT. - 8. AEEIILN. - 9. EIRRSSTU. - 10. ACENRT (+ 12). - 11. AEEILRTU. - 12. ABERSU (+ 1). - 13. ABGILS. - 14. ALMORU. - 15. EEEIMPSS. - 16. ACESSSSU. - 17. AEEIRSS. (+ 1). - 18. EERSTT (+ 1). - 19. EEEGLRT. - 20. AEEIR. - 21. EEEIOSS.

VERTICALEMENT

22. AEEELFS (+ 1). - 23. ADEMNST. - 24. EEEINPT. - 25. BEILORU (+ 3). - 26. EELORTY (+ 1). - 27. AELSTU. - 28. AEMNST (+ 2). - 29. CEEHMR. - 30. CEEHRTZ (+ 2). - 31. BEFELMNS. - 32. AELSSU. - 33. AEGIRRU (+ 2). - 34. AANSTTU. - 35. AACLRS (+ 1). - 36. DEEBELU. - 37. BCEEIRSU. - 38. EELIRST (+ 2). - 39. EEEGPSU. - 40. CDEERX. - 41. EEELOST (+ 1).

SOLUTION DU N° 763

1. OBTIMES. - 2. EPEUTEUR (EPEURAT, PATURE). - 3. BOULEAU. - 4. ADIRES, perdus (droit) (ARIDES.).

5. SPECIFIES. - 6. ACQUISE (CAQUES, ICAQUES). - 7. IPSEITE. - 8. UNONES. - 9. REARMANT (AMARRENT, MARRANTE). - 10. NARINE. - 11. ETHERGE. - 12. RENITENT (INTENTIER). - 13. EPTOME. - 14. POITEVIN. - 15. PARIES (PRISAS). - 16. ADORÉE (ORADE). - 17. BILERS (ABLIERS.). - 18. EUSCARA (CAUSERA, RECAUSA, SAUCERAI). - 19. ORVIETAN (NOYERAI, RENOVAT). - 20. ANTISEPS (ETHANES, HANTES). - 21. SELENTE, infamations de la note. - 22. ORLATU (TRABOULE). - 23. EPATERA. - 24. BOUCANAT. - 25. PADOUAN. - 26. HAIROIS (HARNOIS, HORSAIN). - 27. ILLUMINE. - 28. NARCOSE (ACERONS, ECORNAS, NECROSA, NOCERAS). - 29. MASSIERE (ARRESMES.). - 30. MIEVRES (REVIMES, VERIMES). - 31. EUPESIE, bonne digestion. - 32. ACERER (CREERAI, ECRIERAI, RECRERAI). - 33. PRISONI. - 34. EDIFIE (DEIFIE). - 35. ECOULE (RECOULE, CROULE, ECRIOULE, URCEOLE). - 36. TARNIAISE (ARTISANIE.). - 37. ARISERAI (AIRERAI, RAISERAI). - 38. TREPANE (ARPEPTE, PARENTE, PATERNE, PENETRA). - 39. ESSORAGE. - 40. VISITAL. - 41. RECRUTAT (TRACTEUR). - 42. NONANTE (ANTONNA, TANNONNA).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

n° 455

LE COIN DU DÉBUTANT

Les gains par opposition : dans sa forme la plus simple, un gain par opposition se définit par l'impossibilité pour un pion adverse de poursuivre sa progression sans s'auto-détruire.

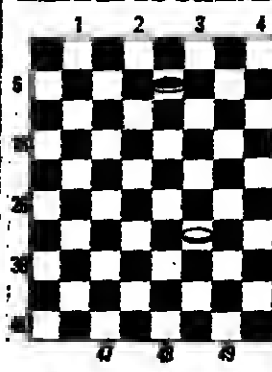
Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 28-22 (27x18) 29-23 (18x29) 44-39 1, + par opposition.

L'UNIVERS MAGIQUE

Combinaison de gain par le docteur A. MOLIMARD, ancien champion du monde, l'un des maîtres les plus brillés des années 10 et 20.

EXEMPLE DE SCHEMA

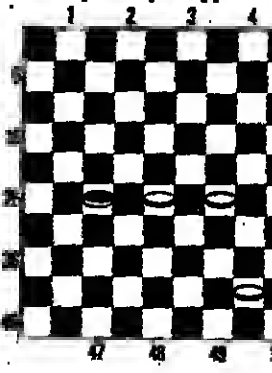


Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 33-28 et si : a) (8-12) 28-22, + par opposition. b) (8-13) 28-23, + par opposition.

EXEMPLE D'APPLICATION

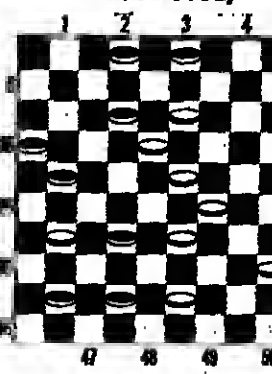
Dans cette illustration, les Noirs paraissent être en mesure de déborder et d'obtenir la nulle. Seul un double sacrifice permet aux Blancs de l'emporter par opposition.



Les Blancs jouent et gagnent.

PROBLÈME

G. GAGNARD (Argentan-l'Église, mars 1993)



Les Blancs jouent et gagnent.

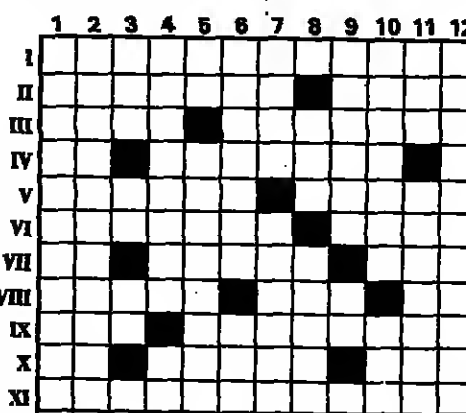
SOLUTION DANS LA PROCHAÎNE CHRONIQUE. Première composition de ce lecteur. Peut et doit viser plus haut.

À l'attention de M. Christian Roman (Carrières-sur-Seine) pour son problème proposé le 14 mars : les Blancs possèdent un avantage positionnel substantiel (pions à 17 et 11), l'attaque des Noirs par (20-24) n'est pas plausible, et enfin les Noirs ne sauraient être en prise simultanément en deux points différents. Que ce très fidèle et imaginaire lecteur garde espoir : ce n'est que partie remise. Pour franchir rapidement les premiers caps de l'initiation, la Fédération française du jeu de dames a mis à la disposition de tous les amateurs un numéro d'appel : 48-31-70-89 (précédé du 16-1 pour la province), pour obtenir un ensemble de renseignements pratiques (règles, ouvrages, clubs, calendrier des compétitions...).

Se recommander du Monde. Jean Chaze

Mots croisés

n° 763



HORIZONTALEMENT

1. Sa musique est de celles qu'on aime, dans le commerce. - II. Chevalerie ou l'île, c'est selon. Pour l'épouse. - III. Fils vieillit. Pour le rat, le plus souvent. - IV. Un des auteurs. Présente toutes les gammes. - V. Elle a tort de bâiller. Père sévère. - VI. Péri le dessus. Adverbe. - VII. Dans l'auxiliaire. C'est l'idée. Pas très oct. - VIII. Épouse. Pour un végétarien. Note inversée. - IX. Interventionniste en ce moment. Cette vache-là court et se meurt pas. - X. Note. Faire glisser. Annonce le coarsier. - XI. Stupéfié.

VERTICALEMENT

1. Forcément superficiel. - 2. A priori tort de ne pas croire les leadeurs. - 3. Elle est fine. Pronom. Rien n'arrête son élan. - 4. Il est répété malgré sa petite taille. Dieu. - 5. Pronom. Intéresse-t-il toujours vocat ? - 6. Remet au bon calibre. Petite pomme. - 7. Porteur de bois.

Polis. - 8. Donne toujours de l'intérêt. Va vers Nantes. - 9. Il a'est pas fait de bout en bout. Possessif. - 10. Mauvaise herbe. Bientôt en fleurs. - 11. Pronom. Fait tout à la main. - 12. Drogue douce.

SOLUTION DU N° 762

Horizontalement
I. Gourmandises. - II. Arrière. Revu. - III. Stagnation. - IV. Thé. Entrisme. - V. Rotes. Oiseaux. - VI. Odeur. Lyse. SP. - VII. No. Ornée. CIO. - VIII. Oxyde. Robes. - IX. Mévante. Aile. - X. Entend. Son. - XI. Suspendent.

Verticalement
1. Gastronomie. - 2. Orthodoxe. - 3. Urable. Yves. - 4. Rig. Érudent. - 5. Mères. Rente. - 6. Aram. LN. Ten. - 7. Nettoyent. - 8. Iriée. De. - 9. Iriée. BA. - 10. Sensé. Cesse. - 11. Ev. Musicien. - 12. Surexposé. François Dorlet

Echecs

n° 1536

TOURNOI ZONAL
(Budapest, 1993.)

Blancs : J. Polgar.

Noirs : L. Ftacnik.

Défense sicilienne.

1. ♠	♠ 21. ♠ (a)	boud
2. ♠	♠ 22. ♠	♠
3. ♠	♠ 23. ♠	♠
4. ♠	♠ 24. ♠ (a)	♠
5. ♠	♠ 25. ♠	♠
6. ♠	♠ 26. ♠	♠
7. ♠	♠ 27. ♠	♠
8. ♠	♠ 28. ♠	♠
9. ♠	♠ 29. ♠	♠
10. ♠	♠ 30. ♠	♠
11. ♠	♠ 31. ♠	♠
12. ♠	♠ 32. ♠	♠
13. ♠	♠ 33. ♠	♠
14. ♠	♠ 34. ♠	♠
15. ♠	♠ 35. ♠	♠
16. ♠	♠ 36. ♠	♠
17. ♠	♠ 37. ♠	♠
18. ♠	♠ 38. ♠	♠
19. ♠	♠ 39. ♠	♠
20. ♠	♠ 40. ♠	♠

NOTES

a) Face à cette construction agressive, les Noirs peuvent répondre, soit par 6... 66 comme dans notre partie, soit par 6... 45 avec la suite possible 7. ♠, ♠-♠, 8. ♠, ♠, 9. ♠, ♠, 10. ♠, ♠, ♠ avec de bonnes chances d'égalisation, soit aussi par 6... ♠, ♠, 7. ♠, ♠, 8. ♠, ♠, 9. ♠, ♠, 10. ♠, ♠, 11. ♠, ♠, 12. ♠, ♠, 13. ♠, ♠, 14. ♠, ♠, 15. ♠, ♠, 16. ♠, ♠, 17. ♠, ♠, 18. ♠, ♠, 19. ♠, ♠, 20. ♠, ♠.

c) Certains joueurs préfèrent la continuation 7... ♠, ♠, 8. ♠, ♠, 9. ♠, ♠, 10. ♠, ♠, 11. ♠, ♠, 12. ♠, ♠, 13. ♠, ♠, 14. ♠, ♠, 15. ♠, ♠, 16. ♠, ♠, 17. ♠, ♠, 18. ♠, ♠, 19. ♠, ♠, 20. ♠, ♠.

d) Une idée de Judith Polgar, déjà expérimentée dans sa partie contre Polugaevski en 1991 à Aruba, qui évite la suite connue 8. ♠, ♠, 9. ♠, ♠, 10. ♠, ♠, 11. ♠, ♠, 12. ♠, ♠, 13. ♠, ♠, 14. ♠, ♠, 15. ♠, ♠, 16. ♠, ♠, 17. ♠, ♠, 18. ♠, ♠, 19. ♠, ♠, 20. ♠, ♠.

e) Une nette amélioration par rapport à la variante de la note d) dans laquelle les Noirs répliquent à 10. ♠ par 10... ♠, ♠ d'autre part, si 10. ♠, ♠, 11. ♠, ♠, 12. ♠, ♠, 13. ♠, ♠, 14. ♠, ♠, 15. ♠, ♠, 16. ♠, ♠, 17. ♠, ♠, 18. ♠, ♠, 19. ♠, ♠, 20. ♠, ♠.

f) Si 39... ♠, ♠ parant le mat en d7 ; 40. ♠, ♠.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1535

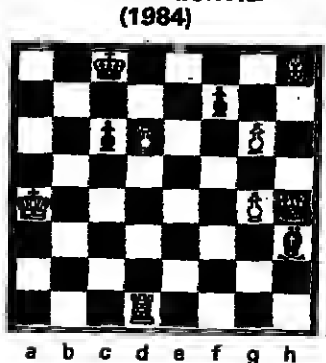
V. KALANDADZE (1984)

(Blancs : ♠, ♠ et ♠, ♠ et ♠, ♠. Noirs : ♠, ♠, ♠, ♠, ♠, ♠, ♠, ♠. Nulle.)

1. ♠, ♠ ; 2. ♠, ♠ ; 3. ♠, ♠ ; 4. ♠, ♠ ; 5. ♠, ♠ ; 6. ♠, ♠ ; 7. ♠, ♠ ; 8. ♠, ♠ ; 9. ♠, ♠ ; 10. ♠, ♠ ; 11. ♠, ♠ ; 12. ♠, ♠ ; 13. ♠, ♠ ; 14. ♠, ♠ ; 15. ♠, ♠ ; 16. ♠, ♠ ; 17. ♠, ♠ ; 18. ♠, ♠ ; 19. ♠, ♠ ; 20. ♠, ♠.

ÉTUDE N° 1536

G. MADAREICHVILI (1984)



Blancs (6) : ♠, ♠, ♠, ♠, ♠, ♠. Noirs (5) : ♠, ♠, ♠, ♠, ♠. Les Blancs jouent et font nulle.

Claude Lemoine

LE
GUIDE
DES
ÉCHECS

Traité complet de Nicolas Giffard et Alain Biénabe, dans la collection « Bouquins » de Robert Laffont.

La bible des échecs, tant attendue, vient de paraître. Profanes, amateurs de tous niveaux, maîtres confirmés, tous y trouveront leur bonheur.

En 1 600 pages, les auteurs répondent à toutes les questions, techniques, artistiques, historiques, pratiques, avec précision et clarté.

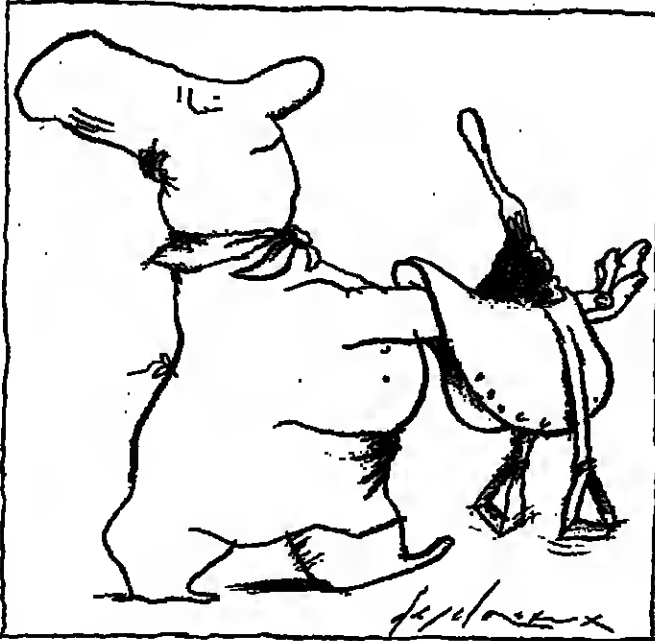
Cet ouvrage encyclopédique est un régal.

C. L.

هكذا من الأصل

Dames

Les tartares



LES Turcs de Mongolie et d'Asie centrale (du latin *tartarus*) se doutaient-ils qu'ils donneraient leur nom à de multiples variétés d'un même plat, à l'origine de viande crue ? Encore moins sans doute que ce mot, argotique, signifierait, selon le *Dictionnaire des argots*, l'apprenti qui fait les courses (1865) et le surveillant de collège (1879) ? Il est vrai que ces deux significations viennent du nom donné aux valets d'officiers maraudeurs des armées en campagne (1750), allusion sans doute aux troupes tartares dévastatrices envahissant l'Europe des siècles plus tôt.

Ce sont ces Tartares-là qui conservaient la viande sous la selle de leurs chevaux pour l'attendre, dit-on. En tout cas, l'expression « à la tartare » signifie d'abord, en cuisine, que la viande était panée puis grillée, servie avec une sauce relevée. Et c'est cette sauce qu'on appelait « tartare » (pour certains, une mayonnaise au jaune d'œuf dur additionnée d'oignons et ciboulettes). Mais aujourd'hui le tartare c'est le steak tartare, viande rouge bécabée et fortement assaisonnée. Il paraît qu'originellement il s'agissait de viande de cheval (cela correspond bien à la mouture des soldats mongols, n'est-ce pas ?).

Ainsi, aujourd'hui, le tartare de viande est fréquent sur les cartes, toujours de bœuf, plus ou moins bien assaisonné et souvent servi avec des frites. Mais précisons : la viande doit être non seulement de grande qualité, fraîche, mais (et

c'est de plus en plus rare) taillée au couteau et non hachée par une quelconque machine. Quant à la sauce, il s'agit d'une sorte de mayonnaise à partir de jaunes d'œufs durs (3 ou 4 jaunes tamisés pour 1/4 de litre d'huile), travaillée avec moutarde, sel et poivre, câpres (et quelquefois cornichons) hachés, fines herbes... L'on peut (et même, à mon avis, l'on doit) ajouter de la Worcestershire sauce. Enfin, l'accompagnement de pommes de terre bien gratinées est aussi excellent. Ainsi le tartare au couteau de La Tonnelle sa-

tonnaise (à Neuilly, dans l'île de la Jatte; tél. : 46-24-43-15) est-il de belle renommée.

Il y a aussi le tartare tout simple mais goûteux de L'Éclair (rue Saint-Siméon, Paris-7; tél. : 42-22-01-60), d'avocat au coulis de tomates. Mais aujourd'hui les tartares de poissons sont bien plus nombreux sur les cartes. J'ai ainsi trouvé l'autre jour un tartare d'huitres et de saumon frais sur celle du Bristol (rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8; tél. : 42-66-68-68); on tartare de dorade rose et saumon marié

sur celle du Clovis (rue Bertie-Albrecht, Paris-7; tél. : 45-61-15-32); un tartare d'huitres et lieu noir aux truffes au Lux (rue Pierre-Leroux, Paris-7; tél. : 43-06-99-39).

Mais je voudrais en signaler deux autres qui, pour moi, furent nouveaux : le tartare de « gendarme » aux coques de Marcel Goareguer (rue Ernest-Renan, à Issy-les-Moulineaux; tél. : 40-93-42-00) et, au Van Gogh (quai Aulagnier, à Asnières; tél. : 47-91-05-10), le tartare de maigre et saumon cru dans une vinaigrette moutardée aux câpres, avec un peu de sauce anglaise.

Je vous entends comme moi vous demander : « Qu'est-ce que ce maigre ? » Le Veodredi de Robinson Crusoe ? Non, Robert Daubian, le chef-patron du Van Gogh, sur son île de Seioe, en Charentais pur sang (et pur Atlantique !), spécialiste du poisson, m'a expliqué que ce maigre est une perche de mer (*Sciaenops ocellatus*), abondant sur cette côte, pouvant peser jusqu'à 30 kilos et plus. Sa chair blanche et feuilletée, sans arêtes, est agréable et, je le dois reconnaître, se marie bien avec celle du saumon en ce tartare inédit.

La Reynière

► Le Van Gogh, 2, quai Aulagnier (port Van-Gogh), à Asnières; tél. : 47-91-05-10. Fermé samedi et dimanche. Voir rubrique Salons, CB-AE-DC.

Semaine gourmande

Chez Laudrin

Cela fait quelques lustres que Jacques Billaud a amarré son yacht au boulevard Pereire. L'ancien « tout-parisien » chef barman du *Cabaret* reste éternellement jeune, souriant, amical, à recevoir ses clients au coin du bar puis à les conduire à une table de cette salle claire et « sympa ». Ici, tout est bon et bon enfant, de la carte ornée de dessins amusants de Barberousse à la cuisine du chef Dominique Elloy, des vins servis en magnums et comptés au centimètre. Excellente carte-menu à 180 F, menu-dégustation à 250 F et la carte (compter 400-450 F). Beaucoup de poissons, du duo de haddock et poireaux au pavé de morue en provenance, des pétoncles farcis à la boordide de baudroie, de la soupe de poissons à la daurade au Noilly et crevettes. Mais aussi l'excellent foie gras, les rognons moutardés, la bavette d'escalote, le charolais à la moelle et fleur de sel, et les trilles cuisinées façon mère Billaud. La crème de roquefort est à l'armagnac et les desserts savoureux, avec, en tête, le baba au rhum Laudrin. Une bonne adresse de laquelle on devient vite « habitué ».

► Chez Laudrin, 154, boulevard Pereire, Paris-17; tél. : 43-80-87-40. Fermé samedi midi et dimanche. CB-AE.

Le French Line

C'est faubourg Saint-Honoré que le souvenir de la Compagnie générale transatlantique est ravivé cette semaine sous forme d'une brasserie unique en son genre (en place de l'ex-*Corintho* disparu) : 25 mètres de façade, 120 places en salle et 90 en terrasse couverte et climatisée, dans un décor très « French Line » des belles années (acajou, acier poli, chromes, marbres noirs et blancs, etc.). Une climatisation sage et modérée mais une aspiration performante des fumées, avec, aux plafonds, un éclairage par fibres optiques recréant les cieux atlantiques étoilés.

Le directeur (j'allais écrire le capitaine) est Serge Durka (ex-*Vaucluse*, place de la Bourse), le coq (lisez chef) est Yaouanick Besombes, qui aime à répéter que

congelés et surgelés sont interdits de bord.

Bar (avec petits déjeuners), salon de thé (avec pianiste classique) et restauration enfin.

Fruits de mer de l'éclairer (dont les spéciales Gillaudeau et les normandes de Saint-Vaast), coquillages et crustacés, hors-d'œuvre (dont un excellent foie gras de canard entier « maison »), viandes et grillades (andouillette AAAA du père Duval), avec un plat du jour (ce midi-là, une tête de veau vinaigrette aux fines herbes, 89 F) conduisant à des additions (la cave est sage) entre 180 F et 300 F. Avec un menu « affaires » à 165 F.

Le décor original devrait séduire les Parisiens même blasés et attirer les touristes, la cuisine les confortera. Un événement qui devrait réveiller le Paris gourmand s'endormant dans le marasme ambiant.

► Le French Line, 235, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8 (à deux pas de la place des Ternes); tél. : 44-09-05-50. Tous les jours et jusqu'à 2 heures du matin. CB-AE-DC.

Le Soubise à Soubise

Liliane Benoit, excellente cuisinière, ajoute cette saison à sa carte déjà régionaliste (et avec une remarquable carte des vins du pays) un menu charcutais à 180 F. Chariot de hors-d'œuvre (dont le gigot ou gigot, ragout d'abats de porc), bouillotte d'anguilles ou cagoulles, daube charentaise ou tripes à la saintongeaise, milas aux pommes parfait glacé au cognac. Une belle réussite. A la carte, compter 300-500 F.

► Le Soubise, 62, rue de la République, 71280 Soubise; tél. : 46-84-91-35. Fermé dimanche soir et lundi. CB-DC.

L. R.

CEMAM NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION

VIN La Champagne à saute-bouchons !

Le champagne, a-t-on dit, est le vin de toutes les occasions. Alors saurez-vous celle d'aller le célébrer sur place, ou ses deux « capitales » : Reims et Epernay.

Reims, bien sûr, c'est le sourire de l'ange, ses musées nombreux. Epernay, c'est le musée du vin et de l'archéologie. Mais sans doute n'êtes-vous pas venu simplement pour voir mais... pour boire ? Alors otez que les caves vous attendent. A Reims, celles de Bessart de Bellefont, de Mumm, de Pommery, d'Heldsiek, de Veuve Clicquot, de Krug, de Lanson, de Romain, etc. A Epernay, celles de Laurent Perrier, Perrier-Jouët, Moët et Chandon, Pol Roger, de Veuve, etc. Le restaurant que vous choisirez vous donnera aimablement les adresses. Car, qui dit champagne dit bonne chère, bico sûr !

Pour celle-ci, vous n'aurez que l'embaras du choix, en commençant par le *Château des Crayères*. Gérard Boyer et son épouse Eliaze eussent pu se contenter de la belle et patricienne demeure, du beau jardin d'hiver (récemment agrandi), de leur magnifique carte des champagnes (à prix honnêtes, qui mieux est) et d'une bonne cui-

sine. Mais Boyer, méritant ses 3 étoiles Michelin, ses 4 étoiles au *Bottino-Gourmand*, ses 4 toques chez Gault-Millau, voulait mieux : une cuisine d'harmonie aux saveurs originales, comme le pied de porc farci au foie gras et câpres, ou l'escalope de turbot rôtie aux huitres et caviar, avant la tarte soufflée aux macarons. Pour cette fête, comptez 650-850 F (*Château des Crayères*, 64, boulevard Henri-Vaisier, à Reims; tél. : 26-82-80-80. Fermé lundi et mardi midi).

MAIS à Reims vous découvrirez aussi *Le Florence* (43, boulevard Foch; tél. : 26-47-12-70. Fermé le dimanche), ses menus « affaires » aux déjeuners (220 F) ou à 440 F, et la carte. Un oeuveu chef, formé par Jacques Maximin (ce qui explique quelques parfums d'Azur de la carte, comme la grillade de rognets au fenouil et quartiers d'orange). Et encore *Le Payson* (16, rue de Fisme; tél. : 26-40-25-51. Fermé samedi midi et dimanche), avec son décor et sa cuisine rustiques, de la salade au lard au fromage de tête à l'ancienne, du haddock aux lentilles au râble de lapin

et cidre. Menus de 78 F à 200 F, et carte.

A l'extérieur de Reims, notez aussi, à 5 km : *La Garenne* (route de Soissons, à Champigny-sur-Veize; tél. : 26-08-26-62. Fermé dimanche soir et lundi); *L'Assiette champenoise* (à Tioqueux - 3 km à l'ouest; tél. : 26-04-15-56. T.l.j.) en bord de vignoble et où le canard colvert est rôti accompagné d'une sauce au miel. Comptez 350-500 F.

La route de Reims à Epernay (RN 51) vous permettra de « halter » à Mootcheuot au *Grand Cerf* (50, route Nationale; tél. : 26-97-60-07. Fermé dimanche soir). Dominique Girardeau, au « piano », vous fera découvrir son honard en vinaigrette algoudou escorté de poires aux truffes, quelque peu surprenant pour ce pas dire osé, mais aussi le bœuf braisé au vin champenois de Cumières. Menus de 175 F (dégusters de semaine) à 420 F, et carte.

Vous arriverez aussi à Epernay, point de départ, si le temps ne vous est pas compté, d'un circuit de la Côte des blancs (Cramant, Vertus, Mesnil-sur-Oger, etc.). Vous y découvrirez *Les Berceaux* (13, rue Berceaux; tél. :

26-55-28-84. Fermé le dimanche soir), où Luc Maillard mitonne les escargots (au champagne, bico sûr !), mais aussi la selle d'agneau au cumin en passant par la sole soufflée au coulis de poivrons. Menu de déjeuner « affaires » à 150 F, ainsi qu'à 200 F et 320 F, et carte. Mais otez aussi le wine-bar avec son menu à 110 F et les vins au verre.

EN rotrant sur Paris par la même 51, vous passerez par Sézanne (dempure ici pour moi le souvenir, vivace, d'un repas que nous mitonnait M^{me} Bouchero et de l'accueil de Firmin, son époux, en l'*Hôtel de France* (de reste, le livre d'or avait enregistré une dizaine de fois cet éloges : « Avec les Boucheron on peut dire à Sézanne : appétit ouvre-loi ! »). Aujourd'hui, c'est à *La Croix d'Or* (53, rue Notre-Dame; tél. : 26-90-61-10. Fermé lundi) que vous pourrez faire belle. Auberge provinciale où vous vous régalez d'un foie gras au sabayon au ratafia de champagne avant le tournedos au vin des côtes champenoises et son gratin. Menus à 100 F, 170 F et 210 F, et carte (compter 225-275 F).

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOUIS DE FRANCE
Soleil, calme, toutes randonnées
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

TOURISME

CONSULT

DERNIÈRE MINUTE !
Départs en mai - Circuits tout compris
THAÏLANDE 13 J. 5 890 F
MEXIQUE 15 J. 8 890 F
VIETNAM 13 J. 9 890 F
Tél. : 40-46-09-09

Monde

PUBLICITÉ VACANCES VOYAGES
Renseignements :
46-62-75-31

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

FRANÇAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELLMAN,
37, rue François-I^{er}, 47-23-54-42.
Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Fermé sam., dim.

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert 5, 43-54-61-99. T.l.j. Cadre XVII^e authent. PMR 220 F.

AU CADRE VERT, 43-88-78-77.
4, rue Lakan (16)
angle rue de l'Annonciation. O.T.L.J.

SUD-OUEST

LE VIEUX PRESSOIR
364 bis, rue de Valenciennes 15.
Fermé dim. et lundi.
Midi et soir 130 F environ.
Poissons du marché.
Rts. : 45-32-78-26.

ALGEROISES

LE DEY, 109, rue Croix-Nivert, 15.
T.l.j. Tél. : 48-25-81-64.
Couscous et spécialités algéroises.
Menu : 115 F. Tagine du jour : 70 F.

DANOISES ET SCANDINAVES

COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA, sur un jardin.
142, av. des Champs-Élysées. 44-13-86-26.

ETHIOPIENNES

ENTOTTO, 45-87-08-51. (F. dim.)
143, L.L.M. Armand, 13
Dorowoll, Beyaninetou av. Finjira.

INDIENNES

MAHARAJAH, 43-54-26-07.
T.L.J. Jmg. 73 h 30
72, bd St-Germain. M^{me} Maubert.
Vend., sam., j. 1 h. Cadre lumineux.
SALON : mariages, cocktails, réceptions.

ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mauchez, 14^e. 45-89-08-15.
Fidm., lundi.
ÉMILIE-ROMAGNE.

VIETNAMIENNES

NEM 66, 66, rue Lauriston, 16.
47-27-74-52.
F. sans soir et dim.
Cuisine légère. Grand choix de grillades.

Le Monde

PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements : 46-62-75-31

Le Monde ÉDITIONS

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière à la sauce Desclozeaux

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Les templiers à découvert

De l'aventure en Terre sainte à la brutale élimination de l'ordre, quelques années après son établissement en France, l'histoire est connue et sans détour. Les templiers n'ont jamais cessé, pourtant, de nourrir les fantasmes les plus effrénés et de traîner derrière eux une odeur de sainteté fortement marquée au soufre. Mythes et réalités.

DU premier choix : apostasie, sodomie, idolâtrie, simonie, blasphèmes sur la personne du Christ, pratiques obscures... Les dominicains, hommes sages que l'effrayaie plus le grésillement des chairs ni l'os craquant sous les rouets de l'inquisition, firent leur travail avec cœur en omettant aucune des dispositions que recommandait la qualité de leurs nouveaux clients. Des confrères, en quelque sorte, ces templiers qu'on leur livrait chargés de tous les péchés du monde, mais que les tentatives de l'ordonnance et le supplice de l'antonnoir allaient faire partir à confesse au son de trompettes séraphiques. On leur devait. On leur devait, comme on ne leur pardonnait pas leur puissance et leur morgue, leur condescendance en face de l'État, leurs domaines, leurs immuables et leurs comptes à numéros. Leur allure surtout, et cette mauvaise façon qu'ils avaient de se croire à l'abri de tout après leur rôle joué dans la garde du Saint-Sépulchre et la défense du royaume de Jérusalem.

Moines-soldats sans armes mis à la disposition du bourgeois et de son œil de velours, les plus misonnables avouèrent tout ce qu'ils voulaient qu'ils avouent, en se jurant de trouver mieux et plus corsé encore si on les faisait à nouveau bénéficier d'un pareil régime de faveur. L'ordre qui, durant deux siècles, avait ripaillé du sang de l'infidèle sous tous les soleils de Palestine agonisait dans l'ombre de salles basses, démantelées par des aveux hallucinés. Vilaine sortie.

Déjà mystérieux et mal compris du temps de leur gloire, leur soudaine élimination en France servit de terreau aux plus invraisemblables rumeurs et donna, et donne encore, du grain à moudre à l'amateur de sciences occultes et aux adeptes de la gesticulation cabalistique. Leurs compères en loufoque, les chasseurs de trésors, n'ont jamais cessé, eux, de piocher et de ratissier, dans leur tête malade, les territoires imaginaires où le Temple aurait servi son or. Quant à la littérature de gare, c'est par ovaiois entiers qu'elle fit partir ses lecteurs sur les traces des hommes au manteau blanc et à la croix vermeille. Et l'extrême droite ne fut pas longue à comprendre tout le savoureux profit qu'elle pouvait tirer de la mise en image de ces défenseurs de l'Occident, agités des plus mauvais sentiments envers les contempteurs de leur foi. Rigueur et

poigne de fer, yeux bleus et ventre plat : toute une cavalcade de oazillons bodybuidés s'agitait dans des recherches éperdues du Graal et la remise à l'équerre des vertus de base qui devaient laisser la France être purifiée par les seuls Français. Aujourd'hui, leurs aînés ont pris du poids et font entendre leurs rêveries nationaliste de façon moins romanesque, mais restent foudroyamment attachés aux éclats de cette première race de seigneurs dont ils continuent, en douce, à pomper le miel.

Autant d'interprétations déviantes qui n'ont jamais troublé les historiens, pour lesquels l'affaire était entendue, les textes dont ils disposaient ou démentant en rico la vraisemblance d'une épopée assez originale, c'est vrai, mais qu'il convenait de réinstaller dans le décor de ce grand happening médiéval qui vit l'Occident partir en échantant, l'épée à la main et le pistolet à la ceinture, porter la bonne parole en Terre sainte.

Saint Bernard, encore sous la bure de Bernard de Cîteaux, moine cistercien agité de fulgurances multiples, dit oui. Un parain sur lequel on pouvait compter et qui allait servir de juris consulte à une petite poignée de chevaliers d'après-crisade, inquiète de voir l'État dans lequel on laissait les pèlerins errer à la merci de tous les dangers sur les routes menant vers Jérusalem (sous obédience chrétienne, souvenons-nous, depuis 1099), et qui se proposaient de constituer une milice du Christ pure et dure ; pure par ses intentions, dure pour

ceux qui oseraient en douter. Conseils, concile, concubinage : Hugues de Payns, un gentilhomme champenois, flotta par obtenir les agréments nécessaires pour patrouiller, lui et ses compagnons, dans ces zones incertainement militarisées et domées de la tique et du bâton, de la Durandal et de la masse d'arme, contre le rôdeur et le coupe-jarret. L'insécurité, vieux thème.

L'effet fut retentissant. Il faut comprendre. L'Europe apprenait que ces sables de la foi, si ardemment désirés, si éperamment souhaités, avaient désormais pour gardiens un corps d'élite assoupli aux plus rigoureuses disciplines des armes et de l'esprit ; des saints qui laissaient rouiller leur cotte de mailles d'une encre aussi pieuse que bénévole. On les encouragea. Les doos, les legs, les donations arrivèrent dans les caisses de ces chevaliers, hier misérables et margrés comme leurs haridelles, et qu'un vaste mouvement de sympathie rendait soudain puissants et nantis. Déjà sauvages, ils durcissent leur recrutement, leurs règles de combat, leur éthique. Ils codifièrent l'orgueil de leur solitude en se dégageant des arcanes mêmes sous lesquels la juridiction épiscopale devait les tenir. Privilège exorbitant : ils auraient bientôt leur propre clergé, autant dire leur propre credo, sans que le moindre évêque ne puisse jamais venir taper de la croasse dans leurs « diocèses ». Rome les protégeait. Loin de tout, dévorés et imbus de sacrifices, ils s'éloignaient des lois en

glissant lentement vers une théocratie baroque dont eux seuls étaient capables de mesurer la portée.

Intouchables, frondeurs, pas toujours clairs dans les mœurs de leurs opérations militaires, ils tenaient le haut du pavé dans cet outre-mer qu'ils connaissaient trop bien pour que l'ennemi leur fasse le moindre cadeau. Combat à mort. Sans rançon, sans pitié. Ils passaient pour des guerriers sioux. Très fins, discrets, jamais bavards, jamais soudards. Efficaces seulement. Ils étaient, avec l'ordre de l'Hôpital, la force d'appoint ; accueillaient les croisades ; s'engueulaient avec saint Louis ; construisaient des forteresses et servaient de banquiers à qui voulait visiter la région avec un peu d'argent frais. En France, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, leurs biens fructifiaient. On ne cessait de les inciter à continuer de maintenir en vie cette tête de pont qui, un jour, verrait la chrétienté partir s'agrouiller sur des parvis qui lui appartendraient de droit.

Millénaire de l'insupportable, l'ordre du Temple devra pourtant se rapatrier sur ses bases arrière quand vint l'heure de ne plus songer aux délices de l'Orient et de laisser la place aux mamelouks du sultan. Dates : posons 1127 (signature de leur premier manifeste), retenons 1303 (abandon de la dernière place forte sur l'île de Rhodus), ajoutons 1307 (raille générale, en France, de tous les représentants de l'ordre dans la journée du 13 octobre) et retranchons

1314 (mort de Jacques de Molay, le dernier grand patron, parti en fumée sur des fagots de bois sec, à peu près à l'emplacement actuel de la statue d'Henri IV sur l'esplanade du Pont-Neuf).

« Le fou a une idée fixe, et tout ce qu'il trouve lui va pour la confirmer. Le fou, on le reconnaît à la liberté qu'il prend par rapport au devoir de preuve. Et ça vous paraît bizarre, mais le fou, lui ou tard, met les templiers sur le tapis (1). » Diable ! c'est ici Umberto Eco - le maître des mystères - qui, dans le *Pendule de Foucault*, donne son sentiment sur la fascination qu'ont laissée traîner dans le drap de leur cape de croisés ces auxiliaires de Dieu saisis par le péché d'orgueil. Patrons en Terre sainte, ils devinrent des vassaux arrogants une fois installés dans leurs commanderies de France. A Paris, la maison-mère, dans le quartier du Temple justement, abritait - une mission qui leur allait assez bien - le trésor royal. Un trésor qu'ils servaient régulièrement à alimenter, Philippe le Bel n'arrivant à boucler ses fins de mois qu'à coups de dévaluations, de spoliations, ou d'emprunts à l'inog terme. Ils étaient là, sérieux comme des papes, élisant la pluie et le beau temps : financiers larges et intraitables. Au point qu'il devint urgent de s'en débarrasser, en premier lieu pour éteindre les dettes, ensuite et sans vergogne pour faire main basse sur leur fortune. Ce le Bel, « pas un roi, une statue », selon la formule, avait avec l'argent des rapports difficiles qu'il

camouflait derrière de sérieux et époustouflantes mauvaises actions. Les juifs et les banquiers lombards s'en souvenaient encore.

Il souffra de gaochir les manières et les coutumes un peu rudes qu'ils avaient d'honorer le Christ et de « bizer » trop chandement les novices qui souhaitaient tenter l'aventure, pour mettre au point des chefs d'accusation à faire dresser les cheveux sur la tête et les passer à la moulinette de l'inquisition. L'affaire était jonée. L'État se paya grassement de sa fourberie ; les biens des monstres furent placés sous la gestion de l'ordre de l'Hôpital, mais aucun des grands commis qui participèrent au partage du butin ne donna jamais la moindre indication sur le montant exact du hold-up, ni o'avouèrent, même, s'il avait réellement eu lieu. Depuis, on rêve. Où est vraiment passé le trésor des templiers ?

Grosse émotion en 1962 où l'oc croit avoir retrouvé sa trace dans une crypte sous le donjon du château de Gisors. Un livre, accrocheur à souhait, *Les templiers sont parmi nous*, de Gérard de Sède, livrait et élayait le témoignage d'un certain Roger Lhomoy, mythomane beureux et jardinier de la citadelle, qui, la nuit, creusait et creusait encore, sous ses massifs de rhododendrons, de perforantes galeries qui devaient le mener aux coffres du Temple. Maltraux, qui s'y connaissait en trésors, lança une campagne de fouilles ; on mit les hommes du 12^e Génie sur le coup ; la presse débâcha ses faits-diversiers les plus hargneux ; des radiesthésistes vinrent rôder, le front soucieux, autour de l'édifice, qui commençait à pencher légèrement, tout une armée de clandestins s'enfonçant à pioche que veux-tu, dès le soir tombé, dans les ténèbres médiévales de l'espoir. La farce tournait à l'obsession. La piste pourtant était mince.

La veille de leur arrestation en masse, un groupe de templiers, qui arrivaient de Paris, en route, croyait-on savoir, vers leur marine du Nord, avaient fait halte à Gisors, escortant de lourds charrois. Le trésor... On savait qu'ils n'étaient pas repartis de la ville. C'était à peu près tout. Cela devait suffire pourtant à conforter les snoopers et à rendre plus véloces encore les prétendants à la grosse gallette. Devant les dégâts, on demanda bientôt aux toupes de cesser leurs activités et de ne plus penser à cette blague sortie en droite ligne du mirage templier. Aujourd'hui, la cité normande essaye de dissimuler sa confusion sous les oripeaux de l'attraction, en racontant sans raconter aux voyageurs de passage l'étrange et involontaire sortilège jeté sur la ville par les émeutes de Hugues de Payns, en attendant de passer le relais à un autre endroit mystifié.

Jean-Pierre Quélin

(1) Cité dans le numéro 27 des *Cahiers de la Société historique et géographique du bassin de l'Yonne*.

► A lire : *Les Templiers*, de Régine Pernoud, Presses universitaires de France.



Jacques de Molay, le dernier maître de l'ordre.

فكرنا من الأصل